CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45e LÉGISLATURE, 1re SESSION

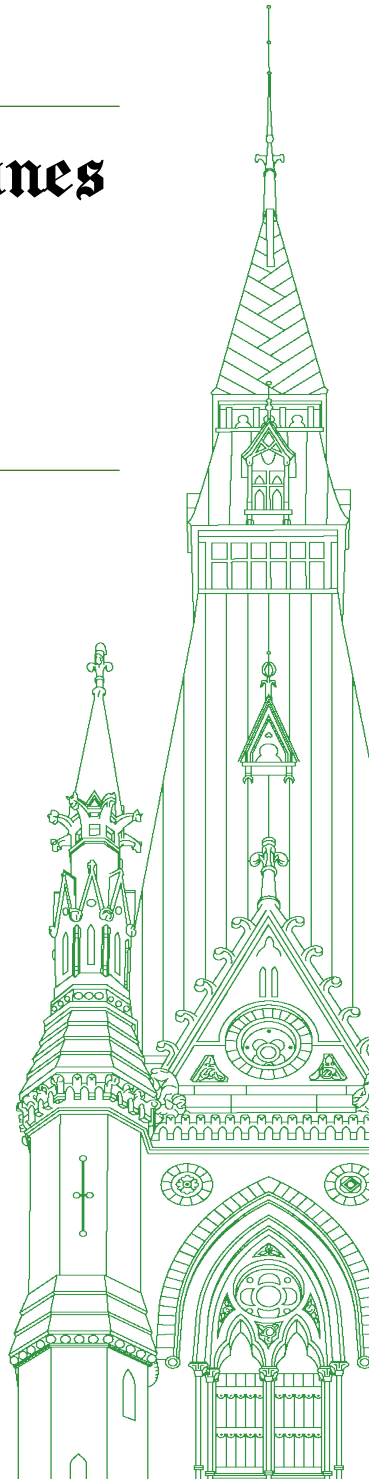
Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel

(Hansard)

Volume 152 N° 007

Le mardi 3 juin 2025



Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 3 juin 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

● (1000)

[*Traduction*]

LOI VISANT UNE SÉCURITÉ RIGOUREUSE À LA FRONTIÈRE

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-2, Loi concernant certaines mesures liées à la sécurité de la frontière entre le Canada et les États-Unis et d'autres mesures connexes liées à la sécurité.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[*Français*]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, les rapports suivants de la Section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, ou APF. Le premier concerne sa participation au 30e anniversaire de commémoration du génocide rwandais, à Kigali, au Rwanda, les 6 et 7 avril 2024. Le deuxième concerne sa participation aux réunions de la présidence de l'APF, qui se sont tenues à Paris, en France, et au Luxembourg, du 22 au 26 avril 2024. Le troisième concerne sa participation aux réunions de la Commission politique de l'APF et du Groupe de travail sur la révision des Statuts de l'APF, qui se sont tenues au Luxembourg du 27 au 30 avril 2024. Le quatrième concerne sa participation à la 30e assemblée de la région Afrique de l'APF, qui s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun, les 28 et 29 mai 2024. Le cinquième concerne sa participation à la 36e réunion de l'Assemblée régionale de l'Europe, qui s'est tenue à Pristina, au Kosovo, du 11 au 13 novembre 2024. Le sixième concerne sa participation à la réunion de la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales de l'APF et au colloque parlementaire économique, qui se sont tenus à Budapest, en Hongrie, du 2 au 4 avril 2025.

[*Traduction*]

PÉTITIONS

LES SOINS DE SANTÉ

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je présente une pétition qui, je suppose, pourrait provenir de pétitionnaires de n'importe quelle circonscription au Canada.

Des pétitionnaires de Saanich—Gulf Islands m'ont demandé de présenter cette pétition, qui porte sur la crise causée par le manque d'accès à des soins de santé primaires et à des médecins de famille partout au pays. Dans ma collectivité, dans la région de Sidney et de Victoria, en Colombie-Britannique, le temps d'attente moyen dans une clinique sans rendez-vous est de deux à quatre heures, selon la localité.

Le nombre de médecins au Canada augmente, mais le nombre de Canadiens sans médecin de famille demeure inchangé. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de collaborer avec l'ensemble des provinces et des territoires afin de trouver une solution globale et équitable à la grave pénurie de médecins de famille au Canada.

* * *

● (1005)

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

DISCOURS DU TRÔNE

[*Traduction*]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 2 juin, de la motion modifiée portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session.

Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Brampton-Sud.

C'est avec un profond sentiment de gratitude et d'humilité que je prends la parole pour la première fois en tant que député à la Chambre des communes. Je tiens d'abord à remercier les bonnes gens de Sackville—Bedford—Preston, qui m'ont accordé leur confiance. De chez moi, à Bedford, jusqu'à Sackville, à Fall River, à Waverley, à Wellington, à Beaver Bank, à Preston et ailleurs, ces collectivités m'ont fait un honneur que je ne pourrai jamais vraiment leur rendre.

Ma famille, sans qui je ne serais pas ici aujourd'hui, mérite également mes remerciements les plus sincères. Je tiens donc à remercier mon épouse Caitie — la meilleure personne que j'aie jamais connue — pour tout. Je la remercie d'avoir couru le risque d'aborder le jeune homme maigrichon qui habitait au bout du couloir pendant sa première année à l'Université Dalhousie. Ce fut le parcours d'une vie, et il y a tant d'autres beaux moments à venir. Je tiens à dire à mes enfants Beau et Heidi que leur papa les aime. Je déteste manquer autant de parties de soccer et de séances de jeux avec la maison de rêve de Barbie, mais je compte bien me racheter auprès d'eux.

Je remercie ma mère, mon père, ainsi que ma soeur et mon frère, Deirdre et Travis, d'avoir toujours cru en moi. Je remercie également mon prédécesseur, Darrell Samson, qui a été un excellent député ces 10 dernières années, pour les conseils toujours avisés qu'il m'a donnés.

Comme nous le savons tous, une campagne électorale est la somme d'innombrables petits actes de courage politique: le premier coup timide à la porte d'un inconnu, le premier appel téléphonique à l'issue incertaine, la décision parfois — ou peut-être toujours — inexplicable de faire inscrire son nom sur un bulletin de vote. À ma formidable équipe de campagne, qui a frappé à des milliers de portes et enduré bien trop de jours d'une météo maritime pluvieuse qui vous glace jusqu'aux os, je tiens à dire que notre victoire lui revient davantage qu'à moi.

Le fait de prendre la parole l'avant-dernier jour de l'Adresse en réponse me donne un avantage sur certains de mes collègues qui m'ont précédé: l'avantage de la perspective et du temps. Voilà maintenant une semaine que le roi Charles III a prononcé le discours du Trône, et en seulement sept jours, les fils de ce discours ont commencé à former une vision concrète de ce que compte faire le gouvernement.

Nous rendrons le coût de la vie plus abordable en réduisant les impôts de plus de 22 millions de Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Cela signifie, pour chacun d'entre nous à la Chambre, que des milliers et des milliers de nos concitoyens auront plus d'argent dans leurs poches. Une famille moyenne à deux revenus économisera ainsi 840 $ par an. C'est assez pour payer des cours de natation, de danse ou de soccer, ou une soirée bien méritée pour des parents fatigués et occupés.

Nous éliminerons la TPS sur les maisons de moins de 1 million de dollars pour les premiers acheteurs, ce qui permettra une économie pouvant atteindre 50 000 $. Grâce au programme « Maisons Canada », nous nous lancerons dans le plus ambitieux programme de construction résidentielle depuis la Deuxième Guerre mondiale afin de livrer 500 000 logements neufs par an. Nous réduirons de moitié les droits d'aménagement, nous appuierons la construction de logements modulaires et préfabriqués et nous faciliterons et accélérerons tout simplement l'accès à des logements sûrs et abordables.

En partenariat avec les provinces et les territoires, nous éliminerons les obstacles au commerce en instaurant un libre-échange en bonne et de la forme à l'échelle du pays, ce qui générera une activité économique pouvant atteindre 200 milliards de dollars tout en réduisant notre dépendance aux échanges commerciaux avec les États-Unis. À l'issue de la réunion avec les premiers ministres provinciaux, hier, à Saskatoon, la question fait manifestement consensus. Les premiers ministres progressistes-conservateurs, néo-démocrates et libéraux s'accordent tous pour dire qu'une économie canadienne unifiée est beaucoup plus forte que 13 économies distinctes. Nous cernerons des projets d'importance nationale qui briseront le cloisonnement des intérêts politiques ciblés et pour stimuler la croissance dans tout le pays. Ces projets créeront des emplois, ils diversifieront l'activité commerciale et il résulteront en une économie nationale autosuffisante capable de résister aux turbulences d'un monde incertain et en mutation.

Comme l'indique le communiqué publié à l'issue de la réunion des premiers ministres d'hier, nous déterminerons « [l]es infrastructures structurantes et les corridors, tels que les autoroutes, les chemins de fer, les ports, les aéroports, les pipelines, les projets nucléaires, les projets d'énergie propre et [classique] et les systèmes de transport d'électricité » parce qu'ils « sont essentiels pour stimuler la croissance de la productivité, la sécurité énergétique et la compétitivité économique du Canada. » Dans le cadre de ce plan, les autorisations qui prenaient auparavant cinq ans n'en prendront plus que deux.

● (1010)

Bref, nous allons construire et, en construisant, nous prouverons que le gouvernement est capable d'accomplir de grandes choses dans les règles de l'art. Beaucoup de gens seront sceptiques, et je peux les comprendre. Trop souvent et depuis trop longtemps, le gouvernement s'est demandé pourquoi et non pourquoi pas. Au lieu de résoudre les problèmes, il dressait des obstacles devant les bonnes idées, mais cet état de fait n'est ni inévitable ni immuable. Quand on regarde en arrière, il ne manque pas d'exemples où le gouvernement, souvent en partenariat avec le secteur privé, a posé les fondations de notre pays, des fondations toujours aussi solides aujourd'hui.

Lorsque le dernier crampon du chemin de fer Canadien Pacifique a été posé, c'était l'aboutissement d'un rêve qui était, pour reprendre les mots du premier ministre, le premier projet d'importance nationale du Canada. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le bassin de Bedford, dans ma circonscription, a servi de point de rassemblement aux dizaines de navires et de convois qui allaient traverser l'océan pour libérer un continent. En 1955, un ruban d'acier s'élevant gracieusement au-dessus de l'eau reliait pour la première fois Halifax à Dartmouth: le pont Angus-L.-Macdonald. En 1981, le télémanipulateur Canadarm a franchi la dernière frontière, celle de l'espace, en arborant le logo du gouvernement du Canada sur son flanc. Voilà un exemple extraterrestre de ce que le gouvernement peut accomplir.

Dans les années à venir, je sais que d'autres exemples suivront. J'espère que ce gouvernement-ci, un gouvernement qui construit, restaurera la confiance des Canadiens dans notre capacité à réaliser de grandes choses. Le gouvernement peut être un catalyseur de croissance plutôt qu'un frein à l'innovation et à la productivité; il en a même le devoir. J'espère également que cette 45e législature se distinguera par sa productivité plutôt que par sa partisanerie, et que, dans cette conjoncture minoritaire, les députés travailleront main dans la main, au-delà des clivages partisans, afin de faire avancer les choses.

Comme nous le savons tous, il n'y a pas d'expérience plus directe et enrichissante et une plus grande source d'humilité que de faire du porte-à-porte pendant une campagne électorale. Nous avons tous frappé à des milliers de portes, j'en suis sûr. En repensant à ma propre campagne au cours des dernières semaines, ce qui m'a le plus frappé, c'est ce que personne ne m'a dit sur le pas de la porte.

Personne ne m'a demandé d'être plus en colère. Personne ne m'a demandé de redoubler de cynisme et de mesquinerie. Personne ne m'a demandé de chahuter plus souvent et plus fort. Personne ne m'a demandé de faire ces choses, car la plupart des gens ont heureusement la chance de vivre leur vie en dehors de la bulle politique. Ils vivent dans le monde réel, là où la réussite ne se mesure pas en nombre de sièges ou de votes, mais par le sentiment que l'on éprouve lorsqu'on se réveille le matin avec de la motivation et de l'espoir au ventre, ou lorsqu'on sait que ses enfants auront une vie meilleure que la sienne.

L'endroit où nous nous trouvons, cette chambre, existe dans le monde réel, mais nous avons parfois l'impression d'y être dans la quatrième dimension. En politique, nous avons parfois l'impression d'être un cheval de course avec des œillères. Notre champ de vision est si étroit que tout ce que nous voyons et tout ce qui nous importe, c'est ce qui se trouve devant nous. Nous perdons de vue le vaste monde qui nous entoure et nous devenons obsédés par les gains insignifiants et les objectifs modestes. Cela dit, je n'ai pas la prétention d'être parfait; je suis sûr que mes œillères m'aveugleront de temps à autre. Cependant, je ferai de mon mieux pour me souvenir de ce que les gens chez qui j'ai frappé attendent de moi et je demande à mes chers collègues d'en faire autant.

Nous sommes nombreux ici à vouloir voir la politique en noir et blanc, mais la vérité, c'est qu'elle se dessine presque toujours dans une infinité de nuances de gris. Nous devons accepter la complexité, l'embrasser, au lieu de lui préférer des phrases toutes faites ou des slogans accrocheurs.

Ce n'est pas le premier organe législatif où j'ai l'honneur de siéger. J'ai déjà été député à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, qui est la plus ancienne du pays et le berceau du gouvernement responsable au Canada. Dans un coin tranquille du terrain de l'Assemblée législative, sur la rue Hollis, se dresse la statue de celui que je considère comme le saint patron de la politique en Nouvelle-Écosse, Joseph Howe.

Comme quiconque a déjà fait de la politique, M. Howe a eu du mal à trouver le sens véritable de son travail, mais je crois qu'il y est arrivé. Je conclurai en reprenant ses mots, qui me guideront et qui, je l'espère, guideront également mes collègues députés. M. Howe a dit: « [...] lorsque je m'affaire, assis en toute solitude, aux tâches de ma profession, les seules questions que je me pose sont: Qu'est-ce qui est bien? Qu'est-ce qui est juste? Qu'est-ce qui va dans le sens du bien public? » Pour ma part, je pense que c'est un très bon point de départ.

L'Adresse

● (1015)

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, une semaine s'est écoulée depuis le discours du Trône, et notre collègue est beaucoup revenu sur les paroles de Sa Majesté, qui auraient tracé une feuille de route claire et précise pour notre pays. Il a également parlé de ce qu'il n'avait pas entendu en faisant du porte-à-porte.

Je tiens à dire à notre collègue ce que moi, je n'ai pas entendu dans le discours du Trône. Je n'ai pas entendu parler de la crise des opioïdes. Depuis 2016, plus de 51 000 Canadiens sont morts d'une surdose. Concrètement, quel est le plan du gouvernement pour lutter contre la crise des opioïdes?

Braedon Clark: Monsieur le Président, que l'on soit en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, en Ontario, en Saskatchewan ou ailleurs au pays, il est indéniable que la crise des opioïdes a indûment fauché des dizaines de milliers de vies, de nombreuses jeunes vies, bien des vies qui, autrement, auraient été prometteuses et productives. Le gouvernement en est bien conscient et il veut y remédier. Il tient à ce que les personnes dont la vie a été tragiquement brisée par le fléau des opioïdes puissent se reconstruire avec le temps.

Je comprends le point de vue du député. Cependant, sa question nous ramène à ce que j'ai dit sur les questions non partisanes: je pense que nous convenons tous qu'il faut résoudre ce problème, et au plus vite.

[*Français*]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a abordé une question qui me préoccupe aussi, soit la nécessité d'être moins partisan et d'être plus collaboratif.

Il a parlé du gouvernement minoritaire. Il semble donc avoir pris acte du fait que le gouvernement est minoritaire, que c'est le mandat que les électeurs nous ont donné ici à la Chambre des communes.

Est-ce que son parti va prendre acte de l'amendement qui a été adopté hier par 166 voix contre 164? Va-t-il décider de déposer un budget et de reconnaître qu'il faut faire la lumière sur l'état des finances publiques?

[*Traduction*]

Braedon Clark: Monsieur le Président, en ce qui concerne la transparence et les finances, je le répète, le gouvernement tient à régler ce dossier au plus vite. C'est le deuxième retour au Parlement le plus rapide de l'histoire de notre pays, ce qui témoigne du sentiment d'urgence qui anime le premier ministre et le gouvernement.

Nous sommes ici à la Chambre. J'ai déjà siégé dans l'opposition; je siège maintenant du côté du gouvernement. Je sais que le rôle de l'opposition est de poser des questions et de demander des comptes au gouvernement, et je comprends ce rôle. C'est pourquoi nous sommes ici. Nous avons beaucoup de détails et de sujets à discuter à la Chambre, et c'est pourquoi nous sommes ici.

[*Français*]

Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la Chambre à mon collègue. Bien sûr, la voix grave et forte de M. Darrell Samson, celui que mon collègue remplace, va me manquer. Cependant, je suis sûr que la voix de mon collègue sera tout aussi forte pour défendre les citoyens de sa circonscription.

Mon collègue a dit que, durant la campagne électorale, il a cogné à énormément de portes et il a rencontré beaucoup de gens. Peut-il nous dire quelles sont les mesures proposées dans le discours du Trône qui permettront d'aider sa circonscription et les citoyens de sa circonscription?

[*Traduction*]

Braedon Clark: Monsieur le Président, le logement est vraiment important pour ma circonscription, et pour toutes les circonscriptions du pays. Lorsque je siégeais à l'assemblée législative provinciale, j'étais également porte-parole en matière de logement. C'est donc un dossier qui me tient à cœur depuis plusieurs années, en particulier pour les gens de mon âge et les plus jeunes qui s'inquiètent énormément de savoir comment ils vont payer leur loyer ou rembourser leur prêt hypothécaire.

C'est particulièrement important pour les personnes âgées qui veulent déménager dans un logement plus petit, mais qui ne peuvent pas se le permettre parce que les loyers sont trop élevés là où elles vivent. Par conséquent, une seule personne peut vivre dans une maison où, idéalement, quatre ou cinq personnes, une jeune famille, vivraient. C'est également un problème.

Dans le discours du Trône et dans notre programme électoral, nous avons présenté un plan en matière de logement. Encore une fois, cela revient à ce que je disais: le gouvernement peut et doit accomplir de grandes choses. Le logement est un domaine dans lequel il a fait un excellent travail dans le passé. Je m'attends à ce qu'il le fasse à nouveau grâce au programme « Maisons Canada » et à d'autres programmes.

● (1020)

Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour réagir au discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles III. Avant de commencer, j'aimerais remercier les résidants de Brampton-Sud de m'avoir accordé une fois de plus leur confiance pour les représenter dans cette 45e législature. Je me sens honorée de pouvoir à nouveau être leur voix à la Chambre, défendre leurs priorités et travailler à rendre notre collectivité plus forte, plus sûre et plus inclusive pour tous.

Je tiens également à remercier sincèrement ma famille, mon personnel, mes bénévoles et mes concitoyens pour leur soutien indéfectible. Alors que nous entamons cette nouvelle session parlementaire, nous traçons la voie vers un Canada audacieux et tourné vers l'avenir, qui reflète les espoirs et les aspirations des Canadiens d'un océan à l'autre.

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans Brampton-Sud, j'ai pu entendre directement les membres de notre collectivité me faire part des priorités qui leur tiennent le plus à cœur. Surtout, les gens m'ont dit qu'ils veulent des solutions concrètes et non des slogans, des mesures qui répondent aux besoins actuels et qui nous mettent sur la bonne voie pour l'avenir. C'est exactement ce que propose le discours du Trône: un programme clair et ambitieux pour relever les défis qui se présentent et bâtir un avenir plus sûr, plus abordable et plus prospère pour les générations à venir, où les Canadiens ont les moyens de s'acheter une maison, trouvent un emploi bien rémunéré et se sentent en sécurité dans leur quartier.

Premièrement, le gouvernement libéral accorde une réduction d'impôt à la classe moyenne. Les résidants de Brampton-Sud travaillent d'arrache-pied tous les jours pour subvenir aux besoins de leur famille, et ils méritent de conserver une plus grande part de leur argent gagné à la sueur de leur front. C'est pourquoi l'une des premières mesures du gouvernement actuel consiste à accorder un allégement fiscal important à la classe moyenne. À compter du 1er juillet, nous comptons faire passer le taux d'imposition minimal sur le revenu des particuliers de 15 % à 14 %. Près de 22 millions de Canadiens bénéficieront de cette réduction d'impôt, qui permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 $ par an d'ici 2026. Pour les familles de Brampton-Sud, cet argent pourra servir à payer l'épicerie, les activités des enfants ou encore à épargner pour l'avenir.

Au cours des cinq prochaines années, cette réduction d'impôt permettra aux Canadiens d'épargner plus de 27 milliards de dollars, qui resteront dans nos collectivités et appuieront les économies locales comme celle de Brampton-Sud. Notre message est clair: nous réduisons les impôts et apportons des changements pour que tous les Canadiens puissent améliorer leur situation.

Deuxièmement, le gouvernement continuera d'investir dans les soins de santé et les mesures d'abordabilité. Le gouvernement s'appuie sur les progrès déjà réalisés pour rendre la vie plus abordable aux familles de Brampton-Sud, comme les services de garderie à 10 $ par jour, le programme national d'alimentation scolaire et le Régime canadien de soins dentaires. Grâce à notre programme de garderie à 10 $ par jour, les parents de l'Ontario épargnent plus de 10 000 $ par an, par enfant.

À Brampton, de nouvelles places en garderie sont créées. Par exemple, il y a le service de garde SimplySmart et l'école Montessori. J'ai parlé directement avec des parents, en particulier des mères, qui peuvent maintenant retourner au travail ou travailler plus d'heures, sachant que leurs enfants sont dans des services de garde sûrs et abordables. C'est plus qu'une bonne politique sociale, c'est aussi une politique économique judicieuse. Cela donne à nos enfants le meilleur départ possible et aide les parents à bâtir leur carrière.

Nous progressons également dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire, une mesure ambitieuse visant à renforcer notre filet de sécurité sociale. Grâce à un financement fédéral de plus de 1 million de dollars sur cinq ans, ce programme permettra de fournir des repas nutritifs à plus de 400 000 élèves en Ontario seulement, aidant ainsi nos élèves à se concentrer, à apprendre et à s'épanouir.

Grâce au Régime canadien de soins dentaires, nous offrons de réelles économies pouvant atteindre 750 $ par année pour les soins dentaires essentiels. Ce programme sans précédent a déjà aidé plus de 3,6 millions de Canadiens, dont 1,8 million ont reçu des soins à ce jour. Désormais, tous les Canadiens admissibles ne bénéficiant pas d'une assurance peuvent présenter une demande, l'objectif étant d'atteindre jusqu'à 9 millions de Canadiens.

● (1025)

Ce ne sont pas que des chiffres, mais des mesures qui changent des vies. J'ai parlé à des mères célibataires de Brampton-Sud qui peuvent maintenant travailler à temps plein grâce à l'accès à des services de garde abordables. Des personnes âgées m'ont dit qu'elles peuvent enfin obtenir les soins dentaires dont elles ont besoin sans avoir à payer des frais élevés. C'est pour ces gens que nous nous battons, et nous continuerons de travailler chaque jour pour eux.

Troisièmement, le gouvernement libéral reste déterminé à construire davantage de logements pour les Canadiens. À Brampton, la demande de logements a augmenté. C'est pourquoi je me réjouis du plan ambitieux du gouvernement visant à doubler le taux de construction de logements au Canada et à soutenir une nouvelle vague de construction de logements abordables. Nous lançons la nouvelle initiative Maisons Canada afin de débloquer de nouveaux projets de maisons préfabriquées et de faciliter la tâche des promoteurs. En réduisant les frais d'aménagement et en offrant un financement important aux fournisseurs de logements abordables et sans but lucratif, nous nous attaquons aux causes profondes de l'inaccessibilité.

Ce travail est déjà en cours à Brampton. Grâce au Fonds pour accélérer la construction de logements, le gouvernement fédéral investit 114 millions de dollars pour accélérer la construction de plus de 3 150 logements neufs dans la ville de Brampton. Ce financement aide les fonctionnaires de Brampton à réduire les formalités administratives, à accélérer les changements de zonage et à soutenir des projets de lotissement à plus forte densité à proximité des transports en commun et des services essentiels.

Nous prenons également des mesures pour rendre l'accession à la propriété plus abordable pour les acheteurs d'une première maison en éliminant la TPS sur les maisons neuves d'une valeur maximale de 1 million de dollars, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 50 000 $, et en réduisant la TPS sur les maisons dont le prix se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars. Ce sont là des mesures concrètes qui font bouger les choses dès maintenant afin que davantage de familles de Brampton-Sud puissent trouver un logement abordable où s'installer.

Quatrièmement, notre gouvernement libéral continuera de rendre nos collectivités plus sûres et plus inclusives pour tous. La sécurité est une priorité absolue pour nos collectivités, et lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité de nos rues et de nos quartiers, tous les ordres de gouvernement doivent travailler de concert. C'est pourquoi le gouvernement libéral prend des mesures concrètes pour aider les municipalités, les forces de l'ordre et la province de l'Ontario à lutter contre le crime organisé et le vol de voitures, à prévenir ces crimes et à retirer les armes d'assaut de la circulation.

Dans la région de Peel, le vol de véhicules à moteur a considérablement diminué, comme en font foi une baisse de 16 % en 2024 et une nouvelle baisse de 45 % au premier trimestre de 2025 par rapport à la même période l'année dernière. Ce ne sont pas que des statistiques; ces chiffres représentent un changement réel que nos partenaires peuvent apporter avec le soutien du gouvernement fédéral. C'est pourquoi nous investissons dans le renforcement de l'application des conditions de libération sous caution et dans des lois plus sévères afin de maintenir les récidivistes violents hors de nos rues, de même que dans le recrutement de 1 000 nouveaux agents de la GRC afin de renforcer les capacités des forces de l'ordre partout au pays, dans le financement et la coordination du renseignement à l'échelle fédérale afin de démanteler les réseaux organisés de vol de véhicules, et dans des technologies telles que les drones, les scanners et les équipes canines afin d'intercepter les véhicules volés et les marchandises illicites.

Notre message est clair: nous sommes déterminés à assurer la sécurité de nos collectivités, et nos investissements portent leurs fruits. Ensemble, grâce à la collaboration des administrations locales et des gouvernements provinciaux, nous rendons nos rues plus sûres pour tous.

Cinquièmement, le gouvernement libéral bâtira une économie canadienne unifiée et protégera les valeurs et la souveraineté du Canada. Nous vivons une période de profonde incertitude dans le monde entier. Au cours des derniers mois, nous avons entendu des propos alarmants provenant du sud de la frontière, mais soyons clairs: le Canada n'est pas à vendre, et le Grand Nord est en effet fort et libre. Comme l'a souligné le discours du Trône, notre gouvernement réagit avec confiance, conviction et vision.

Le gouvernement libéral continuera de diversifier nos partenaires commerciaux. Le Canada a conclu 15 accords de libre-échange qui couvrent 61 % du PIB mondial et ouvrent les marchés à 1,5 milliard de consommateurs dans le monde. Surtout, nous bâtissons une économie canadienne unifiée, en supprimant les obstacles au commerce intérieur, en renforçant les chaînes d'approvisionnement et en donnant à nos industries les outils locaux nécessaires pour être performantes et concurrentielles dans un monde en rapide évolution. Nous créerons une économie canadienne unifiée, et non 13 économies au Canada. Cela permettra de réduire les prix jusqu'à 50 %, d'augmenter la productivité jusqu'à 7 % et d'injecter 2 milliards de dollars dans l'économie.

Ensemble, nous bâtissons un Canada uni, résilient et prêt à jouer un rôle de premier plan, non seulement aujourd'hui, mais pour les générations à venir.

● (1030)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je réponds à la députée que c'est une évidence pour tout le monde, je pense, que la peur a été un facteur déterminant dans la victoire électorale des libéraux, en particulier les menaces d'annexion bizarres de Donald Trump, qui ont inquiété un certain nombre de personnes. Pendant la campagne électorale, les libéraux parlaient constamment de M. Trump et disaient qu'il fallait « jouer du coude » et imposer des mesures de rétorsion tarifaire, mais nous avons appris que le premier ministre a abandonné ces mesures de rétorsion pendant la campagne électorale sans en informer les Canadiens. Il y a eu un double discours et, selon moi, c'était malhonnête.

La députée reconnaît-elle que de telles mesures sapent la confiance envers le gouvernement et le premier ministre?

Sonia Sidhu: Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mon intervention, ensemble, nous bâtissons un Canada uni, résilient et prêt à montrer la voie, pas seulement aujourd'hui, mais pour les générations à venir.

Oui, des droits de douane injustifiés ont été imposés par nos voisins du Sud, mais le gouvernement libéral continuera de tenir ses promesses. C'est pourquoi le premier ministre a rencontré les premiers ministres provinciaux hier, dans le but de bâtir une économie résiliente, une économie unique, afin de renforcer le Canada. Le gouvernement libéral continuera de diversifier les partenaires commerciaux. Le Canada est la seule économie du G7 à bénéficier d'un accès commercial libre et complet à l'ensemble du G7 et à l'Union européenne, soit 50 pays au total. Le Canada est le seul pays à avoir conclu 15 accords de libre-échange, qui couvrent 61 % du PIB mondial...

[*Français*]

Le vice-président adjoint (John Nater): L'honorable députée de Shefford a la parole.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, ma collègue et moi avons eu l'occasion de partager du temps ensemble, notamment au Comité permanent de la condition féminine, et je sais que nous sommes toutes les deux engagées à l'égard de cette problématique.

Je fais toutefois le constat suivant. Dans ce discours du Trône, à part les annonces concernant les armes à feu, il n'y a rien de spécifique pour contrer les violences envers les femmes. Il n'y a rien, alors que nous apprenions qu'il y a possiblement eu un quatrième féminicide en Estrie, dans ma région, à Sherbrooke, et que nous serions peut-être même rendus au dixième féminicide au Québec cette année.

Que va-t-on faire pour aider ces victimes de violence conjugale? Comment va-t-on contrer le fléau, l'épidémie de féminicides? Y a-t-il de l'argent? Pour ma part, je n'ai vu rien concernant un quelconque plan d'action pour contrer la violence envers les femmes.

[*Traduction*]

Sonia Sidhu: Monsieur le Président, j'ai siégé au Comité permanent de la condition féminine avec la députée de 2019 jusqu'à la fin de la dernière législature. Nous avons abattu beaucoup de boulot ensemble au sein de ce comité pour améliorer la situation des femmes. Le gouvernement libéral s'est engagé à travailler pour l'amélioration de la condition des femmes. Comme les députés le savent, les services de garde sont également disponibles, même ceux à 10 $ par jour. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, j'ai reçu des commentaires très positifs de la part de femmes et de mères seules qui m'ont dit que ces services leur sont d'une grande aide. Au cours de la 45e législature, travaillons ensemble pour faire davantage en vue d'améliorer la condition des femmes.

Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue pour le travail qu'elle a accompli au nom de tous les Canadiens au cours de la dernière décennie. Nous avons tous fait du porte-à-porte et écouté les préoccupations de nos concitoyens, et j'aimerais poser une question à ma collègue.

Les Canadiens ont de la difficulté à joindre les deux bouts en ces temps difficiles. La députée peut-elle nous expliquer comment nos allégements fiscaux aideront les Canadiens à traverser cette période difficile?

● (1035)

Sonia Sidhu: Monsieur le Président, comme les députés le savent, nous avons reçu un mandat clair et nous avons un plan ambitieux axé sur la réduction de l'impôt. Je viens de parler de la réduction de 15 à 14 %. Nous avons un plan ambitieux, et je veux parler de trois autres points. Nous aidons les Canadiens à obtenir des soins dentaires. Comme les députés le savent, à Scarborough, dans la circonscription de la députée, les aînés et tout le monde ont reçu des prestations utiles. Il y a les services de garde et le programme d'alimentation en milieu scolaire. Nous avons beaucoup de bons projets...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le député de Niagara-Sud a la parole.

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC) Monsieur le Président, avant de commencer à parler du discours du Trône, j'espère que les députés me permettront d'exprimer quelques réflexions et quelques observations personnelles.

Tout d'abord, je me sens honoré et touché d'être ici. C'est un privilège très spécial que d'être député à la Chambre des communes. En fait, je me rappelle que, quand j'étais jeune membre du personnel ici en 1979, cet espace était une cour. Je me rappelle avoir pris mon déjeuner sur la table de pique-nique quelque part près d'ici. Comme cet endroit a changé!

C'est mon prédécesseur, M. Girve Fretz, qui m'a amené ici en 1979. Il représentait la circonscription d'Érié, qui porte maintenant le nom de Niagara-Sud et que je représente. À l'époque, j'ai été encadré par le député de Prince George—Bulkley Valley, qui s'appelait M. Lorne McCuish. J'ai passé de nombreuses années avec lui. Il a eu une énorme influence sur ma vie, et c'est grâce à lui, dans une certaine mesure, que je suis ici aujourd'hui.

Il n'a pas été facile d'en arriver ici, à l'issue d'une campagne menée avec des centaines de bénévoles. Je tiens à remercier quelques membres clés de mon équipe : Marisa, qui est ici aujourd'hui, Hunter, Jason et Donna. Je remercie tout spécialement Teresa, qui a elle autrefois été au service de M. Fretz et qui m'a encouragé tout au long des quatre décennies de ce cheminement.

J'adresse aussi des remerciements sincères à M. Chris van Kralingen, président de Barber Hymac à Port Colborne, qui a accueilli notre chef à son usine et qui est un solide champion de notre travail dans Niagara-Sud. Je lui sais gré de son soutien et de ses conseils.

J'adresse un merci très spécial à mon épouse, Monica, pour l'amour et l'appui qui m'ont aidé à traverser un an et demi de porte-à-porte, parfois par un temps plutôt exécrable, le long des rives du lac Érié. Je lui en serai éternellement reconnaissant, tout comme à mes enfants, à notre famille et à nos amis dans l'ensemble du pays.

Je tiens aussi à remercier mon prédécesseur, M. Vance Badawey, qui représentait le parti d'en face, pour ses dix années de service dans l'ancienne circonscription de Niagara-Centre.

La nouvelle circonscription de Niagara-Sud comprend Thorold, Welland, Port Colborne et Fort Erie. Elle a une riche histoire qui se distingue par l'excellence industrielle et la vigueur des entreprises qui ont contribué à construire le Canada.

Après la Seconde Guerre mondiale, Niagara était l'épicentre de la croissance industrielle et de la prospérité de la classe moyenne. À cette époque, Niagara représentait la nouvelle frontière, et je crois maintenant que c'est la dernière frontière qui peut montrer au Canada la voie à suivre dans les années à venir, à condition que nous mettions l'accent sur les priorités économiques clés et sur la force de notre population et de notre main-d'œuvre.

Niagara-Sud est aussi une circonscription frontalière. La circulation dans les deux sens entre le Canada et les États-Unis sur le pont Peace, à Fort Erie génère des retombées économiques de plus de 40 milliards de dollars. C'est le deuxième poste frontalier en importance au Canada.

La magnifique rive du lac Érié mène au canal Welland, qui est l'épine dorsale de l'économie des Grands Lacs. Environ 80 % de l'activité économique observée dans la Voie maritime du Saint-Laurent passe par le canal Welland et franchit, à partir de Port Colborne, trois localités de ma circonscription. Quand j'étais jeune, j'étais souvent exaspéré quand le pont était levé au centre-ville de Port Colborne. À l'époque, j'étais un peu irrité quand ces énormes cargos hors mer franchissaient les écluses, mais aujourd'hui, je suis heureux de voir cet ouvrage qui traverse notre centre-ville et la région de Niagara, parce que c'est un énorme atout économique et une source d'emplois dans notre région.

Tandis que nous cherchons à réduire les obstacles au commerce intérieur, nous devons comprendre que le secteur maritime canadien est l'élément clé de la croissance économique, qu'il peut améliorer considérablement le commerce intérieur, soutenir les projets d'édification nationale et renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales. Je le sais parce que ma collectivité, Niagara, abrite un des principaux centres maritimes du Canada, que soutiennent des entreprises comme Algoma et Allied Marine. Le rôle du transport maritime à courte distance dans les Grands Lacs et dans nos régions côtières montre combien il est important de réduire les obstacles réglementaires afin de développer pleinement le potentiel maritime du Canada. Tous les dirigeants de ma circonscription en sont conscients.

Bien que ce soit aujourd'hui ma première intervention à la Chambre, j'ai offert aux maires de ma circonscription la possibilité de profiter de l'occasion pour exprimer leurs points de vue.

Le maire de Port Colborne, Bill Steele, décrit notre ville en ces termes: « Notre collectivité très soudée est fière de son patrimoine maritime, qu'elle célèbre à l'occasion de son festival phare, le Canal Days Marine Heritage Festival. Port Colborne, qui fait partie de la nouvelle circonscription de Niagara-Sud, est promise à une croissance transformatrice. »

Le maire de Thorold, Terry Ugulini, déclare: « Les maires du corridor du canal Welland sont déterminés à faire des ports de Niagara quelque chose de spécial. Le centre multimodal de Thorold est un excellent exemple de cette réussite à l'échelle internationale. »

● (1040)

Le maire de Welland, Frank Campion, dit: « Welland est une ville qui s'appuie sur la résilience, la diversité et les possibilités. Elle est située le long du canal Welland, un lieu récréatif qui serpente au cœur de notre collectivité. De notre riche patrimoine industriel et de notre actuelle renaissance industrielle à notre scène culturelle dynamique enracinée dans une histoire profonde, Welland est un endroit où le passé et l'avenir se rejoignent. »

Enfin, le maire de Fort Erie, Wayne Redekop, parle de notre histoire: « C'est à Fort Erie qu'a été construit le premier fort britannique sur la rive canadienne des Grands Lacs. Il s'agit d'une collectivité en pleine croissance, dotée d'une riche histoire et d'une population diversifiée formée d'Autochtones et de nouveaux arrivants venus du monde entier. Bien des batailles de la guerre de 1812 ont été livrées dans les fermes et les champs de Niagara-Sud. Il est vrai que le Canada n'existerait peut-être pas aujourd'hui si nous n'avions pas défendu notre territoire dans la région de Niagara. L'histoire est partout autour de nous. Nous devons la célébrer et la préserver. Ssir Isaac Brock, tombé à la bataille de Queenston Heights, serait fier de Niagara aujourd'hui. »

Cela m'amène au discours du Trône. J'ai écouté bon nombre de mes collègues parler de l'absence d'un plan véritable destiné à renforcer la sécurité énergétique, la sécurité nationale, la sécurité de la souveraineté et la sécurité économique, et à faire du Canada un pays sûr où les rues de nos localités seraient exemptes de criminalité endémique, et où nos enfants auraient les moyens d'acheter une maison. Les promesses associées à la citoyenneté canadienne ne devraient pas être hors d'atteinte pour toute une génération.

Selon moi, le discours du Trône devrait être une toile vierge sur laquelle dessiner une vision audacieuse pour le Canada, mais j'ai l'impression que cette toile-ci va demeurer en majeure partie immaculée. On n'y voit pas se profiler de plan audacieux, car on rejoue la même pièce : augmentations massives des dépenses et aucun détail sur ce que tout cet argent permettra d'acheter.

J'ai passé la plus grande partie de ma vie à travailler dans le secteur de l'innovation, à aider et à encadrer des entreprises en démarrage. Le mot « innovation » apparaît une seule fois dans le discours du Trône, sans qu'aucun lien ne soit établi avec la véritable lacune à ce chapitre au Canada, qui concerne la mise de capitaux à la disposition des entrepreneurs canadiens, qui sont la véritable épine dorsale de notre économie. Ce discours du Trône ne dit rien au sujet des petites entreprises et de la formation des plus grands esprits de notre pays.

Le moteur de l'économie canadienne est notre secteur des entreprises et il n'en est nullement fait mention. Notre écosystème de capital de risque, qui est le moteur de l'innovation, est confronté à des défis systémiques qui exigent une intervention urgente, fondée sur des données probantes.

Les données disponibles révèlent un paradoxe troublant : les entreprises ont une marge de manœuvre financière et des réserves de capitaux records, mais d'un autre côté, les jeunes entreprises manquent de fonds, les écarts de financement se font particulièrement sentir à des étapes critiques de leur développement et nous subissons une fuite de talents et de propriété intellectuelle au profit d'acheteurs étrangers.

J'ai travaillé aux côtés des meilleurs et des plus brillants jeunes Canadiens, des gens qui ont grandi ici, au Canada, des gens enthousiastes et impressionnants qui ont quitté le pays pour aller là où ils pouvaient plus facilement obtenir des capitaux d'investissement. J'ai personnellement constaté ce phénomène, et je vois que cette tendance néfaste se poursuit. La réponse du gouvernement consiste simplement à dépenser plus argent pour voir ce que cela va donner.

Je sais que les obstacles réglementaires auxquels fait face le secteur de l'innovation depuis 10 ans sont énormes et restrictifs. Je vais vous en donner un exemple parlant. Le processus de rapprochement de données du programme d'encouragements fiscaux pour l'innovation, la recherche et le développement expérimental, ou RS&DE, est souvent trop lourd pour les entreprises parce qu'il prend simplement trop de temps. Ce processus n'est que paperasserie et bureaucratie. Nous perdons des entreprises au profit de pays plus accueillants pour les entrepreneurs, où les capitaux sont plus facilement accessibles et où les gouvernements fournissent un soutien, plutôt que d'imposer une réglementation compliquée.

D'autres programmes beaucoup plus porteurs ont été considérablement réduits par le gouvernement libéral. Par exemple, en réponse à la crise financière de 2008, le gouvernement Harper avait financé la mise sur pied de groupes d'investisseurs providentiels partout au Canada. Ce projet, novateur à l'époque, avait remporté un franc succès et permis de réunir des investisseurs de partout au Canada, et de regrouper des capitaux destinés aux nouvelles entreprises canadiennes. Les libéraux ont mis un terme à ce soutien à l'écosystème. Nous en sommes au point où ces groupes disparaissent, tout comme les entreprises qu'ils ont appuyées parce qu'elles sont allées s'installer au sud, là où il y a plus de capitaux disponibles.

Nous devons miser sur la créativité de nos jeunes entrepreneurs, nous devons les aider à commercialiser de bonnes idées et leur fournir la plateforme économique dont ils ont besoin pour réussir. Nous devons leur donner espoir. Cela, les conservateurs l'ont compris et ils entendent lutter pour soutenir l'esprit d'entreprise au Canada afin de retenir nos meilleurs éléments chez nous. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra parler de plan audacieux pour le Canada.

● (1045)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député pour son premier discours.

J'aimerais parler des investissements étrangers. Je crois que, selon les derniers chiffres que j'ai vus, en 2023, le Canada a eu plus d'investissements étrangers par habitant que tout autre pays du G7. En fait, si on regarde ce qui se passe dans d'autres pays, je pense que nous nous classons au troisième rang pour ce qui est des investissements étrangers. Le fait que d'autres pays considèrent le Canada comme un endroit propice où investir, comme les chiffres de 2023 l'ont clairement démontré, ne contredit-il pas bon nombre des arguments avancés par le député? Quand il dit que le gouvernement Harper a mis en place certaines initiatives, il néglige de mentionner qu'elles ont souvent été remplacées au fil des ans par des initiatives meilleures et plus grandes. Je crois que l'économie et le nombre d'emplois créés en font foi.

Je me demande si le député a quelque chose à dire au sujet des investissements étrangers.

Fred Davies: Monsieur le Président, au contraire, si des investissements étrangers sont faits dans notre pays et que les entreprises dont vous parlez sont plutôt de grandes entreprises, moi, je m'intéresse au secteur de l'innovation, aux petites entreprises qui sont l'épine dorsale de l'économie canadienne. Le gouvernement a lamentablement manqué à son devoir de fournir aux entreprises et aux Canadiens le soutien, la plateforme et les possibilités économiques qui leur permettraient d'investir leurs capitaux dans ces entreprises en démarrage.

Nous ne parlons pas ici des grandes entreprises multimilliardaires que vous évoquez en parlant des entreprises qui viennent s'installer au Canada. Je parle plutôt des petites entreprises qui stimuleront l'entrepreneuriat et l'innovation au Canada et créeront des emplois durables et à long terme pour les Canadiens.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle aux députés d'adresser leurs observations à la présidence.

[*Français*]

L'honorable député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères a la parole.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection.

J'ai écouté attentivement son discours, mais il semblait y manquer un élément, soit la question des changements climatiques. Je me demandais si mon collègue avait des préoccupations à cet égard.

D'ailleurs, ce sujet était aussi absent du discours du Trône du gouvernement, alors qu'on sait qu'il y a présentement des feux de forêt d'une ampleur jamais vue dans l'Ouest du Canada.

Mon collègue ne croit-il pas que, dans ce contexte, il faudrait réfléchir au fait qu'on met de l'huile sur le feu en mettant toujours de l'avant des projets pétroliers qui ne font qu'empirer la situation en matière de changements climatiques?

[*Traduction*]

Fred Davies: Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que la technologie, et non les taxes, est le moyen de lutter contre le changement climatique. J'ai travaillé avec de nombreuses entreprises de Niagara dans le secteur des technologies vertes, qui créent de nouvelles technologies plutôt que de percevoir des taxes qui ne changent rien et ne réduisent pas les émissions de CO_2.

Oui, nous avons dans ce pays des occasions de contribuer à la croissance de notre secteur technologique grâce à ces toutes nouvelles entreprises qui vont changer le monde grâce à la technologie et non grâce aux impôts.

Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je ne peux vous dire à quel point je suis ravi que le député se soit joint à nous à la Chambre. Sans vouloir offenser les avocats présents, je trouve formidable que nous accueillions un autre homme d'affaires qui comprend ce qu'il faut pour créer des emplois. Le député de Niagara-Sud est très modeste. Il a passé de longues années dans la région de Niagara à aider les entreprises à croître, à aider des gens à créer des emplois et à contribuer à la création de richesse pour les personnes et les petites entreprises.

J'aimerais que le député nous parle de la taxe sur le carbone pour les industries. Quelles en seront les répercussions sur la compétitivité de nos entreprises et sur nos échanges commerciaux dans le monde?

● (1050)

Fred Davies: Monsieur le Président, c'est une excellente question. J'ai passé beaucoup de temps à parler avec des dirigeants d'entreprises de ma circonscription. J'ai déjà mentionné Chris van Kralingen, de Barber Hymac, à Port Colborne. Il m'a dit pendant la campagne électorale que l'un des problèmes les plus oppressants auxquels son entreprise était confrontée était la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel. Il a dit ne pas avoir besoin de cet obstacle alors qu'il tente de soutenir la concurrence de pays d'Europe et de l'Est qui subventionnent lourdement leur secteur.

Si nous continuons à taxer nos entreprises à outrance, nous ne serons jamais en mesure d'être concurrentiels à l'échelle internationale. J'espère que le gouvernement décidera enfin de supprimer cette taxe.

Mike Dawson (Miramichi—Grand Lake, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre pour prononcer mon premier discours depuis mon élection dans ma circonscription, Miramichi—Grand Lake.

Je tiens à vous féliciter, monsieur le Président, pour votre élection à cette fonction et je vous promets de contribuer au maintien du décorum et de l'ordre à la Chambre.

C'est à la fois une leçon d'humilité et un honneur de siéger à la Chambre en tant que député. Bien que je me sente à la fois fier et un peu intimidé quand je pense aux responsabilités qui m'incombent, je me console en me disant que nous n'aurions aucun pouvoir à la Chambre si celui-ci ne nous avait pas été conféré par une autorité supérieure.

Ceci étant mon premier discours à la Chambre, je vous demande respectueusement de me permettre d'expliquer pourquoi je suis ici. Mon grand-père, Pat, disait en plaisantant que la politique n'était qu'une occasion de porter un beau complet et de côtoyer des gens de classe inférieure. Aujourd'hui, je crois que beaucoup de Canadiens partagent son cynisme à l'égard de la politique dans notre pays. Pour ma part, même si mon grand-père n'est plus parmi nous, je me rappelle chaque jour qu'il faut rétablir la confiance du public envers les élus de notre pays.

Je ne suis pas un politicien de carrière; je suis un homme de métier et un entrepreneur. Mon père, qui s'appelait Mike comme moi, nous a quittés brutalement à cause du cancer lorsque j'étais au secondaire, en 1992. J'ai abandonné mes études et je suis entré dans le monde du travail, pour finalement créer ma propre entreprise dans le domaine des cloisons sèches et de la construction. Je me suis présenté aux élections parce que je voulais donner en retour à la collectivité et à la région qui m'ont tant donné. Je n'ai fait que deux promesses pour arriver ici: que je serai toujours honnête avec mes concitoyens et que je travaillerai toujours dur pour eux.

Je tiens également à dire, pour mémoire, que je rendrai toujours des comptes à mes concitoyens. Je ferai toujours passer les besoins de mes concitoyens avant les miens et je ferai tout mon possible pour les rencontrer chaque fois qu'ils en auront besoin. Je voterai en mon âme et conscience sur les questions d'éthique. Je sais que, en fin de compte, si je siège dans cette Chambre impressionnante et inspirante, c'est uniquement grâce à la volonté du peuple et au travail acharné de ceux qui m'ont soutenu pour que j'arrive jusqu'ici.

De nombreuses personnes méritent également mes remerciements pour m'avoir aidé à arriver jusqu'ici. Elles sont trop nombreuses pour être toutes nommées, mais je vais en mentionner quelques-unes. Je remercie ma femme Kathy, mes enfants Mikey et Dylan, ainsi que notre petite-fille Carter; sans leur amour et leur encouragement, rien de tout cela n'aurait été possible.

Frank Trevors, mon directeur de campagne, a relevé un défi incroyable et a mené la mission à bien jusqu'au bout. Mark Donnelly est mon agent officiel et un ami proche depuis notre enfance. Tilly O'Neill Gordon, notre ancienne députée bien-aimée, est une femme aimable et sincère qui a préparé le terrain pour que j'aie l'occasion de siéger à la Chambre. Jimmy Whalen m'a accompagné dans toutes mes démarches et pour faire du porte-à-porte; il connaît presque tout le monde dans ma circonscription. Andrew Dawson a joué un rôle essentiel dans ma réussite à Fredericton et continuera de le faire à Ottawa. Les députés Michelle Conroy, Kathy Bockus, Richard Ames, Daniel Allain et l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Blaine Higgs, qui ont tous été mes collègues au cours des trois dernières années et demie à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, ont contribué à ma réussite d'alors comme d'aujourd'hui. À tous mes bénévoles, dont la liste s'allonge de jour en jour, je tiens à dire que leurs longues heures de travail et leur dévouement ont été déterminants dans ma réussite.

Je vais prendre un instant pour expliquer où se trouve ma circonscription et comment elle s'intègre dans notre grand pays. Sur le plan géographique, ma circonscription commence dans le centre du Nouveau-Brunswick, là où la rivière Miramichi prend sa source, et elle suit le cours de cette rivière, traversant les collectivités de Boiestown, de Doaktown, de Blackville, de Renous, de Sunny Corner et de Barnaby River.

Ma circonscription comprend toute la ville de Miramichi, anciennement Newcastle et Chatham. Elle s'étend jusqu'à Neguac, Baie-Sainte-Anne, Tabusintac, Rogersville, Richibucto et tous les endroits intermédiaires. Elle comprend également les municipalités et les collectivités qui entourent le lac Grand, les collectivités anciennement connues sous les noms de Chipman et Minto, ainsi que Sheffield, Noonan et Maugerville.

Notre magnifique circonscription compte également plusieurs collectivités des Premières Nations: Elsipogtog, Esgenoôpetitj, Metepenagiag et Natoaganeg, avec lesquelles je maintiendrai un dialogue ouvert, et je travaillerai également en leur nom pour défendre leurs intérêts.

Miramichi contribue depuis longtemps à notre grande nation, tant par ses ressources naturelles que par ses habitants. Le bois de nos forêts et le minerai de nos mines ont contribué à notre fière histoire nationale. Lord Beaverbrook, qui a été député à la Chambre des communes de l'Angleterre pendant la Seconde Guerre mondiale et membre du Cabinet de guerre de Winston Churchill, est né et a grandi dans nos bois et sur nos côtes. L'ancien premier ministre R.B. Bennett a vécu et travaillé à Miramichi. L'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna, qui est à mes yeux, malgré tous les efforts du député de Beauséjour, le plus grand Néo-Brunswickois vivant, est également citoyen d'honneur de Miramichi.

● (1055)

Comme nous sortons d'une campagne électorale et que j'ai fait du porte-à-porte dans toutes les collectivités et régions que j'ai mentionnées, je vais informer la Chambre des priorités de mes concitoyens, qui deviennent donc les miennes.

Bien sûr, l'économie, l'inflation et le coût de la vie sont au premier plan des préoccupations dans ma circonscription. Au cours de la dernière décennie, la vie est devenue inabordable pour les gens de Miramichi—Grand Lake. Il est difficile de comprendre comment le gouvernement a pu proposer un projet de loi de dépenses d'un demi-billion de dollars qui ne fait rien pour aider à remédier à cette situation très préoccupante. L'argent que le gouvernement propose de dépenser, il ne l'a pas encore et il devra le voler aux particuliers et aux entreprises au moyen de taxes et d'impôts futurs. C'est pour le moins troublant.

Ce genre de dépenses inconsidérées à Ottawa, dont les montants dépassent l'entendement, enlève des billets de 100 $ des poches des travailleurs pauvres et des mères célibataires ainsi que des prestataires de l'aide sociale et des retraités. Il est presque impossible de trouver quelqu'un dans ces collectivités qui prospère et qui vit le grand rêve canadien, si tant est que ce rêve existe encore.

Je suis surpris que, pendant son séjour en Angleterre, le premier ministre n'ait pas retenu les leçons d'économie de Margaret Thatcher: le problème, quand on dépense l'argent des autres, c'est qu'on finit par en manquer. Nous en sommes là aujourd'hui. C'est pourquoi, dans mon tout premier discours à la Chambre, je tiens à dire que je suis un conservateur à la Pierre Poilievre, qui est pour un gouvernement de taille réduite, des impôts bas et la liberté d'expression, qui craint Dieu et qui veut que le gouvernement ne se mêle pas de nos affaires.

Alors que le gouvernement propose de dépenser sans compter, mes concitoyens de Miramichi—Grand Lake sont très préoccupés par la sécurité d'emploi au cenre des services de paie fédéral de Miramichi. Au cours de la récente campagne électorale, l'AFPC, le syndicat qui représente les travailleurs du cenre des services de paie de Miramichi, m'a accusé, ainsi que les conservateurs, de vouloir y supprimer des postes. Ce sont pourtant les libéraux qui comptaient le faire depuis le début. Tant que je serai député, je me battrai pour les travailleurs du cenre des services de paie de Miramichi.

Je me battrai également pour que le gouvernement fédéral réponde aux préoccupations très réelles des pêcheurs côtiers du Nouveau-Brunswick. Depuis de nombreuses années, le gouvernement fédéral gère mal les pêches et laisse les tensions entre les pêcheurs autochtones et non autochtones s'intensifier dans nos eaux. Ces enjeux doivent être réglés sans délai si nous voulons créer des conditions équitables et sécuritaires pour tous les acteurs de cette industrie vitale. Tant que je serai député, je me battrai pour défendre les intérêts des petits ports de plaisance et des pêcheurs côtiers.

Les quais des collectivités de Tabusintac et de Bay du Vin sont dangereux et ont besoin de toute urgence de l'attention du gouvernement fédéral, qui en est responsable. Le député de Beauséjour a injecté des millions de dollars dans les quais de Shediac et de Pointe-Sapin, qui se trouvent dans sa circonscription. J'espère qu'il se penchera sur le cas de ces quais, car je sais qu'il respecte sincèrement les pêcheurs du Nouveau-Brunswick et que ceux-ci le respectent aussi, à juste titre. Je demanderai que des améliorations bien nécessaires soient apportées aux quais de Tabusintac et de Bay du Vin.

Enfin, puisque nous parlons de pêche, aucune intervention d'un député de Miramichi ne serait complète sans parler du saumon de l'Atlantique. Le saumon de l'Atlantique est en déclin depuis maintenant deux décennies. Mes concitoyens plaisantent en disant qu'avec le travail que le gouvernement accomplit dans la gestion de la population de saumon de l'Atlantique, le gouvernement libéral pourrait peut-être se charger des mouches noires, dans l'espoir d'obtenir les mêmes résultats avec cette population des plus nuisibles. Je me battrai pour le saumon de l'Atlantique.

Le temps qui m'a été alloué est écoulé. Je me réjouis à l'idée de représenter mes concitoyens et de participer au débat dans cette illustre Chambre.

Aslam Rana (Hamilton—Centre, Lib.): Monsieur le Président, lorsque nous frappions aux portes des résidants, tous nous interrogeaient sur l'abordabilité, notamment celle du logement, et la réduction d'impôt. Je demanderai à mon collègue d'appuyer le programme de réduction d'impôt du premier ministre.

● (1100)

Mike Dawson: Monsieur le Président, la réduction d'impôt que proposent les libéraux n'aide guère les concitoyens de ma circonscription, Miramichi—Grand Lake. Si les libéraux voulaient faire bouger les choses, ils supprimeraient complètement la taxe sur le carbone: pas seulement celle pour les consommateurs, mais aussi celle pour les industries. Il faut abolir cette taxe en entier.

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je m'inquiète de la dernière déclaration de mon collègue selon laquelle il faudrait abolir toute mesure qui vient limiter les émissions de gaz à effet de serre. Je pense au contraire que c'est important d'avoir des incitatifs pour limiter les émissions. Toutefois, je vais aborder un autre sujet étant donné que j'ai déjà posé la question à son collègue et je m'attends à avoir la même réponse.

Dans son discours, j'ai entendu le député parler de l'importance qu'il accorde aux infrastructures. Si je ne me trompe pas, il a notamment parlé d'un quai dans sa circonscription qui a besoin d'investissements. Chez nous aussi, il y a un quai qui a besoin d'investissements. Ça doit faire à peu près 20 ans que le quai de Verchères est abandonné par le gouvernement fédéral. C'est une vraie honte. C'est une cicatrice en plein milieu de notre village. Malheureusement, le gouvernement fédéral abandonne trop souvent ses infrastructures.

Qu'est-ce que mon collègue pense de ça?

[*Traduction*]

Mike Dawson: Monsieur le Président, en ce qui concerne les émissions, je crois que nous devons certes lutter contre les émissions, mais nous devons aussi lutter pour les conditions de vie quotidiennes des Canadiens. Si les Canadiens n'ont pas les moyens de vivre, il est insensé de se préoccuper des émissions. Le coût de la vie sera trop élevé pour que les gens puissent vivre au Canada.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Miramichi—Grand Lake pour son élection.

Je partage les préoccupations du député quant au sort du saumon de l'Atlantique, ainsi que celui du saumon du Pacifique. Comme il le sait, et comme tout le monde le sait à Miramichi, j'ai un attachement aux deux côtes. J'ai des racines au Cap-Breton et à l'île de Vancouver. J'ai grandi sur l'île du Cap-Breton. La rivière Miramichi est célèbre, tout comme la rivière Margaree, où j'ai grandi.

Sauver ces deux populations de saumon va être difficile. Je me réjouis de travailler avec le député. S'il est prêt à se battre pour le saumon sauvage de l'Atlantique, je suis prête à me battre pour le saumon sauvage du Pacifique.

Mike Dawson: Monsieur le Président, je suis d'accord avec ma collègue d'en face. Nous avons besoin des deux espèces de saumon, celle du Pacifique et celle de l'Atlantique, pour prospérer. Il s'agit d'une industrie importante qui, il y a 25 ans, représentait 40 millions de dollars à Miramichi—Grand Lake. Nous devons reprendre la négociation avec le gouvernement, en notre qualité de parti d'opposition, afin de faire en sorte que nos industries restent viables.

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je vous adresse toutes mes félicitations pour votre élection et votre nomination.

J'ai une question à poser au député au sujet du budget. Le fait est que le gouvernement libéral n'a pas présenté de budget et ne semble pas prendre cette question au sérieux. Selon lui, qu'est-ce que cela augure pour l'avenir du Canada et pour la maîtrise des dépenses?

Mike Dawson: Monsieur le Président, je ne sais pas comment le gouvernement compte s'y prendre. Quand on gère un ménage, on ne commence pas par remplir ses cartes de crédit, vider ses comptes bancaires, puis tenter de dresser un budget après coup pour savoir combien il reste. Ce n'est pas ainsi que les gens dépensent leur salaire. Ce n'est pas ainsi qu'ils gèrent leur ménage. Nous ne devrions pas diriger le pays de cette façon non plus.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le député d'Hamilton Centre a posé une question au sujet de l'allégement fiscal. Le député d'en face a indiqué qu'il n'aimait pas cette mesure. Est-ce la position officielle du Parti conservateur, à savoir que ses députés voteront contre l'allégement fiscal pour les Canadiens? Nous avons été très surpris en 2016, lorsqu'ils ont voté contre l'allégement fiscal pour les Canadiens. Est-ce la position du Parti conservateur de voter contre cet allégement fiscal?

Mike Dawson: Monsieur le Président, je n'ai jamais dit que nous n'aimions pas la baisse d'impôt. J'ai dit qu'elle ne faisait pas grand-chose pour les habitants de Miramichi—Grand Lake.

Ce que je dis, c'est que si le gouvernement veut prendre soin des Canadiens, il devrait éliminer complètement la taxe sur le carbone.

● (1105)

[*Français*]

Steeve Lavoie (Beauport—Limoilou, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination. J'en profite pour vous dire que je partage aujourd'hui mon temps de parole avec le député de Hull—Aylmer. Je veux aussi féliciter tous les députés pour leur victoire.

Aujourd'hui, je suis ici pour donner mon appui au discours du Trône. Je veux profiter de cette prise de parole à la Chambre pour remercier tout d'abord les électeurs de la circonscription de Beauport—Limoilou. Ils m'ont fait l'honneur de me choisir comme député. Je ferai tout en mon pouvoir pour être à la hauteur de leur confiance.

Ensuite, je veux remercier tous les bénévoles qui ont cru en moi et en ma campagne électorale. On ne partait pas du tout avec une longueur d'avance, mais on a pris le temps de parler avec les citoyens. Je remercie Jacques et Louis-Philippe.

Je veux remercier ma famille et, tout particulièrement, mes parents, Huguette et Paul-Émile, qui m'ont transmis leurs valeurs et qui ont fait de moi l'homme que je suis. Je veux également remercier la femme qui partage ma vie et qui me soutient, Mélanie. C'est grâce à elle que je peux me permettre de vivre cet engagement et cette aventure extraordinaire.

Je veux aussi saluer celles et ceux pour qui je suis ici aujourd'hui: mes quatre enfants, Christopher, Léa, Tristan-Olivier et Emma-Rose, et mes deux petits-enfants, Jayden et Mason. C'est pour travailler à créer un Canada plus prospère pour eux que je me suis lancé dans la course pour devenir député à la Chambre des communes. Je les aime tous énormément.

Je suis le dernier-né d'une famille de sept enfants sur une ferme laitière du Bas-Saint-Laurent, dans un petit village appelé Notre-Dame-du-Lac. J'ai passé mon enfance sur la ferme à aider mon père, mes sœurs et mes frères à faire la traite. Plus tard, à l'adolescence, j'ai suivi mes frères dans les bois, où je suis devenu bûcheron jusqu'à l'âge de 25 ans.

À 20 ans, je suis devenu père pour la première fois. Cela me plongea dans une vie remplie de défis auxquels je n'étais pas encore prêt à faire face. Dans les banques, où j'ai travaillé durant deux décennies, j'avais la chance d'aider le monde. Je pouvais aider des familles, comme celle de mes parents, à accéder à la propriété. Plus tard, j'ai eu la chance d'aider des entrepreneurs à réaliser leurs projets, à créer de la prospérité dans notre communauté. Je comprends très bien les répercussions que des périodes d'incertitude, comme celle que nous traversons présentement, peuvent avoir sur les gens de nos communautés.

J'ai aidé des familles qui n'arrivaient plus à payer leur hypothèque. J'ai aidé des entrepreneurs qui se croyaient à bout de ressources et à quelques jours du dépôt de leur bilan. Je suis arrivé à la barre de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec pendant la pandémie de la COVID-19, alors que tous les entrepreneurs de la région ne savaient pas ce qui attendait leur entreprise. Je connais la valeur des choses. C'est pourquoi le discours du Trône m'a autant touché.

Dans ce discours, la phrase la plus importante à mes yeux est la suivante: « l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. » En somme, si on veut créer de la valeur économique de manière durable, il faut le faire d'une façon qui respecte nos valeurs profondes. Cela signifie également ne laisser personne derrière. Bref, ce discours du Trône, dont j'ai pris connaissance, est une feuille de route pour le gouvernement qui est parfaitement au diapason avec mes valeurs, mais aussi avec mes ambitions pour la région de Québec.

Nous devons investir au lieu de dépenser. Le discours du Trône que nous avons entendu la semaine dernière me donne la conviction que la région de Québec va non seulement passer au travers de la période d'incertitude que nous vivons, mais elle va également en sortir encore plus forte que jamais.

Le gouvernement va s'attaquer rapidement à un problème criant dans Beauport—Limolou: la crise du logement. Le plan est à la fois simple et profondément ambitieux. Le gouvernement va lancer un immense chantier de construction domiciliaire de manière à faire baisser les prix. L'immense majorité des acheteurs d'une première maison valant moins de 1 million de dollars va également profiter du congé de TPS pouvant aller jusqu'à 50 000 $. Cela aidera les jeunes à accéder à la propriété.

Plus tôt, je citais le discours du Trône: « l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. » Je suis donc fier des gestes concrets que le gouvernement a annoncés pour améliorer directement la vie des gens. Je pense entre autres à la baisse d'impôts, qui va remettre de l'argent directement dans les poches de la classe moyenne. Il s'agit de plus de 800 $ pour un couple, et cela touchera plus de 22 millions de citoyens canadiens. C'est sans compter les programmes existants et populaires qui vont être maintenus et augmentés, comme les garderies, l'assurance-médicaments et, bien sûr, les soins dentaires.

● (1110)

Pour ce qui est du développement économique, la région de Québec est au cœur de la stratégie du gouvernement depuis des années. Grâce notamment au travail de mes collègues de Québec-Centre et de Louis-Hébert, la pérennité de la Davie est assurée. Le pont de Québec, qui est le premier lien et l'artère vitale à Québec, est maintenant la propriété d'un gouvernement qui voit sa réfection comme une priorité. Le gouvernement est également un partenaire financier essentiel au projet de réseau structurant de transport en commun de la Ville de Québec.

Le travail va continuer. Le discours du Trône annonce aux Canadiens et aux Canadiennes une nouvelle ère de croissance. Dans mes discussions avec les citoyens de Beauport-Limoilou, un constat revenait souvent: il ne faut pas opposer les projets de développement économique les uns aux autres, celui-ci ou celui-là. On peut construire en se disant « et » et non « ou ».

Cela vaut aussi pour l'environnement. Le plus grand défi de notre génération, c'est de bâtir une économie qui respecte notre planète, une économie durable. Certains voudraient nous faire croire qu'il faut choisir entre le développement économique et la protection de l'environnement. Nous pouvons faire les deux. Ça ne sert à rien de nous diviser. Unissons nos forces pour bâtir à long terme.

J'ai la conviction que la région de Québec a un rôle majeur à jouer pour l'avenir du Canada. Depuis des millénaires, ma région est un carrefour d'échanges dynamique et essentiel. Québec a toujours été et restera toujours la porte d'entrée de l'Amérique. Alors que nous réalisons que nos chaînes d'approvisionnement essentiellement centrées vers les États-Unis sont moins sûres qu'on pouvait l'imaginer, nous allons diversifier notre économie. Le Canada va se tourner de plus en plus vers l'Europe pour établir ses chaînes d'approvisionnement. Ma région a été une bâtisseuse hier et continue de l'être aujourd'hui. Elle a toujours été un moteur de prospérité pour le pays. Elle l'a été dans le passé et le sera encore demain.

La signification du mot « crise » en mandarin est identifiée par deux idéogrammes. Le premier veut nous dire « danger ». Nous l'avons bien ressenti au cours des derniers mois avec notre voisin du Sud. Le deuxième veut dire « opportunité ». Nous entamons une période d'opportunités: l'opportunité d'abolir les obstacles au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre qui coûtent pas moins de 200 milliards de dollars par année au Canada; l'opportunité de créer un grand couloir énergétique et de devenir une superpuissance énergétique. Saisissons toutes les opportunités qui se présentent à nous de faire de notre pays un leader économique du G7. Les citoyens de ma circonscription, Beauport-Limoilou, en sont fiers et ont l'intention de travailler au développement de notre pays et à la construction d'un Canada fort et uni.

En terminant, je suis fier de mon parcours professionnel, fier des valeurs qui font de moi ce que je suis aujourd'hui, fier de notre gouvernement qui a une vision ambitieuse pour ses citoyens et fier d'être ici avec tous pour bâtir le Canada de demain, fort et uni. Le Grand Nord est en effet fort et libre.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, je me permets de vous féliciter pour votre nomination au poste de vice-président de la Chambre. J'ai le plaisir de vous connaître depuis bientôt 10 ans et je sais qu'avec vous, le siège est bien tenu.

Je me permets également de saluer mon collègue de la région de Québec pour son élection et pour la qualité de son discours. Je retiens évidemment certains éléments que je partage aussi, c'est-à-dire qu'il est ici pour ses enfants. J'ai toujours dit que nous faisions de la politique grâce à nos parents. Nous héritons de ce que nos parents nous ont donné. Nous sommes ici pour laisser le Canada dans une meilleure situation pour nos enfants, nos petits-enfants, que j'ai le plaisir d'avoir, et nos arrière-petits-enfants à venir.

Le député s'est fait élire dans la région de Québec comme étant celui qui venait de la chambre de commerce, donc avec son passé d'homme d'affaires et de quelqu'un qui sait compter. Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi son gouvernement refuse de déposer un budget?

Qu'on me comprenne bien. Le 4 février dernier, l'ancien ministre des Finances avait dit qu'il préparait un budget. L'actuel premier ministre et l'actuel ministre des Finances sont en poste depuis la mi-mars. Pendant la campagne électorale, le ministre des Finances a suspendu sa campagne électorale...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois laisser un peu de temps au député pour répondre.

L'honorable député de Beauport-Limoilou a la parole.

Steeve Lavoie: Monsieur le Président, effectivement, présentement, nous avons un leader qui vient du monde économique; il est en train de préparer un budget responsable pour l'automne.

C'est une pratique courante de prendre le soin de bien écouter tout le monde de faire ça quelques mois après. On a vu hier qu'il était avec les ministres des provinces pour les écouter avant de déposer un budget et pour savoir les besoins pour créer justement un corridor énergétique. Afin de prendre les bonnes décisions, des décisions éclairées pour l'avenir de notre pays, il est responsable et sage d'attendre à l'automne pour déposer un budget.

● (1115)

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection dans Beauport—Limoilou. J'ai eu l'occasion de côtoyer sa prédécesseure, Julie Vignola, qui a été une excellente députée à la Chambre des communes de 2019 à 2025. Elle travaillait fort sur ses dossiers et s'intéressait beaucoup à la région de Québec. Je pense que mon collègue libéral aura de gros souliers à chausser pour les prochaines années.

Justement, dans quelle mesure compte-t-il poursuivre le travail qui a été fait par sa prédécesseure, Julie Vignola, pour la région de Québec?

Steeve Lavoie: Monsieur le Président, la députée Julie Vignola a effectivement fait un travail exemplaire dans la circonscription. Nous allons continuer le travail.

Il y a présentement 369 logements sociaux en construction dans ma circonscription. Nous allons nous assurer que la construction se fait. Nous travaillons sur la réduction du coût de la vie, qui est l'un des éléments les plus importants que j'ai entendus lors du porte-à-porte. Avec la baisse d'impôt et les soins dentaires, nous sommes dans la bonne direction. Avec le plan ambitieux du gouvernement d'accélérer la construction pour baisser le prix des logements, nous allons y arriver.

L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un grand plaisir et une grande chance d'accueillir aujourd'hui pour la première fois mon collègue, maintenant mon voisin, le député de Beauport—Limoilou.

Il vient justement de faire allusion à l'importance de construire des logements abordables et sociaux dans sa circonscription. Comment voit-il l'avenir dans sa circonscription? Il parle de 369 logements sociaux. Célèbre-t-il la contribution du gouvernement canadien à la construction de ces logements sociaux?

Steeve Lavoie: Monsieur le Président, la question de mon collègue est importante, parce qu'il y a deux sujets qui revenaient systématiquement lors du porte-à-porte, durant la campagne électorale: le coût de la vie et le logement.

Les mesures qui ont été prises ne sont qu'un début. Il faut aller de l'avant. Avec le gouvernement actuel, les mesures et les actions sont mises en place rapidement. Il faut continuer de suivre cette voie.

C'est un projet qui est simple, mais extrêmement ambitieux, et qui va permettre de faire baisser le coût du logement et d'améliorer l'accessibilité pour nos familles.

L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter pour votre nomination en tant que vice-président de la Chambre des communes. Je sais que c'est un poste que vous convoitez depuis longtemps. C'est donc bien de vous voir occuper le fauteuil.

Avant de commencer, je tiens à souligner que nous nous trouvons sur le territoire non cédé du peuple anishinabe algonquin qui habite ces lieux depuis toujours pour partager, échanger et faire toutes sortes de choses. Nous sommes très reconnaissants d'être ici.

C'est le premier vrai discours que je prononce dans cette 45e législature en tant que député de Hull—Aylmer. Je remercie sincèrement les citoyens de Hull—Aylmer de m'avoir, une fois de plus, accordé leur confiance pour les représenter à la Chambre des communes. Comme chacun le sait, une élection est un exercice essentiel de la vie démocratique. Au-delà de mes remerciements à mes concitoyens, je veux aussi souligner le courage de toutes les personnes qui ont choisi de se porter candidates lors de ces élections.

Plusieurs députés ici à la Chambre possèdent déjà une grande expérience. Se présenter à une élection fédérale, c'est tout un défi. Dans Hull—Aylmer, nous avons vécu une campagne qui pourrait servir de modèle partout au Canada. Je dis ça parce que tous les candidats, sauf un, ont participé à des débats organisés par des groupes communautaires. Ces candidats ont fait honneur à leur formation politique. Oui, ils étaient pointus, oui, ils étaient passionnés, mais ils étaient toujours polis. C'est ainsi que nous faisons les choses dans Hull—Aylmer. L'ancien premier ministre ontarien Bill Davis évoquait souvent Brampton, la ville qu'il représentait. Il la décrivait toujours comme un modèle à suivre. Eh bien, moi, je peux dire qu'au fédéral, Hull—Aylmer est la circonscription modèle du Canada. Les gens sont informés et ne sont pas très partisans; ils nous écoutent et sont très exigeants tout en étant très généreux.

Le profil de la circonscription de Hull—Aylmer a beaucoup changé au fil du temps. Nous sommes très fiers de nos racines outaouaises, québécoises et canadiennes. Nous avons aussi observé, dans Hull–Aylmer, une croissance de la population composée de néo-Québécois et de néo-Canadiens. Ça, c'est quelque chose d'exceptionnel. Plusieurs de mes collègues, surtout mes collègues québécois, demeurent dans ma circonscription. Je suis convaincu que beaucoup reconnaîtront Hull—Aylmer comme un véritable carrefour international, où des gens venus de partout dans le monde s'y croisent.

Il est bien connu que Gatineau est la quatrième ville en importance au Québec. Ce qu'on sait moins, c'est que Gatineau est la deuxième ville en importance au Québec pour le nombre de nouveaux arrivants qui s'y établissent. Il est vrai que beaucoup de nouveaux arrivants commencent leur parcours à Montréal, la métropole, mais, un an et demi plus tard, seuls les deux tiers y demeurent encore. Ce qui est remarquable en Outaouais, c'est que 98 % des nouveaux arrivants y restent un an et demi après leur arrivée. Pour moi, cela illustre bien les valeurs de générosité, d'ouverture et d'accueil qui définissent ma belle circonscription, de l'autre côté de la rivière.

Avant de commencer ma réponse au discours du Trône, je souhaite d'abord remercier certaines personnes clés. Je pense à mon équipe de bénévoles. Personne ne mène une campagne seul, et encore moins une campagne gagnante. Des centaines de bénévoles y participent et je suis très reconnaissant envers tous ces gens qui ont contribué à ma campagne.

L'Adresse

● (1120)

Personne ne fait de la politique seul. Je dois tout à mes enfants et à ma conjointe, avec qui je suis marié depuis presque 34 ans de bonheur. Je dois la remercier et je dois aussi remercier mes deux petits-enfants. Je suis vraiment chanceux d'avoir deux petits-enfants. Ceux et celles à la Chambre des communes qui sont grands-parents savent de quoi je parle; les petits-enfants changent tout. Oui, nous voulons que nos enfants réussissent, mais, avoir des petits-enfants, ça change complètement notre perspective. Nous nous mettons à penser au prochain siècle et aux prochaines générations. Si je fais de la politique avec passion, c'est parce que je veux m'assurer que nous allons léguer à nos petits-enfants et aux prochaines générations un monde meilleur, un Canada meilleur. Je pense que c'est tout à fait possible.

Tout ça me ramène à ce discours du Trône. Il y a plusieurs éléments dans ce discours qui me plaisent énormément. Parmi les éléments que j'aimerais soulever, il y a l'idée de bâtir de nouvelles relations avec les États-Unis et avec le reste du monde. Cette idée m'a vraiment touché. Oui, il est facile de faire commerce avec nos amis américains, mais j'ai enfin entendu un gouvernement dire qu'il allait mettre l'accent sur l'ouverture de nouveaux marchés.

Voici la raison pour laquelle cela me parle. Quand je regarde les communautés diasporiques de Hull—Aylmer, je constate qu'il y a des occasions et que l'on peut créer de la prospérité ailleurs. Plusieurs membres de la communauté diasporique viennent du continent africain et on sait que, en 2050, l'Afrique représentera la moitié de la population mondiale. Elle représentera une bonne partie du commerce international et de la prospérité mondiale. Le Canada a une occasion en or de profiter de ces liens que nous avons, de tout ce beau monde qui a des racines sur le continent africain. Ces gens pourront nous aider à faire en sorte qu'il y ait beaucoup plus de commerce entre nos pays.

Il y a d'autres éléments dans le discours que je trouve très importants pour la région de l'Outaouais et pour la création d'un Canada plus fort. Il s'agit notamment de permettre le libre-échange au pays. Je représente une communauté frontalière et je peux dire qu'il est très important pour nos commerçants d'enfin avoir la chance de vendre leurs produits et leurs services de l'autre côté de la rivière. En Outaouais, nous sommes très fiers de nos commerçants et nous avons des produits exceptionnels. Or, à cause des barrières entre le Québec et l'Ontario, on ne pouvait pas tirer avantage de cette richesse. Maintenant, c'est possible. En tant que député de la région, j'ai hâte de travailler très fort avec les entrepreneurs et les commerçants afin de tirer profit de cette occasion.

On peut parler de l'objectif de bâtir un Canada uni et de bâtir un Canada plus abordable. Une docteure de ma circonscription m'a parlé il y a plusieurs années de l'importance de la santé orale et des soins dentaires pour les aînés. Avec le Régime canadien de soins dentaires qui est maintenant en place, on peut prendre soin de la santé des aînés, et c'est très important.

J'ai tant de choses à dire, mais il ne me reste pas beaucoup de temps de parole. Pour résumer, il suffit de dire que nous avons une occasion en or de travailler ensemble, main dans la main. Oui, nous allons avoir nos différends politiques, mais nous pouvons créer des choses ensemble. J'espère que, dans le cadre de cette 45e législature, tous les députés seront à la hauteur de cette invitation à travailler ensemble pour le bien-être des Québécois et des Canadiens.

L'Adresse

● (1125)

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, je tiens à saluer mon collègue d'Hull—Aylmer, qui est mon député lorsque je suis ici. Je ne vais pas dire que c'est mon demi-député, parce que je passe quand même beaucoup de temps ici, à Ottawa, mais c'est tout comme. D'ailleurs, je tiens à le remercier, parce qu'une fois, j'avais besoin des services d'un professionnel à Hull, et le député d'Hull—Aylmer m'a bien guidé.

Moi aussi, j'ai bien aimé certains passages du discours du Trône, notamment celui où on dit: « Un projet, une évaluation ». C'est exactement ce que je disais lors de la présentation du projet de loi C-375, le 12 février de l'année dernière, mais le groupe parlementaire de mon collègue l'avait refusé. Les libéraux ont finalement changé d'idée, ce qui est une bonne chose.

Il manque toutefois quelque chose dans le discours du Trône. Il faut qu'il y ait un budget ce printemps. La Chambre l'a d'ailleurs indiqué hier; elle en a décidé ainsi. Le gouvernement est en place depuis plus de 10 ans, le premier ministre est en place depuis deux mois et demi et le ministre des Finances avait dit le 4 février que le gouvernement préparait un budget. Pourquoi le gouvernement ne dépose-t-il pas un budget immédiatement? Les Canadiens en ont besoin.

L'hon. Greg Fergus: Monsieur le Président, cela fait longtemps que j'admire mon collègue de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, mais, comme il le sait bien parce qu'il demeure dans Hull—Aylmer et qu'il est donc forcément un homme très raisonnable, préparer un budget prend beaucoup de temps et de consultations et il y a beaucoup d'affaires à considérer.

J'ai confiance dans le fait que ce gouvernement va présenter un budget aussi tôt que possible, probablement tôt à l'automne. J'ai hâte de participer à la discussion sur ce budget, parce que je pense que cela va donner un grand signal quant à toutes les priorités du gouvernement.

● (1130)

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, au début de son discours, mon collègue a parlé de valeurs démocratiques, que nous partageons. Tant mieux si les élections se sont bien déroulées chez lui, dans Hull—Aylmer. Cela n'a cependant pas été le cas partout. J'ai en tête le cas du Nunavik, où tous les citoyens n'ont pas pu se faire entendre. Il y a eu des irrégularités, notamment pour ce qui est des heures d'ouverture des bureaux de vote, qui n'étaient pas les mêmes partout. J'ai aussi en tête le cas de Terrebonne, où des bulletins ont été acceptés avec seulement le prénom de la candidate libérale, alors que, normalement, les règles sont claires; il faut le nom et le prénom. Bref, il semble y avoir eu des irrégularités à certains endroits. C'est pourtant un enjeu démocratique fondamental.

Mon collègue ne croit-il pas que tout le monde devrait pouvoir exercer son droit de vote dans le cas du Nunavik? Dans le cas de Terrebonne, reconnaît-il qu'il y a eu certaines irrégularités lors de cette élection?

L'hon. Greg Fergus: Monsieur le Président, je félicite la députée de Shefford pour sa réélection. C'est un plaisir de travailler avec elle depuis maintenant trois mandats.

J'ai une entière confiance dans le travail d'Élections Canada. Dans une autre vie, j'ai été directeur national de ma formation politique. J'ai travaillé très étroitement avec Élections Canada. J'ai vraiment confiance en leur système.

En ce qui concerne le vote avec le prénom, la loi et les règlements sont très clairs chez Élections Canada. Dans un cas de recomptage judiciaire comme celui-là, l'important est que le juge soit convaincu que l'électeur a exprimé une préférence dans son vote. Si on peut la déchiffrer, le bulletin de vote va compter.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir l'occasion de travailler avec mon collègue d'Hull—Aylmer et d'apprendre auprès de lui. C'est un collègue toujours éloquent, avec des propos réfléchis. Je suis donc très heureux de faire partie de la même équipe que lui et de travailler à ses côtés. J'aimerais qu'il nous fasse part de sa perspective concernant notre plan ambitieux pour rendre la vie plus abordable. Quels en sont les impacts dans sa circonscription?

L'hon. Greg Fergus: Monsieur le Président, je veux tout d'abord remercier mon collègue de Madawaska—Restigouche. Il m'a totalement impressionné, hier, lorsqu'il a posé sa question avec fougue et clarté. Je le félicite pour son élection à la Chambre des communes.

Le régime de soins dentaires est très important pour l'abordabilité. L'aide aux acheteurs de première maison est très importante. À l'extérieur du Québec, c'est le programme national des garderies qui est très important. Au Québec, nous y sommes habitués depuis une génération et je suis content que le gouvernement fédéral le fasse aussi.

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à indiquer que je vais partager mon temps de parole avec la formidable députée de Winnipeg-Centre.

Comme il s'agit de mon premier discours, je veux évidemment commencer cette intervention en remerciant les citoyens et les citoyennes de Rosemont—La Petite-Patrie de m'avoir encore une fois accordé leur confiance pour ce qui est mon cinquième mandat comme député néo-démocrate ici, à la Chambre des communes. Encore une fois, je vais faire tout ce qu'il faut pour bien les représenter et leur faire honneur. Je veux ainsi pouvoir défendre leurs intérêts et leurs priorités. Je veux aussi remercier toute mon équipe électorale. Je pense à tous les gens qui ont participé à faire en sorte qu'il y avait des téléphonistes, qu'il y avait des bénévoles sur le terrain, que les appels étaient faits, que le porte-à-porte se faisait. À tous ceux et celles qui ont participé à cette autre victoire, je dis « merci beaucoup ».

Comme plusieurs l'ont fait ici, je voudrais également remercier ma famille, spécialement ma conjointe, Lisa Djevarhirdjian, avec qui je partage ma vie depuis maintenant un peu plus de 15 ans. Elle est toujours à mes côtés, me soutient toujours solidement dans mon action politique. Je remercie beaucoup Lisa. J'offre un salut à notre petit dernier, Sevan, qui avait 10 mois la première fois que j'ai été envoyé à la Chambre. Ce mois-ci, il va avoir 15 ans. Pour la première fois de sa vie, il semblait comprendre ce qui se passait pendant une campagne électorale. C'était très drôle, parce qu'il avait extrêmement peur que je perde. Il exerçait donc une énorme pression sur moi pour que j'aille travailler. Quand il me voyait à la maison, en fin d'après-midi, à son retour de l'école, il m'envoyait dehors en me disant d'aller frapper à des portes, d'aller faire des appels; il n'était pas question que je perde, je devais gagner cette élection. Je remercie donc Sevan de cette motivation.

Je reviens au discours du Trône. Je veux rappeler que j'ai trouvé quand même assez particulier qu'on fasse venir le monarque d'un autre pays pour envoyer un message au président Trump sur la souveraineté du Canada. Sur la question de la monarchie, en tant que telle, on pourrait déjà tenir des discussions. En tant que députés du Nouveau Parti démocratique, nous sommes attachés aux valeurs démocratiques. La monarchie n'étant pas une institution démocratique, elle est, selon moi, plus ou moins légitime.

Que contient le discours du Trône en tant que tel? On y trouve de bonnes choses, mais il y a aussi des lacunes. Les bonnes choses, c'est plaisant parce que cela permet de mettre en avant les réussites que les néo-démocrates sont allés chercher au cours de la dernière législature. En tant que progressistes, nous avons travaillé à améliorer la vie des gens. Je tiens à rappeler que, si le NPD n'avait pas forcé le gouvernement libéral à mettre en avant le programme de soins dentaires, cela ne se serait jamais fait. Avant cela, chaque fois que le NPD a mis en avant un programme de soins dentaires pour la classe moyenne et pour les plus démunis, les libéraux ont voté contre. C'est parce qu'ils avaient besoin d'un appui à la Chambre que le NPD les a forcés à le faire et cela a été utile. Aujourd'hui, les libéraux s'en vantent. Ils pensent que c'était une bonne idée. Or, c'est vraiment grâce au travail du NPD que ce programme existe. Des gens de Montréal et de Rosemont—La Petite-Patrie m'en ont parlé pendant la campagne électorale. Des personnes m'ont dit que cela faisait 10 ou 12 ans qu'ils n'étaient pas allés chez le dentiste et que, grâce à mon travail, grâce au travail que nous avons fait au Parlement, ils pouvaient maintenant aller chez le dentiste et se le faire payer. Il s'agit d'économies substantielles. Une dame m'a dit qu'elle était allée chez le dentiste, que sa facture s'élevait à 1 150 $ et qu'elle avait payé de sa poche seulement 57 $. Nous avons donc permis à cette personne d'économiser plus de 1 000 $. C'est un geste vraiment significatif. Je pense que c'est un legs important du NPD qui a déjà servi plus de 530 000 Québécois et Québécoises. Grâce à nous, ils ont pu se faire payer en tout ou en partie leur visite chez le dentiste. Je pense qu'on laisse un bel héritage. On va continuer de se battre pour que les gens aient accès à plus de services de soins de santé. D'ailleurs, les soins de santé n'ont à peu près pas été abordés dans le discours du Trône. Cela fait partie des grands oublis.

Une autre réussite du NPD se trouve dans le discours du Trône, et c'est évidemment les avancées en matière d'assurance-médicaments publique et universelle. Cela nous est cher. C'est aussi cher à la société civile québécoise, particulièrement au mouvement syndical québécois. C'est réclamé par la FTQ, la CSN et la CSQ depuis des années, puisque l'actuel régime québécois hybride, public-privé, ne réussit pas à stabiliser le prix des médicaments. Le Canada est un des endroits au monde où les médicaments coûtent le plus cher. C'est toujours mieux d'avoir un système hybride que rien du tout. Il y a des gens au Canada anglais qui doivent se priver de médicaments, parce qu'ils ne sont pas capables de les payer. Ils deviennent donc encore plus malades, puis ils se retrouvent à l'hôpital, et cela engorge les urgences. Ce n'est bon pour personne.

● (1135)

Le Canada est le seul pays qui dispose d'une assurance-maladie publique et universelle sans toutefois disposer d'une assurance-médicaments publique et universelle. C'est comme s'il nous manquait une jambe sur deux et que cela nous empêchait de marcher. Au NPD, nous allons continuer à exercer des pressions pour que l'on mette sur pied une assurance-médicaments publique et universelle. C'est aussi ce que demande l'Union des consommateurs du Québec, qui voit à quel point c'est précieux pour la vie des gens, qui voit que c'est nécessaire pour soigner les gens et éviter qu'ils soient malades.

On a fait des progrès en ce qui concerne les contraceptifs et le prix des médicaments que prennent les personnes atteintes de diabète. Il y a déjà des ententes avec le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique et celui du Manitoba. Je pense qu'il y a une lettre d'entente avec l'Île-du-Prince-Édouard également. Nous espérons que le Québec va emboîter le pas aussi, parce que ce serait dommage que les Québécois et les Québécoises n'aient pas accès à des médicaments payés par le gouvernement fédéral après une négociation avec Québec. Je pense par exemple aux personnes qui sont atteintes de diabète.

C'est quelque chose qui devrait être instauré partout, mais ça doit être négocié entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, qui gèrent leur programme d'assurance-médicaments. Les médicaments coûtent trop cher et toutes les études, notamment le rapport Hoskins, nous ont démontré que la création d'une assurance-médicaments publique et universelle était le meilleur moyen de contrôler les prix des médicaments.

Parlons maintenant de ce qui ne se trouve pas dans le discours du Trône.

On parle de crise du logement, mais il n'est jamais question des logements sans but lucratif, que l'on appelle les logements hors marché. C'est la solution pour permettre aux gens d'avoir accès à un logement réellement abordable. Il faut faire attention en ce qui concerne le mot « abordable ». Qu'est-ce que ça veut dire exactement? On a vu dans les dernières années que les définitions du mot « abordable », comme celle de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ne correspondaient pas à ce qui est réellement abordable dans la vraie vie.

Les gens que nous rencontrons dans la rue et sur le terrain nous disent qu'ils aiment Rosemont-La Petite-Patrie et qu'ils veulent rester dans le quartier, mais qu'ils ne sont plus capables de se payer un logement. C'est pour cela qu'il faut construire des logements sociaux, des coopératives d'habitation, des logements communautaires et des logements pour les étudiants. Si on se contente de construire des condos à 2 millions de dollars chacun, on n'y arrivera pas. Ça ne va pas régler la crise du logement.

Il faut sortir d'une logique uniquement marchande. Oui, le logement peut être un investissement pour générer des profits, et peut-être même bâtir sa retraite. C'est normal. Cependant, ce n'est pas normal que 97 % du parc immobilier s'inscrive dans cette logique. Il faut augmenter la proportion de logements hors marché, de logements sans but lucratif. Il y a des groupes communautaires qui sont prêts à le faire. Il faut faciliter un financement stable et à long terme. C'est surtout ça qui est important pour que le prix du logement soit établi en fonction de la capacité de payer de la famille, et non pas en fonction de la logique d'un investisseur qui veut rentabiliser et maximiser son investissement.

C'est 3 % ou 4 % de notre parc immobilier qui est hors marché ou sans but lucratif. En Europe, dans les pays scandinaves, cette proportion est de 10 %, 15 % ou 20 %. On n'atteindra jamais 50 %, mais, si on augmente la proportion de logements hors marché ou sans but lucratif, cela va aussi aider la partie privée du marché. En effet, cela va permettre de stabiliser les prix et d'éviter la spéculation immobilière et le réchauffement du secteur, qui font que les gens ne sont pas en mesure de se payer une maison, un appartement ou un loyer. Cette solution n'est pas dans le discours du Trône.

Il n'y a rien non plus sur les travailleurs et les travailleuses. Ça fait 10 ans que les libéraux nous disent qu'il faut une réforme majeure de l'assurance-emploi, mais il n'est pas question d'assurance-emploi dans le discours du Trône. On parle de guerre tarifaire et peut-être d'une récession qui nous pend au bout du nez, mais, encore une fois, la majorité des travailleurs et des travailleuses qui perdent leur emploi n'ont pas accès à l'assurance-emploi. Ça n'a aucun sens. Il faut régler cette question, mais il n'y avait rien à ce sujet dans le discours du Trône. Nous, comme néo-démocrates, allons continuer à nous battre pour une vraie réforme de l'assurance-emploi.

Nous allons aussi appuyer la mise en œuvre de projets porteurs et structurants. Par exemple, il n'y a aucune mention dans le discours du Trône du train à grande vitesse qui avait pourtant été annoncé. C'est un projet vraiment emballant qui répond aux besoins de la population. Ça fait longtemps qu'on dit qu'au Canada, on devrait avoir un train à grande vitesse. On parle de projets d'intérêt national ou d'envergure nationale. Pourquoi alors ce projet de transport collectif, de train à grande vitesse, ne se retrouve-t-il pas dans le discours du Trône? Il y a aussi d'autres projets qui pourraient être mis sur pied, mais qui ne respectent pas nos engagements en termes de changements climatiques et d'émissions de gaz à effet de serre.

Je suis donc un peu mi-figue, mi-raisin en ce qui concerne ce discours du Trône, dans lequel on souligne les bons coups du NPD, mais dans lequel il manque plusieurs choses, notamment pour les travailleurs et les travailleuses.

● (1140)

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je félicite mon collègue pour sa réélection et pour les bons mots qu'il a eus pour sa famille.

Nous aimerions simplement savoir pourquoi, quand nous avons mis fin à la taxe, son parti ne nous a pas accompagnés dans cette direction.

Alexandre Boulerice: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et je le félicite pour son élection. Est-ce qu'on parle bien de la taxe sur le carbone? Je veux juste en être certain. Au NPD, nous avons appuyé la taxe sur le carbone pendant des années parce que c'était la seule mesure que le gouvernement libéral mettait de l'avant. Nous avons toujours dit qu'une bourse du carbone serait la meilleure solution. Or, à défaut d'autres choses, nous avons appuyé à quelques reprises, effectivement, cette taxe sur le carbone pour les consommateurs.

Cependant, ce que nous avons promu pendant la campagne électorale, ce sont des mesures ambitieuses et fortes pour réduire notre empreinte carbone. Il faudrait notamment augmenter substantiellement la taxe industrielle sur le carbone, qui vise les grands pollueurs. Il faudrait également avoir un vrai plafond d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier, ce que le gouvernement libéral n'a malheureusement toujours pas fait.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, vous me permettrez de regarder un instant mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie pour le féliciter pour son élection. C'est plus poli ainsi.

Un monde idéologique nous sépare. Mon collègue vient justement de le démontrer en parlant d'imposer un plafond de production. Cependant, il y a des éléments qui nous rejoignent. Par exemple, hier, il a voté avec nous en faveur de la motion demandant au gouvernement de déposer un budget.

Pourrait-il nous expliquer pourquoi ce gouvernement refuse actuellement de déposer un budget, alors que cela fait plus d'un an qu'il n'y a pas eu de budget au Canada?

● (1145)

Alexandre Boulerice: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et je le félicite à mon tour pour sa réélection. Je suis incapable d'expliquer pourquoi le gouvernement libéral refuse de déposer un budget. Ce n'est pas ma décision. Nous avons d'ailleurs voté en faveur de l'amendement présenté par l'opposition officielle. Pour nous, c'est une question de transparence, une question d'honnêteté.

Nous savons que le ministère des Finances travaillait au printemps dernier, avant les élections, sur un budget. Le ministre des Finances, à l'époque, nous avait dit qu'il travaillait là-dessus. J'imagine que tous ces travaux n'ont pas disparu ou se sont envolés, que les papiers ne sont pas partis au vent parce qu'une fenêtre a été laissée ouverte.

C'est un peu tard, l'automne, pour savoir où on s'en va. Il y a des décisions importantes à prendre pour l'économie canadienne, pour la fiscalité, pour la justice sociale dans notre pays. Si les libéraux sont rigoureux et transparents, ils vont déposer un budget.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie pour sa réélection. Lors de son discours, je l'ai entendu souligner une chose que j'ai d'ailleurs moi-même soulevée à plusieurs reprises aujourd'hui en parlant du discours du Trône; l'absence d'engagement sérieux de la part de ce gouvernement envers les changements climatiques. C'est très décevant, je dirais même que c'est inquiétant. Je suis content de voir que je ne suis pas le seul à penser ça. J'ajouterais qu'on constate aussi que le gouvernement libéral actuel semble vouloir s'inspirer essentiellement, dans ses idées et dans ses politiques, d'un programme politique conservateur. Il y a un grand virage vers la droite chez les libéraux en ce moment. Cela aussi peut être vu comme quelque chose d'inquiétant, surtout pour un parti comme le Nouveau Parti démocratique.

Dans ces circonstances, est-ce que mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie, qui voit que ce Parlement est composé d'une très grande majorité de conservateurs et de libéraux qui s'entendent comme larrons en foire sur l'abandon de la lutte contre les changements climatiques et sur le grand virage à droite du Canada, est toujours aussi amoureux de ce pays qu'est le Canada? Ne pense-t-il pas qu'il faudrait revenir à des valeurs sociales-démocrates qui sont défendues par des partis progressistes comme le Bloc québécois?

Alexandre Boulerice: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question piège. Je peux déclarer mon amour pour les citoyens et les citoyennes de Rosemont—La Petite-Patrie, et je peux assurer à mon collègue que je vais être ici comme homme politique de gauche pour défendre les valeurs socialistes, pour défendre l'équité, pour défendre la justice sociale, pour défendre l'égalité.

Les gens de Rosemont—La Petite-Patrie, de Montréal et du Québec vont toujours pouvoir compter sur moi et sur mes collègues du NPD pour défendre les travailleurs et les travailleuses et pour vivre dans un monde meilleur où chacun a sa place, où chacun est capable d'avoir un bon emploi et une bonne retraite avec des droits. Nous allons le faire ensemble, peu importe combien il y a de conservateurs ou de libéraux. Nous sommes là pour nous battre, nous sommes là pour le monde et nous allons continuer de faire le travail.

[*Traduction*]

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de mon caucus de sa réélection. Que pense-t-il du fait que le gouvernement libéral essaie d'accélérer la mise en oeuvre de projets énergétiques sans véritable évaluation environnementale?

[*Français*]

Alexandre Boulerice: Monsieur le Président, j'ai la même inquiétude que ma collègue de Winnipeg-Centre. On a l'impression que le gouvernement libéral, pour des projets énergétiques, est prêt à tourner les coins ronds sans respecter les droits des Premières Nations, sans respecter la science et sans respecter un vrai processus de consultation publique. Nous allons surveiller cela de très près.

[*Traduction*]

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de ma première intervention pour remercier ma famille, ma merveilleuse équipe de Winnipeg-Centre, mon équipe de campagne et, bien sûr, les merveilleux citoyens de Winnipeg-Centre qui m'ont fait l'honneur de me choisir pour les représenter à la Chambre.

Je formulerai aujourd'hui quelques remarques au sujet du discours du Trône, un discours qui bâtit l'économie sur le dos des citoyens tout en remplissant les poches des grandes sociétés et des promoteurs immobiliers, en faisant des compressions dans les ministères et les services destinés aux communautés qui en ont le plus besoin. Nous savons que les libéraux sont de proches alliés des grandes entreprises, et nous le constatons ce moment même. Ils prévoient de réduire les dépenses publiques, autrement dit les dépenses quotidiennes du gouvernement et son budget de fonctionnement. Certes, celui-ci augmente de 9 % par an, et je sais que le gouvernement compte prendre des mesures pour repasser sous la barre des 2 %.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas réduire le gaspillage de fonds publics, en particulier celui dû aux consultants grassement rémunérés auxquels les libéraux font appel. Si ce sont là les compressions dont parle le premier ministre, j'y suis tout à fait favorable. Cependant, qui fera les frais de ces compressions, d'autant plus que le Canada a promis d'augmenter les dépenses militaires de 2 %? D'où viendra cet argent?

Le premier ministre n'a assurément pas indiqué que cet argent proviendrait d'une augmentation des impôts des grandes sociétés ou de l'instauration d'une taxe sur les bénéfices excédentaires pour compenser le déficit économique. Ma question est donc la suivante: où fera-t-il des compressions? En fait, avant qu'il n'y soit contraint hier par une motion, le premier ministre refusait de présenter un budget avant l'ajournement de la session du printemps.

Cette situation a réduit certains d'entre nous, moi compris, à essayer de comprendre en nous fondant uniquement sur nos observations. Voici ce que j'ai remarqué: les portefeuilles portant sur les jeunes, les aînés, les femmes, l'égalité des sexes, le travail, la santé mentale, les dépendances, les personnes handicapées, la diversité et l'équité n'existent plus au Cabinet du premier ministre. Il n'y a qu'un secrétaire d'État aux Aînés, et pas un seul ministre, pour représenter une population vieillissante importante. Il s'agit seulement d'un secrétaire d'État qui n'est pas membre du Cabinet, et nous savons que l'écart économique se creuse pour les aînés.

C'est particulièrement vrai pour les personnes handicapées, dont le ministère a été supprimé par le gouvernement. C'est un dossier où il a échoué. À maintes reprises, le gouvernement libéral a omis d'accorder une prestation qui permettrait aux personnes handicapées de vivre dans la dignité. N'oublions pas que le premier ministre a d'abord supprimé le poste de ministre des Femmes et de l'Égalité des genres au milieu d'une crise de violence sexiste que certains élus municipaux ont qualifiée d'épidémie. Ce n'est qu'après que plus de 400 organisations de femmes se sont plaintes que le premier ministre a décidé de rétablir le poste de ministre des Femmes et de l'Égalité des genres, dont la titulaire doit également exercer les fonctions de secrétaire d'État aux Petites Entreprises et au Tourisme.

Ce n'est pas une priorité pour le gouvernement actuel alors que l'égalité des genres est menacée.

● (1150)

N'oublions pas que le premier ministre a supprimé le poste de ministre du Travail à un moment où la situation devient de plus en plus difficile pour les travailleurs, notamment ceux de Postes Canada. J'ai été très honorée d'assister samedi à leur rassemblement pour organiser la lutte et faire pression sur le gouvernement, et ce, afin qu'il respecte et renforce leurs droits en tant que travailleurs et ceux de leurs syndicats. Espérons que le gouvernement libéral ne tente pas encore une fois de faire adopter en catimini une loi de retour au travail qui enlève le droit de grève. La négociation collective et les droits des syndicats et des travailleurs syndiqués ne sont manifestement pas une priorité pour le gouvernement.

La seule chose sur laquelle le gouvernement a été clair, ce sont les projets d'intérêt national qui seront réalisés aux dépens des peuples autochtones, en exploitant leurs terres, leurs territoires et leurs ressources. Il cherche à accélérer le processus, à se débarrasser des évaluations environnementales. Le premier ministre a déclaré qu'il respecterait les normes environnementales de classe mondiale du Canada et les obligations constitutionnelles; il a dit cela même s'il prévoit accélérer le processus et se débarrasser des évaluations environnementales à un moment où des régions du Manitoba et de la Saskatchewan sont en train de brûler. Des endroits en Colombie-Britannique, comme Lytton, ont été réduits en cendres.

Même s'il mentionne les consultations des peuples autochtones, le premier ministre ne donne aucun détail sur la façon dont le gouvernement va s'y prendre. Si le passé est garant de l'avenir, le gouvernement libéral fera encore semblant de consulter les Premières Nations. En fait, le chef de la Federation of Sovereign Indian Nations, Bobby Cameron, a déclaré: « Le premier ministre et les premiers ministres provinciaux prendront des décisions concernant notre territoire traditionnel sans que notre voix soit entendue [lors des réunions qui viennent d'avoir lieu], même si la Saskatchewan est une terre ancestrale et traditionnelle des Premières Nations. Cela perpétue le modèle colonial qui consiste à exclure les Premières Nations des décisions qui touchent directement notre peuple et nos terres. »

La cheffe de l'Assemblée des Premières Nations, Cindy Woodhouse, a déclaré, à propos de l'accélération des projets nationaux, que cela « laisse entrevoir une menace sérieuse pour l'exercice par les Premières Nations de leurs droits issus de traités, de leurs droits inhérents, de leurs titres et de leurs compétences ». Elle a ajouté que « le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, » doit être obtenu avant que tout projet majeur d'infrastructure ou d'énergie soit mis en œuvre.

N'oublions pas que dans la province de Québec, le gouvernement fédéral est également tenu de respecter les traités et les accords conclus avec les Cris de la Baie-James, qui ont le droit d'être consultés adéquatement.

Le premier ministre accélère la mise en œuvre de projets, sans plan environnemental, sans voix au chapitre dans son gouvernement pour des personnes qui étaient déjà laissées pour compte. Je suis heureuse que nous ayons réussi à pousser le gouvernement à présenter au moins un budget, car je suis prête, avec mes collègues néo-démocrates, à demander au gouvernement de nous expliquer pourquoi il néglige les femmes et les personnes de diverses identités de genre, les travailleurs, les aînés, les personnes handicapées et les mesures en matière de diversité et d'équité qui font partie de l'identité canadienne.

● (1155)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je pense que la perte de popularité du NPD parmi les Canadiens à l'échelle nationale tient notamment à bon nombre de positions politiques qu'il adopte. Prenons, par exemple, un premier ministre provincial très populaire, celui qui dirige notre province, le Manitoba. Les discussions de notre premier ministre provincial avec le gouvernement fédéral et d'autres entités provinciales en ce qui concerne les grands projets, dont nous voyons qu'ils sont absolument essentiels à cette étape-ci de notre histoire.

Affirmer que les Autochtones ne seront pas consultés, qu'on ne collaborera pas avec eux et qu'ils ne participeront pas au processus décisionnel, c'est ne pas rendre justice, me semble-t-il, aux premiers ministres provinciaux, y compris ceux du NPD, que ce soit en Colombie-Britannique ou dans notre province, le Manitoba.

La députée peut-elle nous faire part de ses réflexions sur le renforcement de l'unité du pays et sur le rôle que les premiers ministres provinciaux, de tous les horizons politiques, ont à jouer?

Leah Gazan: Monsieur le Président, c'est plutôt drôle. Ce n'est pas moi qui ai fait ces observations, mais le chef Bobby Cameron et la cheffe nationale Cindy Woodhouse Nepinak qui ont mentionné l'incapacité du gouvernement libéral de respecter ses obligations constitutionnelles.

« Rien de ce qui nous concerne ne doit se faire sans nous ». C'est un principe dont l'application ne dépend pas des avantages que les uns ou les autres pourront retirer d'un projet. Nous sommes des députés et nous avons des obligations. Nous devons faire respecter la primauté du droit, y compris les dispositions qui exigent que les Autochtones du Canada donnent leur consentement préalable, librement et en connaissance de cause, et qu'ils soient adéquatement consultés. La Cour suprême du Canada a statué plus de 200 fois en faveur des Premières Nations parce que le gouvernement a manqué à ces obligations.

● (1200)

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, que disent les libéraux aux amis, aux familles et aux collègues des Canadiens qui sont plus de 51 000 à avoir perdu la vie à cause de la crise des surdoses et des opioïdes depuis 2016, alors que le gouvernement formé actuellement par les libéraux a supprimé le portefeuille de ministre de la Santé mentale et des Dépendances? Que disent-ils aux communautés des Premières Nations? Que disent-ils à toutes les collectivités rurales et éloignées qui sont aux prises avec cette crise des surdoses, des dépendances et de la santé mentale?

Qu'en pense la députée? Il n'est fait aucune mention de la crise des opioïdes dans le discours du Trône.

Leah Gazan: Monsieur le Président, il est tragique de constater qu'à un moment où le nombre de surdoses bat tous les records, le gouvernement libéral décide de sévir contre la criminalité, en abandonnant totalement les personnes souffrant d'une maladie mentale ou d'une dépendance, qui deviennent un sujet sans importance pour lui. Chose certaine, dans ma circonscription, Winnipeg—Centre, les drogues toxiques ont causé un nombre record de décès. Que le gouvernement laisse pour compte autant de gens dans ma circonscription montre qu'il est prêt à tourner le dos à ceux qui ont le plus besoin d'aide.

[*Français*]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Winnipeg-Centre avec qui j'ai eu l'occasion de travailler au Comité permanent de la condition féminine.

J'aurais pu poser beaucoup de questions à ma collègue parce que, dans le discours du Trône, à part un petit passage sur la question des armes à feu, il n'y a rien pour améliorer la sécurité des femmes. On aurait aussi pu parler du fait que vouloir accélérer les projets d'infrastructure et faire une seule économie pourrait se faire au détriment des droits des peuples autochtones.

Finalement, je vais poser ma question sur un autre sujet. Ma collègue a nommé l'écart économique qui se creuse pour les aînés, ce qui ne leur permet pas de vieillir dans la dignité. Devrait-on donc amener de nouveau le projet de loi pour éliminer les deux classes d'aînés et augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans, comme ça a été fait pour les aînés de 75 ans et plus?

[*Traduction*]

Leah Gazan: Monsieur le Président, nous savons que le taux de pauvreté parmi les personnes âgées augmente. Le NPD est totalement pour l'idée d'abaisser l'âge donnant droit aux pensions; malheureusement, le gouvernement n'a même pas de ministre chargé des personnes âgées, alors que ce sont elles qui ont doté notre pays de ses fondations actuelles. Il est regrettable de voir le gouvernement leur tourner le dos.

Vince Gasparro (Eglinton—Lawrence, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai le temps qui m'est alloué avec le député de Surrey-Sud—White Rock.

Je prends aujourd'hui la parole dans cette enceinte sacrée avec beaucoup d'humilité et de gratitude, à titre de député nouvellement élu de la circonscription fédérale d'Eglinton—Lawrence. Je remercie la population de cette circonscription de la confiance qu'elle m'a clairement témoignée. C'est là une responsabilité que je n'accepte pas à la légère. Je m'engage à l'exercer avec intégrité, énergie et dévouement envers les gens de notre circonscription dynamique, diversifiée et infatigable, peu importe leur quartier. Depuis Lawrence Heights jusqu'à Lawrence Park, en passant par Forest Hill North, Neptune Drive, Lytton Park, le coin de la rue Dufferin et de l'avenue Lawrence et celui de la rue Yonge et de l'avenue Eglinton, je veillerai à ce que les voix de mes concitoyens soient entendues. Je me battrai pour eux dans cette vénérable Chambre.

Mon élection comme député n'aurait pas été possible sans l'amour et le soutien de mon épouse, Nicola Meyer, à qui j'ai promis une vie toujours intéressante, quand nous nous sommes mariés. Eh bien, mon amour, promesse faite, promesse tenue! Avec Nicola, j'ai tout ce que je désire; sans elle, je n'ai rien. Je suis très fier de mes deux filles, Isabella et Alessia. Leur papa les aime beaucoup. Je tiens à remercier Nicola et mes filles de m'avoir permis de faire campagne non pas une fois, mais bien deux, en l'espace de quelques semaines. Elles m'ont épaulé au cours de ces deux campagnes, et les mots me manquent pour dire ce que cela représente pour moi.

Je tiens à remercier ma mère et mon père, Filomena et Albert Gasparro, pour tout l'amour, le soutien et les conseils qu'ils m'ont prodigués au fil des ans.

Je tiens également à rendre hommage à mes grands-parents, Vince et Donna Gasparro, qui ont immigré au Canada en 1959, en provenance de Calabre, en Italie, après un détour par Buenos Aires, en Argentine, ainsi qu'à Gregorio et Irma Natale, qui ont immigré respectivement en 1954 et 1956, également de Calabre, en Italie. Tous sont arrivés ici sans rien. Ils avaient des familles à nourrir et ont travaillé dur. Tout ce qu'ils voulaient, c'était la possibilité d'avoir une vie meilleure pour eux, pour leurs enfants et pour leurs descendants qu'ils ne connaîtraient pourtant jamais. Les valeurs que sont le courage, le travail acharné et la détermination ont été transmises aux générations qui ont suivi, tout comme le désir de préserver et d'améliorer ce grand pays que mes grands-parents ont choisi il y a près de 70 ans.

Après une visite à l'urgence avec ma fille, Isabella, je me suis rendu compte des lacunes du système de soins de santé en Ontario, et j'ai décidé que la meilleure façon d'améliorer et de changer les choses était de me présenter aux élections provinciales. Même si j'ai alors réalisé un score supérieur de 19 % à celui de ma formation, le Parti libéral de l'Ontario, il m'a manqué 167 votes pour l'emporter sur mon adversaire. Cependant, le vent allait tourner quelques semaines plus tard et, sous l'effet des menaces d'annexion de Donald Trump et de la nomination de notre actuel premier ministre, les appels de la communauté se sont multipliés pour que je me présente au fédéral.

Armés de leur ténacité et d'un sens du travail acharné, des centaines de bénévoles se sont mis à l'œuvre et nous l'avons emporté d'une manière remarquable. Je tiens à remercier chaleureusement mon équipe de campagne et tous les bénévoles qui se sont dévoués corps et âme au cours des quatre derniers mois, beau temps mauvais temps, que ce soit par des froids extrêmes ou des chaleurs accablantes. Nous avons cogné à plus de 90 000 portes.

Pour mettre les choses en perspective, sachez que le seul jour du scrutin, nous avons pu compter sur plus de 400 bénévoles. Nous avons attiré non seulement des libéraux, mais aussi des conservateurs, des verts et des néo-démocrates déçus qui croyaient en notre vision dans Eglinton—Lawrence, une vision fondée sur une représentation socialement progressiste et financièrement responsable. Aucun de nos succès n'aurait été possible sans chacun de ces bénévoles. Leur soutien et leur dévouement ont été pour moi une source d'inspiration, et c'est vraiment l'honneur d'une vie que de les représenter en cette période incroyablement difficile.

J'ai entamé mon parcours politique ici même, sur la Colline du Parlement, au sein de l'équipe du premier ministre Paul Martin. J'ai appris la valeur d'un leadership fondé sur des principes, d'une saine gestion économique et d'un gouvernement qui réalise l'équilibre entre ambition et responsabilité. J'étais fier d'être un libéral responsable sur le plan financier à l'époque, et je suis tout aussi fier de prendre la parole aujourd'hui au côté du premier ministre, tandis que nous renouvelons notre engagement à bâtir une économie résiliente et dynamique pour relever les défis du XXI^{e} siècle.

Le Canada est mis à l'épreuve par la montée du protectionnisme et de l'intimidation économique de notre plus proche partenaire. La menace que fait peser le président Trump d'imposer des droits de douane punitifs vise à saper notre unité et à nous affaiblir, mais nous ne fléchirons pas.

● (1205)

Nous sommes une nation fière et indépendante, façonnée par de solides valeurs, une grande résilience et un engagement envers un ordre international équitable, fondé sur des règles. Je suis fier que notre gouvernement soit déterminé à renforcer ses relations avec ses partenaires et alliés partout dans le monde et que nous restions fidèles aux principes de la coopération internationale. Tandis que le monde qui nous entoure change, le Canada doit montrer la voie avec confiance, en tant que pays démocratique fort et chef de file dans le monde libre.

Les menaces du président Trump nous ont également servi de signal d'alarme. Pendant trop longtemps, le Canada n'a pas su exploiter pleinement le potentiel de ses vastes ressources naturelles. Nous avons créé des obstacles qui nous ont empêchés de construire les infrastructures essentielles, de développer les énergies propres et de construire de nouveaux logements. Au lieu d'avoir une seule économie forte et unie au Canada, nous fonctionnons en tant que 13 économies distinctes. Cela doit changer, et cela est en train de changer.

C'est donc avec conviction et optimisme que je me lève aujourd'hui pour exprimer mon plein soutien au discours du Trône. Le premier ministre a présenté une vision claire et convaincante de l'avenir de notre pays, et je suis fier de soutenir sa direction au sein de cette Chambre.

J'ai consacré ma carrière au financement d'infrastructures et de projets institutionnels d'énergie propre, et je connais le pouvoir de transformation que des investissements audacieux et une réglementation intelligente peuvent avoir sur notre pays. Notre gouvernement prendra des mesures décisives pour réaliser de nouveaux investissements, supprimer les obstacles bureaucratiques et construire une économie plus forte.

Nous reconnaissons que la prospérité du Canada repose sur notre capacité à exploiter nos ressources naturelles de manière responsable, à innover face à la concurrence mondiale et à saisir les occasions qui se présentent. Le gouvernement mettra en place des sources d'énergie propre et d'énergie conventionnelle, afin de faire du Canada la première superpuissance du monde en énergie.

Notre objectif est clair. Nous voulons faire du Canada une puissance énergétique mondiale. Nous investirons dans les énergies renouvelables, l'hydrogène, le captage du carbone et la prochaine génération de technologies propres. En même temps, nous veillerons à ce que nos ressources conventionnelles soient exploitées selon les normes environnementales les plus élevées. Nous y parviendrons en étroite collaboration avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et le secteur privé. Sous la direction du premier ministre, nous démontrons une fois de plus que nous pouvons diriger avec conviction et bâtir un Canada fort.

Notre gouvernement est fermement déterminé à assumer ses responsabilités financières en plafonnant la croissance des dépenses, en éliminant le gaspillage et en stimulant la productivité, tout en continuant à soutenir les plus vulnérables d'entre nous. Le discours du Trône indique clairement que nous bâtirons un Canada plus fort et une économie canadienne plus résiliente, judicieux dans les dépenses, afin que les Canadiens puissent investir en toute confiance dans leur avenir.

Le premier ministre met l'accent sur la responsabilité financière, mais, en tant que libéraux, nous restons fermement engagés à protéger le filet de sécurité sociale essentiel et complet qui soutient les Canadiens. Notre gouvernement continuera de bonifier le programme de soins dentaires, appuiera l'assurance-médicaments et les services de garderie et s'efforcera d'investir dans les métiers spécialisés et le secteur de l'énergie propre, ce qui illustre notre conviction que chaque Canadien a du potentiel. Nous réduirons les impôts de la majorité des Canadiens, ce qui permettra aux habitants de ma circonscription d'Eglinton—Lawrence et à tous les Canadiens de récupérer 840 $ par année. De plus, en éliminant la TPS pour les acheteurs d'un premier logement, nous aiderons les Canadiens à devenir propriétaires et leur ferons épargner jusqu'à 50 000 $.

Nous protégerons la liberté de culte de nos communautés en adoptant une loi sur les zones de sécurité qui érige en infraction criminelle le fait d'entraver intentionnellement et délibérément l'accès à tout lieu de culte, école ou centre communautaire, ainsi que le fait d'intimider ou de menacer délibérément les personnes qui assistent à des offices dans ces lieux. Ma circonscription compte une communauté juive dynamique qui a été victime d'intimidation dans ses écoles, ses synagogues, ses garderies et ses foyers. Cette loi est une mesure importante qui vise à protéger la liberté de culte non seulement des Canadiens juifs, mais aussi de tous les groupes religieux qui composent notre pays diversifié. La diversité sera toujours notre force, et la protection de la liberté de culte des groupes minoritaires contre l'anarchie est un droit fondamental garanti par notre Charte.

Pour être véritablement le Grand Nord, fort et libre, nous devons rester unis, agir avec vision et faire preuve d'une résilience inébranlable. Le discours du Trône marque une avancée décisive qui façonnera l'avenir du pays non seulement pour les quatre prochaines années, mais pour les 40 prochaines années.

● (1210)

Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Madame la Présidente, tout d'abord, je tiens à féliciter le député d'en face pour sa victoire et à lui souhaiter la bienvenue à la Chambre. Je sais que le député a remercié sa famille de lui avoir permis de se présenter et d'avoir fait des sacrifices. Je tiens à souhaiter un joyeux anniversaire à ma fille, Sarah, qui a 18 ans aujourd'hui. Nous manquons certains événements parce que nous sommes à la Chambre pour faire notre travail.

Hier, nous avons voté pour que le gouvernement dépose un budget avant la fin de la session et la pause estivale. Les conservateurs voulaient rester pendant l'été parce que nous avons tellement de questions à régler dans notre pays. Quel message envoie-t-on aux gens de la circonscription du député et à tous les Canadiens si le premier ministre ne respectera probablement pas la volonté de la Chambre?

Vince Gasparro: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question, et j'espère qu'il pourra retourner dans sa circonscription pour voir sa famille. C'est difficile pour nous tous.

Il est absolument impératif que nous préparions un bon budget. Dans un contexte économique en pleine mutation, il est important de bien faire les choses plutôt que de présenter un budget pour le simple plaisir de le faire. Nous devons le faire correctement. Les Canadiens exigent que nous le fassions correctement et que ce budget soit aussi précis que possible.

● (1215)

[*Français*]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, je suis content de vous retrouver.

J'ai écouté attentivement le discours de mon collègue. Il a insisté sur la possibilité de pratiquer librement son culte, sa religion. Je suis entièrement d'accord avec lui sur ce sujet. Il y a néanmoins certaines nuances à apporter.

Mon collègue sait peut-être que la nation québécoise a décidé de légiférer en matière de religion dans l'espace public au Québec. J'aimerais savoir si, selon lui, son gouvernement entend respecter la volonté de la nation québécoise pour qu'il y ait une certaine forme d'encadrement du religieux au sein des institutions au Québec.

J'aimerais que mon collègue m'en dise plus là-dessus.

[*Traduction*]

Vince Gasparro: Madame la Présidente, les habitants de ma circonscription, Eglinton—Lawrence, sont menacés depuis 18 mois. La montée de l'antisémitisme dans le monde, que nous constatons ici même au Canada, est tout à fait inacceptable.

Le gouvernement présentera le projet de loi sur les zones de sécurité que nous nous sommes engagés à faire adopter pendant la campagne fédérale. Il s'agit d'une mesure importante pour protéger non seulement les habitants de ma circonscription, Eglinton—Lawrence, et plus particulièrement la communauté juive, mais aussi toutes les communautés.

Ce qui se passe dans nos rues est tout à fait inacceptable. Tous les ordres de gouvernement doivent mieux protéger les groupes minoritaires. Dans le cas qui nous occupe, je pense à la communauté juive, nous prenons la situation très au sérieux de ce côté-ci de la Chambre. Je sais que d'autres députés de l'autre côté de la Chambre prennent aussi cette situation au sérieux. Nous devons rester unis pour lutter contre la menace de l'antisémitisme et, plus généralement, contre la haine.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je suis très heureuse de vous voir de retour au fauteuil et en bonne santé.

Je souhaite la bienvenue au nouveau député d'Eglinton—Lawrence et je lui demande s'il a réfléchi au fait que le discours du Trône ne reprend aucune des recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, déposé il y a quatre ans aujourd'hui.

Je me demande aussi ce que le député pense de l'absence de discussion sur la nécessité d'un revenu minimum garanti, qui était l'une des principales recommandations. Le gouvernement a pourtant dit qu'il donnerait suite aux appels à la justice.

Vince Gasparro: Madame la Présidente, je remercie la députée de sa question.

Dans ma vie antérieure, j'ai conseillé la société de développement des Six Nations de la rivière Grand sur ses investissements dans les infrastructures et ses placements durables. Je peux dire à la députée que la résilience des Autochtones canadiens est admirable.

De ce côté-ci de la Chambre, nous entendons fermement établir des partenariats avec les collectivités autochtones...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le temps de parole est écoulé.

Nous reprenons le débat. Le député de Surrey-Sud—White Rock a la parole.

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Madame la Présidente, c'est un immense honneur et une grande fierté d'intervenir aujourd'hui à la Chambre pour la première fois, là où d'innombrables Canadiens avant moi se sont dévoués pour aider à façonner le paysage de ce grand pays qui est le nôtre et qui fait l'envie du monde entier. Je félicite tous mes collègues de leur élection ou de leur réélection. C'est vraiment un honneur de servir aux côtés de chacun d'eux.

Je suis le premier député de cette circonscription à être élu pour ce parti lors d'élections générales en plus de 70 ans. Je voudrais d'abord mentionner que ma circonscription, Surrey-Sud—White Rock, se trouve sur les territoires traditionnels non cédés de plusieurs nations salish de la côte, notamment les Premières Nations Semiahmoo, Kwantlen et Katzie.

J'ai beaucoup de chance de pouvoir prendre la parole dans cette enceinte, pas seulement grâce à mes efforts, mais aussi grâce au travail acharné, au dévouement et à la conviction de nombreuses personnes. Des bénévoles, des amis, des membres de ma famille et des inconnus qui sont devenus des amis, des personnes de tous les horizons, de toutes les couleurs, de toutes les confessions, de toutes les langues, de tous les niveaux, de toutes les identités sexuelles et de tous les statuts socio-économiques ont cru aux valeurs et à la vision que représente ce parti. Ce sont les amis et les voisins de South Surrey—White Rock que j'ai le privilège de représenter à la Chambre. Je remercie du fond du cœur mon époux, mes enfants et mes petits-enfants, ainsi que ma famille et mes amis qui m'ont encouragé à chaque étape d'une campagne intense et très enrichissante.

Ce siège appartient également aux nombreux immigrants qui sont venus dans ce pays à la recherche d'une vie meilleure. Je n'aurais jamais imaginé avoir l'occasion de remercier mes parents, publiquement, devant tous les Canadiens, pour le cadeau inestimable qu'ils ont fait à leurs enfants, le privilège de devenir Canadiens.

Mon grand-père a été arrêté et exécuté pour avoir enseigné à ses enfants l'existence d'un dieu, un acte considéré comme une trahison sous un régime qui interdisait toute croyance. Ma grand-mère s'est retrouvée seule avec huit enfants. Quand j'étais enfant, j'ai souvent entendu mes parents raconter comment ils avaient survécu en mangeant des mulots et en ramassant ce qui restait dans les champs après avoir livré leur récolte au Parti communiste. Heureusement, après la Seconde Guerre mondiale, mon père a repris contact, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, avec une tante qui vivait au Canada et qui a parrainé mes parents pour qu'ils puissent venir s'installer ici. En raison d'un gel de l'immigration au Canada, ma grand-mère, accompagnée de plusieurs enfants célibataires, a quitté l'Ukraine pour le Paraguay, mais a finalement rejoint le Canada grâce aux efforts de mes parents. Bien que mes parents aient eu sept enfants, ils se sont toujours efforcés d'aider les membres de leur famille qui se sont retrouvés dans différents pays après la Seconde Guerre mondiale, de la Sibérie à l'Allemagne de l'Est en passant par le Paraguay.

Je remercie tous ceux qui ont lutté pour que leurs enfants et les générations futures puissent prospérer dans la liberté. Aux peuples autochtones, premiers gardiens de cette terre, j'offre mes remerciements, mon respect et ma gratitude. Grâce à eux, nous continuons d'apprendre le caractère sacré de la terre sur laquelle nous avons l'honneur de vivre.

Ce fut un privilège d'être présent à Ottawa lors de la visite officielle historique du roi Charles III et de la reine Camilla, et d'entendre le roi prononcer le discours du Trône dans la salle du Sénat. J'ai entendu un message fort d'espoir et de renouveau, un appel à rétablir les valeurs et les rêves qui définissent le Canada. Cette 45e législature a la responsabilité de cerner et de faire croître les forces qui ont valu au Canada l'admiration du monde entier, tout en reconnaissant les échecs et les injustices du passé et en corrigeant le tir lorsque cela s'impose.

Même si notre pays fait face à des défis, les valeurs fondamentales qui nous définissent, soit la démocratie, la liberté, la primauté du droit et le droit à l'autodétermination sont clairement énoncées dans le discours du Trône. Ces valeurs fondamentales nous guident à l'échelle nationale, mais elles cadrent également avec mes priorités personnelles pour Surrey-Sud—White Rock. Notre premier ministre a déjà entrepris de renégocier la relation du Canada avec les États-Unis, notre voisin et l'un de nos nombreux partenaires économiques pour l'avenir. Cette relation est vitale pour ma circonscription, qui abrite deux des 32 postes frontaliers terrestres du Canada, ceux de Peace Arch et de Pacific Highway. Ces postes frontaliers sont bien plus que de simples points de passage: ils sont essentiels au commerce, au tourisme et à l'emploi. Les boutiques hors taxes situées à la frontière terrestre contribuent à hauteur de plus de 400 millions de dollars par an à notre économie et fournissent des emplois locaux.

● (1220)

Les droits de douane imposés par les États-Unis, qui ont mis sous pression les entreprises, dont plus de 500 petites entreprises dans ma circonscription, sont injustifiés. En tant que propriétaire d'une petite entreprise depuis plus de 30 ans, je comprends très bien les défis et les pressions auxquels font face les entreprises pour rester ouvertes et prospères. Une entreprise doit nécessairement s'adapter si elle veut réussir de nos jours. J'appuie la mission fondamentale de notre gouvernement, qui consiste à bâtir l'économie la plus forte possible en éliminant les obstacles au commerce intérieur et en travaillant en étroite collaboration avec toutes les provinces et tous les territoires.

Mes concitoyens ont affirmé haut et fort vouloir que le gouvernement s'emploie à stabiliser et à renforcer l'économie pour tous les Canadiens, sans égard à leur affiliation politique. Depuis que je suis ici, je vois les députés de l'opposition critiquer sans proposer de solutions. Je les entends nous accuser de copier et de plagier leur programme. Si tel est vraiment le cas, n'est-ce pas là la plus sincère...

● (1225)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je dois interrompre le député pour un rappel au Règlement.

Le député de Cariboo—Prince George a la parole.

Todd Doherty: Madame la Présidente, nous respectons tous les différentes règles du Parlement, notamment celle qui concerne la tenue vestimentaire appropriée à la Chambre. Hier soir, pendant le vote, le vote d'un député conservateur n'a pas été comptabilisé parce que le gouvernement a pris soin de rappeler le code vestimentaire à la Chambre.

Je vous demande des précisions sur la tenue que porte ce député. Comme nous le savons tous, les hommes doivent porter le veston-cravate pour prendre la parole. Je constate maintenant qu'il a enfilé un veston. Je demande des précisions.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je remercie le député. Oui, je rappelle à tous les députés que la tenue vestimentaire appropriée pour les hommes à la Chambre est une tenue de ville contemporaine. Nous demandons à tous de s'en souvenir.

Le député de Surrey-Sud—White Rock peut poursuivre.

Ernie Klassen: Madame la Présidente, depuis que je suis ici, je vois les députés de l'opposition critiquer sans proposer de solutions. Je les entends nous accuser de copier et de plagier leur programme. Si tel est vraiment le cas, n'est-ce pas là la plus sincère des flatteries? Si les programmes sont les mêmes, travaillons ensemble à la réalisation de nos objectifs communs pour le bien de tous les Canadiens.

Dans notre pays, bien des gens tirent le diable par la queue. Le coût de la vie et l'accessibilité financière sont des préoccupations majeures pour de nombreuses familles canadiennes. Comme beaucoup d'autres, mes concitoyens ont également de la difficulté à joindre les deux bouts. Notre gouvernement les écoute et agit en réduisant les impôts de la classe moyenne, ce qui permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 $ par année. Il réduira la TPS sur les maisons d'au plus 1 million de dollars pour les acheteurs d'une première maison et abaissera la TPS sur les maisons. Le gouvernement préservera des programmes essentiels, comme les soins de santé universels, les programmes de garde d'enfants, l'assurance-médicaments et le programme canadien de soins dentaires, qui est maintenant accessible à 8 millions de Canadiens et qui permet à chacun d'économiser en moyenne plus de 800 $ par année.

Je vis et j'exploite mon entreprise à White Rock depuis plus de trois décennies. La ville dynamique et emblématique de White Rock est connue pour son magnifique front de mer, le célèbre quai de White Rock, le plus long quai en bois du pays, et son importance culturelle pour les Autochtones. South Surrey est le plus grand centre urbain de Surrey par sa superficie. On y trouve une grande richesse agricole, des quartiers industriels et résidentiels urbains ainsi que des lieux historiques.

Ma circonscription compte de jeunes familles, de nouveaux arrivants et des retraités, ce qui témoigne de la force de notre collectivité. Pour protéger nos quartiers et assurer la sécurité des résidants, le gouvernement embauchera plus d'agents de la GRC et durcira le Code criminel afin de resserrer les conditions de mise en liberté sous caution et d'imposer des sanctions plus sévères aux récidivistes accusés d'actes criminels, ainsi que de traite des personnes et de trafic de drogues.

Comme l'a dit le premier ministre dans son discours d'ouverture, « [j]e vais faire des erreurs ». C'est un aveu admirable et, à mon avis, la preuve qu'il est un véritable leader, qui peut reconnaître quand le navire dévie de sa trajectoire et qui a la détermination de le ramener sur la bonne voie.

Je tiens à dire à la Chambre, à mes concitoyens et à mes collègues que je m'engage à servir les gens de ma circonscription et tous les Canadiens avec une intégrité et un dévouement sans faille.

Aujourd'hui, je tiens à souligner l'une des forces du Canada, à savoir l'inclusion de tous. Comme c'est le début du Mois de la fierté, je souhaite à tous une bonne saison de la fierté.

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Madame la Présidente, je félicite le nouveau député de Surrey-Sud—White Rock et je tiens à remercier sa prédécesseure, Kerry-Lynne Findlay, qui a représenté cette circonscription avec dévouement et excellence pendant de nombreuses années.

Le député a parlé de solutions. Une solution que les Canadiens apprécieraient beaucoup serait l'élimination de la TPS ou de la taxe sur le carbone pour les petites entreprises et les industries, parce qu'elles correspondent essentiellement à des droits de douane autoimposés, ce qui gêne considérablement notre position concurrentielle face aux États-Unis.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense, étant donné que nous nous faisons du tort en maintenant la taxe sur le carbone pour nos entreprises.

● (1230)

Ernie Klassen: Madame la Présidente, je félicite également mon collègue pour son élection. Je me réjouis à l'idée de servir aux côtés de tous les députés et de collaborer avec tout le monde, surtout quand on nous propose des solutions que nous allons pouvoir mettre en œuvre pour tous les Canadiens afin d'améliorer notre société et le bien-être de tous.

Comme je l'ai dit à maintes reprises pendant ma campagne électorale, je crois que toutes les politiques du gouvernement doivent être réexaminées. Je propose que nous attendions le dépôt du budget, qui sera présenté par des gens très responsables et bien informés, pour examiner toutes les politiques existantes en vue d'améliorer la stabilité économique de notre pays, surtout dans le cas des petites entreprises.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je souhaite également féliciter mon voisin dans cette chambre, un concitoyen de la Colombie-Britannique, le nouveau député de Surrey-Sud—White Rock. J'aimerais lui poser une question au sujet d'un problème qui était sur le point d'être réglé quand un certain projet de loi est mort au Feuilleton, le 6 janvier. Il s'agissait du projet de loi C-33, qui portait sur une question en particulier.

Avec un autre député qui se trouve ici, le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, nous avons travaillé très fort pour amender le projet de loi C-33 afin de mettre un terme aux expéditions de charbon thermique et à son exportation à partir du port de Vancouver. Ce charbon arrive des États-Unis à bord de trains qui traversent sa circonscription.

J'aimerais savoir ce que le député penserait de l'idée de relancer ce projet de loi.

Ernie Klassen: Madame la Présidente, c'est un plaisir d'être assis à côté de ma collègue. J'ai admiré ses prises de position sur toutes les questions environnementales qu'elle a soulevées au fil des ans. Je me réjouis à l'idée de travailler avec elle sur un grand nombre de dossiers.

La question du charbon thermique a été portée à mon attention, surtout pendant la campagne. C'est une question que beaucoup de mes prédécesseurs ont abordée. Beaucoup de gens dans ma circonscription souhaiteraient faire passer ces trains par un autre chemin, si possible, mais nous n'en sommes pas encore là. Peut-être qu'avec les nouveaux droits de douane imposés par les États-Unis, nous pourrions envisager d'imposer des droits de douane sur ce charbon.

Aslam Rana (Hamilton-Centre, Lib.): Madame la Présidente, ma question porte sur le logement abordable. C'est un problème important dans tout le pays, y compris dans la circonscription d'Hamilton-Centre, où il y a un projet d'envergure appelé projet Jamesville, qui est toujours en cours. Je demande donc au député de nous dire à quel point le gouvernement prend le logement au sérieux.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Brandon—Souris a la parole.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Madame la Présidente, c'est un réel plaisir de prendre la parole aujourd'hui pour prononcer mon premier discours à la Chambre des communes. Tout à l'heure, pendant le débat, je me disais que c'est un honneur incroyable d'être ici au nom des bonnes gens de Brandon et de Westman.

Les députés n'arrivent pas ici sans aide. Je m'en voudrais, bien sûr, de ne pas commencer par remercier ma compagne, Ashley, qui a accepté de m'accompagner dans cette folle aventure politique. Elle s'est montrée très courageuse en faisant le saut en politique fédérale avec moi, et je l'en remercie du fond du cœur.

Je remercie mes parents, Darryl et Cherilyn. Je suis fils unique, et je ne doute pas que ce doit être un peu étrange pour mes parents de voir leur enfant transporté à Ottawa pour représenter les zones rurales du Sud-Ouest du Manitoba. Ils m'ont soutenu tout au long de ce parcours politique, et je les remercie d'être demeurés à mes côtés contre vents et marées. Je ne leur ai pas toujours rendu la tâche facile. Je suis sûr qu'ils le confirmeraient, mais ils m'ont soutenu tout au long de ce parcours, et je les en remercie. Je remercie également mes beaux-parents, qui ont accueilli à bras ouverts un accro de la politique dans leur famille. Je les remercie de leur soutien.

Étant donné que les députés sont élus grâce à une équipe, je m'en voudrais de ne pas remercier également les membres de mon équipe de campagne. Elle s'est formée très rapidement après l'annonce soudaine du départ de la scène politique de mon prédécesseur. Nous avons obtenu de très bons résultats. C'est indéniable. Nous avons élargi notre coalition électorale. Nous avons augmenté le nombre de votes recueillis par le Parti conservateur dans notre circonscription. Je les remercie de l'excellent travail qu'ils ont accompli très rapidement pour s'organiser et mettre tout sur pied.

Je dois également remercier mon prédécesseur, Larry Maguire. C'est un homme bien. Au cours de ses nombreuses années en politique, il a été un grand défenseur des régions rurales du Manitoba, de l'ensemble du Manitoba et du secteur agricole de l'Ouest canadien. C'est pour moi un grand ami et un mentor. Je le remercie de son amitié et de son mentorat et je lui souhaite une bonne retraite, même si je suis convaincu que nous n'avons pas fini d'entendre parler de lui dans le milieu politique tant manitobain que canadien.

Je tiens à remercier le Parti conservateur, mes collègues conservateurs et notre chef, Pierre Poilievre, de m'avoir appuyé et de m'avoir fait confiance pour remplacer Larry et m'acquitter de ses

responsabilités. Je ne prends pas cette confiance à la légère et j'ai l'intention de travailler dur au nom de cette équipe tous les jours.

Surtout, je tiens à remercier les gens de Brandon—Souris. C'est une grande leçon d'humilité que d'être député et de parler en leur nom ici, à Ottawa. Je suis tellement privilégié d'être cette voix, et je vais travailler dur chaque jour pour faire en sorte que leurs enjeux, leurs défis et leurs expériences soient soulevés à la Chambre des communes.

Quand je pense à Brandon—Souris ou à Westman, la première chose qui me vient à l'esprit c'est « mon chez-moi ». Comme tout autre chez-soi, il faut parfois qu'on s'en occupe, et c'est certainement ce que nous avons entendu en faisant du porte-à-porte pendant la campagne. Nous avons entendu dire que les industries de Westman sont en difficulté. Les jeunes familles ont de la difficulté à payer leurs factures et à accéder à un logement abordable. La criminalité est en hausse, tant à la ville que dans les fermes. Cette situation est inacceptable et, malheureusement, il y a pire. Avec les droits de douane chinois sur le canola canadien et la suppression de notre secteur pétrolier et gazier due aux politiques inefficaces du gouvernement libéral, les gens ont l'impression qu'il y a bien longtemps que l'avenir n'a pas été si sombre.

Pourquoi sommes-nous ici? Le gouvernement libéral semble se concentrer, ou s'est concentré, sur des défis au-delà de nos côtes. Il finance des initiatives agricoles en Afrique, mais il n'y a aucun soutien pour l'agriculture canadienne. Il investit dans la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et construit des pipelines en Asie, mais il n'y a eu aucun grand projet d'infrastructure et d'édification nationale en sol canadien au cours des neuf dernières années et demie qui se sont écoulées sous le gouvernement libéral.

C'est une honte, et les habitants de Westman en ont assez. Ils l'ont clairement exprimé avec un vote décisif en faveur d'un changement à Ottawa. Parmi les membres de cette vaste coalition électorale, il y avait des jeunes et des gens qui n'avaient jamais voté pour les conservateurs ou qui n'avaient jamais voté du tout, et qui ont voté pour les conservateurs pour la première fois. Ils ont voté en faveur d'un plan conservateur qui offre à notre pays une voie d'avenir importante dont nous pourrons être fiers.

● (1235)

Les jeunes Canadiens veulent des choses très simples. Ils veulent être respectés et obtenir un bon emploi bien rémunéré qui leur permettra d'acheter une maison sans se ruiner et de fonder une famille dans un quartier sûr. Il n'y a rien de compliqué là-dedans. Toutefois, je dirais que s'il y a une chose que le gouvernement libéral des neuf dernières années et demie nous a montrée, c'est l'habileté fascinante du Parti libéral à compliquer les tâches les plus simples. Il suffit de penser à la débâcle du système de paie Phénix, lorsque les libéraux n'arrivaient même pas à trouver comment payer leurs propres fonctionnaires, ou à l'affaire ArnaqueCAN, qui a causé bien des maux de tête aux Canadiens qui traversaient la frontière, même avec un passeport du Canada. Ce ne sont là que quelques petits exemples. Ne parlons même pas des autres débâcles des neuf dernières années et demie, notamment dans les domaines des infrastructures et de l'approvisionnement.

Les jeunes du pays ont voté pour un plan plein de gros bon sens, oui, mais ils ont surtout voté pour un plan rempli d'espoir. Jamais autant de jeunes Canadiens de moins de 40 ans n'ont voté pour les conservateurs. C'est parce qu'ils ont été inspirés par notre feuille de route vers un avenir plus prometteur pour le pays. C'est tout à l'honneur de Pierre Poilievre et de notre équipe de direction, qui ont rajeuni le Parti conservateur grâce à une vaste coalition de votes. C'est de très bon augure pour l'avenir du parti. Notre plan vise à faire baisser le coût de la vie en réduisant les taxes et les impôts, les dépenses de l'État et le gaspillage; en bâtissant des milieux de vie plus sûrs; en affectant les investissements à des projets d'édification nationale, comme des pipelines et des corridors énergétiques nationaux; ainsi qu'en en laissant les criminels croupir derrière les barreaux sans bénéficier de la mise en liberté sous caution afin qu'ils purgent leur peine pour les crimes qu'ils ont commis dans le but de détruire des collectivités et des familles. Voilà le plan des conservateurs que les jeunes d'un bout à l'autre du pays ont appuyé et qu'ils continueront d'appuyer.

Aux personnes qui ont adhéré à notre vision, à notre approche et à notre campagne d'espoir, je dis ceci: ce n'est pas le moment de perdre espoir. Nous n'avons pas atteint notre but, mais l'équipe qui m'entoure continue de se battre pour elles. Jour après jour, nous travaillons à mettre en œuvre ce programme à partir des banquettes de l'opposition et nous obtiendrons des résultats. En voici une preuve: pas plus tard qu'hier soir, les libéraux ont perdu leur premier vote sur leur propre discours du Trône, puisque nous l'avons amendé pour demander instamment qu'il y ait une mise à jour financière ce printemps, avant l'ajournement de la Chambre, afin que nous ayons un plan financier pour régler les problèmes que connaissent les gens qui ont voté pour nous et leur famille.

Je sais que les choses ne vont pas bien en ce moment, mais nous pouvons les améliorer. Nous en sommes convaincus. Avec beaucoup de cœur à l'ouvrage, de patience, de persévérance et de détermination, nous pouvons les améliorer. Nous pouvons accomplir de grandes choses dans ce pays. Nous pouvons apporter des changements positifs afin que les Canadiens de demain vivent dans un meilleur Canada et aient des perspectives plus souriantes que celles que nous avons connues pendant notre jeunesse. Il ne fait aucun doute que l'équipe conservatrice actuelle, sous la direction de Pierre Poilievre, est celle qui y parviendra. Je suis prêt à me mettre au travail, alors allons-y.

● (1240)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, nous venons de vivre des élections nationales où le gouvernement libéral a reçu plus de 8,5 millions de votes. C'est le plus grand nombre de votes jamais enregistré dans une élection nationale. Je crois que si les Canadiens ont voté pour les libéraux, c'est parce qu'ils pouvaient comparer Pierre Poilievre et le programme des conservateurs au premier ministre et au programme du Parti libéral. Ils se sont prononcés. Il y a un sentiment d'espoir parce que la campagne a montré très clairement que nous devons commencer à travailler main dans la main avec les premiers ministres provinciaux, les dirigeants autochtones, les territoires et les partis politiques pour bâtir une Équipe Canada solide, de manière à produire des résultats dans des dossiers comme les droits de douane du président Trump et le commerce.

Le député ressent-il la moindre obligation de travailler main dans la main avec le gouvernement à des projets importants?

Grant Jackson: Madame la Présidente, si le gouvernement présente effectivement un plan pour mettre en œuvre des projets énergétiques nationaux au Canada, y compris des oléoducs et des gazoducs, nous ne manquerons pas de l'appuyer. Or, nous n'avons rien entendu à ce sujet de la part des députés ministériels et nous avons hâte que le plan soit présenté. Si cela se produit, nous l'examinerons à ce moment-là.

Cependant, le député a tout à fait tort. Le Parti conservateur a obtenu plus de votes dans ma circonscription cette fois-ci que depuis de nombreuses années. Les gens de ma circonscription ont appuyé le programme du Parti conservateur. Ils ont voté pour du changement à Ottawa, et nous n'allons ménager aucun effort, chaque jour, pour que ce changement se concrétise.

● (1245)

[*Français*]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, je trouve la réponse de mon collègue fort intéressante.

Il a probablement vu, comme moi, la volonté du gouvernement de déposer un projet de loi qui permettrait de définir des projets qui auraient un intérêt national. Ces projets-là n'auraient peut-être pas à avoir à faire l'objet d'évaluations d'impact environnemental.

Est-ce que mon collègue est d'accord sur cette façon de faire? Mon collègue croit-il que pour des projets gaziers et pipeliniers on n'a pas l'obligation de faire des évaluations d'impact environnemental? Est-ce que ce sera ça, la position du Parti conservateur?

[*Traduction*]

Grant Jackson: Certainement pas, madame la Présidente. Nous estimons que la bureaucratie est devenue si hypertrophiée que l'on n'arrive à rien construire dans ce pays sans que cela prenne un temps fou. Il faut attendre des années pour l'approbation des permis afin de lancer les chantiers. Par conséquent, même si nous croyons que l'environnement et la protection de l'environnement et des espaces naturels revêtent une grande importance, il faut également réduire les délais d'obtention des permis à un minimum raisonnable afin que les entrepreneurs et les investisseurs aient l'assurance que ces projets seront bel et bien achevés de leur vivant. Le programme du Parti conservateur consiste à réduire le temps nécessaire à la délivrance des permis, de façon à ce que des projets d'édification nationale se concrétisent, pour faire changement.

Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter le député de son élection.

Pendant le débat sur le discours du Trône, nous avons entendu nos amis d'en face dire que la baisse d'impôt pour la classe moyenne n'est pas suffisante, mais comme le député le sait, les conservateurs ont fait campagne en promettant une baisse d'impôt qui ne serait pas entrée en vigueur avant trois ans.

Le député convient-il que l'argent épargné par les Canadiens le mois prochain vaut mieux qu'une baisse d'impôt qui ne les aurait aidés que dans trois ans?

Grant Jackson: Madame la Présidente, je tiens à préciser que le Parti conservateur, quoique favorable aux réductions d'impôt, juge que la proposition du gouvernement du premier ministre ne va pas assez loin. Nous pensons que les Canadiens méritent un plus grand allégement après les hausses massives d'impôt subies pendant neuf ans et demi sous le gouvernement libéral. Le gouvernement doit faire davantage. C'est pourquoi nous réclamons un budget au printemps pour procurer un répit accru aux Manitobains, aux habitants de Westman et aux familles canadiennes qui peinent à mettre du pain sur la table.

Jeff Kibble (Cowichan—Malahat—Langford, PCC) Madame la Présidente, je prends la parole dans cette enceinte pour la première fois et j'ai l'honneur de représenter les gens de Cowichan—Malahat—Langford, circonscription qui se trouve dans la magnifique île Vancouver et qui va de Chemainus jusqu'à Langford et depuis Port Renfrew jusqu'à Duncan, ce qui comprend l'île Thetis et l'île Penelakut. Je les remercie de la confiance qu'ils m'ont témoignée et d'appuyer les efforts pour opérer un changement positif et rétablir l'espoir dans notre circonscription.

Je remercie mon épouse, Angel, et nos enfants de leur soutien inébranlable, de leur amour et de leur enthousiasme alors que je m'attaque à cette nouvelle mission consistant à représenter nos collectivités.

Je tiens aussi à exprimer ma plus profonde gratitude à mon étonnante équipe de campagne et aux bénévoles engagés qui ont travaillé sans relâche pour communiquer avec autant d'électeurs que possible. Ils comprennent Janet et Fred, les aînés de notre duo dynamique du porte-à-porte. Nous nous sommes tous serré les coudes en travaillant inlassablement, et ils m'ont fait confiance. Je les remercie.

J'adresse des remerciements spéciaux aux nombreux jeunes qui se sont portés volontaires et qui sont allés aux urnes en nombre record pour voter en faveur d'un changement positif et des valeurs conservatrices, beaucoup faisant cela pour la première fois. Je crois vraiment que le travail que nous faisons tous ici est pour les jeunes et les générations futures de notre pays, et c'est pourquoi je suis là. Les rêves qu'ils caressent d'un Canada où le travail assidu est récompensé par un bon chèque de paie, où les familles peuvent vivre dans un quartier sûr et où ils pourront un jour acheter une maison, sont les rêves pour lesquels je continuerai de me battre.

Notre circonscription est aussi diversifiée que son relief, depuis la ville de Langford, qui se caractérise par sa croissance rapide, une vie urbaine trépidante et une communauté sportive dynamique, jusqu'au village de pêche éloigné et rustique de Port Renfrew sur la côte du Pacifique. Il y a des terres agricoles, des scieries, de petits ports, des terres à bois, des chaînes de montagnes et des localités éloignées disséminées dans une région d'environ 4 800 kilomètres carrés. Nous avons une communauté active d'adeptes du plein air et d'innombrables possibilités quant aux loisirs et au tourisme. Nous avons de nombreuses rivières et beaucoup de stations piscicoles. C'est vraiment un endroit magnifique, époustouflant et dynamique, où j'ai vécu pendant la majeure partie de ma vie adulte, et je suis fier de dire que j'y ai élu domicile.

Sept Premières Nations représentent près de 10 % de notre population. Je continue d'apprendre de leurs membres tout en respectant leur culture et leurs traditions. Il y a des aînés, des jeunes familles, des agriculteurs, des travailleurs spécialisés, des retraités, des pêcheurs à la ligne, des chasseurs et des dirigeants d'entreprise. Il y a

L'Adresse

aussi une solide communauté d'anciens combattants et de nombreux militaires actifs dans notre circonscription.

Cependant, malgré toute la beauté, les ressources et les possibilités offertes par Cowichan—Malahat—Langford, je suis triste de devoir vous dire que, comme un peu partout au Canada, notre population a du mal à joindre les deux bouts. Dans le cadre de ma campagne, j'ai parlé à des milliers de personnes dans ma circonscription, et ils m'ont dit sans détour que le Canada n'est plus le même pays. Les gens ont du mal à joindre les deux bouts, à payer l'épicerie, à chauffer leur maison, à payer leurs factures et à subvenir aux besoins de leur famille.

J'ai rencontré beaucoup de gens qui perdent leur maison ou qui vivent maintenant dans des refuges ou dans la rue. Il faut faire quelque chose. De nombreuses personnes n'ont pas accès à un médecin ou à des soins médicaux de base, et les listes d'attente s'étirent sur des années. Dans certaines de nos collectivités, comme Port Renfrew et Lake Cowichan, il n'y a même plus de médecins. Les aînés qui ont bâti notre pays ont du mal à joindre les deux bouts et ils ne se sentent plus en sécurité lorsqu'ils vont faire leurs emplettes dans leur collectivité. Voilà autant de signes d'une économie défaillante, et cela ne peut pas continuer.

Les gens s'inquiètent de l'augmentation rapide de la criminalité, du désordre, de la consommation de drogues dans les lieux publics, des dépendances, de l'itinérance et de la pauvreté. Cela ne devrait pas être la norme dans nos quartiers. L'expérience dite de « l'approvisionnement sécuritaire » a été un échec. La crise des surdoses continue de ravager les collectivités. Elle a fait des milliers de victimes rien qu'en Colombie-Britannique.

Les familles sont impuissantes face à la dépendance de leurs proches. Cette situation est exacerbée par les politiques gouvernementales qui privilégient la distribution de drogues dangereuses sans fournir de services de réadaptation et de soutien adéquats. Ce que nous entendons aux informations cache autre chose que de simples chiffres. Ce sont nos filles, nos fils, nos mères, nos pères et nos proches. Le traumatisme causé par la perte de membres de sa famille à cause de la toxicomanie laisse des cicatrices indélébiles. L'absence de mesures efficaces pour faire face à cette crise perpétue le cycle du dysfonctionnement et du désespoir.

À Duncan, le taux de criminalité est supérieur de 237 % à la moyenne nationale, et le taux de crimes violents est supérieur de 153 % à la moyenne nationale. Il y a quelques mois, j'ai rencontré Norm, un pasteur à la retraite dont la sœur de 80 ans s'est fracturé la hanche après avoir été agressée et poussée par terre.

À Langford, la police découvre des laboratoires de fabrication de drogue cachés dans des maisons et arrête des voitures pour les fouiller afin de trouver du fentanyl et des armes à feu illégales. Cela doit changer. La criminalité n'est pas seulement un sujet d'actualité, c'est quelque chose qui touche désormais la vie de chacun, y compris celle des membres de ma famille. Il y a deux ans, ma fille a vu son petit ami, Jonny, se faire tuer par un inconnu au centre-ville de Victoria. Il a été poignardé à mort par un récidiviste violent qui avait été libéré sous caution après avoir été arrêté moins de trois semaines auparavant pour tentative de meurtre. Ce récidiviste avait déjà été condamné à cinq reprises pour des actes violents.

● (1250)

Les projets de loi laxistes des libéraux en matière de criminalité ont permis à de dangereux criminels de demeurer en liberté, ce qui compromet la sécurité publique. Les criminels violents doivent répondre de leurs actes afin que nous puissions prévenir d'autres tragédies et rétablir la confiance dans notre système judiciaire.

Qu'en est-il de nos anciens combattants, de ces hommes et femmes courageux qui ont défendu notre souveraineté et notre liberté? Ces héros sont aujourd'hui confrontés à des obstacles bureaucratiques qui les privent du respect et des soins qu'ils méritent. Trop d'anciens combattants ressentent du désespoir lorsqu'ils entendent leur gouvernement leur dire qu'ils demandent plus que ce qu'il est en mesure de leur donner actuellement. Nous les perdons non seulement en raison de leur âge, mais aussi à cause du désespoir qui s'installe lorsqu'une nation ne tient plus ses promesses. Cette situation est inacceptable, et les choses doivent changer.

En outre, les membres actifs des Forces armées canadiennes ont été accablés par des années de négligence. Ils sont confrontés à des difficultés qu'aucun militaire ne devrait endurer, qu'il s'agisse du manque de ressources, de la vétusté de l'équipement ou du fait qu'ils n'ont pas les moyens de se loger là où ils sont en service. Pour qu'ils forment une force de combat puissante, nous devons leur fournir un équipement moderne, assurer un recrutement solide et restaurer leurs coutumes et leurs traditions. Nous devons veiller à ce qu'ils disposent des outils, de l'entraînement et des ressources dont ils ont besoin pour accomplir efficacement leur travail.

Nous devons offrir des incitatifs aux municipalités et réduire la paperasserie et la bureaucratie tout en mobilisant les constructeurs d'habitations pour que les gens de métier qui travaillent dur puissent bâtir des logements. Ce sont eux les experts. Nous n'avons pas besoin d'une autre agence gouvernementale qui ne parviendra pas à créer des logements.

Il faut abroger les dispositions des projets de loi C-75 et C-5 pour garder les récidivistes violents derrière les barreaux, ce qui pourrait permettre de sauver la vie à des gens comme Jonny. Il faut abroger les dispositions du projet de loi C-21 et protéger les droits des chasseurs et des tireurs sportifs titulaires d'un permis et respectueux des lois tout en protégeant nos frontières, en empêchant les armes à feu illégales d'entrer au Canada et en faisant disparaître ces dernières de nos rues.

Il faut un véritable allègement du fardeau fiscal pour stimuler l'économie et réduire la pression que subissent beaucoup de gens.

Il faut libérer le potentiel de nos industries et de nos ressources naturelles pour bâtir notre économie. Par exemple, il faut prendre des mesures immédiates pour soutenir l'industrie de la pêche récréative de la Colombie-Britannique, qui est sur le point de s'effondrer. Une solution simple consistant à marquer tous les saumons d'élevage permettrait d'empêcher la disparition de l'industrie de la pêche récréative. Nous disposons de ressources renouvelables, qu'il s'agisse de ressources forestières, halieutiques, agricoles, voire minières. Le temps est venu de les utiliser de façon responsable, de créer de la richesse et de rebâtir notre économie.

Il faut investir dans des infrastructures responsables, notamment en mettant en place une ligne de transport en commun rapide et en construisant une nouvelle route pour remplacer la dangereuse route Malahat. La ligne de transport en commun rapide relierait notre île au continent, favoriserait la prospérité économique, améliorerait la sécurité et serait bénéfique pour l'environnement.

Malheureusement, le discours du Trône est avare de détails. Les promesses de changement et de prospérité ne s'accompagnent pas de mesures ni de plans. Où est le plan du premier ministre? Où est le budget du premier ministre? Nous avons tous été élus pour représenter nos circonscriptions et apporter des changements positifs. Le Parlement devrait siéger tout l'été, et les comités devraient travailler sans relâche afin d'étudier ces changements. Les actions ne sont pas à la hauteur des promesses.

Les gens de Cowichan—Malahat—Langford m'ont confié l'immense responsabilité de les représenter à Ottawa, et je ne prends pas ce mandat à la légère. Nous sommes le gouvernement en attente. La Chambre doit raviver l'espoir dans le cœur de tous les Canadiens. C'est l'espoir qui motive les parents; ils travaillent sans relâche pour que leurs enfants puissent avoir une vie meilleure. Nous devons veiller à ce que nos enfants héritent d'un Canada qui incarne les valeurs qui nous sont chères, un Canada où le travail acharné rapporte, où les familles s'épanouissent et où chaque génération hérite d'un avenir meilleur.

Bien que je sois nouveau à la Chambre, ce n'est pas la première fois que je travaille pour le gouvernement fédéral. J'ai servi le Canada pendant 28 ans dans la Marine royale canadienne, où j'ai défendu la souveraineté, la démocratie et la liberté de notre grand pays. Grâce aux compétences, à l'expérience et au leadership acquis en mer lors de déploiements opérationnels et à des postes de commandement, je poursuivrai ma mission de servir le Canada, seulement cette fois, en siégeant à la Chambre.

Redonnons ensemble la dignité à nos aînés, respectons les Premières Nations, honorons les sacrifices de nos anciens combattants, soutenons nos militaires et bâtissons un pays afin que nos jeunes puissent à nouveau espérer. Le Canada en vaut la peine, et nos enfants en valent la peine. Battons-nous dès aujourd'hui pour notre avenir.

● (1255)

Pauline Rochefort (Nipissing—Timiskaming, Lib.): Madame la Présidente, comme mon cher collègue, je suis nouvelle à la Chambre des communes. Pour moi comme pour ma collectivité, les forces armées sont très présentes. J'ai bien aimé les observations de mon estimé collègue.

Pourrait-il nous donner son point de vue sur ce qui est prévu dans le discours du Trône et dans le plan « Un Canada fort » en ce qui concerne la façon dont on prévoit réinvestir dans nos Forces armées en vue d'en assurer la reconstruction et le réarmement?

Jeff Kibble: Madame la Présidente, je félicite mon estimée collègue pour sa première intervention à la Chambre.

Nos forces armées ont besoin d'une reconstruction et d'un refinancement importants, et les retards s'accumulent depuis 10 ans. Je salue les nouvelles déclarations du gouvernement selon lesquelles il entend soutenir nos forces armées et je lui sais gré d'avoir repris à son compte bon nombre des mesures de notre programme, ce qui montre bien que notre programme va dans la bonne direction. Je m'efforcerai d'appuyer toutes les mesures qui contribueront à reconstruire nos forces armées, à redonner à nos militaires la fierté de leur travail et à soutenir nos membres des Forces armées canadiennes.

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection. Je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

Présentement, on le sait, dans l'Ouest canadien, il y a des feux de forêt d'une importance marquante. Nous avons vécu des feux de forêt au Québec, il n'y a pas si longtemps. Ça n'a pas été facile. On sait aussi que ces fameux feux de forêt dégagent des quantités extrêmes de carbone. Si on se fie aux données rendues publiques, les feux de forêt des dernières années ont émis encore plus de CO_2 que nos propres émissions humaines. Ce n'est quand même pas rien.

Dans ce contexte, on voit un gouvernement qui abandonne la lutte contre les changements climatiques. En fin de semaine, le premier ministre est allé rencontrer en priorité les compagnies gazières.

Mon collègue n'est-il pas inquiet de voir qu'on risque surtout d'accélérer ces feux de forêt et d'empirer la situation si on continue à s'enfoncer la tête dans le pétrole?

● (1300)

[*Traduction*]

Jeff Kibble: Madame la Présidente, je suis de tout cœur avec les familles et les personnes touchées par les incendies de forêt. Je salue, je félicite et je reconnais le travail acharné des premiers intervenants, des militaires et des autres services qui luttent contre ces incendies dévastateurs.

Comme je l'ai dit, j'appuie, tout comme mon parti, l'utilisation responsable de nos ressources naturelles. Nous produisons certaines des énergies les plus propres au monde, et je continuerai d'appuyer l'utilisation responsable de nos ressources naturelles afin de reconstruire notre économie.

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des habitants de Kamloops—Thompson—Nicola.

Madame la Présidente, je vous souhaite un bon retour à la présidence. Nous sommes tous très heureux de vous voir, compte tenu des circonstances. Je tiens également à féliciter mon collègue pour son baptême d'orateur.

Comme tout le monde, j'ai été touché par le récit du député et l'expérience de sa fille, car j'ai parlé avec des témoins et j'ai moi-même été témoin de nombreux crimes. Je pense que tous les députés de la Chambre souhaitent qu'il y ait moins de victimes, mais là où je me distingue de mes collègues libéraux, c'est que je crois que les conservateurs ont réellement un plan.

En ce qui concerne ce type d'infractions, et nous ne sommes pas touchés d'aussi près que mon collègue, le député peut-il dire à la Chambre et aux Canadiens ce que c'est que d'être si proche, de voir un crime aussi odieux de si près, et en quoi cela se rapporte à notre travail et à l'importance de lutter contre la criminalité, comme les conservateurs s'y sont engagés à la Chambre?

Jeff Kibble: Madame la Présidente, la question de mon éminent collègue est difficile.

Je raconte cette histoire non seulement pour susciter la compassion, mais aussi pour que les gens comprennent que ces traumatismes ne sont pas seulement les miens, mais aussi ceux de nombreuses personnes au pays. Je la raconte pour montrer que je comprends que nous devons changer nos lois, que nous devons protéger les victimes et que nous devons garder les récidivistes violents derrière les barreaux. C'est une question qui me tient à cœur, mais je sais que je ne suis pas seul, car de nombreuses personnes au pays

ont vécu le même traumatisme et les mêmes épreuves. Je m'associe avec elles, car je comprends ce qu'elles vivent.

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Milton-Est—Halton Hills-Sud.

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois en cette chambre à titre de député d'Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas. Je le fais pour appuyer le mandat de notre gouvernement que Sa Majesté le roi Charles III a énoncé dans le discours du Trône.

Je ressens une profonde gratitude à me retrouver ici. Je remercie mon épouse, Dawn, et nos enfants, Sadie et Isaac, pour leur amour, leur patience et leur soutien. Je remercie mes parents, John et Dianne, ainsi que mes beaux-parents, Mike et Bev, pour les valeurs et l'éthique de travail qu'ils m'ont inculquées et qui m'ont amené ici. Aux membres de mon incroyable équipe de campagne qui ont travaillé sans relâche pour tisser des liens avec notre collectivité, je dis que c'est aussi leur victoire. Je tiens à remercier sincèrement l'honorable Filomena Tassi pour ses nombreuses années de service dévoué envers notre collectivité et notre pays, ainsi que pour ses conseils et son amitié.

Je dis souvent que je ne suis pas un politicien, mais plutôt un ingénieur qui se retrouve dans un rôle politique. Après presque deux mandats au conseil municipal d'Hamilton, c'est avec beaucoup d'enthousiasme et d'humilité que je sers notre collectivité dans ce nouveau rôle. Aujourd'hui, je vais parler de plusieurs questions et possibilités importantes dans ma circonscription, Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas: le développement économique, la protection de la souveraineté du pays, les droits de douane américains sur l'acier, l'abordabilité et le logement, la sécurité publique, ainsi que la nécessité de collaborer.

Il ne fait aucun doute que nous traversons une période difficile dans l'histoire du Canada et que nous sommes confrontés à des pressions externes et à des défis internes. L'administration Trump menace non seulement notre économie, mais aussi les principes de collaboration et de partenariat à l'échelle internationale auxquels les Canadiens tiennent tant. Les droits de douane et les menaces protectionnistes créent de l'incertitude dans des secteurs clés comme ceux de l'acier et de l'industrie manufacturière, qui sont très importants pour Hamilton.

Les Canadiens sont confrontés à une véritable crise de l'abordabilité. Le coût du logement, de l'épicerie et des produits de première nécessité a étiré les budgets des ménages au-delà du point de rupture. Pendant la campagne électorale, j'ai entendu ces préoccupations à maintes reprises, mais ce qui m'a frappé le plus, ce n'était pas tant l'inquiétude des gens que leur détermination. Partout à Hamilton, des gens arborent encore une fois fièrement le drapeau canadien devant leur demeure. C'est un puissant acte d'espoir, un signal que nous sommes fiers de nos valeurs communes et que nous allons relever ces défis ensemble. Les Canadiens en ont assez des politiciens qui cultivent la division plutôt que de proposer des solutions. Maintenant plus que jamais, nous avons besoin d'un leadership compétent, constructif et axé sur la collaboration.

Tout ce que nous faisons repose sur une économie forte. C'est grâce à elle que nous finançons les soins de santé et le logement, que nous défendons notre souveraineté et que nous assurons un avenir à nos enfants. J'ai deux adolescents à la maison, Sadie et Isaac, et je veux m'assurer que leur génération aura accès à des emplois intéressants et à du logement abordable, mais aussi que la promesse du Canada se concrétisera pour eux, que toutes les personnes qui travaillent dur pourront obtenir le mode de vie qu'elles méritent. C'est pourquoi le gouvernement est résolu à construire la plus forte économie du G7 en mettant à profit les ressources du pays, telles que le bois d'œuvre, les minéraux, la recherche et l'innovation, et en investissant dans les métiers spécialisés.

Hamilton est déjà prête à donner le ton à la croissance économique. À l'Université McMaster, où j'ai fait des études en génie, le McMaster Automotive Resource Centre est en train d'élaborer, pour les véhicules électriques, des technologies qui ne font pas appel aux métaux des terres rares. Hamilton est aussi un carrefour dynamique de la recherche pharmaceutique, de la biotechnologie et des sciences de la vie, et le gouvernement investit des centaines de millions de dollars pour moderniser les aciéries et réduire radicalement les émissions. Il accorde aussi la priorité à l'acier, à l'aluminium et au bois d'œuvre canadiens dans de nouveaux grands projets d'infrastructure.

Bien sûr, tout le monde à Hamilton connaît quelqu'un qui travaille dans l'industrie de l'acier. Celle-ci emploie directement plus de 10 000 travailleurs et 40 000 autres occupent des emplois indirects. L'incertitude causée par les droits de douane américains sur l'acier cause un stress et une angoisse énormes aux familles de la ville. Ces droits sont injustifiés, illégaux et profondément dévastateurs. Ils menacent les travailleurs canadiens, perturbent les collectivités et torpillent les chaînes d'approvisionnement transfrontalières dont l'établissement a nécessité des générations.

J'ai parlé avec la ministre de l'Industrie et des partenaires locaux dans l'industrie de l'acier, et je tiens à rassurer les métallurgistes à Hamilton que le gouvernement riposte avec de solides mesures de rétorsion et un soutien intérieur ciblé pour défendre nos industries et protéger les milliers d'emplois canadiens qui sont en jeu. Le gouvernement se battra pour chaque travailleur, chaque emploi et chaque entreprise, sans exception.

Les droits de douane imposés sur l'acier font du tort aux travailleurs et aux entreprises de part et d'autre de la frontière. Nous avons l'occasion de collaborer avec l'industrie américaine de l'acier pour atteindre un objectif commun: faire croître toute l'industrie nord-américaine de l'acier et la protéger contre les importations d'acier peu coûteuses venant d'outre-mer.

Même avec les progrès économiques, les Canadiens ne peuvent pas prospérer si la vie leur coûte trop cher. À Hamilton, le marché du logement est inabordable pour beaucoup trop de personnes. Le gouvernement prend déjà des mesures. Nous avons annulé la taxe sur le carbone pour les consommateurs, ce qui a réduit le prix de l'essence de 18¢ le litre. La nouvelle baisse d'impôt pour la classe moyenne aidera plus de 22 millions de Canadiens à épargner jusqu'à 840 $ par année. Nous avons éliminé la TPS sur les maisons neuves coûtant moins d'un million de dollars pour les acheteurs d'une première maison.

● (1305)

Nous avons instauré des services de garde abordables, qui coûtent maintenant 10 $ par jour, ce qui permet aux familles canadiennes d'économiser des milliers de dollars. En matière de logement, le gouvernement travaille en collaboration avec tous les ordres de gouvernement et avec ses partenaires de l'industrie et investira des milliards de dollars pour doubler le rythme de construction de nouvelles maisons au Canada pour les Canadiens. Ces maisons seront construites avec du bois et de l'acier canadiens et par la main-d'œuvre qualifiée du Canada.

J'ai récemment assisté à la cérémonie d'inauguration d'un important chantier de logements abordables à Hamilton. Ce projet n'aurait pas été possible sans l'appui du gouvernement fédéral, en collaboration avec la Ville d'Hamilton et les constructeurs locaux d'habitations abordables. Les fournisseurs de logements communautaires d'Hamilton, notamment Indwell, Victoria Park, Kiwanis, Good Shepherd, Habitat pour l'humanité et CityHousing Hamilton, servent de modèles pour des pratiques exemplaires à mettre en œuvre à l'échelle nationale. Ils font plus que simplement construire des habitations; ils redéfinissent ce qu'est un logement durable et abordable au Canada.

Ces organismes se sont engagés à respecter des normes élevées de construction écoénergétique, comme les certifications « Maison passive » et « LEED platine », afin de construire à grande échelle des logements carboneutres. Ils ne se contentent pas de faire des plans; c'est ce qu'ils font en ce moment même à Hamilton. En investissant un peu plus pendant la construction, ils sont en mesure d'offrir des logements où les locataires à faible revenu n'ont jamais à se soucier de payer leurs factures d'électricité. Ils allègent le fardeau financier tout en contribuant à la durabilité environnementale.

Un autre point tout aussi important est que ces nouveaux projets comprennent des services de soutien global sur place, comme des soins de santé et des services de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie. Cette approche intégrée garantit que les gens ont non seulement un toit au-dessus de leur tête, mais aussi les ressources dont ils ont besoin pour conserver leur logement, demeurer en bonne santé et recevoir du soutien. La crise de l'abordabilité du logement a été créée au fil des décennies par les gouvernements successifs. Les très faibles taux d'intérêt, la financiarisation continue du logement, la déréglementation des loyers à l'échelon provincial et l'augmentation sans précédent des prix des matériaux pendant la pandémie sont autant de facteurs qui ont contribué à cette situation.

Ces dernières années, des municipalités comme Hamilton ont travaillé d'arrache-pied pour éliminer les obstacles à la construction de logements du marché et réduire les coûts. À l'heure actuelle, il y a déjà pour 10 ans de logements approuvés et prêts à être construits à Hamilton, mais les constructeurs de logements du marché ne bâtissent pas.

Des dizaines de milliers de projets de logement sont en suspens à travers le Canada en raison de l'incertitude économique qui règne sur le marché immobilier. Notre gouvernement travaille en collaboration avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales tout en investissant des milliards de dollars dans tout le pays pour que les constructeurs canadiens se remettent au travail. Nous mettons en œuvre des solutions concrètes pour rendre le logement plus abordable afin que tous les Canadiens qui travaillent dur puissent se permettre un logement sûr et abordable.

Bien sûr, tout cela n'a aucune importance si les Canadiens ne se sentent pas en sécurité chez eux. La violence armée, le vol de voitures, le crime organisé et le trafic de drogue sont en hausse partout au Canada. En fait, ma propre voiture a été volée dans ma cour pendant que ma famille et moi dormions. Le gouvernement réagit avec un plan sérieux: une réforme de la libération sous caution afin de garder en prison les délinquants violents, des peines plus sévères pour le trafic de drogue et les crimes commis avec une arme à feu, la répression des armes à feu illégales et du fentanyl importés des États-Unis et le renforcement du système de justice pénale.

Nous savons également que l'itinérance et la toxicomanie constituent des défis pour la sécurité publique et la santé publique. Les campements de sans-abri dans les parcs urbains ne sont pas une solution humaine. Le gouvernement fédéral verse plus de 200 milliards de dollars par année aux provinces en transferts pour les soins de santé. Nous devons tenir les gouvernements provinciaux responsables de leurs investissements dans les soins de santé, car la toxicomanie et la santé mentale sont des questions de santé et nous avons besoin de mesures concrètes de la part de nos partenaires provinciaux pour aider les gens qui en ont besoin.

Je crois fermement que tous les députés sont ici pour défendre les intérêts du Canada et des Canadiens. Les électeurs canadiens se sont exprimés; ils ont élu un gouvernement compétent, coopératif et constructif. Depuis mon arrivée à la Chambre, j'ai remarqué une chose: malgré nos différences, nous avons beaucoup plus de points d'accord que de désaccord. Nous convenons que les Canadiens ont besoin de possibilités, qu'ils méritent la sécurité et qu'ils ont besoin d'un toit, d'un emploi et d'un avenir meilleur.

Les Canadiens nous ont montré la voie par leur optimisme, leur détermination et leur volonté de s'unir. Suivons leur exemple. Surmontons nos divisions et travaillons ensemble, tous partis confondus, pour le bien de tous les Canadiens. Je suis honoré de défendre un Canada fort et prospère et j'invite tous les députés à se joindre à moi pour travailler ensemble afin que le Grand Nord demeure fort et libre.

● (1310)

[*Français*]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je suis contente de vous revoir.

Dans son discours, mon collègue a parlé de sidérurgie et il a décrit un peu l'économie de la circonscription dont il est le député. Au Québec, nous pourrions parler d'aérospatiale, de foresterie, d'aluminium. Nous avons une économie qui est propre au Québec. Ce n'est pas seulement moi qui le dis, c'est même une motion de l'Assemblée nationale du Québec, qui dénonce cette fameuse vision d'une seule économie, niant ainsi toutes les spécificités que peuvent avoir les différentes régions. Au Québec, notre économie est basée sur les PME, un modèle économique différent.

À la lumière de la motion adoptée par l'Assemblée nationale du Québec, comment mon collègue perçoit-il cette idée d'une seule économie qui ne représente pas la volonté du Québec?

John-Paul Danko: Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de sa question. Je m'excuse de la qualité de mon français. Il n'est pas très bon, mais je suis en train de l'apprendre.

[*Traduction*]

Jusqu'à présent, dans cette Chambre, j'ai été très impressionné par la position du Bloc sur un certain nombre d'enjeux: l'environnement, l'énergie, le développement, les soins de santé et l'éducation. Je pense qu'à l'exception de la question de la sécession, nous avons en fait beaucoup en commun. C'est logique, car l'Ontario ressemble beaucoup au Québec à bien des égards. La députée a parlé des ressources forestières, de l'aérospatiale et du bois d'œuvre. Nous avons également bon nombre des municipalités les plus grandes, les plus fortes et les plus dynamiques au pays.

Nous avons des intérêts communs, et trois domaines me viennent à l'esprit où l'Ontario et le Québec pourraient collaborer. Le premier est l'élargissement de la définition du secteur de l'énergie. Les conservateurs sont obsédés par les combustibles fossiles traditionnels, alors que l'Ontario et le Québec s'intéressent davantage à l'électricité propre de nouvelle génération, à la construction en bois massif et à l'atténuation des changements climatiques.

● (1315)

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, je félicite le député pour son premier discours.

Je pense qu'il est probablement le seul député à avoir mentionné la crise des opioïdes et de la toxicomanie qui sévissent au pays. Le discours du Trône compte 2 500 mots et aucun d'eux ne fait allusion à la crise des opioïdes ou à la crise du fentanyl qui frappent notre pays.

Que pense le député de l'absence de reconnaissance de cette véritable crise, des surdoses et des opioïdes, de son côté de la Chambre, par le gouvernement et le premier ministre?

John-Paul Danko: Madame la Présidente, il ne fait aucun doute qu'une crise des opioïdes frappe le Canada. À l'époque où je siégeais au conseil municipal de la Ville d'Hamilton, celui-ci a reconnu l'existence d'une crise des opioïdes et cherchait à prendre des mesures fructueuses pour y remédier.

J'ai eu de nombreuses discussions avec la police d'Hamilton sur les répercussions des opioïdes dans les rues et de la criminalité en général. Mon bureau reçoit quotidiennement des appels de mes concitoyens à ce sujet, car nombre d'entre eux ont été témoins de personnes aux prises avec une dépendance qui consomment de la drogue au vu et au su de tous. C'est un énorme problème partout au pays. Je pense qu'il est possible de faire preuve de compassion et de s'attaquer à la cause profonde de la crise des opioïdes en mettant davantage l'accent sur les mesures d'aide en matière de toxicomanie.

Au bout du compte, ce n'est pas à coup d'arrestations que notre pays sortira d'une crise sanitaire et de la toxicomanie. Nous devons travailler en collaboration avec les provinces et les municipalités pour fournir aux gens l'aide dont ils ont besoin.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je félicite le député de son élection.

Le discours du Trône a annoncé unilatéralement que le gouvernement réduirait de 50 % les redevances d'aménagement municipales, ce qui aura une incidence sur les administrations locales. Ces dernières comptent souvent sur ces fonds pour bâtir les infrastructures communautaires nécessaires aux nouveaux projets de développement, mais le discours du Trône ne propose pas de transférer aux municipalités le moindre financement pour les infrastructures. Il n'en a pas été question.

Comment les administrations locales pourront-elles veiller à ce que les infrastructures nécessaires soient construites pour soutenir leur collectivité si le gouvernement réduit les redevances d'aménagement municipales?

John-Paul Danko: Madame la Présidente, c'est certainement une préoccupation importante pour les municipalités, en particulier en Ontario, où elles ont l'obligation de couvrir les redevances d'aménagement municipales dans le budget annuel des redevances. Le gouvernement fédéral est déterminé à collaborer avec les municipalités pour investir directement dans les infrastructures, selon les besoins, afin de réduire les droits d'aménagement.

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite et je félicite tous mes collègues à la Chambre. Je tiens également à remercier les greffiers, les pages, les interprètes et les agents de sécurité qui assurent le bon fonctionnement de la Chambre.

Si la Chambre me le permet, je vais profiter de l'occasion pour rendre hommage à des personnes d'une grande importance sans qui je ne serais pas ici. Je dois d'abord mentionner, cela va de soi, les merveilleux habitants de Milton-Est—Halton Hills-Sud, qui se sont retrouvés non seulement dans une toute nouvelle circonscription, mais aussi au milieu d'un dépouillement judiciaire qui a duré deux semaines; ils ont donc dû attendre avant de savoir qui les représenterait à la Chambre. Cette expérience a vraiment démontré, concrètement, que, comme le veut l'adage, chaque vote compte. C'était encore plus vrai dans d'autres circonscriptions, car nous n'étions pas les seuls dans cette situation.

Je remercie les bonnes gens de Georgetown et de Milton-Est de leur patience et de leur confiance pendant ce processus fascinant et légèrement stressant. Personne n'a vu ce stress de plus près que ma famille: mes quatre enfants, Thomas, Ashby, William et Andrew; mes parents, Mario et Lynda; mes frères et sœurs et de nombreux membres de ma famille élargie qui m'ont transmis leur soutien et de bons mots, sans oublier Chris, mon mari depuis 28 ans, qui est d'une infinie patience depuis des années. Il me rappelle toujours, avec son style caractéristique et son soutien indéfectible, que je suis plus forte que je ne le pense.

Je suis entrée tardivement dans la course électorale et je n'ai eu que quelques semaines pour organiser et coordonner ma campagne, faire du recrutement, collecter des fonds et me faire connaître de mes concitoyens avant le jour du scrutin. Avec le recul, l'effort a été gigantesque, et je ne me fais pas d'illusions: tout cela aurait été impossible sans une équipe absolument spectaculaire de directeurs de campagne, d'employés et de centaines de bénévoles et de militants, qui m'ont tous accordé leur temps, leur soutien, leur énergie et leur conviction, et dont plus de la moitié n'avaient jamais participé à une campagne politique auparavant. Ces bénévoles ont continué de participer à la vie politique, et ils s'organisent pour explorer les moyens de faire de leur collectivité un endroit meilleur. Je suis très fière d'eux.

C'est avec humilité que je prends la parole aujourd'hui, reconnaissante de la place que j'occupe au Parlement, mais aussi de la responsabilité qu'on m'a généreusement accordée et que nous partageons tous dans cette enceinte. Quelle chance d'avoir entendu Sa Majesté nous rappeler cette responsabilité en personne, lorsqu'elle a conclu le discours du Trône en disant: « Mesdames et Messieurs les Députés [...] Puissiez-vous honorer la grande confiance qui vous a été accordée par les Canadiens et les Canadiennes, et puisse Dieu vous guider dans l'exécution de vos fonctions. »

Quelle que soit l'opinion des députés sur les monarchies, Sa Majesté nous a rappelé à juste titre l'immense responsabilité qui est la nôtre. Nous avons de la chance d'être ici pour accomplir ce travail ensemble.

D'ailleurs, tous les Canadiens ont la chance de vivre dans le meilleur pays de la planète, un pays où les gens travaillent ensemble pour améliorer le sort de leurs concitoyens, un pays qui sert de modèle au monde entier en mettant à contribution le talent qui émerge de la diversité de ses communautés aux cultures, aux confessions et aux histoires différentes. À l'exception de nos frères et sœurs autochtones, nous venons tous d'ailleurs, moi y compris.

La famille de ma mère, qui est au Canada depuis de nombreuses générations, a quitté les colonies de la Nouvelle-Angleterre pour s'installer en Ontario, dans la belle région de Parry Sound, où mon grand-père a travaillé pour Imperial Oil. Ma grand-mère et lui ont élevé huit enfants. Ma mère a fréquenté un collège biblique, a chanté dans un trio gospel, a été couronnée Miss MacTier en 1967 et est devenue infirmière. Quant à mon père, lorsqu'il était enfant, il est venu d'Italie en tant que réfugié de la Seconde Guerre mondiale avec ses parents et son frère. Une fois adulte, il a trouvé du travail comme camionneur. Son père, mon *nono*, qui a travaillé comme briqueteur et maçon, a contribué à construire la ville que sa petite-fille allait un jour représenter en tant que députée.

Leur histoire ressemble à celle de nombreux Canadiens et à celle de nombreux députés qui doivent leur présence ici à la réputation de nation accueillante pour les immigrants que s'est forgée le Canada, ce qu'a d'ailleurs souligné Sa Majesté en qualifiant le système d'immigration du Canada de source de fierté et de dynamisme. Les familles de mes parents ont quitté la patrie de leurs ancêtres pour venir ici parce qu'elles avaient foi en notre pays et en la promesse d'un avenir meilleur. Aujourd'hui, avec humilité et reconnaissance, je bénéficie de cette foi et de cette promesse.

Je dirais toutefois que cette promesse n'est plus aussi vigoureuse qu'elle l'était. Pour que les nouveaux arrivants aient la possibilité de contribuer à leur nouvelle collectivité et à leur nouveau pays, il leur faut de l'aide au début. Or, à l'heure actuelle, cette aide n'est tout simplement pas suffisante pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants. En effet, qu'il s'agisse d'Autochtones, de Canadiens établis depuis longtemps ou de néo-Canadiens, plusieurs en arrachent et doivent composer avec la disette et l'inabordabilité.

Voilà pourquoi le gouvernement s'est engagé à prendre diverses mesures pour alléger ce fardeau. Comme Sa Majesté l'a indiqué, nous plafonnerons le nombre total de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants étrangers à moins de 5 % de notre population au cours des 18 prochains mois. Cette approche permettra d'harmoniser les niveaux d'immigration à la capacité des infrastructures. Les nouveaux arrivants doivent être en mesure de réussir leur intégration sans surcharger les ressources publiques. Le gouvernement reconnaît qu'il est contre-productif d'inviter des gens chez nous si nous ne sommes pas en mesure de les accueillir adéquatement.

● (1320)

Le gouvernement a aussi pris un engagement important envers les communautés francophones à l'extérieur du Québec: augmenter la cible d'immigration francophone. Cette politique soutiendra la contribution socioculturelle et économique des communautés francophones dans des régions du pays comme le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Manitoba.

Soit dit en passant, je m'engage personnellement aujourd'hui à apprendre le français.

[*Français*]

Je le promets.

[*Traduction*]

Nous ramènerons les taux globaux d'immigration à des niveaux viables, tout en veillant à attirer les esprits les plus brillants au Canada pour qu'ils nous aident à bâtir l'économie la plus forte du G7.

Ces mesures soutiennent également le travail du gouvernement dans les dossiers de l'abordabilité et du logement. À titre d'ancienne conseillère municipale, je sais très bien que le logement et la construction résidentielle sont des sujets qui occupent beaucoup les esprits et qui causent une grande anxiété. C'est particulièrement le cas lorsque les partenaires provinciaux et fédéraux modifient l'utilisation traditionnelle d'outils, comme les droits d'aménagement, surtout en Ontario. Je suis consciente du fardeau que doivent assumer les municipalités lorsque d'autres pouvoirs publics, malgré toutes leurs bonnes intentions, leur transfèrent des responsabilités sans tenir compte des répercussions financières.

Les municipalités ont un nombre très limité de sources de recettes, et la loi ne leur permet pas de présenter des budgets déficitaires. Les municipalités doivent recevoir une compensation lorsque leurs méthodes pour percevoir des recettes sont modifiées. C'est avec soulagement que j'ai entendu le premier ministre reconnaître ce fait devant les délégués de la Fédération canadienne des municipalités qui se trouvaient à Ottawa la fin de semaine dernière.

Ce changement de cap responsable en matière d'immigration prendra un certain temps, mais nous rétablirons l'équilibre et la confiance dans notre système d'immigration, un système qui a contribué à l'édification du pays depuis avant la Confédération et qui continuera de le faire s'il est géré de manière responsable, comme le gouvernement s'engage à le faire. En cette période cruciale pour la covalence économique de notre pays, nous devons soutenir l'immigration qui renforce l'économie tout en réduisant la pression sur le logement et les infrastructures. Pour concrétiser cet engagement, nos politiques accorderont la priorité aux personnes qui sont déjà au Canada plutôt qu'aux nouveaux arrivants.

Mes quatre enfants, que j'ai déjà mentionnés, sont de jeunes adultes. Ils essaient de se lancer dans la vie et de se trouver un logement, mais cela leur a été impossible jusqu'à présent. L'une des raisons pour lesquelles je suis si heureuse d'être élue en tant que députée ministérielle, c'est l'ambitieux plan de construction de logements que nous avons conçu. Les grands résultats exigent de grandes ambitions. Oui, notre plan pour que le gouvernement recommence à construire des logements et pour doubler les taux de construction résidentielle est ambitieux, mais il est résolument axé sur les résultats. « Maisons Canada » fournira des logements abordables et très abordables à des personnes comme mes enfants. Il n'y a aucune appréhension à mettre ce plan à exécution.

Nous savons tous que le Canada est un pays de prospérité, mais de nombreux Canadiens ne se sentent pas prospères en ce moment. Ce problème mijote depuis des décennies, mais on va maintenant y remédier. La productivité doit augmenter pour que le chèque de paie des Canadiens augmente. Nous allons bonifier les revenus dont dépend le pays pour financer les services essentiels qui améliorent la qualité de vie des Canadiens tout en concentrant les investissements dans les immobilisations du gouvernement. Des occasions se présentent à nous. Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère de prospérité et d'édification du pays comme nous n'en avons pas vu depuis l'après-guerre.

Le nuage sombre en provenance du sud nous pousse à agir. Dans un mouvement de patriotisme, nous construirons un abri et un refuge pour notre pays et saisirons l'occasion non seulement pour traverser la tempête, mais également pour prospérer dès que les nuages se dissiperont. Voilà la promesse qui est faite aux Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Que Dieu nous bénisse dans l'exercice de nos fonctions.

● (1325)

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Madame la Présidente, la députée a piqué ma curiosité puisque j'ai également siégé au sein d'un conseil régional. Beaucoup de partis parlent de réduire de moitié les droits d'aménagement, mais j'aimerais savoir une chose.

Dans les municipalités bien établies, les droits d'aménagement financent les projets d'aménagement et les impôts financent les services. Comment le gouvernement pense-t-il s'y prendre exactement pour forcer les municipalités à réduire de moitié les droits d'aménagement qu'elles exigent et comment s'attend-il à ce qu'elles bouclent leur budget par la suite?

Kristina Tesser Derksen: Madame la Présidente, j'ai été conseillère municipale, et c'était un sujet de discussion souvent abordé lors des réunions du conseil. Il se trouve que, ce matin, j'ai pris l'avion avec quelqu'un qui travaille dans le secteur du développement, et nous avons discuté de la question des droits d'aménagement. Il s'agit d'un enjeu important dont les gouvernements fédéral et provinciaux devront discuter avec leurs partenaires municipaux.

Il convient également de garder en tête la situation à long terme, parce que si nous arrivons à accroître l'offre de logements grâce à la réduction des frais d'aménagement, les municipalités percevront davantage d'impôts fonciers en raison du nombre accru de maisons sur leur territoire.

[*Français*]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Milton-Est—Halton Hills-Sud de son discours et je la félicite pour son élection. Elle a bien expliqué qu'elle a vécu un recomptage, et elle a bien décrit le stress qui en découle. Je la félicite. Dans son cas, cela semble s'être bien terminé. C'est une question de démocratie. Elle a dit que chaque vote comptait.

Comment voit-elle la situation problématique d'autres circonscriptions, comme celle du Nunavik? On dit que chaque vote compte, mais des bureaux ferment leurs portes avant l'heure normalement prévue par Élections Canada. C'est ce qui s'est passé au Nunavik, entre autres. Comment voit-elle le cas de Terrebonne? C'est Élections Canada qui avait fait une erreur sur l'enveloppe de retour. L'élection dépendait d'une voix. On peut bien dire que chaque vote compte, mais il faut que chacun ait voix au chapitre.

Comment voit-elle cet enjeu démocratique survenu dans certaines circonscriptions?

● (1330)

[*Traduction*]

Kristina Tesser Derksen: Madame la Présidente, c'est une question que je me suis posée moi-même à de nombreuses reprises au moment du décompte par les représentants des différents partis. Je fais entièrement confiance à Élections Canada. Des gens ont commencé à travailler très tôt et jusqu'à tard dans la nuit pour faire le décompte dans le cadre des élections. Au bout du compte, il s'agit d'un processus impliquant des humains et doté de mécanismes de contrôle. Je sais que des préoccupations ont été soulevées dans certaines circonscriptions en particulier. Or, il faut bien que le gouvernement finisse par reprendre ses travaux. Il faut que les gens puissent faire confiance au processus électoral et il faut que les gens qu'ils ont élus se mettent au travail.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, toutes les circonscriptions ont changé de nom. Je tiens à féliciter la députée de Milton pour son premier discours, et je vais utiliser le bon nom pour nommer sa circonscription la prochaine fois.

Je tiens à revenir sur ce que la députée a dit, particulièrement au sujet de l'immigration. Elle a indiqué que l'un de ses parents a immigré d'Italie, comme ma mère l'a fait dans les années 1950. Je suis moi aussi un Canadien de première génération. Ma question porte sur le rôle que les immigrants ont joué dans l'histoire du Canada en lien avec la construction des infrastructures et l'édification du pays que nous connaissons aujourd'hui. Mon grand-père, mon *nonno*, a travaillé comme maçon jusqu'à l'âge de 76 ans. Quand on y pense, les immigrants sont exactement le genre de personnes qui bâtissent les collectivités et qui les transforment pour en faire les collectivités d'aujourd'hui.

La députée peut-elle nous parler brièvement de l'importance de l'immigration dans l'histoire du Canada et pour son avenir?

Kristina Tesser Derksen: C'est très intéressant, madame la Présidente. Plus nous parlons à nos collègues, plus nous constatons que nous avons des histoires similaires à partager.

On ne peut pas sous-estimer ni minimiser la contribution des immigrants à ce pays. À bien des égards, le Canada est un pays d'immigrants. J'ai trouvé très instructif et éclairant de parler à des personnes sur le pas de leur porte, où nous nous sommes raconté nos histoires tout en trouvant d'autres points en commun et similitudes dans nos histoires.

Il faut se rappeler que lorsqu'on se penche sur les statistiques sur l'immigration, il n'est pas uniquement question de chiffres, mais d'êtres humains. Ce sont des vies. Ce sont des histoires que l'on raconte. Ce sont des collectivités qui se construisent, et le pays qui se développe sous nos yeux. Il est important que le gouvernement fédéral continue de soutenir les immigrants qui, en venant s'installer ici, apportent eux aussi leur contribution.

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Madame la Présidente, comme c'est la première fois que je prends la parole en cette 45e législature, je tiens d'abord à exprimer ma profonde gratitude aux habitants de la nouvelle circonscription de Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake. Je les remercie de m'avoir accordé leur confiance pour que je les représente à la Chambre.

C'est véritablement un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre, et je le fais avec un profond sentiment de responsabilité que je ne prends pas à la légère. Bien sûr, rien de tout cela n'aurait été possible sans le soutien de ma famille, des bénévoles et des nombreuses personnes dévouées qui croient en notre vision d'un Canada plus fort. Je tiens à prendre un moment pour les remercier de leur appui. Je remercie tout particulièrement mon mari, Adam, et mes enfants, Annabelle, William, Victoria et Eloise, de leur amour et de leur soutien inconditionnels. Je tiens également à exprimer mon engagement indéfectible à lutter pour apporter le changement et l'espoir nécessaires en vue de résoudre les problèmes les plus pressants auxquels notre pays doit faire face et de rendre notre pays plus fort pour la prochaine génération.

Au cours de la dernière campagne électorale, mes concitoyens m'ont fait part des mêmes préoccupations à maintes reprises. En raison de l'augmentation du coût de la vie, les familles ont plus de mal à joindre les deux bouts, et bon nombre d'entre elles ne se sentent plus en sécurité dans leur propre collectivité. Même si la question de la protection de notre souveraineté était au premier plan du discours politique, le principal sujet d'inquiétude que j'ai entendu de la part de mes concitoyens concernait la protection des moyens de subsistance et des valeurs qui définissent nos collectivités.

Pendant une décennie, le gouvernement libéral s'est attaqué aux industries qui forment l'épine dorsale de notre économie. Le gouvernement a également menacé les valeurs et le mode de vie des Saskatchewanais. Mes concitoyens veulent savoir comment nous pouvons déterminer la voie à suivre pour que notre province ait toutes les chances de prospérer. Pour unir notre pays et créer un environnement où chaque Canadien, peu importe son lieu de résidence, peut travailler fort et réussir, il faut un plan. Malheureusement, la seule chose qui est claire dans le discours du Trône du gouvernement libéral, c'est son absence de plan.

Bien que ce discours comporte de nobles idées, il ne contient aucun détail sur la manière dont les libéraux comptent atteindre ces objectifs, ni aucune précision susceptible de donner aux Canadiens l'assurance dont ils ont besoin concernant l'orientation du gouvernement. Un budget permettrait de préciser cette orientation, mais dès le départ, le ministre des Finances a annoncé que le gouvernement ne présenterait pas de budget cette année. À juste titre, cette déclaration a suscité de vives réactions et de vives critiques, non seulement de la part des conservateurs, mais aussi de la part des Canadiens, des experts politiques et des personnes de toutes les allégeances politiques. Après cette levée de boucliers, le gouvernement a fait un peu marche arrière et promis de présenter un budget à l'automne. Cependant, ce n'est tout simplement pas suffisant de présenter un budget à l'automne. Un leadership sérieux nécessite un plan et ce plan doit être présenté au printemps.

Tout au long de la campagne électorale, le premier ministre lui-même a affirmé à maintes reprises qu'« il faut un plan ». Pourtant, nous en sommes à nous demander où en est ce prétendu plan aujourd'hui. Le discours du Trône n'offre que de belles paroles et de belles promesses. Il fait état du désir de réduire les coûts du logement, ce qui est une priorité très importante pour de nombreux Canadiens, en particulier les jeunes Canadiens qui ont dû renoncer à leur rêve d'accéder à la propriété. Cependant, au lieu de présenter un plan visant à réduire les formalités administratives qui font grimper le coût des maisons, le discours du Trône des libéraux propose une toute nouvelle bureaucratie. Nous avons besoin de solutions qui rendent le logement plus abordable, pas de tracasseries administratives supplémentaires.

Ce manque de direction pourrait s'expliquer par le fait même que le premier ministre a nommé un ministre du Logement qui a déjà déclaré publiquement qu'une baisse du prix des logements n'était pas nécessaire. Comment les Canadiens peuvent-ils croire que le gouvernement s'attaquera à la crise du logement alors que son propre ministre ne croit pas qu'il faille faire baisser les prix?

Le premier ministre dit aussi qu'il veut réaliser de grands projets, mais ses propres ministres ne semblent pas d'accord. Il a nommé de nombreux anciens ministres du gouvernement Trudeau qui ont travaillé activement à ériger des obstacles et à alourdir le fardeau administratif, rendant ainsi impossible la réalisation de grands projets d'édification nationale.

● (1335)

Le refus du premier ministre d'abroger les mesures législatives qui empêchent la réalisation de ces projets, notamment les projets de loi C-69 et C-48, et d'éliminer le plafonnement de la production d'énergie ainsi que la taxe sur le carbone imposée aux industries témoigne une fois de plus de son manque de sincérité à l'égard des projets. Ces politiques étouffent l'économie et la création d'emplois.

En fait, le discours du Trône ne mentionne même pas directement le secteur pétrolier et gazier du Canada, l'un des secteurs les plus importants du pays et le moteur économique de provinces entières. Il n'y a aucune mention de la façon dont nous pouvons acheminer notre énergie vers de nouveaux marchés et il n'y a certainement aucune mention de la façon dont l'énergie canadienne peut réduire notre dépendance au pétrole provenant de pays dont les normes en matière d'environnement et de droits de la personne sont moins strictes. Il n'y a aucune mention de la façon dont l'énergie canadienne peut contribuer à réduire la dépendance énergétique mondiale à l'égard de ces mêmes pays.

Cette omission flagrante en dit long sur les priorités du gouvernement. Ce n'est pas le leadership audacieux dont nous avons besoin alors que notre souveraineté et notre économie sont menacées. Lorsque des forces extérieures menacent nos industries, nous avons besoin d'un gouvernement fédéral qui renforce et protège celles-ci, et non d'un gouvernement qui les affaiblit et continue de leur nuire.

Malgré les déclarations selon lesquelles il faut limiter les dépenses, le discours du Trône n'offre pas de véritables chiffres ni d'objectifs précis et ne confère certainement pas de crédibilité, surtout après une décennie de gaspillage inflationniste et de déclin économique. Le dépôt du budget principal des dépenses la semaine dernière dresse un portrait très différent de la limitation des dépenses promise dans le discours du Trône. Le gouvernement libéral propose des dépenses de 486 milliards de dollars et, une fois de plus, il le fait sans présenter de budget. C'est la première fois depuis des décennies que cela se produit, si on exclut la pandémie. Ce n'est pas le changement que les Canadiens souhaitaient. Il s'agit d'une continuation troublante de la tendance observée sous Justin Trudeau: une escalade de dépenses sans plan défini pour en assurer l'efficacité ou l'efficience.

La proposition augmenterait les dépenses publiques de 8 %, une grande partie de cette augmentation étant affectée à de la bureaucratie, à des consultants et à des entrepreneurs — des dépenses qui ne profiteront pas directement aux Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts. La bureaucratie devrait augmenter de 6 %, soit plus du double du taux combiné de l'inflation et de la croissance démographique. Pire encore, les dépenses consacrées aux consultants devraient augmenter de 37 %, pour atteindre le montant stupéfiant de 26 milliards de dollars par an. Cela signifie que la famille canadienne moyenne devra payer 1 400 $ de plus par an pour financer ces consultants. En peu de temps, le premier ministre s'avère encore plus coûteux que Justin Trudeau, dont il a été le conseiller.

Alors que les Canadiens sont déjà aux prises avec la plus forte inflation depuis des décennies, ces dépenses inconsidérées rendront la vie des Canadiens ordinaires encore plus difficile. Les libéraux doivent cesser d'alourdir le fardeau de la dette qui écrase les Canadiens et mettre en œuvre dès maintenant des politiques qui améliorent l'abordabilité. Les libéraux ne fournissent aucun budget ni aucune précision dans le discours du Trône pour indiquer comment ils comptent s'attaquer aux difficultés auxquelles les Canadiens font face, ce qui démontre clairement à quel point le gouvernement libéral réemballé n'a pas le leadership audacieux dont notre pays a si désespérément besoin.

Alors que le discours du Trône ne reflète pas le leadership dont les Canadiens ont besoin, les conservateurs demeurent déterminés à demander des comptes au gouvernement et à apporter des changements pour améliorer l'abordabilité, la sécurité et l'autonomie de notre pays. Nous devons unir nos forces pour donner aux Canadiens l'espoir dont ils ont si désespérément besoin. Les conservateurs sont déterminés à se battre pour concrétiser ces priorités afin que, tous ensemble, nous puissions bâtir un Canada plus fort où tous les Canadiens peuvent améliorer leur sort et contribuer à la réussite de notre grand pays.

● (1340)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je pense que nous devons adopter une approche holistique pour donner suite au discours du Trône. Il établit un plan très simple afin que les Canadiens et les parlementaires puissent se concentrer sur les événements qui ont eu lieu lors des dernières élections fédérales. Les gens étaient sincèrement préoccupés par Trump, les droits de douane et le commerce. Ils voulaient que nous nous occupions de ces enjeux. Le premier ministre a obtenu plus de voix que tout autre parti politique dans l'histoire du Canada. Nous devons travailler en équipe pour nous assurer de pouvoir surmonter les problèmes et renforcer le Canada, le pays le plus fort du G7. C'est ce que nous espérons accomplir.

La députée convient-elle qu'il est temps de mettre de côté la politique partisane et de plutôt mettre les Canadiens en premier? Nous devons le faire maintenant pour régler les problèmes liés au commerce, aux droits de douane et au président Trump.

Rosemarie Falk: Madame la Présidente, je ne fais aucunement preuve de partisanerie. Comme il s'agit de mon premier discours à la Chambre des communes en cette 45e législature, je ne fais que relayer les commentaires et les préoccupations de mes concitoyens dans Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake.

Pour revenir au programme global en question, il n'y avait ni plan ni détails. De nombreux sujets ne figuraient pas dans le discours du Trône. J'ai mentionné le secteur énergétique ainsi que celui du pétrole et du gaz, et un de mes collègues a pris la parole plus tôt à la Chambre pour poser une question à propos d'un autre sujet qui brillait par son absence, soit la crise des opioïdes et du fentanyl.

Le député devrait se regarder dans le miroir et s'engager lui-même à être non partisan au cours de cette nouvelle session parlementaire.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, les députés d'en face affirment que les libéraux ont été élus avec un mandat fort et que les Canadiens leur ont donné un mandat fort.

De nouveaux droits de douane sont sur le point d'être imposés à notre industrie de l'acier. Le premier ministre a été élu parce qu'il était apparemment l'homme qui avait un plan, mais nous constatons qu'il n'en a pas. Ma collègue pense-t-elle que les Canadiens ont été bernés et que le gouvernement a finalement été élu sur un mensonge?

● (1345)

Rosemarie Falk: Madame la Présidente, mon collègue soulève un très bon point. Tout au long de la campagne, nous n'avons pas entendu parler du fait que le candidat qui est maintenant le premier ministre avait discrètement mis fin aux contre-mesures tarifaires dont il avait parlé pendant sa campagne. Il disait que le gouvernement en redistribuerait les recettes aux entreprises touchées. Il est vrai que nous n'en avons pas entendu parler.

De même, si les libéraux sont certains de vouloir soutenir les entreprises, ils devraient éliminer la taxe sur le carbone pour les industries. Considérons nos producteurs d'acier et d'aluminium et ce qui se prépare au sud de la frontière, c'est-à-dire la menace d'un doublement des droits de douane. On pourrait penser que le bon sens nous dicterait d'essayer d'éliminer les lourdeurs administratives et les dépenses supplémentaires liées à la conduite des affaires — qui ne font rien pour l'environnement, soit dit en passant — et de faciliter la tâche de ces producteurs.

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Madame la Présidente, je félicite ma collègue pour son élection et pour son discours. Même si je ne partage pas l'entièreté de ses paroles, ça n'empêche pas qu'elle est là pour représenter ses concitoyens et ses concitoyennes. Je présume donc que sa parole est représentative aussi de celle de ses concitoyens et de ses concitoyennes.

Puisqu'on parle de représenter la parole et les vues de nos concitoyens, le premier ministre du Canada a décidé, pour la lecture du discours du Trône, de faire venir ici le roi Charles III, un individu d'ailleurs auquel 9 Québécois sur 10 ne se sentent aucunement attachés. On sait que 87 % des Québécois ne sentent aucun attachement envers la monarchie britannique.

Dans une perspective justement de vouloir faire l'unité canadienne, comme on nous l'a tant répété, étant donné que 9 Québécois sur 10 rejettent la monarchie, ma collègue pense-t-elle que c'est un geste d'unité de la part du gouvernement?

[*Traduction*]

Rosemarie Falk: Madame la Présidente, je voudrais aller un peu plus loin. Ce n'est pas parce que nous sommes en désaccord que nous ne pouvons pas travailler ensemble. Il est important que nous puissions discuter et débattre. Le fer aiguise le fer, et c'est quelque chose qui devrait être honoré dans cette enceinte.

Quant au discours du Trône, je ne comprends pas pourquoi le gouvernement tenait à ce que ce soit Sa Majesté qui le lise plutôt que la gouverneure générale au nom du gouvernement.

Michael Ma (Markham—Unionville, CPC): Madame la Présidente, c'est avec honneur et humilité que je représente les habitants de Markham—Unionville. Ils m'ont confié le soin de les représenter et de défendre les questions qui leur tiennent à cœur. J'ai promis de les écouter, de les comprendre, de les consulter et de défendre leurs intérêts à la Chambre des communes. Je les remercie respectueusement pour le soutien qu'ils m'ont accordé en me choisissant comme représentant.

Je tiens à remercier ma collectivité, mon équipe de campagne et surtout ma famille: ma conjointe, Anna, mon fils, Aaron et sa conjointe, Tiffany, ainsi que mes filles, Samantha et Andrea. C'est leur amour et leur soutien qui m'ont donné l'énergie et la force de réussir ma campagne. Ma famille ainsi que mon équipe de campagne ont travaillé sans relâche et frappé aux portes, beau temps, mauvais temps. Je leur suis profondément reconnaissant de leur dévouement et de leur soutien.

En tant que porte-parole de Markham—Unionville, j'aimerais brosser un bref tableau de ma collectivité en m'appuyant sur un événement auquel j'ai assisté la fin de semaine dernière dans ma circonscription. J'ai prononcé le discours de clôture de la Semaine nationale de l'accessibilité 2025 organisée par la NorthStar Special Needs Society. Cette initiative visait à réduire les préjugés et à sensibiliser les communautés canado-asiatiques aux handicaps. À la base, l'événement visait à montrer aux Canadiens d'origine asiatique de nouveaux points de vue en dépit de certaines normes culturelles de longue date, en particulier en ce qui concerne les handicaps. J'ai été président d'une fondation pour la santé mentale et je sais que les préjugés sont encore très tenaces dans toutes les sociétés en général, et en particulier dans les communautés canado-asiatiques.

Dans Markham—Unionville, une communauté d'immigrants est en train de se forger une nouvelle identité dans la dynamique mosaïque canadienne. En outre, notre circonscription incarne le rêve des Canadiens de la classe moyenne en pleine ascension, rêve auquel aspirent toutes les communautés d'immigrants. La circonscription maintient un équilibre entre l'industrie, les terres agricoles et la vie urbaine. Nous avons une industrie qui se compose à la fois de talents locaux comme Novo Plastics et de géants reconnus à l'échelle internationale comme Honda Canada. Dans le Nord, Markham—Unionville regorge de terres agricoles sereines, tandis que dans le Sud, le milieu urbain est en plein essor. Nos zones commerciales regorgent de petites entreprises multigénérationnelles comme Lucullus Bakery et Congee Queen. Dans l'ensemble, Markham—Unionville est l'exemple parfait du rêve canadien, grâce à sa qualité de vie enviable.

J'aimerais prendre quelques instants pour définir ce qu'est le rêve canadien. Il s'agit tout simplement de posséder une maison sur une rue sécuritaire, où les enfants peuvent jouer en toute tranquillité, où les personnes âgées peuvent circuler sans souci et où les voitures ne disparaissent pas pendant la nuit. Il est choquant d'entendre parler de tous les vols de voitures qui se produisent dans ma collectivité. C'est un bon indicateur. Le rêve canadien bat de l'aile depuis un certain temps déjà. L'élément constitutif de notre mosaïque se désagrège.

En tant que députés de l'opposition officielle, notre devoir ne se limite pas à demander au gouvernement de s'expliquer au sujet du programme qu'il a présenté la semaine dernière. Nous ne sommes pas ici uniquement pour critiquer les politiques; nous devons aussi jouer notre rôle de pilier de la gouvernance. Nous donnons aux Canadiens l'espoir que les choses peuvent s'améliorer et qu'elles vont s'améliorer. La priorité des conservateurs pour cette session parlementaire est de faire du Canada un pays sécuritaire, autonome et uni, où le coût de la vie est abordable.

Lorsque j'ai fait campagne dans ma circonscription, Markham—Unionville, j'ai répété deux promesses fondamentales. Premièrement, j'ai soutenu que nous allions rétablir la sécurité dans nos rues en abrogeant les lois libérales et en jetant les récidivistes en prison. Deuxièmement, nous allons abaisser le coût de la vie grâce à un budget axé sur la réduction des dépenses, des impôts et de l'inflation.

J'ai eu le plaisir de lire la lettre de mandat du premier ministre avant d'entendre le discours du Trône la semaine dernière. Si je n'avais pas su qu'elle avait été rédigée par les libéraux, je l'aurais prise pour un document émanant d'un parti de centre droit des dernières décennies. Une chose est donc claire pour moi: pour cette session parlementaire, nous allons nous concentrer sur les priorités que les conservateurs défendent unanimement depuis des décennies. Des collectivités sûres offrant une qualité de vie abordable, c'est le cheval de bataille des conservateurs partout au pays.

● (1350)

Les libéraux sont particulièrement mal outillés pour vraiment faire avancer le dossier de la sécurité publique, pas parce qu'ils en sont incapables, mais en raison des contradictions inhérentes à la coalition qui les appuie. Pour assurer la sécurité des collectivités, il faut résoudre les problèmes liés à la criminalité et à la drogue tout en composant avec les systèmes de santé débordés, la crise du logement et du marché de l'emploi, et les niveaux d'immigration insoutenables. La criminalité, la drogue et des infrastructures sociales submergées sont autant d'éléments qui accroissent l'insécurité dans les collectivités. Comme les libéraux jonglent avec toutes ces priorités concurrentes, ils en laisseront certaines de côté, précisément parce que la coalition qui les appuie ne leur permettra pas de faire volte-face en ce qui concerne leurs engagements précédents.

Le projet de loi C-75, le projet de loi de capture et de remise en liberté, témoigne de la vision des libéraux en matière de criminalité. Il permet aux récidivistes d'être mis en liberté sous caution quelques heures après leur arrestation, puis, souvent, ils récidivent rapidement. C'est seulement en mettant une croix sur cette vision qu'on redonnera aux juges la liberté d'imposer des peines minimales.

J'ai discuté de cette question avec le chef de police adjoint du service régional de police d'York. Les forces policières sont découragées parce que les criminels sont libérés avant même que la paperasse ne soit remplie. Étant donné que des récidivistes dangereux se promènent en liberté dans les rues, les policiers de première ligne et leur famille ont peur tous les jours. L'engagement qui figure dans le discours du Trône visant à augmenter les effectifs de la GRC ne va pas assez loin et il ne devrait pas s'agir de la seule priorité.

L'engagement antérieur des libéraux en matière de drogues est énoncé dans la loi C-5, qui a supprimé les peines d'emprisonnement obligatoires pour la production et le trafic de drogues dures comme le fentanyl. N'est-il pas étrange que dans le discours du Trône, les libéraux aient déclaré vouloir bloquer la circulation du fentanyl, alors que la loi qu'ils ont adoptée permet aux trafiquants de fentanyl d'éviter une peine d'emprisonnement? La loi C-5 permet à ces criminels d'être assignés à résidence. Ils peuvent donc sortir de chez eux et se retrouver immédiatement dans la rue, à vendre des drogues dures dans nos quartiers.

En outre, les problèmes de drogue exigent non seulement que nous mettions fin aux activités des barons de la drogue et à leur commerce, mais aussi que nous élaborions un solide programme de traitement. Le discours du Trône ne va pas assez loin sur la question des drogues, puisqu'il ne mentionne pas les programmes de traitement des dépendances. C'est une question que les conservateurs ont à cœur. Le gouvernement va-t-il abroger les lois C-5et C-75 adoptées par les libéraux?

Je tiens à rappeler une fois de plus à cette Chambre ce qu'a toujours été le rêve canadien. Les Canadiens veulent posséder une maison dans une rue sûre, où les enfants peuvent jouer en toute tranquillité, où les personnes âgées peuvent se promener sans crainte et où les voitures ne disparaissent pas pendant la nuit. Les libéraux ont présenté un programme qui prévoit de réduire la circulation du fentanyl et d'augmenter les effectifs de la GRC. Cependant, leur engagement envers les lois C-5 et C-75 constitue une menace pour les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Mes collègues de l'autre côté ont voté pour un Canada où les récidivistes sont libérés sous caution après quelques heures. Ils ont adopté des mesures législatives qui créent un monde où les producteurs et les trafiquants de fentanyl sont assignés à résidence au lieu d'aller en prison. Je ne peux pas, en toute conscience, considérer que le Parti libéral est prêt à protéger les collectivités des travailleurs canadiens, peu importe les promesses faites dans le discours du Trône.

Nous, les conservateurs, sommes un gouvernement en attente. Nous offrons aux Canadiens l'espoir d'un avenir qui peut être différent du statu quo, et qui le sera.

Enfin, j'exhorte les libéraux à présenter un budget ce printemps. Les Canadiens veulent un gouvernement transparent et responsable qui a un plan pour assurer la sécurité de nos collectivités et gérer le coût de la vie.

● (1355)

Le Président: Nous passerons aux questions et observations sur l'intervention du député après la période des questions.

Avant d'entendre les déclarations des députés, j'aimerais simplement rappeler aux députés d'éviter de marcher dans le champ de vision de la caméra et d'entrer dans le cadre de caméra du député qui fait l'une des déclarations que nous entendrons sous peu. Je sais que de nombreux députés sont déjà au courant et que certains nouveaux députés ne le savent peut-être pas. Quoiqu'il en soit, ce rappel est probablement utile à tout le monde.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[*Traduction*]

L'ISLAMOPHOBIE

Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, jeudi, nous soulignerons solennellement le quatrième anniversaire de l'horrible attentat terroriste de London, en Ontario, où un acte haineux a coûté la vie à quatre membres de la famille Afzaal, en plus de transformer à jamais l'existence d'un jeune garçon.

En tant que Canadienne et mère, je me tiens aux côtés de notre communauté dans le deuil et la détermination. Je continue d'honorer la mémoire de Salman, Madiha, Yumna et Talat Afzaal. Cette tragédie, qui prend racine dans l'islamophobie, nous rappelle l'urgence de lutter contre la haine sous toutes ses formes.

Renouvelons notre engagement à bâtir un Canada où chaque personne, peu importe sa foi et ses origines, se sent valorisée et en sécurité. Au Canada, personne ne devrait se sentir en danger dans la rue. Renouvelons notre engagement à favoriser l'inclusion, à rejeter la division et à faire en sorte qu'une telle tragédie ne se reproduise jamais. Ensemble, nous bâtirons un Canada plus fort et plus uni.

* * *

● (1400)

RED DEER

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, c'est avec gratitude, humilité et un profond sens du devoir que je prends la parole aujourd'hui en tant que député de Red Deer. En prenant ma place dans cette vénérable Chambre des communes, je reconnais que ce siège appartient à la population de Red Deer. Je représenterai toujours ma circonscription avec la dignité et l'intégrité que commande cette fonction.

On ne peut gagner une élection par soi-même. Sans la force et le soutien de ma famille, je ne serais pas ici aujourd'hui. Je remercie ma femme, Kirsten, qui est restée à mes côtés tout au long de cette aventure que nous appelons la vie. L'amour de mes enfants me motive toujours à être le meilleur père possible. Je remercie les membres de mon équipe de campagne qui ont travaillé sans relâche, tard le soir comme tôt le matin, qui ont cru en moi et qui se sont engagés à servir notre collectivité. Je remercie les gens de Red Deer de m'avoir fait confiance. Je m'engage à les représenter dignement, en défendant les valeurs qui définissent l'histoire de l'Alberta et façonnent les esprits brillants de demain.

* * *

ACCIDENT DE LA ROUTE À ETOBICOKE

L'hon. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à trois fantastiques enfants dont la vie a été fauchée dans une terrible tragédie: Ramone, Jace et Mya Laviña-Galve. Ce sont les victimes d'un conducteur ivre, d'un crime tellement irresponsable et horrible que nous devrions tenter de prévenir davantage. On se souviendra d'eux et des merveilleux enfants avec un avenir si prometteur qu'ils étaient.

Ramone, un jeune sportif de 15 ans, adorait le basketball. Ses camarades de classe disaient que c'était un garçon gentil, sincère et attentionné qui savait écouter et qui était l'ami de tout le monde, le leader de la bande.

Jace, 13 ans, aimait aussi le basketball. Peu importe qui était dans son équipe, il encourageait tout le monde sur le terrain. Seul élève de 7^{e} année à siéger au conseil étudiant, c'était un futur leader que tous aimaient véritablement.

Mya, âgée de seulement 6 ans, aimait les sacs à main et la mode, et elle rêvait de devenir meneuse de claque. Elle était toujours souriante et dansait sans arrêt. Elle avait confiance en tout le monde, remontait le moral des gens et illuminait chaque endroit où elle allait.

La collectivité et le Parlement partagent la peine de la famille Laviña-Galve, en particulier celle de leur mère, Jade, et de leur frère, qui sont tous les deux en voie de rétablissement. Nous n'oublierons pas Ramone, Jace et Mya.

* * *

NIAGARA FALLS—NIAGARA-ON-THE-LAKE

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur immense de prendre la parole à la Chambre des communes aujourd'hui afin de présenter mon discours d'ouverture en cette 45^{e} législature et de représenter la magnifique et emblématique circonscription de Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake.

Je tiens à remercier sincèrement les habitants de ma circonscription de m'avoir une fois de plus accordé leur confiance pour être leur député à Ottawa et défendre leurs intérêts. Je tiens également à remercier les bénévoles dévoués qui m'ont soutenu durant ma campagne locale. C'est grâce au travail acharné et au dévouement de toutes ces personnes que nous avons obtenu la victoire le soir des élections. Je remercie également toute ma famille, plus précisément ma magnifique épouse, Carol, et mon fils, Daniel. Je ne serais pas ici aujourd'hui sans leur amour et leur soutien indéfectible.

Enfin, j'aimerais prendre le temps de féliciter le Président pour sa récente élection. J'ai hâte de travailler avec lui et avec tous mes collègues parlementaires des deux Chambres pour examiner les questions urgentes qui touchent les Canadiens à l'heure actuelle.

* * *

[*Français*]

LONGUEUIL—CHARLES-LEMOYNE

Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoyne, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais prendre ce moment pour remercier sincèrement les gens de la circonscription de Longueuil—Charles-LeMoyne. Grâce à leur confiance renouvelée, notre voix collective continuera de se faire entendre à Ottawa.

Cette élection n'était pas à propos de moi. Elle concernait plutôt leurs espoirs, leurs priorités et leur engagement à construire un avenir meilleur pour notre communauté. Depuis 10 ans, c'est leur appui constant qui a permis de faire avancer les choses. Chaque progrès que nous avons accompli, nous l'avons accompli ensemble.

[*Traduction*]

Il reste encore beaucoup de travail à faire, et ce sont les besoins des habitants de ma circonscription qui continueront d'orienter mes efforts. Je serai toujours là pour les écouter, agir et réaliser des progrès dans les dossiers qui leur tiennent le plus à cœur.

Je remercie ma famille, les incroyables bénévoles et l'équipe de campagne de m'avoir consacré temps et énergie en y mettant tout leur cœur et en faisant preuve d'un grand dévouement. Ma victoire est aussi la leur et je les remercie encore une fois de leur confiance.

Continuons d'avancer ensemble et de bâtir un Canada plus fort pour tous.

* * *

LES BANDITS DE BROOKS

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter les Bandits de Brooks, qui ont été couronnés champions de la Ligue de hockey de la Colombie-Britannique de 2025.

Cette performance remarquable reflète bien le travail acharné, la discipline et le dévouement dont chaque joueur, entraîneur et membre du personnel a fait preuve au cours de la dernière saison. En remportant la coupe Fred Page, non seulement ils ont gagné un championnat, mais ils ont aussi inspiré une collectivité et relevé la barre de l'excellence pour le hockey junior A. Les Bandits ont une fois de plus montré ce que signifie diriger avec cœur, jouer avec fierté et représenter sa collectivité avec excellence, tant sur la patinoire que dans la vie.

Félicitations aux Bandits. Ils méritent entièrement cette victoire. Vive les Bandits!

* * *

● (1405)

LE MOIS DU PATRIMOINE ITALIEN

Vince Gasparro (Eglinton—Lawrence, Lib.): Monsieur le Président, juin est le Mois du patrimoine italien au Canada. Aujourd'hui, nous soulignons également la *Festa della Repubblica*, la Fête de la République italienne, une occasion de célébrer la richesse de la culture, de l'histoire et de la ténacité de l'Italie et de son peuple.

Près de 1,6 million d'Italo-Canadiens sont fiers de vivre au Canada. Nombre d'entre eux sont arrivés ici sans rien, mais, grâce à leur courage et à leur travail acharné, ils ont contribué à construire nos villes, nos infrastructures et nos collectivités. Dans la circonscription d'Eglinton—Lawrence, nous sommes fiers d'avoir une importante communauté italo-canadienne, dont le Columbus Centre et la Villa Charities, à l'angle de Dufferin et de Lawrence, constituent le cœur culturel et social. Non seulement les Italo-Canadiens ont contribué à notre passé, mais ils continuent également à façonner notre avenir par l'intermédiaire des jeunes générations qui servent le Canada avec dévouement et passion.

À tous ceux qui célèbrent l'événement, je souhaite une *buona Festa della Repubblica* et un joyeux Mois du patrimoine italien.

* * *

LE SECTEUR CANADIEN DE L'ÉNERGIE

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre continue de tenir un double discours sur le secteur canadien de l'énergie. Il affirme qu'il veut faire du Canada une superpuissance énergétique, puis il dit que l'obtention d'un consensus national sera nécessaire pour y arriver. Il affirme vouloir donner le feu vert à de nouveaux projets, puis il présente un processus d'approbation d'au moins deux ans. Il dit vouloir que les provinces soumettent une liste de projets prêts à démarrer, mais il revient de la rencontre d'hier sans liste. N'est-il pas triste que les premiers ministres des provinces et des territoires soient heureux de tout simplement rencontrer un adulte après 10 ans d'échanges avec son prédécesseur, alors qu'il est tout aussi hésitant à prendre les mesures nécessaires pour libérer le potentiel de notre secteur énergétique?

Si le premier ministre tient réellement à l'unité nationale et s'il veut que le pays devienne le moteur économique du G7, il devrait commencer par abolir une décennie de lois anti-énergie — le projet de loi C-69 et le projet de loi C-48 —, le plafonnement de la production et la taxe sur le carbone pour les industries. Il doit s'en débarrasser.

* * *

[*Français*]

JACQUES PARIZEAU

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, « N'ayez pas peur. » Ces mots résonnent encore dans ma tête par la voix de mon ancien patron, mon tout premier vrai patron. Mon premier geste politique fut posé au début de novembre 1987, au lendemain du décès de René Lévesque, alors que je demandais, naïf, dans une lettre publiée dans *Le Devoir*, le retour aux affaires de Jacques Parizeau. Quelques mois plus tard, je devenais responsable des jeunes au sein du Parti québécois. J'y ai connu des moments dont on ne comprend que beaucoup plus tard combien ils ont marqué l'histoire jusqu'aux portes du pays.

Toute la vie de Jacques Parizeau a écrit des pages entières de l'histoire du Québec, architecte de la grande économie, d'une grande nation, économie qu'elle contrôle enfin, en un demi-siècle, à peine. Après une campagne électorale marquée par l'instrumentalisation des craintes des Québécois, « N'ayez pas peur. » prend un sens que même lui n'avait pas anticipé.

Au lendemain du 10e anniversaire de son dernier départ, je me permets d'exprimer toute l'admiration et la reconnaissance que je ressens à l'endroit de « Monsieur ».

* * *

[*Traduction*]

L'ISLAMOPHOBIE

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il y a quatre ans, à London, en Ontario, la famille Afzaal a été ciblée et tuée dans un horrible acte de violence islamophobe. Il s'agissait d'une attaque non seulement contre une famille musulmane, mais également contre le fondement même de notre démocratie commune et de notre droit de vivre, de circuler à pied dans les rues et d'avoir notre place en étant libre de toute crainte. À la suite de cette tragédie, les gens de London ont réagi de manière unie. Partout aux pays, les Canadiens ont réclamé non seulement qu'on se souvienne de la famille, mais qu'on élimine l'islamophobie.

Bâtir une société résiliente signifie intégrer la sécurité, l'égalité et la confiance dans nos institutions. Cela signifie faire en sorte que les lieux publics soient réellement publics et que jamais un enfant n'ait à craindre de marcher sur le trottoir en raison de sa religion, de son apparence ou de son mode de vie. Notre travail consiste maintenant à renforcer les systèmes qui protègent notre démocratie par la voie de l'éducation, de l'établissement de politiques et de la prise de mesures fondées sur des données probantes et la justice.

Nous devons maintenant honorer la famille Afzaal à la Chambre en bâtissant un Canada où chacun se sent en sécurité parce que chacun y a sa place. C'est plus que de la compassion; c'est la force de notre pays.

* * *

● (1410)

LES OPIOÏDES

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, depuis 2016, plus de 50 000 Canadiens sont morts à cause de la crise des opioïdes encouragée par les libéraux. Plus de 80 % des décès accidentels liés aux opioïdes impliquent le fentanyl, et il ne faut que 2 milligrammes de fentanyl pour tuer quelqu'un. Les libéraux ont légalisé la possession de 2 500 milligrammes de fentanyl. Autrement dit, il est permis de posséder 1 200 doses létales.

Ce n'est pas la solution de santé publique promise par les libéraux. C'est plutôt une menace pour la sécurité publique qui déchire des collectivités aux quatre coins du Canada. Comment les libéraux réagissent-ils à cette situation? Récemment, le premier ministre a déclaré que la crise du fentanyl n'en était pas une du tout en la qualifiant de simple « défi ».

Les conservateurs réclament une peine d'emprisonnement à perpétuité obligatoire pour toute personne impliquée dans le trafic, la production et la distribution de plus de 40 milligrammes de fentanyl. Ne nous y trompons pas: la production de masse de fentanyl équivaut à une tuerie. Les barons du fentanyl devraient être enfermés et traités comme les tueurs de masse qu'ils sont. Il est temps d'investir dans le traitement et le rétablissement pour ramener nos proches à la maison, libérés de l'emprise de la drogue.

* * *

LA FRANCHISE DE HOCKEY DES KNIGHTS DE LONDON

Peter Fragiskatos (London-Centre, Lib.): Monsieur le Président, un nouveau chapitre vient de s'écrire dans la longue et riche histoire des Knights de London: ils ont remporté la coupe Memorial. Ils sont aussi les champions de la Ligue de hockey de l'Ontario.

C'est une franchise extraordinaire. Darryl Sittler, Patrick Kane, Kelly Cain — l'un de mes préférés dont on parle peu —, Chris Taylor, Mitch Marner, Matthew Tkachuk, Brendan Shanahan, Dino Ciccarelli et bien d'autres encore y ont joué. Les joueurs de l'équipe actuelle suivent les traces de ces légendes et de beaucoup d'autres. Leur réussite témoigne de tous leurs efforts et de leur dévouement, sans oublier le soutien de leur famille.

À London, nous sommes très fiers de l'exemple des frères Hunter, Dale et Mark Hunter, qui ont pris la relève en devenant propriétaires de l'équipe dans un contexte très difficile il y a environ 20 ans. Si nous avons maintenant une franchise extraordinaire, c'est en grande partie grâce à eux.

* * *

LE LOGEMENT

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, à Terre-Neuve-et-Labrador, nous prenons soin les uns des autres. C'est dans notre nature.

Aujourd'hui, trop de nos voisins sont laissés pour compte. En janvier, 360 personnes — hommes, femmes et même enfants — étaient en situation d'itinérance dans ma province, et il y a pire. Près de 200 jeunes sont sur une liste d'attente et n'ont nulle part où aller, alors que le seul refuge d'urgence de notre capitale est plein tous les soirs. Il y a encore moins de ressources en milieu rural.

Nos perspectives d'avenir sont sombres. En un an seulement, le prix des logements a bondi de près de 23 500 $. Cela ne semble peut-être pas beaucoup pour un banquier de Bay Street, mais pour un jeune couple de Marystown, c'est la différence entre l'espoir et le désespoir. Nous avons déjà le taux de chômage le plus élevé au pays, et nous devons maintenant faire face à une crise du logement. Beaucoup de gens commencent à se demander quand ils pourront aller s'acheter une tente à bon prix.

* * *

[*Français*]

LA *FESTA DELLA REPUBBLICA*

Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.): Monsieur le Président, la *Festa della Repubblica*, célébrée le 2 juin, représente le courage, la force et l'espoir du peuple qui a choisi la liberté et la démocratie.

Il y a 79 ans, la naissance de la République italienne a marqué le début d'une nouvelle ère entre le Canada et l'Italie, qui ont su tisser des liens profonds fondés sur le respect et la coopération. Ce matin, la levée du drapeau italien sur la Colline du Parlement a marqué cette fête nationale. C'est un symbole puissant de notre histoire commune.

J'ai moi-même des origines italiennes, que je partage avec près de 20 % de mes concitoyens. Cette fête symbolise un précieux héritage culturel. Elle permet de rendre hommage à la communauté italienne du Canada, dont l'engagement, la persévérance et les valeurs familiales continuent de renforcer notre société. Nous sommes unis dans la célébration. *Viva l'Italia! Viva la libertà!*

* * *

[*Traduction*]

LES FINANCES

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, le premier ministre a présenté son premier projet de loi de dépenses pour le prochain exercice, le budget principal des dépenses.

Il a promis de dépenser moins. Au lieu de cela, il dépense plus, beaucoup plus. En fait, ce projet de loi propose d'augmenter les dépenses de 8 % par rapport à la dernière année du mandat de Justin Trudeau. Autrement dit, les dépenses gouvernementales devraient augmenter à un rythme presque trois fois supérieur à l'inflation et à la croissance démographique combinées. Les aînés, les mères et les petites entreprises doivent tous établir un budget avant d'engager des dépenses. Pourquoi le premier ministre ne peut-il pas faire de même?

C'est un gaspillage sans précédent. Les dépenses consacrées aux consultants ont atteint le chiffre astronomique de 26 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 36 % en un an, soit 1 400 $ d'impôts par ménage rien que pour les consultants. Pire encore, quelques heures après que le premier ministre a promis à la Chambre de plafonner la croissance des dépenses à 2 %, les libéraux ont présenté un projet de loi qui prévoit de les augmenter de 8 %.

Les Canadiens méritent mieux que des promesses non tenues et des chèques en blanc.

* * *

● (1415)

LES INCENDIES DE FORÊT

L'hon. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au sujet de la crise dévastatrice des incendies de forêt qui sévit au Manitoba et dans l'Ouest canadien. Plus d'une centaine d'incendies sont actifs, dont beaucoup ne sont pas maîtrisés. Des collectivités telles que Flin Flon, Lynn Lake et la Nation crie de Pimicikamak font l'objet d'un ordre d'évacuation, si bien qu'on estime que 17 000 Manitobains sont déplacés.

Ces incendies dont l'envergure est immense détruisent des habitations et des infrastructures et perturbent tous les aspects de la vie dans les collectivités touchées.

Exprimons notre plus profonde gratitude envers les pompiers, les secouristes et les bénévoles qui travaillent sans relâche au front pour combattre les flammes qui encerclent bon nombre de nos collectivités du Nord. Leur courage et leur détermination sont héroïques, rien de moins. Enfin, veillons à ce que toutes les autorités publiques collaborent pour offrir un soutien sans heurt aux évacués tandis qu'ils attendent de pouvoir rentrer chez eux une fois le danger écarté.

QUESTIONS ORALES

[*Traduction*]

LES FINANCES

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, le Parlement exige du gouvernement libéral qu'il présente un budget. Hier soir, une motion des conservateurs demandant au premier ministre de présenter un budget ce printemps a été adoptée. Les libéraux veulent que le Parlement approuve pour un demi-billion de dollars de dépenses libérales sans avoir vu de budget. Alors qu'ils promettaient de dépenser moins et de plafonner l'augmentation des dépenses gouvernementales à 2 %, les libéraux ont augmenté ces dernières de 8 %. Les mères seules, les aînés et les propriétaires de petites entreprises font tous un budget avant de se lancer dans les dépenses. Le Parlement veut que les libéraux le fassent également.

Le gouvernement libéral minoritaire respectera-t-il la volonté de la majorité des députés et présentera-t-il un budget sans tarder?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est une excellente semaine pour les Knights de London. C'en est une encore meilleure pour le Canada. Tous les premiers ministres du pays, celui du Québec, ceux des provinces et des territoires et celui du gouvernement du Canada, se sont entendus sur un plan pour bâtir un Canada fort, pour qu'il y ait une seule économie au Canada au lieu de 13. C'est ce qui fera avancer le Canada.

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, je remercie le premier ministre de ces nouvelles, mais qu'en est-il de la présentation d'un budget? Les Canadiens méritent une gestion financière en bonne et due forme, pas des excuses et des phrases prémâchées et sans fondement.

Voici quelques faits.

Les dépenses d'expertise-conseil des libéraux risquent d'augmenter de 35 % pour atteindre 26 milliards de dollars, ce qui dément leur promesse de réduire le recours aux consultants. C'est un fait.

Les libéraux avaient promis de jouer du coude face aux États-Unis en imposant des droits de douane — 20 milliards de dollars —, sauf qu'ils ont ensuite éliminé ces mêmes droits sans se soucier des travailleurs canadiens touchés ni des répercussions financières. C'est un fait.

Hier soir, la majorité des députés ont voté en faveur de la présentation d'un budget dès ce printemps. C'est un fait.

Quand les libéraux admettront-ils ces faits? À quelle date déposeront-ils un budget détaillant leurs nouvelles dépenses chiffrées à un demi-billion de dollars?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les premiers ministres se sont tous entendus sur une stratégie pour édifier notre grand pays et tenir tête à Donald Trump. C'est un fait.

Le gouvernement impose des droits de douane qui ont une incidence maximale sur les États-Unis tout en ayant une incidence minimale sur le Canada. C'est un fait. Ces droits ciblent pour plus de 60 milliards de dollars d'exportations américaines vers le Canada. C'est un fait. Ces droits nous ont déjà permis d'engranger plus de 1,7 milliard de dollars. C'est un fait.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, 73 milliards de dollars ont été dépensés pendant que les travaux du Parlement étaient suspendus à l'initiative du gouvernement. Ce dernier prévoit maintenant des dépenses d'un demi-billion de dollars, dont une somme record de 26 milliards de dollars destinée à des consultants amis des libéraux, comme McKinsey, sans aucun contrôle ni examen de la part du Parlement. La Chambre des communes en a assez.

Hier soir, la Chambre a adopté notre motion conservatrice pour demander au premier ministre de présenter un budget ce printemps. Va-t-il respecter la volonté du Parlement en déposant un budget immédiatement afin que les Canadiens et le Parlement bénéficient de la transparence qu'ils méritent?

● (1420)

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous prenons acte de la motion d'hier soir, mais ce que les Canadiens méritent et ce que les provinces canadiennes méritent, ce sont des transferts au titre de la santé, des transferts au titre des services de garde, des transferts au titre des des soins dentaires, ainsi que des transferts pour favoriser la baisse du coût de la vie. C'est ce qui figure dans le budget principal des dépenses, et nous comptons sur le soutien des députés d'en face.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je sais que le premier ministre est nouveau ici, mais s'il déposait un budget, toutes ces choses-là s'y trouveraient.

Cette année seulement, le gouvernement dépensera la somme stupéfiante de 26 milliards de dollars pour des consultants hors de prix qui sont proches des libéraux, ce qui correspond au montant exorbitant de 1 400 $ pour chaque famille canadienne. Il n'y aura aucun budget, aucun plan ministériel et aucune transparence. Le gouvernement ne veut même pas prendre la parole à la Chambre pour annoncer aux Canadiens le montant qu'atteindra le déficit cette année.

Les libéraux joueront-ils enfin franc jeu en déposant un budget au printemps, comme la Chambre l'a exigé?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, contrairement au député d'en face, je connais la différence entre le budget principal des dépenses et un budget. Contrairement au député d'en face, je sais comment stimuler l'économie...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Distingués collègues, lorsque je n'arrive plus à entendre ce qui se dit, je me lève en mettant l'horloge sur pause.

Le premier ministre peut-il revenir un peu en arrière en reprenant sa réponse?

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, je vais parler doucement.

Contrairement au député d'en face, je connais la différence entre le budget principal des dépenses et un budget. Contrairement aux députés d'en face, nous savons comment stimuler l'économie sans dépenser d'argent. C'est dans cette optique que nous proposons un projet de loi qui vise à bâtir une économie canadienne unifiée à partir des 13 que nous avons. Toutes les provinces sont d'accord avec cela, y compris le Québec.

[*Français*]

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, notre motion exigeant que le gouvernement dépose un budget ce printemps a été approuvée hier. Les libéraux doivent respecter ce Parlement et déposer un budget ce printemps. Les libéraux veulent un chèque en blanc et ils veulent qu'on approuve une dépense de plus d'un demi-billion de dollars, ce sans connaître la situation financière.

En campagne électorale, les libéraux ont promis de dépenser 2 %. Les dépenses augmentent de plus de 8 %. Ce gouvernement fait déjà la démonstration qu'il a trompé les Canadiens.

Les libéraux minoritaires écouteront-ils le Parlement majoritaire et déposeront-ils un budget ce printemps?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la motion du Parlement est bien notée.

Hier, j'étais avec le premier ministre du Québec, et nous sommes d'accord que la meilleure façon d'augmenter la croissance de notre pays est d'avoir une économie canadienne, pas 13.

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre n'a probablement pas compris ma question. Le Parlement a parlé. Il a demandé que ce gouvernement libéral dépose un budget ce printemps. Il reste 18 jours.

Un bon gestionnaire responsable se base sur un budget pour établir sa capacité de dépenser. Si nos familles, nos aînés et nos petites et moyennes entreprises agissaient comme ce gouvernement, ils seraient en faillite. Les libéraux avaient annoncé vouloir réduire les dépenses. Ils augmentent les contrats de consultants de 20 à 26 milliards de dollars.

Les libéraux doivent écouter le Parlement. Quand vont-ils présenter un budget pour justifier les dépenses de plus d'un demi-billion de dollars?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y aura un budget qui va augmenter le soutien pour les aînés, pour les enfants, pour les garderies et pour tout le Canada.

Pour le moment, nous allons augmenter la croissance de notre pays avec une loi pour une économie forte.

* * *

● (1425)

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, j'ai une curiosité. Hier, il y a eu une espèce de *love-in* à Saskatoon. Un *love-in*, ça vient avec des étapes. Voyons la suite.

Durant *ce love-in*, on est arrivé avec le projet intéressant d'avoir un oléoduc qui apporterait le pétrole de l'Alberta, non pas à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick par le truchement du Québec, mais bien directement à la baie d'Hudson.

Je me demande ce que le premier ministre pense de cet étrange projet.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a beaucoup de projets dont nous avons discuté hier à Saskatoon.

Oui, c'était un grand *love-in*, parce que tous les premiers ministres veulent continuer, veulent travailler fort pour notre pays et pour notre économie, et ça inclut de grands projets au Québec dans les secteurs des minéraux critiques et de l'énergie verte.

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, la dernière fois qu'il y a eu un pareil grand *love-in*, c'était au Québec avec beaucoup de monde, puis on s'est fait avoir. On s'en souvient.

Aux extrêmes de l'idéologie, je ne pensais pas voir M. Trudeau et Mme Smith se rencontrer au pays des licornes. Est-ce qu'on a imaginé le coût des brise-glaces et du transport nécessaire pour faire le tour par la baie d'Ungava et trouver un marché en Europe?

Y a-t-il des raffineries capables de raffiner le pétrole lourd de l'Ouest canadien en Europe?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons pas encore pris de décisions concernant les projets d'intérêt national. Oui, il est vrai que nous avons eu une grande conversation. Il faut avoir des normes environnementales et il faut avoir un grand impact sur la croissance de notre économie.

* * *

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, finalement, il s'y est dit bien peu de choses, mais je crois avoir vu passer une demande que je soutiendrais.

Est-ce que le premier ministre s'engage formellement à respecter la compétence du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec, le cas échéant, si le projet de la baie d'Hudson ne fonctionne pas, ainsi que les délais du BAPE?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai discuté avec le premier ministre du Québec et les autres premiers ministres de la nécessité d'avoir des engagements, des accords de coopération en ce qui concerne les normes environnementales. Nous allons les conclure dans les prochains mois.

[*Traduction*]

LES FINANCES

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, hier soir, la Chambre a rendu un verdict sans équivoque: le gouvernement libéral doit déposer un budget.

Le premier ministre demande aux Canadiens d'approuver aveuglément des dépenses de plus d'un demi-billion de dollars sans le moindre plan, sans la moindre transparence et sans la moindre reddition de comptes. Le premier ministre avait promis de plafonner les dépenses à 2 %, puis il a rompu cette promesse en les portant à 8 %. Qu'obtiennent les Canadiens en échange? Une dette qui grimpe, une inflation en hausse et un leadership économique inexistant.

Le gouvernement va-t-il cesser ses dépenses inconsidérées? Va-t-il respecter la volonté de la Chambre en déposant un budget?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu un vote hier, mais il y en aura un autre au cours des prochains jours. Ce vote révélera les vraies couleurs des conservateurs, car il portera sur la motion qui nous permettrait de réduire les impôts de 22 millions de Canadiens. Les électeurs de la circonscription du député seront au poste pour savoir si les conservateurs ont les intérêts des Canadiens à cœur.

Je peux dire au député que de notre côté, nous allons observer ce qui se passera, tout comme les Canadiens seront au poste chez eux, et nous nous attendons tous à ce que les députés affirment collectivement qu'ils ont bel et bien les intérêts des Canadiens à cœur en leur accordant une réduction d'impôt.

● (1430)

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, hier soir, la motion conservatrice exigeant que le premier ministre présente un budget ce printemps a été adoptée. Étant donné que les libéraux se traînent les pieds et laissent la situation se détériorer dans les Territoires du Nord-Ouest depuis une décennie, l'économie de ce territoire est en difficulté. Depuis 2015, l'exploitation des mines, des carrières et des hydrocarbures ont diminué de 16 %, les mises en chantier, de 43 %, et le secteur de l'énergie, de 54 %. L'économiste Graeme Clinton a déclaré qu'à mesure que les mines fermeront au cours des trois à huit prochaines années sans qu'on les remplace, « on peut s'attendre à une économie beaucoup plus modeste que celle d'aujourd'hui ».

Les Territoires du Nord-Ouest ne peuvent plus se permettre les promesses creuses du premier ministre. Quel est son plan?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous comprenons la force du Canada en ce qui concerne l'économie de l'avenir. Nous attirons des talents. Nous disposons de très grandes industries. Le Canada est le pays qui construit des voitures et des avions. Le Canada possède des minéraux critiques, de l'énergie renouvelable et de l'énergie traditionnelle. Le Canada est le seul pays du G7 à avoir conclu un accord de libre-échange avec tous les autres pays du G7.

Nous avons ce dont le monde a besoin et nous serons là pour bâtir une superpuissance économique pour le Canada et les Canadiens pour les générations à venir.

Gaétan Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk, PCC): Monsieur le Président, le Parlement exige un budget du gouvernement libéral, qui voulait, par exemple, plafonner les dépenses à 2 %, mais les a plutôt augmentées de 8 %. Au lieu de les réduire, il a augmenté de 35 % les dépenses en consultants, qui ont atteint un montant sans précédent de 26 milliards de dollars.

Hier soir, on a adopté une motion des conservateurs demandant au premier ministre de présenter un budget ce printemps. Les libéraux demandent au Parlement d'approuver des dépenses libérales d'un demi-milliard de dollars sans budget. Le gouvernement libéral minoritaire va-t-il écouter la majorité du Parlement et présenter le budget immédiatement?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, comme le premier ministre l'a dit, nous avons pris note du vote d'hier.

Ce que je peux dire au député, à qui je souhaite la bienvenue à la Chambre, c'est que nous devrions nous concentrer sur ce que le budget principal des dépenses fait pour les Canadiens. Il soutient les services de garde au pays. Il soutient le régime d'assurance-médicaments du Canada. Il soutient le régime de soins dentaires. Il soutient les Canadiens.

Les Canadiens ont demandé à la Chambre de travailler pour eux. Les Canadiens nous ont demandé d'être ambitieux. Les Canadiens nous ont demandé de bâtir un Canada fort. Voilà ce que nous allons faire avec le premier ministre.

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, la Chambre s'est prononcée: le Parlement réclame la présentation d'un budget ce printemps. Les libéraux ont déjà rompu leur promesse de plafonner les dépenses. Un budget ne se limite pas à une longue liste de dépenses. Il précise le coût des mesures qui seront prises. De combien les libéraux comptent-ils augmenter les taxes et les impôts? Quelle somme emprunteront-ils? Les libéraux n'ont aucun plan pour gérer la dette.

Le gouvernement minoritaire libéral écoutera-t-il la majorité au Parlement en présentant un budget ce printemps?

L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a bel et bien un plan, et c'est ce dont nous avons discuté hier à Saskatoon avec les premiers ministres des provinces et des territoires. Je dois donner raison au chef du Bloc: c'était un *love-in*. C'était un *love-in* parce que tous les premiers ministres, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou néo-démocrates, s'entendent pour dire qu'il est temps de bâtir au Canada, d'établir une seule économie. Cette approche permettra d'injecter 200 milliards de dollars dans l'économie canadienne. Tous les députés devraient l'appuyer.

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Monsieur le Président, hier, la motion des conservateurs pour que le gouvernement dépose un budget ce printemps a été adoptée à la Chambre. Les libéraux voulaient que nous approuvions 486 milliards de dollars de dépenses sans aucun plan, et 20 milliards de dollars de recettes étaient censés venir des contre-mesures tarifaires. Cependant, en secret, pendant les élections, le premier ministre et le Cabinet ont signé une ordonnance pour annuler les contre-mesures tarifaires tout en disant aux Canadiens qu'ils continueraient à imposer des droits de douane d'un dollar pour un dollar.

Le premier ministre écoutera-t-il le Parlement, déposera-t-il un budget au printemps et expliquera-t-il d'où viendront les 20 milliards de dollars supplémentaires?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, la rencontre d'hier a été une belle démonstration d'unité nationale, un jour dont les Canadiens peuvent être fiers. Comme l'a dit le premier ministre Ford: « Quand notre pays est attaqué par le président Trump, nous nous unissons et nous sommes un pays résilient. Tout le monde se rend compte que si nous n'agissons pas, nous resterons sur la touche, et les conséquences seront 10 fois pires. »

Le nouveau gouvernement du Canada prend des mesures pour faire du Canada une superpuissance en matière d'énergie. Ce serait bien que les conservateurs nous donnent un coup de main.

● (1435)

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, j'ai une bonne nouvelle. Hier soir, la Chambre a adopté la motion conservatrice demandant au premier ministre de présenter un budget ce printemps, alors que Trump menace de doubler les droits de douane sur l'acier pour les porter à 50 %, ce qui mènerait à la ruine les travailleurs et l'industrie de l'acier d'Hamilton.

Le premier ministre a promis de percevoir pour 20 milliards de dollars de droits de douane sur les importations en provenance des États-Unis. Où sont ces 20 milliards de dollars? Où sont ces droits de douane?

Le premier ministre écoutera-t-il la volonté du Parlement, déposera-t-il un budget et nous montrera-t-il où il entend trouver ces 20 milliards de dollars?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes en pleine guerre commerciale et sommes conscients que les travailleurs de l'acier et de l'aluminium sont inquiets. Voilà pourquoi nous défendons leurs intérêts. Nous continuerons le combat en imposant de robustes contre-mesures tarifaires, en protégeant les travailleurs et en concrétisant de solides grands projets nationaux.

[*Français*]

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, alors que, demain, le président Trump va mettre en péril l'emploi de milliers de travailleurs de l'aluminium au Québec avec de potentiels droits de douane de 50 %, le banquier libéral minoritaire refuse d'entendre l'appel majoritaire de la Chambre, qui demande un budget dès ce printemps.

Il n'a pas de plan. Il dépense un demi-billion de dollars sans budget. Il abandonne furtivement les répliques tarifaires de 20 milliards de dollars pendant que le président Trump, lui, double les siennes, et il garde les Canadiens dans l'ignorance.

Le premier ministre libéral va-t-il montrer du respect pour le Parlement et pour la majorité des Canadiens qui n'ont pas voté pour lui et présenter un budget dès ce printemps?

Oui ou non?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, une chose est claire, c'est que les Canadiens ont voté majoritairement pour nous.

Au-delà de ça, ce qu'il est important que mon collègue comprenne, c'est que nous sommes là pour soutenir les travailleurs du secteur de l'aluminium. Le premier ministre, le Cabinet et moi-même, nous nous sommes engagés à parler à des acteurs de l'industrie de l'aluminium. C'est la même chose du côté de l'acier et du côté syndical. Depuis le début de cette guerre tarifaire, nous avons été là pour faire en sorte d'imposer des réponses tarifaires, de nous battre, de protéger également les travailleurs et de bâtir.

Nous allons bâtir le Canada.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, hier, au lieu de parler de projets de pipelines dignes du siècle dernier, le premier ministre aurait mieux fait de parler d'aluminium avec ses homologues.

C'est demain qu'on saura si Donald Trump exécute sa menace de doubler les droits de douanes. Pourtant, le soutien à notre industrie n'était pas à l'ordre du jour de la rencontre des premiers ministres. Il n'y a pas eu un mot non plus dans les crédits budgétaires. Le secteur de l'aluminium est frappé par des droits de douane depuis mars. Ceux-ci risquent de doubler demain et les libéraux n'ont toujours offert aucune aide.

Là, on est en droit de savoir quel est le plan si les droits de douane passent à 50 %.

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, dimanche soir, j'étais à un sommet sur l'aluminium, à Montréal. Nous avons parlé avec les intervenants de l'industrie. J'ai également été en contact avec la ministre de l'Économie du Québec. Bien entendu, ce qui se passe dans le secteur de l'aluminium est très préoccupant. Nous sommes donc là pour aider autant les industriels que les organisations syndicales et, bien entendu, les travailleurs.

Nous allons utiliser l'acier et l'aluminium canadiens dans nos grands projets d'infrastructures, nous allons construire une industrie de la défense qui va nous aider aussi à créer des emplois dans le domaine de l'acier et de l'aluminium, et nous allons diversifier notre commerce international.

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, quand l'industrie de l'automobile ontarienne a été menacée de droits de douane, Ottawa s'est précipité pour lui offrir 2 milliards de dollars.

Cela fait trois mois que l'aluminium du Québec est frappé de droits de douane. Pourtant, toujours pas un sou n'a été débloqué. Déjà, Ottawa aurait dû offrir de l'aide directe à l'industrie et lui redistribuer des sommes tirées des mesures de rétorsion tarifaires. Dans 24 heures, Donald Trump pourrait doubler ses droits de douane. Pourtant, il n'y a toujours rien sur l'aluminium du Québec.

Les libéraux se sont fait élire sur les droits de douane. Comment se fait-il qu'ils ne soient pas prêts aujourd'hui?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, contrairement à ce que mon collègue mentionne, j'étais à Bécancour, il y a à peine deux semaines, pour rencontrer les dirigeants d'Alcoa et, bien entendu, les travailleurs et le syndicat. J'étais également en contact avec Rio Tinto Alcan, parce que c'est important justement au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Nous travaillons nuit et jour sur le fait de protéger les investissements et de protéger les emplois. Il y a également de l'argent qui est offert via les agences de développement économique régionales. Développement économique Canada, au Québec et dans la circonscription de mon collègue, est en train de soutenir des emplois et des entreprises au moment où nous nous parlons.

* * *

● (1440)

[*Traduction*]

LES RESSOURCES NATURELLES

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, pendant une décennie, le programme anti-énergie du gouvernement libéral a fait fuir les emplois et les investissements. Les conséquences sont évidentes. La réalisation de projets énergétiques relancera l'économie canadienne, réduira notre dépendance aux États-Unis et créera des emplois bien rémunérés pour les Canadiens. La seule chose qui nous empêche de le faire, c'est le gouvernement libéral.

Comme l'économie du pays a présentement besoin d'être stimulée, les libéraux approuveront-ils enfin la construction d'un pipeline?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, lundi, le premier ministre et les premiers ministres des provinces et territoires se sont entendus pour collaborer dans le but d'accélérer la réalisation de projets d'envergure qui permettront de bâtir un Canada fort, résilient et uni. Le premier ministre Ford, un conservateur, a dit que c'était la meilleure rencontre en 10 ans. Le nouveau gouvernement du Canada accélérera la mise en œuvre des projets d'intérêt national et garantira que les décisions seront prises dans un délai de deux ans, dans le respect des droits des Autochtones et de l'obligation de consulter.

Il est assuré que l'actuel gouvernement fera du Canada une superpuissance énergétique. J'espère que la députée nous soutiendra.

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, ce sont les politiques anti-énergie du gouvernement libéral qui empêchent le lancement de projets énergétiques pourtant essentiels pour notre pays. Le projet de loi C-69, qui vise à interdire la construction de tout nouveau pipeline; le projet de loi C-48, qui vise à imposer un moratoire sur les pétroliers; le plafonnement de la production de pétrole et de gaz néfaste pour l'emploi; et la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel. Ce genre de politiques font toutes fuir les investisseurs, de même qu'elles empêchent l'exploitation de nos ressources énergétiques.

Si le premier ministre est sérieux au sujet de son fameux slogan « bâtissons, bâtissons, bâtissons », compte-t-il logiquement annuler son programme hostile au secteur de l'énergie? Est-il prêt à s'engager à mettre en place des projets énergétiques essentiels?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'espère que la députée a écouté le discours prononcé hier par la première ministre de l'Alberta. La première ministre a en effet décrit l'importance de conclure un grand compromis dans le but d'ériger le Canada en superpuissance énergétique d'une manière responsable sur le plan environnemental, et en consultation auprès des Premières Nations. Nous espérons que la députée se joindra à nous.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il m'aider à résoudre la quadrature du cercle?

Les Canadiens se sont fait dire que le Parti libéral avait changé. On leur a dit qu'un nouveau gouvernement, dirigé par l'actuel premier ministre, soutiendrait le secteur canadien des ressources naturelles pour que nous puissions rivaliser avec les Américains. À peine un mois plus tard, les Canadiens constatent à quel point ces promesses étaient vides de sens. La loi interdisant la construction de nouveaux pipelines, le moratoire sur les pétroliers, le plafonnement de la production pétrogazière — une politique néfaste pour l'emploi — et la taxe sur le carbone pour les industries sont toujours en vigueur.

Quand le gouvernement libéral renoncera-t-il à son programme anti-énergie préjudiciable pour que les investissements privés dans le secteur énergétique reprennent au Canada?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, à l'évidence, les conservateurs n'ont pas écouté les premiers ministres provinciaux hier. La première ministre Holt a déclaré que l'heure était à l'unité, et je suis entièrement d'accord.

Nous travaillerons avec les premiers ministres des provinces et les peuples autochtones, accélérerons les projets et veillerons à ce qu'ils soient menés à bien dans un délai de deux ans. Nous soutiendrons la construction de nouveaux oléoducs s'il existe un consensus national en ce sens. Nous travaillerons ensemble et ferons du Canada une superpuissance énergétique.

[*Français*]

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, au Québec, on constate que de plus en plus de gens sont en faveur de l'implantation de pipelines. Cela se comprend. Au Québec, on a des pipelines depuis 1942. En 2012, on a inauguré un pipeline entre Lévis et Montréal, qui traverse 26 cours d'eau, dont le fleuve Saint-Laurent. C'est tellement bon, c'est tellement efficace que personne ne le sait et que personne n'en parle.

Par contre, ce qu'on sait, c'est que construire des projets énergétiques, c'est renforcer l'énergie et l'économie canadienne.

Ma question s'adresse au ministre du Patrimoine. Va-t-il dire oui à des projets concernant les pipelines au Québec et au Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue devrait être fier, parce que c'est un fier Canadien.

Hier, on a vu un grand moment d'unité canadienne. Le premier ministre du Québec était là avec ses collègues. On a parlé des grands corridors énergétiques pour faire du Canada une puissance énergétique, une super puissance énergétique. Le Québec a énormément à offrir au Canada.

Le Québec a une expertise en hydroélectricité. Le Québec a une expertise en énergie éolienne. Le Québec a une expertise en environnement.

On va devenir cette grande puissance énergétique de façon responsable et équitable. On va bâtir le Canada ensemble.

● (1445)

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, le ministre du Patrimoine doit savoir que le puits Leduc No 1 est un lieu historique national de Parcs Canada. C'est là que l'énergie pétrolière a jailli de la terre au Canada et fait le boum pétrolier canadien. Le ministre du Patrimoine devrait être fier de cela.

Tout à l'heure, le ministre des Finances a parlé d'un projet d'hydroélectricité. Est-ce qu'il sait que le projet de loi C-69 donne le droit de veto au gouvernement fédéral pour les projets d'hydroélectricité?

Comment le Canada peut-il développer son plein potentiel si le fédéral ne se mêle pas de ses affaires?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, effectivement, le Québec a un rôle important à jouer. Il va pouvoir développer son plein potentiel.

En matière d'hydroélectricité, le Québec est non seulement un chef de file en Amérique du Nord, mais il est un chef de file dans le monde. Les Québécois devraient être fiers qu'on prenne l'exemple du Québec. On peut développer nos ressources naturelles de façon responsable, de façon équitable et de façon efficace.

Le Québec a toujours été un leader en matière d'énergie. On va continuer de s'en inspirer. On va bâtir le Canada de demain ensemble.

* * *

[*Traduction*]

LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

Terry Sheehan (Sault Ste. Marie—Algoma, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souhaiter à mon épouse, Lisa, un joyeux anniversaire de mariage. Nous célébrons aujourd'hui notre 25e anniversaire de mariage. Ma femme et moi vivons à Sault Ste. Marie, une ville frontalière très occupée. Les affaires ne s'arrêtent jamais, tout comme les menaces des groupes organisés transnationaux.

Je voudrais savoir si la Chambre est prête à entendre une excellente nouvelle de la part du ministre de la Sécurité publique au sujet d'une nouvelle loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière.

Le ministre peut-il expliquer à la Chambre en quoi ce projet de loi contribuerait à renforcer davantage le Canada?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à remercier le député de Sault Ste. Marie—Algoma de son excellent travail. Bien entendu, je tiens moi aussi à souhaiter un joyeux anniversaire à Lisa.

Le député sait que le maintien d'une frontière solide favorise la sécurité et la prospérité. La loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière permettra de lutter contre le crime organisé, de protéger l'intégrité de notre système d'immigration, de fournir aux forces de l'ordre les outils dont elles ont besoin et, oui, de renforcer notre frontière. Une sécurité rigoureuse à la frontière rendra nos rues plus sûres. Le nouveau gouvernement du Canada sévit contre le fentanyl, les vols de voitures, les armes à feu, le blanchiment d'argent, la migration irrégulière et le crime organisé. Nous allons toujours être là pour protéger les Canadiens.

LES RESSOURCES NATURELLES

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Monsieur le Président, hier, le premier ministre s'est engagé à tenir d'autres discours creux, à prononcer d'autres belles paroles et à ne lancer aucun projet d'oléoduc ou d'infrastructure énergétique. L'Alberta a déjà entendu tout cela. Nous n'avons pas besoin de grands titres, mais de résultats. Il faut acheminer nos ressources vers les marchés. Levons le moratoire relatif aux pétroliers. Levons le moratoire relatif aux pipelines. Abolissons le plafond de production qui nuit à l'emploi.

Les députés libéraux s'engageront-ils à le faire dès aujourd'hui?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, si les conservateurs avaient écouté hier, ils sauraient qu'il existe une grande entente et que la première ministre de l'Alberta a signé cette entente. Nous allons construire, mais nous le ferons de façon responsable et en collaboration avec nos partenaires autochtones. Ce serait formidable si vous vouliez aussi faire les choses de cette façon.

Le Président: Je rappelle au député de s'adresser à la présidence.

Le député de Calgary Heritage a la parole.

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a le choix: il peut se dissocier de l'héritage de Justin Trudeau ou renchérir. Il peut mettre fin dès aujourd'hui au moratoire sur les pipelines, à l'interdiction sur le transport du pétrole et au plafonnement de la production.

Je pose de nouveau la question: l'ancien ministre de l'Environnement — l'activiste radical de Greenpeace qui a déjà été arrêté dans ma circonscription et qui est maintenant ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes — va-t-il cesser de s'attaquer à l'identité même du Canada?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la journée d'hier a été formidable pour notre pays. Les 13 gouvernements provinciaux et territoriaux ont tenu une réunion avec le premier ministre pour discuter d'importants projets nationaux qui nous permettront de bâtir notre pays. Ces projets mettront à profit les hommes et les femmes exceptionnels qui pratiquent des métiers spécialisés ainsi que l'acier et l'aluminium canadiens. Nous allons bâtir. Il est temps de bâtir.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont invité des millions de migrants à venir au Canada, tout en sachant pertinemment qu'ils ne disposaient pas de l'infrastructure économique et sociale nécessaire pour les soutenir. Le Canada connaît aujourd'hui une grave crise du logement et des temps d'attente interminables en santé, en plus de compter un nombre incalculable de jeunes sans emploi. Les responsables ne sont pas les nouveaux arrivants, mais les libéraux qui ont induit tout le monde en erreur quant à la capacité du Canada à absorber des millions de personnes, en particulier dans le cadre des politiques économiques néfastes de leur gouvernement.

Des millions de personnes se trouvent actuellement au Canada avec des visas périmés ou en passe de le devenir. Comment le gouvernement va-t-il s'assurer qu'elles partent?

● (1450)

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, c'est un grand jour pour notre pays. Nous avons présenté un projet de loi très important qui nous permettra de prendre des mesures pour renforcer notre système d'immigration et son intégrité, tout en respectant nos engagements humanitaires. Alors que les schémas migratoires mondiaux évoluent en raison des conflits et des crises en cours, les Canadiens souhaitent que nous mettions en place un système d'immigration souple et réactif, et c'est exactement ce que nous faisons.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je le répète, d'ici la fin de l'année, près de 5 millions de personnes seront au Canada avec un visa expiré ou sur le point d'expirer, et le gouvernement n'a aucun plan pour leur faire quitter le pays. Il y a une crise du logement, une crise de l'emploi chez les jeunes et une crise des temps d'attente en santé. Sachant cela, les libéraux ont pourtant déjà délivré près de 177 000 permis de travail temporaires à des travailleurs étrangers cette année, soit 10 % de plus qu'au dernier trimestre. Ce chiffre correspond au nombre d'habitants d'une ville comme Kelowna.

Au moment où il y a une crise du chômage chez les jeunes, pourquoi le gouvernement a-t-il augmenté le nombre de permis de travail temporaires cette année?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous prenons le système d'immigration très au sérieux, comme tous les Canadiens, je le sais. Pour cette raison, nous renforçons l'intégrité du système tout en maintenant la capacité humanitaire du pays. Que les députés ne se méprennent pas: le Canada prend ses obligations au sérieux, et le gouvernement renforce le régime de l'asile pour le rendre plus efficace et plus souple. C'est exactement ce que nous ferons.

[*Français*]

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, ce matin, dans *La Presse*, on apprend que les demandes d'asile aux postes frontaliers de Saint-Bernard-de-Lacolle ont augmenté de 330 % entre avril 2024 et avril 2025. Alors qu'il y a plus de 600 000 résidents non permanents actuellement présents sur le territoire québécois, la situation accentue la pression sur les services de francisation, les écoles, les garderies et les autres services publics partout au Québec, surtout dans la région de Montréal. C'est sans oublier que ça aggrave la crise du logement partout au Québec.

Est-ce parce qu'il n'a pas de plan pour gérer l'immigration que le gouvernement ne présente pas de budget?

[*Traduction*]

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, le projet de loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière que j'ai présenté ce matin renforcera la sécurité à la frontière et assurera la sécurité des Canadiens. Si la sécurité à la frontière est renforcée, les rues du pays seront plus sûres. Le nouveau gouvernement du Canada s'attaque au fentanyl, aux armes à feu, au vol de voitures, au blanchiment d'argent, à la migration irrégulière et au crime organisé. Nous serons là pour protéger les Canadiens.

[*Français*]

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, ce qu'on doit savoir, c'est ce qu'il faut gérer en raison de la mauvaise gestion passée des libéraux.

Il y a six mois à peine, on apprenait que 4,9 millions de personnes sur le territoire canadien...

Le Président: Je dois interrompre le député, car il y a des problèmes d'interprétation.

Cela semble fonctionner maintenant.

L'honorable député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles peut reprendre son intervention du début.

Pierre Paul-Hus: Monsieur le Président, le ministre devrait comprendre que, ce qu'il faut faire maintenant, c'est régler les problèmes du passé, les problèmes que les libéraux ont créés depuis 10 ans.

On a appris il y a six mois à peine que 4,9 millions de personnes avaient des visas temporaires au Canada. Ce qu'on ne sait pas, c'est combien d'entre elles ont quitté le pays et combien d'entre elles n'ont pas quitté le pays alors qu'elles devaient le quitter.

Est-ce que le ministre peut nous dire quel est le plan d'action du gouvernement pour que ces gens qui n'ont plus de statut légal en raison de leur visa temporaire quittent le Canada?

● (1455)

[*Traduction*]

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je dirai d'emblée que les chiffres qui ont été cités n'ont rien à voir avec la réalité. Ils sont complètement erronés. Je veux que tout le monde sache que nous avons présenté ce matin le projet de loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière. Il s'agit d'une mesure très forte pour assurer plus de sécurité aux frontières du pays. L'objectif est de lutter contre le crime organisé, de protéger l'intégrité du système d'immigration canadien, de donner aux forces de l'ordre les outils dont elles ont besoin et, effectivement, de renforcer la sécurité à la frontière. Nous serons toujours là pour protéger les Canadiens.

* * *

LE LOGEMENT

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, pour les acheteurs d'une première maison, le rêve de l'accession à la propriété s'est transformé en un cauchemar de dettes et de défauts de paiement. Les nouvelles données des libéraux sur le logement montrent que près d'un nouveau propriétaire sur cinq a omis un paiement hypothécaire, qu'un sur quatre s'endette pour rembourser d'autres dettes et que plus de 60 % craignent de ne pas pouvoir effectuer le moindre paiement.

Alors que le gouvernement n'a ni budget ni plan à soumettre, mais qu'il propose de nouvelles dépenses totalisant plus d'un demi-billion, le ministre du Logement et de l'Infrastructure pourrait-il dire aux premiers acheteurs à quel point les dépenses inflationnistes du gouvernement vont faire augmenter leurs paiements hypothécaires?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de me donner l'occasion de souligner l'importance de notre réduction de la TPS pour les acheteurs d'une première maison. Nous irons de l'avant avec une réduction de la TPS pouvant atteindre 50 000 $ sur les propriétés d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Il s'agit d'une occasion formidable pour les nouveaux acheteurs, laquelle s'ajoute à l'allègement fiscal que nous accordons à 22 millions de Canadiens. Ces mesures d'abordabilité aideront les acheteurs d'une première habitation.

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, leurs propres données brossent un tableau très différent, soit celui d'un Canada où les acheteurs d'une première maison ne peuvent pas espérer acheter une maison à moins que leurs parents ne possèdent déjà une propriété. En réalité, plus de 40 % des nouveaux acheteurs ont reçu un cadeau ou un héritage pour les aider à acheter leur première propriété, et le montant moyen de ce cadeau était de 74 000 $. C'est tout un coup de pouce, et c'est la seule façon d'avoir accès au marché actuel.

Est-ce que le ministre du Logement et de l'Infrastructure est satisfait d'un système où toute personne qui n'est pas née riche sera locataire toute sa vie?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face ne semble pas tenir compte de l'élimination de la TPS qui permettra bientôt aux acheteurs d'une première habitation de faire une économie de l'ordre de 50 000 $. Les députés d'en face n'ont jamais rien présenté de semblable. Ils n'ont jamais présenté une telle mesure. J'ai été maire de Vancouver pendant sept ans, et le gouvernement de l'époque n'a pas éliminé la TPS pendant cette période. C'est l'inaction des députés d'en face qui nous a menés à cette crise et c'est le gouvernement actuel qui nous en sortira.

Roman Baber (York-Centre, PCC): Monsieur le Président, les gens de ma circonscription du Nord de Toronto n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Après dix ans de gouvernement libéral, le prix des maisons a doublé, les mises de fonds ont doublé, les paiements hypothécaires ont doublé et les loyers ont doublé. Les ventes de maisons neuves à Toronto ont atteint un niveau historiquement bas, inférieur à celui qui a été enregistré lors de la crise immobilière des années 1990. Pourtant, le ministre du Logement et de l'Infrastructure a déclaré publiquement qu'il ne souhaitait pas faire baisser le prix des logements.

Pourquoi le ministre pense-t-il qu'on ne devrait pas permettre aux jeunes de s'acheter une maison à Toronto?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, l'intervention du député d'en face me porte à croire que lui et ses collègues appuieront l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison. J'espère qu'ils appuieront aussi les partenariats avec les villes, les collectivités, les communautés autochtones, les provinces et les territoires. Le gouvernement fédéral sera un bon partenaire et il mettra en œuvre des mesures pour rendre le logement abordable au Canada.

[*Français*]

LES SOINS DENTAIRES

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Monsieur le Président, en ces moments difficiles sur le plan économique, le Régime canadien de soins dentaires offre un réel soutien aux aînés, mais aussi aux familles de ma circonscription. Depuis la fin du mois de mai, ce programme est ouvert à tous les Canadiens qui gagnent moins de 90 000 $ par année.

Ma question s'adresse à la ministre de la Santé. Où en est le déploiement du Régime pour l'ensemble des Canadiens et quels sont les efforts pour le rendre accessible?

L'hon. Marjorie Michel (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. En effet, le Régime canadien de soins dentaires change la vie des Canadiens.

Depuis la mise en œuvre du Régime canadien de soins dentaires, plus de 2 millions de Canadiens ont eu accès aux services. Depuis le 29 mai 2025, tous les Canadiens admissibles entre 18 et 64 ans peuvent s'inscrire pour avoir accès à ces services.

* * *

● (1500)

[*Traduction*]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, la presse nous apprend aujourd'hui que les résidents de Chicopee Terrace, un immeuble d'habitation de Kitchener, se sont organisés pour patrouiller dans leur stationnement, car la vague de criminalité attribuable aux libéraux s'intensifie. Jason Sousa, le chef de ce groupe, raconte que ses voisins et lui-même se sont fait voler le convertisseur catalytique de leur voiture. Non seulement les vols de voitures sont en hausse, mais les voleurs s'emparent maintenant des pièces, faute de voler la voiture au complet.

Ce n'est pas le Kitchener dans lequel j'ai grandi. J'ai une question très simple à poser: pourquoi ne pas faire en sorte que les choses redeviennent ce qu'elles étaient? Pourquoi le ministre libéral de la Justice n'abroge-t-il pas tout simplement les dispositions issues de son projet de loi laxiste sur la criminalité, le projet de loi C-75?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, les personnes dangereuses qui commettent des crimes violents doivent subir des conséquences sérieuses. C'est pourquoi nous prenons de nouvelles mesures visant à resserrer les conditions de mise en liberté sous caution, notamment pour les vols de voiture, les cambriolages et la traite des personnes. Nous allons également prévoir des sanctions plus sévères pour les récidivistes violents.

Nous allons nous fonder sur les faits et la raison. J'espère que, lorsque nous proposerons des mesures visant à protéger la population, nous obtiendrons l'appui du Parti conservateur.

Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, quand je faisais du porte-à-porte, les gens me disaient qu'ils en avaient assez de la criminalité. Comme les crimes violents ont augmenté de 50 %, beaucoup de gens craignent de se promener dans leur ville. Cette année, les Edmontoniens ont été choqués d'apprendre qu'un garçon de 13 ans avait été poignardé à mort dans une station de transport en commun. Les gens savent que ce chaos découle directement des lois laxistes des libéraux en matière de criminalité.

Quand le premier ministre fera-t-il échec au crime et mettra-t-il les criminels derrière les barreaux en abrogeant les dispositions issues des projets de loi C-5 et C-75 de Trudeau?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, le député vient de nous parler d'un crime horrible, et, de toute évidence, compte tenu de ces informations, nous savons qu'il ne s'agit pas d'une question partisane. Les députés se soucient tous autant du bien-être et de la sécurité des Canadiens et ils estiment que les Canadiens devraient se sentir en sécurité dans leur collectivité.

Cependant, ce qui est évident, c'est que le député n'a même pas lu le projet de loi qu'il critique à la Chambre, car, s'il l'avait fait, il saurait que son opposition à ce projet de loi équivaut à faciliter la mise en liberté sous caution des personnes qui commettent des actes de violence contre un partenaire intime.

Il est important de faire attention aux détails et de nous en tenir aux faits à la Chambre. J'encourage le député à lire le projet de loi au moins une fois avant de se faire une opinion.

Sukhman Gill (Abbotsford—Langley-Sud, PCC): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je remercie les bonnes gens d'Abbotsford—Langley-Sud de m'avoir accordé leur confiance.

Les libéraux laxistes en matière de criminalité ont causé des ravages dans ma collectivité. Les familles et les représentants des forces de l'ordre que j'ai rencontrés pendant la campagne électorale sont frustrés de voir des délinquants libérés rapidement pour ensuite récidiver. La semaine dernière, à Vancouver, un homme a été accusé d'avoir agressé sexuellement une adolescente alors qu'il était déjà en probation pour agression sexuelle. Sous le gouvernement libéral, les récidivistes violents ont la vie trop facile.

Le premier ministre va-t-il faire échec au crime, mettre les criminels derrière les barreaux et abroger les dispositions issues des projets de loi C-5 et C-75 de Trudeau?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter le député de sa première intervention à la Chambre et de sa récente élection.

Nous sommes d'accord sur un point: les récidivistes violents devraient être soumis à des conditions plus strictes pour obtenir une mise en liberté sous caution. Cependant, ce qui est intéressant, c'est qu'après avoir cité le cas très précis d'une personne qui pourrait être libérée après avoir commis un acte de violence contre un partenaire intime, le député critique une mesure législative qui ferait en sorte qu'il soit plus difficile pour cette personne d'obtenir une mise en liberté sous caution.

Nous avons la ferme intention de modifier la loi pour resserrer les conditions de mise en liberté sous caution dans les cas d'invasion de domicile avec violence, de vol de voitures et de traite de personnes. J'espère que les conservateurs voteront pour le resserrement des conditions de mise en liberté sous caution.

* * *

LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

Leslie Church (Toronto—St. Paul's, Lib.): Monsieur le Président, c'est le Mois de la fierté. C'est l'occasion de célébrer la communauté 2ELGBTQI+ et de souligner ses nombreuses réalisations. Nous savons également qu'en raison de la montée de la haine envers cette communauté, de nombreuses personnes se sentent désormais en danger.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres pourrait-elle nous dire comment le gouvernement compte s'assurer que tous les Canadiens puissent être ouvertement eux-mêmes et vivre en sécurité et dans la dignité?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de son élection à la Chambre. C'est toujours un privilège de prendre la parole à la Chambre. Je tiens à remercier les habitants de Mississauga—Streetsville, ma famille et les bénévoles de m'avoir accordé leur confiance.

La saison de la fierté célèbre la résilience et les contributions de la communauté 2ELGBTQI+ dans tout le pays. Pourtant, trop de gens font face à de la haine et de la discrimination parce qu'elles veulent être elles-mêmes. Le nouveau gouvernement fournira de l'argent pour assurer la sécurité des célébrations de la fierté cette année, de manière à ce que tout le monde soit en sécurité. Nous méritons tous de vivre en étant ouvertement nous-mêmes, dans la dignité et sans avoir peur.

* * *

● (1505)

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dalwinder Gill (Calgary McKnight, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de gouvernement libéral, les crimes violents ont augmenté de 50 %, les crimes commis avec des armes à feu, de 116 %, les homicides commis par des gangs, de 78 %, les vols de voitures, de 46 %, et les extorsions, de 357 %. Le gouvernement libéral insiste pour laisser les récidivistes violents revenir dans nos collectivités, ce qui favorise la criminalité, le chaos et le désordre.

Le premier ministre va-t-il abroger les dispositions issues des projets de loi C-5 et C-75 de Trudeau afin d'enfermer les criminels et de faire échec à la criminalité?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, cet après-midi, nous avons déposé un nouveau projet de loi qui vise à assurer la sécurité de nos frontières. J'invite mon collègue d'en face, ainsi que le Parti conservateur, à l'appuyer.

Ce projet de loi assurerait la sécurité des Canadiens dans les rues du pays. Il réduirait le trafic de fentanyl, ferait en sorte que les armes à feu ne se retrouvent plus dans les rues et veillerait à ce que le blanchiment d'argent soit pris très au sérieux. J'invite le Parti conservateur à appuyer ce projet de loi et à l'adopter rapidement afin d'assurer la sécurité de nos collectivités.

LE LOGEMENT

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre a dit, d'une part, qu'il veut d'abord que l'on construise des logements très abordables et, d'autre part, qu'on fera surtout appel au secteur privé pour les construire. En tant que banquier et ancien président de Brookfield Asset Management, il devrait savoir d'instinct que la priorité des grands promoteurs est de maximiser leurs profits. Les logements très abordables n'apparaîtront pas comme par magie.

Le premier ministre s'engagera-t-il dès maintenant à remettre en place un programme national de logement coopératif et social assorti de généreuses subventions de base?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement se penche de très près sur le logement abordable. Nous avons hâte de travailler avec tous les députés pour que le nouveau gouvernement du Canada puisse accroître l'offre de logements abordables, qu'il s'agisse de logements supervisés, de logements sociaux ou de logements coopératifs.

Nous devons concentrer nos efforts là où les besoins sont les plus criants. C'est là-dessus que nous allons nous concentrer. Nous travaillerons avec le secteur privé pour construire des logements, y compris des logements locatifs, qui seront offerts sur le marché, mais il faut se concentrer sur les logements les plus abordables pour ceux qui en ont besoin.

* * *

LE TRAVAIL

Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, les travailleurs des postes continuent de servir les Canadiens dans tous les coins du pays, que ce soit pendant les tempêtes de neige, les périodes d'incertitude et même une pandémie mondiale.

Cependant, Postes Canada continue de compromettre ce service essentiel, poussant les Canadiens à privatiser les services, refusant de se pencher sur les conditions de travail et privant les travailleurs des postes de leur droit à des négociations libres et collectives. Pourquoi le gouvernement permet-il à la direction de détruire notre système postal et de retarder les négociations avec les membres du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, qui demandent simplement une entente équitable?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, nous remercions les travailleurs des postes qui, chaque jour, servent nos collectivités.

Je dirai ceci: la meilleure entente est celle que les parties concluent elles-mêmes. Les médiateurs fédéraux continuent de travailler avec les parties pour trouver une solution, et nous savons que les Canadiens comptent sur eux pour bien faire les choses.

DISCOURS DU TRÔNE

● (1510)

[*Français*]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion modifiée portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session.

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à vous féliciter pour l'obtention de votre nouveau rôle.

[*Traduction*]

Je partagerai mon temps de parole avec le député d'Egmont.

C'est avec beaucoup d'humilité et de gratitude que je prends la parole pour la toute première fois à la Chambre, grâce à la confiance que m'ont accordée les merveilleux habitants de Guelph. Je tiens d'abord à remercier tous mes bénévoles, en particulier le légendaire Pat Sorbara de Guelph, qui a été mon président de campagne et mon cogestionnaire avec le très talentueux Sean Mitchell.

Plus de 240 personnes de tous âges et de tous horizons ont travaillé comme bénévoles pour la campagne et ont été littéralement avec moi à chaque étape du processus. Il n'y a qu'un seul nom sur le bulletin de vote, mais il y a des centaines de personnes derrière cette personne. Je pense que tous les députés conviendront qu'une démocratie dynamique est une chose magnifique qui mérite d'être protégée.

Je tiens à remercier mes plus fervents partisans: mon mari Mike et mes enfants Rebecca, l'historienne, et Elise, l'environnementaliste. Je veux leur léguer, ainsi qu'à mes petits-enfants, un Canada et une planète meilleurs.

[*Français*]

Il nous revient de léguer un pays prospère et équitable et une planète plus saine.

[*Traduction*]

Je remercie les habitants de Guelph, qui ont cru en moi pour les représenter à Ottawa, et toutes les personnes qui ont pris le temps de me parler à leur porte ou dans leur entrée, en particulier celles qui ne partagent pas mon point de vue, car nous devons retrouver notre capacité à avoir des conversations respectueuses et courtoises. Nous devons réapprendre à trouver un terrain d'entente pour le bien commun.

M'inspirant du fait que le discours du Trône a commencé par une reconnaissance du territoire et un engagement continu à l'égard de la réconciliation, je tiens à souligner que Guelph a été un territoire traditionnel pour de nombreux peuples au fil du temps, plus particulièrement les peuples Attiwonderonk et Haudenosaunee. Ces terres sont détenues en vertu du Traité n^{o} 3 sur l'achat entre les lacs, conclu avec la Première Nation des Mississaugas de Credit, et elles abritent aujourd'hui de nombreux membres des Premières Nations, Inuits et Métis.

On dit aussi que Guelph est la ville royale. En effet, lorsqu'elle a été fondée par John Galt en 1827, il l'a nommée en l'honneur de la famille royale britannique, qui était issue de la seconde maison Welf, ou des Guelfes.

Il est tout indiqué que mon premier discours en tant que nouvelle députée de Guelph, la ville royale, soit une approbation enthousiaste du discours du Trône et une réponse à celui-ci. Mardi dernier, Sa Majesté le roi Charles III a lu les mots suivants: « À l'heure où le monde fait face à des défis sans précédent au chapitre, par exemple, de la paix et de la stabilité, de la situation économique ou des changements climatiques, des défis qui font naître des incertitudes sur tous les continents, vos communautés possèdent le savoir-faire et la détermination nécessaires pour y trouver tout un éventail de solutions. » Je sais que les habitants et les entreprises de Guelph ont les compétences et la détermination nécessaires pour relever ces défis sans précédent et saisir cette occasion, pour voir grand et agir plus grand, dans la plus grande transformation de notre économie depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous nous trouvons devant des défis sans précédent. Le Conference Board du Canada a désigné Guelph comme étant la ville canadienne la plus vulnérable aux droits de douane. En février, la Chambre de commerce du Canada a classé Guelph au sixième rang des villes les plus vulnérables en général, car ses exportations vers les États-Unis par habitant arrivent au quatrième rang.

Au cours de ce débat à la Chambre, les députés d'en face ont laissé entendre que la menace tarifaire de M. Trump avait en quelque sorte été inventée de toutes pièces pour effrayer les électeurs pendant la campagne, sans raison. Or, la menace est bien réelle pour les gens de ma circonscription et de tout le Canada. Protéger les emplois, soutenir les travailleurs et bâtir l'économie la plus forte du G7 est la chose la plus importante que le nouveau gouvernement peut faire pour aider les 16 500 personnes à Guelph qui travaillent directement dans le secteur manufacturier. En effet, le secteur de la fabrication de pointe y emploie un ménage sur cinq, et des milliers d'autres personnes travaillent dans des secteurs connexes.

Parfois, les personnes à qui nous parlons pendant la campagne pensent que nous oublierons ces conversations, mais je me souviens en ce moment d'une mère seule avec qui j'ai discuté devant sa maison. Elle portait un chandail à capuchon orné du nom d'un transformateur d'aliments de la région. Elle était terrifiée à l'idée de perdre son emploi à cause de ces droits de douane insensés.

À l'occasion d'une table ronde, une autre femme m'a dit que les gens de sa communauté culturelle s'inquiétaient de perdre leur emploi, puis de ne pas pouvoir respecter leur engagement financier envers des membres de la famille qu'ils ont parrainés par l'entremise du système d'immigration. Déjà, les menaces de droits de douane ont ralenti la création d'emplois et la croissance.

Je suis ravie que le discours du Trône s'attaque de front à ce problème pour tous les députés et pour ces gens dans ma circonscription. Le discours du Trône donne la priorité à une nouvelle relation économique avec les États-Unis, à des relations renforcées avec des partenaires commerciaux et des alliés fiables dans le monde entier, et à la réduction des obstacles au commerce interprovincial. Nous le constatons déjà après six jours à la Chambre.

● (1515)

Il y a des projets d'infrastructure nationaux et une stratégie industrielle qui rendra le Canada plus compétitif à l'international, tout en luttant contre les changements climatiques. C'est possible. En janvier, le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario ont investi dans Linamar pour accélérer le développement de technologies vertes dans le secteur automobile. Linamar élargit son portefeuille de produits électrifiés de pointe qui réduisent les émissions globales tout en demeurant flexible pour répondre aux besoins du marché final à mesure que les technologies évoluent. Nous pouvons faire les deux.

Le discours du Trône décrit également le plan du gouvernement pour stimuler les nouveaux investissements afin de créer de meilleurs emplois et d'augmenter les revenus des Canadiens et des Canadiennes, bâtir des centaines de milliers de bonnes carrières dans les métiers spécialisés et faire du Canada une plaque tournante pour la science et l'innovation. Ces trois derniers points sont particulièrement intéressants et ils renvoient au leadership de Guelph en matière de fabrication de pointe, d'agroalimentaire et de technologies propres.

Le Collège Conestoga a un campus à Guelph prêt à former des jeunes dans divers métiers spécialisés, et le nouveau gouvernement libéral promet de soutenir les apprentis et les gens qui sont prêts à changer de carrière. Guelph est également le domicile de l'Université de Guelph, l'un des établissements offrant la liste de programmes la plus exhaustive du Canada et dont les activités de recherche comptent parmi les plus intensives au pays. J'y ai moi-même fait mes études. Qu'on la connaisse comme étant l'université par excellence du domaine alimentaire du Canada ou l'établissement d'accueil du Collège d'agriculture de l'Ontario ou du Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario, chaque jour, des spécialistes de l'Université de Guelph s'attaquent à d'importants défis mondiaux, comme la protection des eaux souterraines, la création de plantes qui résistent à la sécheresse, la salubrité des aliments, la sécurité alimentaire, la réduction des plastiques et beaucoup plus.

Protéger les entreprises, les attirer, leur faire prendre de l'expansion, y favoriser l'innovation et les retenir au pays est notre principal devoir. Cependant, l'important, ce n'est pas seulement ce que nous faisons, mais aussi la manière dont nous bâtissons l'économie la plus forte du G7. Nous savons que, à lui seul, le PIB ne reflète pas le bien-être de la société. À l'heure actuelle, le coût de ces incendies de forêt dévastateurs, les pompiers, les déplacements de population et toute la reconstruction qui devra s'ensuivre; toutes ces dépenses font croître le PIB, mais à quel prix pour les gens et les communautés? Une transition propre et constructive vers une économie forte et productive est ce qui importe pour Guelph et pour le Canada.

Guelph est la plus grande ville canadienne dépendant presque exclusivement de sources d'eau souterraines pour s'alimenter en eau potable. En conséquence, nous avons de solides mesures de protection du patrimoine naturel et assurons une robuste surveillance de la qualité de l'eau, de sa quantité et de sa conservation. Le discours du Trône parle de renforcer l'engagement du Canada à protéger 30 % de ses terres et 30 % de ses eaux d'ici 2030. C'est vital. Cela reflète la détermination du gouvernement à lutter contre les changements climatiques. L'engagement en matière de conservation est également important. L'économie et l'environnement doivent aller de pair.

Les gens à qui profite cette économie forte sont également importants. C'est pourquoi le discours du Trône affirme que l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. On parle des bottes et des complets, des tenues médicales et des sarraus de laboratoire, des pantalons-bottes et des jeans, de tout ce que les gens portent au travail ou dans leur quotidien. On parle des jeunes, des familles, des aînés et des artistes. On parle de tout le monde. Cela dit, outre les emplois, le potentiel d'avenir et le vivre-ensemble, il faut rétablir le pouvoir d'achat, et cela passe par une réduction d'impôt pour la classe moyenne qui permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 $ par année. Cela passe par l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars.

Cela passe par l'offre de logements. Nous nous attaquerons au problème en faisant doubler le taux de construction domiciliaire au moyen de technologies canadiennes, de travailleurs qualifiés canadiens, de produits canadiens et de maisons préfabriquées comme celles de Pacd Homes, à Guelph. Son système, qui s'inspire de l'industrie automobile, permet de construire des logements d'un excellent rapport qualité-prix en seulement quatre à huit semaines. Avec six ans d'expérience en tant que conseillère municipale, je suis tout à fait consciente que l'offre de logements et le prix du logement sont des problèmes criants qui nécessitent la collaboration de tous les pouvoirs publics et je suis fière que le nouveau gouvernement se soit engagé à mettre en œuvre le plan de construction résidentielle le plus ambitieux depuis la Première Guerre mondiale.

Le gouvernement protégera tous les programmes qui aident les Canadiens, et je suis convaincue que les habitants de Guelph, la Ville, les entreprises petites et grandes, et...

● (1520)

Le vice-président adjoint (John Nater): Je suis désolé de vous interrompre, mais nous devons passer aux questions et aux observations.

La députée de Sarnia—Lambton—Bkejwanong a la parole.

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de dire à quel point je suis ravie de vous voir occuper le fauteuil. Je tiens aussi à féliciter la députée pour son premier discours.

Le discours du Trône contenait beaucoup d'éléments qui semblent positifs, sauf que c'est là le problème avec les libéraux depuis 10 ans: ils annoncent une chose, mais ils en font une autre, ce qui a conduit à une inflation parmi les plus élevées que nous ayons jamais connue, à des files toujours plus longues devant les banques alimentaires, au problème des sans-abri, aux campements de tentes et à tant d'autres choses.

Je me demande comment la députée concilie le discours du Trône avec un plan qui vise à dépenser 486 milliards de dollars de plus pour obtenir les mêmes résultats qu'au cours des 10 dernières années.

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, je pense que les Canadiens comprennent que nous évoluons dans un contexte mondial et que la plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés sont beaucoup trop complexes pour être résolus au moyen d'un simple slogan. Si nous examinons le bilan du gouvernement libéral précédent, nous constatons qu'il a fait beaucoup pour soutenir les familles, notamment en adoptant la Prestation fiscale canadienne pour enfants et en sortant des centaines de milliers d'aînés de la pauvreté en ramenant à 65 ans l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti.

Le gouvernement continuera d'agir et a mis des fonds de côté pour soutenir les travailleurs pendant cette transition.

[*Français*]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord, je me permets de féliciter la députée de Guelph pour son élection.

Ce qu'elle a dit dans son discours est très noble. Elle a commencé en disant qu'elle faisait de la politique pour ses enfants, à qui elle voulait léguer un monde plus propre, un monde plus sain, un monde où le réchauffement climatique serait possiblement inférieur à 1,5 degré Celsius.

Or, l'Agence internationale de l'énergie nous indique très clairement que, si on veut éviter que le réchauffement de la planète ne dépasse 1,5 degré Celsius, le monde ne peut se permettre aucun nouveau projet pétrolier.

Ainsi, au nom de ses enfants, ma collègue est-elle prête à s'asseoir avec le premier ministre et à lui dire qu'elle s'opposera à tout grand projet d'infrastructure qui aura comme conséquence d'augmenter la production pétrolière canadienne?

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, ma fille étudie en sciences de l'environnement. Nous sommes vraiment excitées de voir la promesse d'une superpuissance en matière d'énergie verte et en matière d'énergie conventionnelle.

Nous sommes dans une période de transition, ce qui implique plusieurs choses. Nous allons certainement prôner l'énergie propre et nous allons étudier les meilleures options qui existent dans le contexte actuel pour les provinces concernées.

[*Traduction*]

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de Guelph pour son premier discours.

Je ne peux m'empêcher de réfléchir à la question posée par notre collègue conservatrice il y a quelques instants. D'une part, les conservateurs disent que les gens ont du mal à joindre les deux bouts et mettent en évidence ce qui se passe dans notre pays. D'autre part, ils se demandent comment nous pouvons oser dépenser de l'argent pour aider les gens. Je pense que c'est une différence fondamentale entre les libéraux et les conservateurs. Nous voyons non seulement la responsabilité, mais aussi l'occasion d'investir dans les gens et de leur fournir les ressources dont ils ont besoin pour parvenir à la qualité de vie qu'ils souhaitent avoir.

La députée peut-elle nous dire ce qu'elle en pense?

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son commentaire, car c'est une réflexion que je me suis faite à plusieurs reprises au cours des derniers jours. Nous voulons que le gouvernement fédéral en fasse davantage pour aider la population. Nous voulons atteindre l'objectif de 10 $ par jour pour les services de garde. Nous voulons en faire plus en matière de lutte contre les changements climatiques, et cela aura un coût. Ce qui est formidable, cependant, c'est que lorsque nous investissons dans des projets, nous créons de nouvelles recettes et de nouveaux emplois. C'est là toute la magie de ce discours du Trône.

● (1525)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée de Guelph.

Les libéraux ont été élus après avoir promis de bâtir un demi-million de maisons neuves par année. Cela me fait penser à un magicien qui sort un lapin de son chapeau. On a l'impression que c'est possible, mais c'est un tour de magie. La Banque TD publiait aujourd'hui un rapport qui indique que le nombre de mises en chantier allait reculer et s'établir à 215 000 cette année, comparativement à 245 000 l'année dernière.

Le député réalise-t-il que les Canadiens n'ont que faire des hyperboles et des promesses en l'air...

Le vice-président adjoint (John Nater): La députée de Guelph a la parole.

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, comme moi, le gouvernement, mes collègues, la plupart des provinces et toutes les municipalités ont la ferme intention de voir à ce que plus de logements soient construits afin de répondre à la crise du logement.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu des discussions entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

> Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, pendant le débat conformément à l'article 52 du Règlement plus tard aujourd'hui, la présidence ne reçoive ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime.

Le vice-président adjoint (John Nater): Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

D'accord.

La Chambre ayant entendu l'énoncé de la motion, que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

Comme il n'y a pas de voix dissidentes, je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

* * *

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, tel que modifiée.

Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre au début de la quatrième législature à laquelle je participe en tant que député d'Egmont.

Je tiens à féliciter tous les députés qui ont réussi à se faire élire pour cette nouvelle législature. Je tiens également à parler brièvement de tous ceux qui ont contesté les résultats des dernières élections et qui n'ont pas réussi à se faire élire à la Chambre. Nous avons tous des collègues qui n'ont pas réussi à se faire élire et qui ne reviennent pas à la Chambre. On me l'a rappelé il y a quelques années. J'ai été élu pour la première fois en 1982 et quand j'ai dit à une personne que j'aimais beaucoup les élections, elle m'a répondu que c'était facile à dire, puisque je n'avais jamais été défait. J'y pense à chaque élection, à chaque législature à laquelle je siège et à chaque législature de la Chambre des communes où j'ai été réélu.

Notre système démocratique dépend d'hommes et de femmes qui se portent candidats dans le cadre d'un processus très ouvert au public. Les élections sont très médiatisées. Il arrive souvent que des personnes, toutes allégeances politiques confondues, me demandent conseil pour décider de se présenter aux élections ou non. Je leur réponds qu'il n'y a qu'un seul résultat possible parmi les deux options suivantes: on sort gagnant ou perdant d'une élection, mais cela se déroule toujours très publiquement. Si une personne peut accepter l'un ou l'autre de ces dénouements, elle devrait faire acte de candidature et se présenter aux élections.

J'invite tous les députés à réfléchir aux nombreux candidats qui se sont présentés aux dernières élections et qui n'ont pas été élus. Seulement 343 personnes peuvent réussir à obtenir le privilège de siéger à la Chambre des communes. J'ai bien aimé écouter les nombreux discours prononcés par mes collègues au cours de la dernière semaine, surtout ceux des nouveaux députés, des nouveaux politiciens. Je constate leur enthousiasme manifeste, leurs aspirations pour leur circonscription et ce qu'ils souhaitent accomplir.

Aucun député n'arrive ici sans l'aide d'une grande équipe. Au cours de la dernière semaine, j'ai envoyé des notes de remerciement à mes nombreux bénévoles, et j'ai alors pris conscience de l'ampleur de leur participation à ma campagne électorale. Des centaines de personnes se sont présentées pour prêter main-forte aux candidats en accomplissant des tâches importantes qui les aident à briguer les suffrages et, dans certains cas, à remporter les élections. D'ailleurs, je pense souvent aux candidats qui n'ont pas l'occasion de prendre la parole à la Chambre après des élections. Certains d'entre eux siégeaient ici auparavant, d'autres étaient de nouveaux visages et avaient l'ambition d'être élus, mais ils n'y sont pas parvenus. C'est important pour nous, en tant que parlementaires, car nous avons reçu la récompense suprême: celle de représenter la région du pays qui nous a élus. C'est vraiment un grand honneur, parce que nous faisons valoir les préoccupations et les ambitions des gens que nous représentons.

Ma circonscription, Egmont, à l'Île-du-Prince-Édouard, ressemble à la plupart des régions rurales de notre merveilleux pays. Il y a toujours plus à faire que ce que nous sommes en mesure d'accomplir, mais cela fait partie du rôle du gouvernement. Cependant, je suis immensément fier de ce que le gouvernement a accompli au cours des dernières années en ce qui concerne le développement rural. Mon collègue qui est assis près de moi aujourd'hui a vraiment à cœur de promouvoir le développement rural et de veiller à ce que les régions rurales du pays soient traitées équitablement lorsqu'il s'agit de relever les nombreux défis auxquels, de même que les petites municipalités du Canada, elles doivent faire face. En tant que parlementaires, nous devons nous garder de négliger cet aspect et toujours saisir toutes les occasions de relayer les préoccupations et les questions soulevées par les populations rurales.

Ma circonscription est à moitié urbaine et à moitié rurale. Les infrastructures ont été l'un des principaux domaines où le gouvernement dont je faisais partie a investi au cours des dernières années. Dans l'ensemble de la circonscription, chaque collectivité est en bien meilleure posture aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 10 ans. Je suis extrêmement fier du bilan du gouvernement libéral en matière de développement des infrastructures, mais il reste encore beaucoup à faire. Il y a toujours beaucoup de besoins au pays, et c'est toujours intéressant d'écouter le débat.

● (1530)

D'une part, les électeurs ont été très clairs lors des dernières élections. Ils ont déclaré qu'ils ne voulaient pas payer davantage d'impôts, mais, en même temps, ils veulent que le gouvernement soutienne les nombreux programmes sociaux et de sécurité sur lesquels les Canadiens ont pris l'habitude de compter. Ces deux volontés contradictoires tracent néanmoins la voie à suivre pour les gouvernements: ils doivent vivre selon leurs moyens et faire des dépenses appropriées tout en continuant d'investir partout au pays. C'est pourquoi j'ai été ravi que, dans le discours du Trône et aujourd'hui même pendant la période des questions, le gouvernement et le premier ministre parlent autant d'investir et de faire croître l'économie grâce à de grands projets d'édification nationale. Cela s'est déjà fait. Si on remonte dans l'histoire, le Canada s'est bâti d'un océan à l'autre grâce à de grandes visions et à des investissements dans des infrastructures majeures qui ont fait croître le pays au fil des ans.

L'un des enjeux dont on m'a parlé haut et fort dans ma circonscription au cours de la dernière campagne électorale concerne une compétence partagée entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Il s'agit des transferts en santé. Aujourd'hui, dans une réponse pendant la période des questions, le premier ministre a indiqué que l'exposé financier que nous allons présenter à la Chambre proposera une augmentation des transferts en santé. Je vais parler du domaine de la santé, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une responsabilité constitutionnelle partagée. Justement, ce matin, ma collègue la députée de Saanich—Gulf Islands a déposé une pétition à la Chambre à ce sujet.

Le sujet dont je veux parler, c'est celui dont on m'a le plus parlé quand j'ai fait du porte-à-porte dans ma circonscription, à savoir la santé. En effet, partout où je vais, les Prince-Édouardiens me disent à quel point ils sont frustrés par l'état des services de santé, et je partage leurs préoccupations. Au cours des dernières années, je me suis entretenu avec des milliers de personnes dans Egmont et, au cours de la dernière campagne électorale, j'ai parlé avec de nombreuses autres. On me répète sans cesse que l'accès aux soins se fait de plus en plus difficile. Honnêtement, j'en suis venu à la conclusion que ce que j'entends est exact. La réponse du gouvernement provincial à la véritable crise dans le domaine de la santé ne suit pas le rythme d'évolution des besoins de la population.

Soyons clairs: en 2023, le gouvernement fédéral s'est joint à la province dans le cadre d'un nouvel accord de financement pour les soins de santé. Ottawa a proposé à l'Île-du-Prince-Édouard un financement de 1 milliard de dollars sur 10 ans, dont 300 millions de dollars en nouveaux fonds. Cette année, le gouvernement fédéral versera 236 millions de dollars à la province dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé. Tout le monde ici sait comment cela fonctionne. Selon la Constitution, ce sont les provinces qui gèrent le système de santé. Autrement dit, la province est chargée du recrutement des professionnels de la santé, des hôpitaux et des services professionnels. Notre rôle à Ottawa est de soutenir ce travail au moyen de transferts financiers, et cet aspect de l'accord a été respecté.

Pourtant, voici ce que j'ai entendu en faisant du porte-à-porte: les gens à Ottawa dépensent peut-être de l'argent, mais nous, les résidants, ne recevons pas les soins de santé dont nous avons besoin. En fait, de nombreux résidants m'ont dit qu'ils en avaient maintenant assez des excuses de la province. Malheureusement, la province cherche ainsi à éviter d'être tenue responsable des mauvais services, des longs délais d'attente et de l'accès insuffisant. Pour les Prince-Édouardiens, la situation est de plus en plus pénible et, encore une fois, je partage leur frustration. En tant que député, j'ai le devoir de comprendre les besoins quotidiens des citoyens. Le plus triste, là-dedans, c'est que de nombreux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard vivent chaque jour dans l'incertitude parce qu'ils ont difficilement accès au système de santé. Il faut régler ce problème. Lorsque je parle à de jeunes parents de leurs inquiétudes, il est très difficile de ne pas ressentir cette anxiété. Quand je m'entretiens avec des habitants plus âgés qui s'inquiètent pour leurs proches et leurs conjoints, c'est le même constat difficile. Le gouvernement fédéral a fait sa part. L'argent est là. Le fédéral a atteint, voire surpassé, ses objectifs dans le cadre du partenariat. Pour ma part, je continuerai d'exiger mieux jusqu'à ce que les Prince-Édouardiens aient confiance dans leur système de santé et qu'ils en soient satisfaits.

Nous vivons dans le meilleur pays du monde. Nous avons la chance inouïe de disposer de ressources financières importantes et d'un système d'éducation exceptionnel. C'est pourquoi je pense que les élus du gouvernement fédéral devraient commencer à réclamer des améliorations tangibles. Nous devrions nous faire entendre. Le gouvernement fédéral a tenu son rôle, et le moment est venu pour nous tous de faire pression sur nos collègues provinciaux pour qu'ils respectent leurs obligations et concentrent leurs ressources considérables sur les premières lignes de notre système de santé.

● (1535)

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, une promesse a été faite aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard, comme à ceux de Terre-Neuve-et-Labrador, selon laquelle les tarifs des traversiers seraient considérablement réduits, pour être ramenés à moins de la moitié. Je sais que le député a été passablement irrité. J'ai lu dans la presse il n'y a pas longtemps qu'il s'attendait à ce que les tarifs soient réduits d'ici le 1er juillet.

La promesse qui a été faite et qui a influencé les résultats — et il a parlé de résultats dans son discours — sera-t-elle tenue, ou s'agit-il simplement d'une promesse sortie de nulle part pour influencer les résultats des élections à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard?

Robert Morrissey: Monsieur le Président, la promesse sortie de nulle part était celle du programme électoral des conservateurs sur le même sujet. Notre promesse était réelle. Elle était responsable sur le plan financier. Nous avons indiqué que nous ferions passer les droits de péage sur le pont de la Confédération à 20 $, en plus de réduire d'un pourcentage équivalent les tarifs sur tous les traversiers du Canada atlantique. C'était une promesse. Je suis convaincu que le premier ministre la tiendra.

[*Français*]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien entendu le discours de mon collègue, mais il devra certainement m'expliquer certaines choses.

En 2020, le premier ministre du Québec et les gouvernements de l'ensemble du Canada demandaient au gouvernement fédéral d'augmenter les transferts en santé de 22 à 35 %. Je rappelle à mes collègues et aux gens qui nous écoutent que l'entente initiale était pour 50 %.

Or le fédéral, en raison du fameux déséquilibre fiscal, gardait de l'argent dans ses poches pour financer d'autres choses et venir empiéter sur les champs de compétence du Québec et des autres provinces. Ensuite, trois ans plus tard, après la demande des premiers ministres de l'ensemble du Canada et de celui du Québec, on a eu une augmentation de 2 %. C'est 2 %. Cela a été augmenté de 22 à 24 %.

Il va falloir que mon collègue m'explique comment on peut, au Québec et dans les régions rurales — il en représente une —, assurer les services de soins de santé si on augmente les transferts seulement de 22 à 24 %, alors que l'entente initiale était de 50 %.

[*Traduction*]

Robert Morrissey: Monsieur le Président, mon collègue oublie un fait important: au fil des années, le gouvernement fédéral a délaissé une partie de l'assiette fiscale pour permettre aux provinces de financer de plus en plus la santé. Si nous nous penchons sur les chiffres réels, le total des recettes auxquelles les provinces ont accès a augmenté de façon marquée.

C'est le gouvernement libéral qui, en 2023, a signé une entente avec chacune des provinces. Elles ont demandé des sommes supplémentaires au gouvernement du Canada pour corriger les problèmes dans leur système de santé. Ce que je dis, c'est qu'il est temps pour elles d'assumer leurs responsabilités. Nous avons versé l'argent. Nous avons respecté nos engagements.

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Monsieur le Président, je sais que mon collègue est un grand défenseur des régions rurales, et particulièrement de la santé dans ces milieux. Nous en sommes à un point où il n'est plus possible de mourir ou de naître dans nos localités, car nous devons nous rendre dans les centres urbains pour recevoir des soins de santé. La situation dans les régions rurales du Canada est désastreuse.

J'aimerais que mon collègue nous explique quels sont les problèmes et quelle pourrait être, selon lui, la solution pour assurer des soins de santé en milieu rural.

● (1540)

Robert Morrissey: Monsieur le Président, ma collègue et moi, qui suis, je dois l'admettre, un politicien aguerri sur les questions concernant les régions rurales du Canada, nous avons souvent des divergences d'opinions. Les problèmes du système de santé dans les régions rurales sont bien différents de ceux dans les régions urbaines. C'est la première chose que devraient reconnaître les responsables de la prestation des soins de santé. C'est là que les provinces entrent en jeu.

Lors des dernières élections et des dernières années, les électeurs m'ont dit qu'il était temps que le gouvernement fédéral assortisse de plus de conditions les transferts fiscaux aux provinces en matière de soins de santé et qu'il établisse des critères précis sur les résultats et les objectifs à atteindre pour améliorer la prestation des soins de santé en milieu rural. Si le gouvernement du Canada ne le fait pas, les services offerts aux collectivités rurales continueront de se détériorer, et la situation que ma collègue vient de décrire se poursuivra.

L'Adresse

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, avant d'entrer dans le vif du sujet, je tiens à remercier les 19 605 habitants de Terra Nova—Les Péninsules qui ont voté pour moi afin que je fasse entendre leur voix à Ottawa aujourd'hui. Je suis fier d'être Terre-Neuvien et mes racines sont étroitement liées à l'île. Bien qu'il y ait de nombreuses raisons d'être fier, ce qui me rend le plus fier, c'est que je fais partie d'une communauté où l'on se soucie vraiment les uns des autres.

Par exemple, quand Adalyn Skinner, une fillette de 8 ans, a disparu dans les bois, tout le monde s'est mobilisé pour qu'elle rentre chez elle indemne. Je suis fier de dire aujourd'hui qu'elle a été retrouvée saine et sauve. Cette histoire ne fait pas que nous rassembler; elle montre aussi qui nous sommes, parce que quand un tel événement se produit, la politique et le statut n'ont pas d'importance. L'important, c'est de prendre soin les uns des autres, quoi qu'il en coûte. C'est la pensée terre-neuvienne, c'est la pensée qui a marqué mon enfance et c'est la pensée que j'apporte à la Chambre.

Nous savons que le succès ne se mesure pas à ce que nous accumulons pour nous-mêmes, mais à la façon dont nous sommes présents quand les gens qui nous entourent ont besoin de nous. C'est pourquoi j'ai adopté cette devise: « Le succès, c'est aider les autres à réussir. »

Comme l'a si bien dit notre premier ministre, Brian Peckford: « Un jour, le soleil brillera et il n'y aura plus de démunis. » Le soleil a fini par briller. Sous l'ancien gouvernement conservateur, notre province a connu un immense essor. Pour la première fois de notre histoire, nous pouvions être fiers de notre économie, mais depuis la décennie perdue des libéraux, notre province sombre dans la pauvreté.

Pratiquement toutes les sphères de la société se dégradent. Les hôpitaux ferment, et ceux qui sont encore ouverts ne le sont qu'à moitié et n'ont pas de service des urgences. Les patients qui ont des problèmes potentiellement mortels doivent se déplacer sur des routes en décrépitude. Pour donner une idée de l'état déplorable des routes, après ma campagne d'à peine 36 jours, j'ai dû remplacer toute la suspension de ma camionnette. Les députés de l'assemblée législative de ma province adoreraient pouvoir être ici pour annoncer une augmentation du financement des hôpitaux et la réfection de l'entièreté de nos routes abîmées. Malheureusement, la province est dans une situation financière catastrophique et elle accumule des déficits monstres à cause des politiques économiques inefficaces du gouvernement libéral.

Ma circonscription, Terra Nova—Les Péninsules, compte cinq baies et elle abrite plus de ports pour petits bateaux que toute autre circonscription au Canada. Que ce soit au large de Point May ou de St. Bride's, dans le Sud de la province, ou de New-Wes-Valley, de Bonavista ou de Bay de Verde, dans le Nord de la province, la pêche doit continuer à prospérer dans ces régions.

Quand je me promène d'un quai à l'autre, il n'est pas difficile de constater que les pêcheurs sont exaspérés par le gouvernement libéral et ses politiques qui nuisent à l'industrie de la pêche. Pourtant, le pire est à venir. Étant donné que le gouvernement prévoit désigner 30 % de nos océans comme zones de protection marine d'ici 2030 et 50 % d'ici 2050, ces cibles porteront une fois de plus un coup dur au gagne-pain des Terre-Neuviens. Les députés peuvent-ils imaginer le tollé si Ottawa décidait de retirer 30 % des terres agricoles aux agriculteurs?

Les Terre-Neuviens et les Labradoriens ne tolèrent pas cette mesure. Nous viendrons ici semaine après semaine et nous nous battrons pour nos concitoyens et notre province.

Même si ma circonscription compte le plus grand nombre de ports pour petits bateaux au Canada, le principal employeur y est le secteur de la construction. Des endroits comme Marystown, Green's Harbour et de nombreuses autres villes de la circonscription ont une longue histoire de construction, notamment de construction de bateaux. Dans la péninsule de Burin, des entreprises ont construit des navires pour la Seconde Guerre mondiale, des traversiers et même les superstructures de plateformes pétrolières. Cependant, sous le gouvernement libéral, il n'y a pas un, mais deux chantiers navals ultramodernes de plusieurs millions de dollars qui restent inactifs, et ce n'est pas la seule chose qui ne bouge pas.

Le chantier naval de Bull Arm a coûté un demi-milliard de dollars dans les années 1990 et vaut probablement des milliards de dollars aujourd'hui. Il a permis de construire de nombreuses plateformes pétrolières, dont Hibernia et Hebron, la cinquième en importance au monde. Pour donner une idée de l'ampleur et de la taille de cette installation, je tenais à informer tout le monde qu'elle possède la deuxième plus grande porte au monde, après celle de la NASA.

Mon père, ma mère et moi avons tous travaillé sur un autre chantier de construction d'une plate-forme de forage à Argentia. C'était plus qu'un emploi; c'était un legs. Trois membres d'une même famille réunis pour construire quelque chose de grand dans l'Atlantique Nord, quelque chose dont nous pourrions être fiers. Cependant, comme tant d'autres chantiers à Terre-Neuve-et-Labrador, ce chantier sera inactif d'ici quelques mois, car le projet est sur le point d'être achevé. C'est une autre installation, une autre chance, qui restera inutilisée. Ce qui est encore plus frustrant, c'est qu'il n'y a rien de prévu pour combler le vide, il n'y a que le silence là où il devrait y avoir du progrès.

● (1545)

Ma province compte aussi une raffinerie de pétrole. Elle produit 135 000 barils de pétrole par jour. Oh, attendez, elle produisait 135 000 barils par jour. C'est une capacité de cette nature qui a permis de faire vivre des familles de la classe moyenne et aux jeunes de ne pas s'exiler pour trouver du travail. Puis, le gouvernement libéral a investi 89 millions de dollars de fonds publics, non pas pour améliorer la raffinerie et la moderniser, mais pour inciter l'entreprise à réduire sa production à 14 000 barils de biodiésel. Pensons-y: il s'agit d'une réduction de 90 %.

Il ne s'agissait pas d'une décision dictée par les marchés, mais d'une décision politique fabriquée de toutes pièces. Les médias publient des articles disant que la raffinerie est en difficulté et que son avenir est incertain. En fait, il y a eu des mises à pied pas plus tard qu'hier. Je demande au gouvernement à quoi il s'attendait. Il a étouffé tout le secteur avec sa réglementation et sa taxe sur le carbone pour les industries, il a injecté des millions de dollars pour réduire la production de la raffinerie et il feint maintenant la surprise de voir qu'elle est sur le point de s'effondrer.

À propos de secteurs industriels qui s'effondrent, l'industrie minière de Terre-Neuve est en train de toucher le fond. J'ai visité les puits, j'ai été témoin d'opérations de forage, et je me suis tenu aux côtés des hommes et des femmes qui travaillent le plus dur dans ce pays. À Terre-Neuve, l'industrie minière ne sert pas simplement à générer des emplois; il s'agit de l'une de nos assises économiques. Malheureusement, ces assises sont en train de s'effondrer. Par exemple, en l'espace de six mois, quatre exploitations minières ont dû fermer sur l'île, dont une au sein de ma circonscription. Ce n'est pas une coïncidence, mais bien une crise. Il ne s'agissait pas de sites épuisés ou d'entreprises en perdition, mais d'exploitations viables qui ont dû fermer leurs portes plutôt que de continuer à sombrer. Ces entreprises ont dû mettre la clef dans la porte en raison des politiques embarrassantes du gouvernement, des politiques qui chassent les investisseurs et qui éliminent notre avantage concurrentiel.

Soyons clairs: nous n'avons aucun contrôle sur le prix de l'or et des minerais, lequel est fixé à l'échelle mondiale. En revanche, ce que nous pouvons améliorer, c'est la compétitivité du Canada. Aujourd'hui, notre avantage concurrentiel est miné par des coûts artificiels, comme la taxe sur le carbone imposée aux secteurs industriels, ainsi que par une bureaucratie inefficace. Les minéraux sont toujours dans le sol, mais les mauvais dirigeants sont toujours en place au gouvernement.

Dans le discours du Trône, il est beaucoup question d'alléger les impôts des Canadiens, ce qui est très bien, mais on ne peut pas imposer quelqu'un qui ne travaille pas. Actuellement, nous affichons le taux de chômage le plus élevé du pays, soit près de 10 %. Ce n'est pas parce que nos concitoyens ne veulent pas travailler, mais parce qu'il n'y a pas d'emploi, et cela suscite chez moi une grande frustration. Ce qui me frustre le plus, c'est que nous sommes assis sur une mine d'or d'installations pétrolières, un potentiel inexploité que le gouvernement libéral ne cesse d'étouffer. Nous avons les ressources, l'infrastructure et les travailleurs nécessaires, mais au lieu de construire ces installations, ils les bloquent. Au lieu de creuser, ils détournent.

Où mes électeurs peuvent-ils trouver du travail? Je peux vous dire qu'ils ne trouveront pas de travail à Ottawa, puisque la plupart d'entre eux n'ont pas appris le français dans nos écoles rurales. Ce n'est pas leur faute, mais celle du système, un système qui oublie le Canada rural jusqu'à la période des élections. Aujourd'hui, des jeunes sont exclus des possibilités d'emploi du gouvernement fédéral pour cette même raison.

Je ne pense pas non plus qu'ils trouveraient beaucoup de travail dans la construction d'un pipeline. Le premier ministredit à une partie du pays qu'il construit des pipelines, mais il dit tout autre chose au reste du pays. Ils pourraient peut-être obtenir un visa et travailler dans d'autres régions du monde dans lesquelles il a investi dans la construction de pipelines, mais ces possibilités n'existent malheureusement pas chez nous.

Compte tenu des plafonds de production et d'émissions, je ne pense pas qu'ils aient beaucoup de chances de trouver un emploi dans les sables bitumineux non plus. Je doute qu'ils travaillent sur le corridor énergétique national, car je ne pense pas que le gouvernement libéral ait le courage de prendre les mesures nécessaires pour le faire aller du Québec au Labrador, afin qu'il produise suffisamment d'hydroélectricité pour faire de ce pays la superpuissance de l'énergie verte que nous voulons qu'il devienne. L'énergie est là et les gens sont prêts.

N'oublions pas le sujet qui touche tous les Canadiens: la hausse du coût de la vie provoquée par l'inflation. Cette inflation ne sort pas de nulle part comme par magie. Non, elle découle directement de dépenses excessives et d'une mauvaise gestion économique. Elle résulte du fait que le premier ministre, celui-là même qui nous dirige actuellement, conseillait à son prédécesseur de gaspiller l'argent des contribuables, arguant que les budgets s'équilibreraient d'eux-mêmes. Aujourd'hui, il n'a même pas de budget. Désormais, ce ne sont pas seulement les mères seules qui sont en difficulté: nous voyons aussi des familles à double revenu qui peinent à subvenir aux besoins de leurs enfants. Le recours aux banques alimentaires augmente et ne semble pas près de ralentir.

Dans ma circonscription, j'ai visité des maisons où des personnes âgées avaient condamné l'étage et dormaient sur le divan parce qu'elles n'avaient pas les moyens de se chauffer. Des aînés déambulent dans les centres commerciaux pour rester au chaud en hiver. J'ai même entendu parler de personnes âgées qui se nourrissent d'aliments pour animaux en raison de la hausse vertigineuse des prix à l'épicerie. Imaginez un peu. Ces personnes ont contribué au système toute leur vie, et c'est la dignité que nous leur accordons. Ce sont ces mêmes aînés qui ont voté pour le gouvernement actuel. Ils l'ont soutenu. Ils lui ont donné le mandat de tenir tête à Donald Trump avec des droits de douane et d'élaborer un plan pour l'économie canadienne, et non pas d'abandonner les droits de douane et de n'avoir aucun budget.

● (1550)

De plus, le discours du Trône laisse complètement tomber les aînés et n'offre aucune aide pour leur permettre de survivre à la tempête économique que les libéraux ont créée. « Un jour, le soleil brillera et il n'y aura plus de démunis...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois interrompre le député.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Kings—Hants a la parole.

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député pour son premier discours au Parlement. Je lui souhaite la bienvenue à la Chambre, surtout en sa qualité de Canadien de l'Atlantique.

Alors qu'il fait ses premières armes à la Chambre, je tiens à lui rappeler quelques-unes des façons dont le gouvernement a soutenu la belle province de Terre-Neuve-et-Labrador. À titre d'exemples, nous avons raccourci le délai d'approbation des permis d'exploitation pétrolière et gazière au large des côtes, en le faisant passer de 900 jours sous Stephen Harper à 90 jours, nous avons investi 5,2 milliards de dollars dans le plan provincial d'atténuation des hausses de tarifs, et nous avons réalisé des investissements cruciaux dans l'ensemble de la province. Ces mesures ont été mises en place par le gouvernement libéral.

Cependant, en écoutant ce qui se dit à la Chambre, je constate que la question du pétrole et du gaz est un peu dénuée de sens. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la production de pétrole et de gaz a augmenté de 29 % au pays au cours des 10 dernières années. Comment le député peut-il prendre la parole à la Chambre et laisser entendre que le gouvernement actuel n'a pas été favorable au secteur pétrolier et gazier et à l'exploitation des hydrocarbures?

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, le député me corrigera si je me trompe, mais je crois qu'il a fallu 1 282 jours pour que le projet Bay du Nord soit approuvé avant que le gouvernement finisse par le faire échouer.

Cela fait deux ans qu'il n'y a pas eu d'appels d'offres pour l'exploitation des ressources extracôtières de Terre-Neuve. Je ne sais pas ce qu'on attend des Terre-Neuviens et des Labradoriens, mais nous avons besoin de travailler et nous avons la possibilité de faire de Terre-Neuve une superpuissance économique. Nous devons simplement cesser de nous mettre des bâtons dans les roues.

[*Français*]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours. Il a dit que le gouvernement libéral a abandonné les aînés, et je suis assez d'accord avec lui.

Le Bloc québécois avait présenté un projet de loi, parce que les libéraux avaient augmenté de 10 % le montant des pensions des aînés âgés de 75 ans et plus exclusivement. Alors, nous avions présenté un projet de loi qui avait été appuyé, qui avait franchi presque toutes les étapes dans le but d'augmenter le montant de la pension des aînés âgés de 65 à 74 ans.

J'aimerais savoir ce que mon collègue en pense.

[*Traduction*]

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, je suis heureux de voir que de l'aide est accordée aux aînés, mais nous devons certainement en faire plus. Les aînés ont bâti notre pays. Ils ont sué sang et eau pour le construire et pour nous élever, et nous devons certainement leur offrir davantage de soutien.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, je suis incroyablement heureux d'accueillir mon collègue de Terra Nova à la Chambre, et il ne fait aucun doute qu'il sera un ajout et un complément précieux à la Chambre du peuple.

Récemment, nous avons entendu beaucoup de beaux discours de la part des députés d'en face, soit le gouvernement, au sujet du pétrole et du gaz. Cependant, le message est en quelque sorte codé. Il est brouillé par des formulations comme « nous le ferons peut-être » et « nous le ferons peut-être si cela répond à certaines exigences et dispositions et si cela satisfait à certaines échappatoires, et nous examinerons le dossier lorsqu'il aura été évalué par 17 sous-comités, comités principaux et comités généraux, puis nous l'examinerons à nouveau, nous y reviendrons et nous le réévaluerons une fois de plus ».

Ma question est simple: est-il temps d'avoir enfin un gouvernement qui soit en mesure de lancer ces projets et de les mener à bien?

● (1555)

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, un gouvernement conservateur ramènerait les beaux jours en créant des emplois bien rémunérés qui donnent la priorité au gagne-pain de chaque Canadien plutôt qu'à la longue liste de consultants auxquels le gouvernement libéral fait constamment appel.

[*Français*]

Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté l'allocution de mon honorable collègue, et il est clair qu'il y a effectivement un enjeu important du point de vue de l'énergie et de certaines de nos régions. Notre premier ministre a été très clair quant à l'objectif de faire du Canada une superpuissance énergétique, tant en matière d'énergies conventionnelles qu'en matière d'énergies propres, et de réduire nos émissions. Dans ce contexte, c'est clair que la rencontre d'hier à Saskatoon a été un franc succès.

Peut-on compter sur les conservateurs pour appuyer le fait de travailler comme un pays non pas formé de 13 entités, mais ayant une seule voix?

[*Traduction*]

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, l'élimination des obstacles au commerce interprovincial semble être une bonne idée, et elle vient peut-être de ce côté-ci de la Chambre.

Kurt Holman (London—Fanshawe, CPC): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre pour la première fois à titre de nouveau député de London—Fanshawe. Je tiens d'abord à remercier chaleureusement les habitants de London—Fanshawe de m'avoir confié cette grande responsabilité. Leurs voix ont été entendues haut et fort, et il est de mon devoir de veiller à ce qu'elles résonnent haut et fort à l'intérieur de ces murs.

Je remercie sincèrement mon directeur de campagne, Al Pickard, de son travail acharné et de son leadership, ainsi que Jason King de son dévouement et de ses longues heures de travail. Je ne serais pas ici aujourd'hui sans eux et sans notre incroyable équipe de campagne et nos incroyables bénévoles, notamment Carrie Anne Stephenson, Dave et Veronica Heffernan, Patrick Mair, Sam Lichtman, Nick Spina, Peter Vanderley, Matthias Vanderley, Cory Bennett, Jason Morand, Adam Cull, Arun Matthew, Ian Baldock, Chris Hagelsten, Michelle Wilson et son fils Chase, Tami Hoggard, Chris Seal, Jay Cosgrove, et Rodney et Louise Sheil. C'est sans oublier les innombrables bénévoles et membres de l'association conservatrice de London Fanshawe, qui m'ont aidé à diffuser la vision conservatrice d'un avenir meilleur.

Je souhaite également remercier Grant Vezina, Paul Vezina, Rick Meyer, John Brotzel, Andrew Kaikkonen, Barbaralee Vail, David Weber, Shirley et Pete Heisz, Bonna Bryan, Chris O'Neil, Patrick O'Neil, Shawn Bender, Beatrix Enter et Paul O'Neill pour leurs encouragements et leur soutien inestimables tout au long de ma campagne électorale. Je remercie chacun d'entre eux du fond du cœur. Bien entendu, je tiens à remercier tout particulièrement l'honorable Pierre Poilievre d'avoir suscité un mouvement visant à donner de l'espoir aux habitants de London-Fanshawe et de l'ensemble du Canada.

Je tiens également à remercier mon frère Keith, ma belle-sœur Kavita, leurs enfants Devan, Dhiren et Diva, ma sœur Krystle, mon beau-frère Justin, leurs enfants Tyler, Evan et Krystin, ainsi que ma petite amie Dilcia « Dee » Casilla, dont l'amour et le soutien comptent énormément pour moi. Plus important encore, je voudrais exprimer ma profonde gratitude à mon père, Ken Holman, et à ma défunte mère, Lucy Holman. Ils ont été à la fois mon roc et ma plus grande source d'inspiration. Grâce à leur abnégation pour le bien commun et aux débats animés que nous avions autour de la table, j'ai appris à croire en moi et à ne jamais abandonner. Ils m'ont permis de comprendre que, grâce à mes efforts acharnés et à ma détermination, je peux contribuer à changer les choses. C'est grâce à ces valeurs et à ces leçons que je suis ici aujourd'hui.

Mon élection représente un moment historique pour London—Fanshawe. Pendant des décennies, de nombreux membres de notre collectivité ont eu l'impression que leur voix n'était pas entendue et que leurs préoccupations étaient ignorées. Aujourd'hui, à l'aube d'une nouvelle ère, London—Fanshawe se dresse fièrement comme un symbole du pouvoir de la démocratie et du changement qu'elle apporte en assurant une véritable représentation. Notre collectivité ne sera plus un observateur silencieux, mais un participant actif qui façonne l'avenir de notre pays.

En tant que premier député conservateur de l'histoire de London—Fanshawe, il est de mon devoir, à l'occasion de mon premier discours dans cette enceinte sacrée, de dire la vérité à ceux qui sont au pouvoir. La vérité, c'est que cette dernière décennie a été un véritable désastre. Les libéraux, avec leurs complices du NPD, ont anéanti la classe moyenne et dévalorisé notre dollar tout en provoquant une inflation de tous les prix. Ils ont bafoué les droits et les libertés des Canadiens et semé la division. Le pire, c'est qu'ils ont brisé la promesse canadienne, transmise jusqu'à aujourd'hui de génération en génération, selon laquelle le travail acharné permet de mener une belle vie dans une belle maison sur une rue sûre. Ils n'avaient pas le droit de briser cette promesse, qui transcende tous les partis et premiers ministres. Elle est au cœur de ce qui fait du Canada le meilleur pays du monde. Je me battrai sans relâche pour rétablir cette promesse pour les gens de London—Fanshawe et tous les Canadiens. Voilà l'important.

Sur son lit de mort, ma mère m'a dit: « Kurt, je te souhaite de vivre une vie merveilleuse et d'être heureux. » C'était en 2015. Je pense qu'on peut affirmer sans se tromper que tous les parents souhaitent cela pour leurs enfants. Nous devons rétablir la promesse canadienne afin que tous les Canadiens puissent vivre une vie merveilleuse et être heureux.

Je suis analyste informatique et j'ai grandi dans la petite ville de Forest, en Ontario. Je suis diplômé de l'École secondaire North Lambton — promotion de 1999 — et, en 2002, j'ai obtenu mon diplôme du programme de technologie du génie informatique au Collège Lambton de Sarnia, en Ontario. Fort de 27 ans d'expérience dans le domaine des technologies de l'information, j'ai récemment décroché une maîtrise en administration des affaires à l'Université McMaster dans le domaine de la transformation numérique utilisant l'intelligence artificielle.

Dans le domaine des technologies de l'information, lorsqu'un système tombe en panne, on peut essayer de le redémarrer, mais si le problème est plus sérieux, cela ne servira pas à grand-chose. Redémarrer le gouvernement libéral à répétition ne résoudra pas les problèmes du Canada.

● (1600)

Jusqu'à récemment, je n'aurais jamais envisagé de me présenter à une élection, mais je ne pouvais plus rester en retrait. J'ai vu trop de luttes, de douleur et de désespoir, et je me suis senti obligé de faire quelque chose pour y remédier.

La campagne du premier ministreétait axée sur le changement. Il a pris ses distances avec les expériences ratées de l'ancien premier ministre libéral et a même emprunté un certain nombre de politiques des conservateurs. S'il est sincère, s'il ne s'agit pas de simple rhétorique, mes collègues conservateurs et moi-même serons ravis de travailler avec lui pour apporter de réels changements. Je me fais l'écho de l'honorable Pierre Poilievre et j'invite le premier ministre à emprunter un bien plus grand nombre des idées des conservateurs, dont notre pays a si désespérément besoin.

Malheureusement, chaque jour qui passe montre de plus en plus clairement que le nouveau gouvernement libéral n'est pas différent et parle plus qu'il n'agit. Ce n'est pas vraiment une grande surprise, puisque le Cabinet est composé de la même équipe de radicaux, mais c'est tout de même très décevant. Les Canadiens méritent d'être traités en adultes, avec honnêteté, respect et transparence. Le statu quo, qu'on le présente en chaussettes fantaisistes ou en costumes de banquier, reste le statu quo.

Le premier ministre a promis un changement. Il a prétendu avoir un plan, mais dès son élection, il a présenté un projet de loi qui prévoit des dépenses massives d'un demi-billion de dollars, augmentant ainsi les dépenses publiques de 8 %, et il a annoncé qu'il ne présenterait pas de budget de sitôt. Cela vous paraît-il être un changement?

Parlons de l'expression « jouer du coude ». Si seulement les Canadiens pouvaient épargner quelques sous sur leurs impôts chaque fois que le premier ministre utilise cette expression. Cependant, nous avons découvert que, derrière des portes closes, son Cabinet a discrètement exempté les industries américaines de presque tous les droits de douane qu'il défendait publiquement. Est-ce que cela ressemble à un changement? Il n'est pas étonnant que le président Trump ait appuyé les libéraux.

Parlons de la pierre angulaire de la politique du gouvernement néo-démocrate—libéral au cours des 10 dernières années: la taxe sur le carbone. Après avoir ignoré les conséquences économiques douloureuses de cette punition inflationniste, le gouvernement tente maintenant de faire un tour de passe-passe en transférant la taxe des consommateurs directement aux producteurs. Les Canadiens sont-ils vraiment censés croire que les entreprises vont simplement absorber ces coûts? Bien sûr que non. Les coûts seront refilés aux Canadiens ordinaires.

Dans London—Fanshawe, les petites et moyennes entreprises sont le moteur de l'économie locale. Avec ces nouveaux fardeaux, on s'attend à ce que nos entreprises « jouent du coude », mais, en réalité, le gouvernement leur attache une main derrière le dos. Je crois fermement que la réussite engendre la réussite. Nos entreprises ont besoin que le gouvernement leur laisse le champ libre pour qu'elles puissent réussir. Il est logique que leur réussite contribue à la prospérité de l'économie. Cette taxe sur le carbone, tout comme la première, n'est pas une mesure de gérance de l'environnement. C'est du sabotage économique. Les entrepreneurs de London—Fanshawe méritent mieux. Ils méritent des politiques qui stimulent l'innovation, favorisent la concurrence et permettent à nos entreprises de prospérer, et non de survivre de peine et de misère.

En outre, les jeunes familles et les étudiants de London—Fanshawe doivent relever des défis sans précédent en raison du prix des logements qui monte en flèche et les rend inabordables. Pourtant, le nouveau ministre du Logement affirme que réduire le prix des logements n'est même pas à l'ordre du jour. Quel genre d'avenir bâtissons-nous quand l'accès à la propriété devient un rêve inatteignable?

Sous le gouvernement actuel, l'inflation a poussé des familles de travailleurs au bord du gouffre. Les habitants de London—Fanshawe voient leurs revenus diminuer et leurs dépenses augmenter chaque jour. Nous ne pouvons plus nous permettre de dériver ainsi sans direction.

Notre économie a besoin de clarté, et non de confusion. Nous devons donner aux entrepreneurs et aux travailleurs les moyens d'agir, et non leur nuire. Il est temps d'éliminer les obstacles qui les empêchent d'avancer et de leur donner la liberté de stimuler l'économie. Les gens d'affaires, les entrepreneurs, les cols blancs et les cols bleus sont les piliers de London—Fanshawe. Ce sont les gens qui travaillent de longues heures pour mettre du pain sur la table. Ils veulent simplement savoir que le travail acharné mène à une vie bien remplie et heureuse, tant pour eux que pour leurs enfants.

En tant que gouvernement en attente, nous sommes prêts à proposer des solutions pratiques. Je dis aux parents qui restent éveillés à se demander ce que demain leur réserve qu'ils peuvent être certains que nous nous battrons pour donner un avenir meilleur à leurs enfants.

London—Fanshawe a choisi l'espoir plutôt que la division, la prospérité plutôt que les promesses creuses et le leadership plutôt que les gestes futiles. Je suis déterminé à représenter leurs intérêts avec vigueur à Ottawa. Ensemble, nous veillerons à ce que la voix de notre circonscription soit forte, respectée et influente.

● (1605)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député d'en face de son élection. J'ai hâte de travailler avec lui à la Chambre.

Cependant, comme beaucoup de ses collègues, il a davantage eu recours dans son premier discours à des hyperboles et des exagérations qu'il n'a présenté de faits ou d'analyses du contexte de notre pays après un certain nombre d'années très difficiles en raison de circonstances majeures et historiques qui ont bouleversé l'ordre mondial.

Le député a laissé entendre que les Canadiens méritent d'être traités avec honnêteté et respect, et je suis tout à fait d'accord. Je me demande si le député serait d'accord pour dire qu'une façon de faire preuve d'honnêteté et de respect envers les Canadiens serait de reconnaître qu'aux dernières élections, son parti a été jugé inadéquat, le chef de son parti a perdu son siège, et les Canadiens ont choisi le Parti libéral pour former le gouvernement du Canada.

Kurt Holman: Monsieur le Président, lorsque je faisais du porte-à-porte, j'ai entendu parler de bien des situations vécues par les habitants de London—Fanshawe. Par exemple, une infirmière de 65 ans de ma circonscription a fondu en larmes lorsque j'ai frappé chez elle. Elle s'est effondrée lorsqu'elle m'a dit à quel point elle était épuisée à cause du gouvernement libéral précédent et m'a parlé de son incapacité à subvenir à ses besoins. À cause du gouvernement, elle et son mari vivent d'un chèque de paie à l'autre et ne peuvent même pas penser à prendre leur retraite. Le gouvernement l'a laissée tomber, tout comme il a laissé tomber des millions de Canadiens comme elle.

[*Français*]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter mon collègue pour son élection.

Tout à l'heure, le député libéral d'Egmont a fait un discours que je trouve proprement scandaleux. Il nous a annoncé que la santé n'était pas strictement de compétence provinciale, alors que cela relève des provinces, en vertu de l'article 92 de la Constitution. Si Ottawa s'en est mêlé, c'est que l'évolution des revenus du gouvernement a permis à Ottawa de ne pas se mêler de ses affaires. Tous les premiers ministres des provinces et des territoires ont demandé que le financement public de la santé atteigne 35 % des coûts du système. Cette partie du contrat n'a jamais été respectée par le gouvernement libéral. Aujourd'hui, on nous dit que, finalement, Ottawa n'a rien fait de mal et que c'est la faute des provinces si elles ont de la difficulté à soigner les gens.

Mon collègue pense-t-il que le gouvernement fédéral doit augmenter les transferts en santé à hauteur de 35 % des coûts du système? Est-il d'accord avec le fait qu'on ne doit imposer aucune condition en contrepartie de ces transferts?

[*Traduction*]

Kurt Holman: Monsieur le Président, tout ce que je peux dire au sujet de ce qui se passe dans London—Fanshawe, c'est qu'il y a une différence entre ce que disent les conservateurs et l'approche des libéraux et des néo-démocrates pour s'occuper de ce qui touche les Canadiens en ce moment. Comme je l'ai dit, London—Fanshawe est aux prises avec toutes sortes de problèmes dont on m'a parlé lorsque je faisais du porte-à-porte: l'augmentation du coût de la vie, le fardeau que porte la prochaine génération qui est incapable de se payer un logement et l'augmentation de la criminalité. Les problèmes ne cessent de s'accumuler, et le gouvernement en place ne les règle pas.

● (1610)

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, l'un de mes bons amis s'est fait voler son camion à Edmonton, hier. Je sais que la criminalité est un problème dans l'ensemble du pays, et je remercie le député d'en avoir parlé.

Je me demande si le député pourrait nous citer des exemples de crimes qui ont eu lieu dans sa circonscription et s'il peut parler des tendances qui se sont dessinées au cours des 10 dernières années.

Kurt Holman: Monsieur le Président, la criminalité augmente dans London—Fanshawe, surtout en ce qui concerne les introductions par effraction dans les petites entreprises, ce qui a une incidence sur l'économie locale. Je félicite les entrepreneurs qui bâtissent ces entreprises. Malheureusement, des petites et moyennes entreprises qui tentent de prospérer dans London—Fanshawe sont la cible d'introductions par effraction et de vols.

[*Français*]

Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, comme c'est un nouveau député conservateur, je suis curieux.

Le député considère-t-il que le réchauffement climatique est un phénomène scientifiquement prouvé et qui existe?

[*Traduction*]

Kurt Holman: Monsieur le Président, les changements climatiques sont une préoccupation à laquelle il faut s'attaquer partout au Canada. Cela dit, comme London—Fanshawe et le pays vivent actuellement des moments difficiles, je pense, comme je l'ai dit plus tôt, que d'autres enjeux cruciaux doivent retenir notre attention, soit le coût de la vie, le prix des logements et la criminalité.

[*Français*]

Caroline Desrochers (Trois-Rivières, Lib.): Monsieur le Président, j'informe la Chambre que je vais partager mon temps de parole avec ma collègue de Compton—Stanstead.

Tout d'abord, je tiens à féliciter tous les élus de la Chambre des Communes, mais aussi à vous féliciter pour votre nomination en tant que vice-président adjoint de la Chambre.

C'est avec une profonde humilité que je prends aujourd'hui la parole à titre de députée de Trois-Rivières. Je souhaite remercier les citoyens et les citoyennes de Trois-Rivières de la confiance qu'ils m'ont accordée. Je vais être à la hauteur de la responsabilité et de ce mandat. Je m'engage à défendre leurs priorités et leurs aspirations.

On ne fait jamais les choses seul. J'aimerais donc prendre un moment pour remercier tous les bénévoles qui se sont engagés pendant cette campagne. La liste est longue, mais je me permets de faire un clin d'œil à Mathis, Marianne, Pierre, Mikailou, Steven, Catherine, Claude, Eric, Jean-Christophe, Reem, Audrey, Johanne, Dominic, Luc, Sylvie, Mo, Ginette, ainsi que tous les autres qui ont contribué avec leurs conseils, leurs financements et leurs connaissances.

Je remercie aussi mes collègues du caucus du Québec qui sont venus me prêter main-forte. Ce n'est pas un hasard, que nous soyons 44 députés au caucus libéral du Québec aujourd'hui à la Chambre des communes pour représenter les intérêts des Québécois et des Québécoises.

C'est un travail d'équipe et nous serons une voix forte pour le Québec à la Chambre des communes. Enfin, c'est à ma famille que je dois mes plus grands remerciements; mon conjoint Danny, qui gère deux adolescents alors qu'il est seul à la maison depuis plusieurs mois, et mes enfants, Brave et Maya Lin. Je n'aurais pas pu avoir le privilège de servir les gens de Trois-Rivières sans l'appui inconditionnel qu'ils m'ont accordé au cours des derniers mois, mais aussi tout au long de ma carrière.

Trois-Rivières est située dans la région de la Mauricie, à la confluence du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Saint-Maurice. Eh non, il n'y a pas trois rivières à Trois-Rivières. C'est une ville dynamique en pleine effervescence qui est bien enracinée dans ses traditions tout en étant tournée vers l'avenir. C'est une capitale de la poésie, un carrefour culturel et historique qui contribue à notre patrimoine québécois.

En tant que fière membre de la nation québécoise, je suis profondément attachée à la langue française et je sais qu'ensemble, nous sommes plus forts. C'est pour ça que je me réjouis de l'engagement de notre gouvernement à appuyer Radio-Canada, tant au Québec qu'en milieu minoritaire hors Québec. C'est un levier indispensable pour assurer la vitalité de notre identité et de notre langue. Trois-Rivières est une ville qui s'est relevée, tragédie après tragédie, et qui, grâce à la solidarité et au cran des Trifluviens et des Trifluviennes, a su se réinventer en devenant un berceau d'innovation. Je suis fière de la représenter et je suis déterminée à contribuer à son essor à la Chambre.

Le discours du Trône, prononcé par Sa Majesté le roi Charles III, trace une vision d'un Canada uni, résilient et plus sûr dont l'économie est la plus forte du G7. C'est un Canada qui investit dans son avenir, qui a l'audace de ses ambitions et qui est prêt à prendre la place qui lui revient. Cette vision résonne fortement avec les priorités de ma région. Les citoyens me l'ont souvent répété pendant la campagne électorale et ils se sont prononcés clairement le 28 avril dernier.

Pendant la campagne électorale et dans le discours du Trône, notre gouvernement s'est engagé à investir dans des projets structurants pour faire croître l'économie canadienne. Pour Trois-Rivières, ça veut dire un train à grande vitesse qui générera des retombées économiques importantes et qui permettra d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre. C'est le projet d'une génération qui fera entrer le Canada dans le XXI^{e} siècle. J'espère que nous pourrons travailler main dans la main avec tous les députés qui se sentent interpelés par ce projet.

Il est aussi question d'investissements dans le port de Trois-Rivières, un fleuron pour la région et un levier logistique à l'échelle nationale et internationale. Son expansion continuera d'appuyer la croissance des petites entreprises et la création d'emplois pour nos travailleurs. Le port de Trois-Rivières peut jouer un rôle dans la diversification de nos marchés d'exportation et nous aider à réduire notre dépendance aux marchés américains.

On parle de grandes infrastructures, mais on parle aussi de protéger nos industries et nos travailleurs contre les droits de douane injustes de l'administration Trump. Trois-Rivières est une des villes canadiennes les plus vulnérables dans le cadre de la guerre tarifaire. Les entreprises comme Solucan et Germain & frère sont directement touchées par les droits de douane et par l'incertitude que ça cause. Notre gouvernement s'est engagé à protéger les emplois dans les secteurs touchés par les droits de douane, comme l'acier, l'aluminium et le secteur de l'automobile. Innovation et Développement économique Trois-Rivières, ou IDETR, un moteur du développement économique local, a mis en place un comité de veille pour bien mesurer l'impact et s'assurer que les entreprises de la région savent où aller chercher l'appui dont elles ont besoin. Je me suis engagée à épauler cette initiative.

C'est cette attitude collaborative axée sur les solutions qui fait que notre ville continue d'avancer, appuyée par un écosystème dynamique et innovant. À Trois-Rivières, nous sommes fiers de compter sur des centres de recherche et de transfert de technologies de premier ordre qui sont reconnus au Canada et dans le monde comme des leaders dans leur domaine. À titre d'exemple, je cite le Centre de métallurgie du Québec, qui fête ses 40 ans cette année et qui est un partenaire de choix de grandes entreprises comme Pratt & Whitney et Bombardier. Je pense aussi à la Chaire Innergex sur l'hydrogène vert de l'Université du Québec à Trois-Rivières et au Centre Innofibre du Cégep de Trois-Rivières, partenaires de premier plan de la Vallée de la transition énergétique, une zone d'innovation mise sur pied par le gouvernement du Québec et avec laquelle nous travaillons en étroite collaboration.

● (1615)

Ces institutions incarnent l'esprit de collaboration entre le monde académique et industriel. Elles sont des piliers de notre capacité à faire progresser la science appliquée, à attirer les investissements dans des secteurs de pointe et à décarboner nos industries lourdes. Les Canadiens savent que l'engagement de notre gouvernement et celle du premier ministre envers les énergies vertes et renouvelables est une priorité, et nous ne ralentirons pas nos actions dans ce domaine. Les Canadiens savent que le Parti libéral est le parti qui a mis en place des mesures concrètes pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, et que la transition énergétique passera par l'innovation et l'ingéniosité.

Alors que notre souveraineté est menacée, il est plus important que jamais d'investir dans le secteur de la défense pour rebâtir les Forces armées canadiennes, protéger notre grand territoire et stimuler l'industrie militaire. La région de la Mauricie est prête à répondre à l'appel, avec des entreprises comme Marmen, un joyau industriel qui produit non seulement des éoliennes, mais aussi des pièces de sous-marins et des réacteurs nucléaires. Cette entreprise et bien d'autres dans la région peuvent jouer un rôle de premier plan dans des projets de défense ou d'infrastructures critiques. C'est ça, construire un Canada fort et souverain.

Notre gouvernement libéral sait très bien que pour bâtir un avenir prospère, il faut s'assurer que personne n'est laissé pour compte. L'accès au logement abordable, l'accès aux services de garde, l'accès aux soins dentaires, la lutte contre l'itinérance sont essentiels pour réduire les inégalités. Certains députés de l'opposition utilisent de vieilles tactiques de peur et appellent ça du communisme. Nous avons un plan pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. C'est un plan pour maintenant, pas des promesses qui seront réalisées dans quatre ans. Pendant la campagne électorale, j'ai entendu haut et fort les préoccupations des citoyens et je peux dire qu'ils sont contents de notre mesure visant à baisser les impôts pour la classe moyenne. Ce sont 22 millions de Canadiens qui vont en bénéficier, y compris des milliers de chez nous. Les gens de chez nous accueillent avec soulagement notre engagement de continuer d'investir et de redoubler nos efforts pour remédier à la crise du logement, en construisant plus de logements sociaux et abordables. C'est un travail qui doit se faire avec tous les paliers de gouvernement.

En terminant, nous sommes à la croisée des chemins. Les règles du jeu ont changé et nous devons adapter notre plan de match. Nous nous sommes engagés à bâtir l'économie la plus forte du G7 et nous avons tout ce qu'il faut pour réussir. Nous allons le faire en favorisant les entreprises d'ici, les matériaux d'ici et la main-d'œuvre de chez nous. C'est comme ça que nous construisons un Canada fort. Nous le construisons en ayant de la suite dans les idées, avec la force de nos convictions, en nous retroussant les manches et en travaillant tous ensemble.

● (1620)

[*Traduction*]

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, le discours du Trône compte 2 500 mots, mais il ne mentionne pas une seule fois la crise du fentanyl, la crise des opioïdes qui frappe notre pays, ni les 51 000 Canadiens qui ont perdu la vie depuis 2016.

Je sais que ma collègue est nouvelle à la Chambre, mais j'aimerais savoir ce qu'elle pense de l'échec de son gouvernement. Le nouveau premier ministre, l'homme qui a un plan, ne s'attaque même pas à la crise la plus grave que notre pays ait connue jusqu'à maintenant.

[*Français*]

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, nous avons présenté un plan fort pour nous assurer de bâtir un Canada fort et une économie forte. Nous nous sommes engagés à mettre en place des mesures plus strictes pour les crimes graves. C'est ce que nous allons faire. Il n'est pas nécessaire qu'un discours du Trône compte 30 000 mots pour être efficace. Nous savons ce que nous faisons. Notre plan est clair et robuste. C'est pour cette raison que nous allons le mettre en œuvre.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son discours.

Elle dit que la question de la langue française est importante pour elle. J'aimerais savoir ce qu'elle pense du fait que la politique des langues officielles de son gouvernement ne fait qu'appuyer l'anglais au Québec. Par exemple, environ 100 millions de dollars sont investis chaque année dans les programmes d'appui aux langues officielles et cela ne fait que financer le développement des communautés d'expression anglaise, le système d'éducation anglophone, la santé en anglais, et ainsi de suite.

Au fil des années, c'est plus de 3,5 milliards de dollars qui ont été dépensés au Québec pour favoriser l'anglais et ça se poursuit toujours, alors que c'est le français qui est menacé au Québec. Qu'en pense ma collègue?

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, je suis très heureuse de faire partie de ce caucus libéral qui compte non seulement 44 députés du Québec pour faire avancer fortement la langue française, mais qui compte aussi des députés francophones de communautés hors Québec.

La protection du français doit passer par l'appui aux communautés francophones hors Québec. Ce n'est pas seulement le Québec qui doit faire avancer la langue française, ce sont toutes les communautés. Je pense à mes collègues de Guelph et je pense à mes collègues du sud de l'Ontario. Il y a beaucoup de communautés francophones et on doit les appuyer.

C'est pourquoi nous avons avancé du financement pour Radio-Canada pour les régions hors Québec, afin de nous assurer d'appuyer le français à l'échelle du Canada.

C'est comme ça que nous allons être forts. C'est comme ça que le français va garder sa vitalité.

[*Traduction*]

Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, dans son discours, la députée a clairement affirmé que les libéraux ont un plan et qu'ils savent ce qu'ils font.

Je ne connais personne qui achète une voiture sans connaître le montant des paiements. Je ne connais personne qui achète une maison sans savoir s'il peut se permettre les paiements supplémentaires. Je ne connais personne qui prépare un repas sans savoir ce qu'il y a dans les armoires. Le gouvernement libéral précédent a vidé les armoires. Il n'y a pas de budget. Nous n'avons aucune idée de la situation.

La députée pourrait-elle préciser quand le budget sera présenté et en quoi il consistera?

● (1625)

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, nous nous sommes engagés à bâtir l'économie la plus forte du G7. L'une des premières mesures prises par le premier ministre, au début du mois de mars, a été d'éliminer la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Lorsque les chiffres ont été publiés la semaine dernière, nous avons constaté que l'inflation avait déjà diminué à 1,7 %.

Nous avons également déposé le budget principal des dépenses. Il est prudent sur le plan budgétaire de s'assurer que l'on sait exactement à quoi on s'attaque et combien cela va coûter. Une réunion avec les premiers ministres des provinces et des territoires a eu lieu hier, et elle a été très positive.

[*Français*]

Nous bâtissons l'économie de demain.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'humilité et avec une profonde détermination que je prononce aujourd'hui ma première allocution à la Chambre des communes.

Je le fais avec un grand sens des responsabilités envers les citoyens de Compton—Stanstead qui m'ont fait confiance et qui m'ont envoyée ici avec un mandat clair. Je les en remercie sincèrement. Je veux être pour eux une voix forte, engagée et authentique, une voix pour les régions qui méritent vraiment notre considération. Je veux prendre le temps de remercier les bénévoles, mes proches et ma famille qui ont fait campagne avec moi. C'est grâce à leur confiance, à leur énergie et à leur engagement que je suis ici aujourd'hui.

Je voudrais aussi prendre le temps de saluer l'honorable Marie-Claude Bibeauqui a représenté Compton—Stanstead pendant 10 ans avec passion. Partout, on me parle de sa présence, de sa rigueur, de son leadership et de sa capacité à obtenir des résultats. Elle a été pour moi une mentore exceptionnelle, et son exemple m'a aussi ouvert les portes de la Chambre. Je veux la remercier sincèrement au nom des gens de Compton—Stanstead, mais aussi, j'ose le dire, au nom des femmes, des jeunes et des régions, qui méritent d'être entendus.

[*Traduction*]

Je tiens également à remercier l'honorable David Price, qui a été le tout premier député de notre circonscription, en 1997. Encore aujourd'hui, il continue de servir notre collectivité avec cœur, notamment par son engagement continu envers la Grace Village Care Foundation. Marie-Claude et David ont servi Compton—Stanstead avec dévouement et efficacité. Je ne peux qu'espérer être à la hauteur de la confiance qu'ils ont inspirée dans ce beau coin de pays auquel je suis si profondément attachée.

Compton—Stanstead est une circonscription frontalière, riche en contrastes et avec beaucoup de caractère. Elle compte 36 municipalités réparties sur un territoire de près de 5 000 kilomètres carrés. C'est une circonscription francophone et anglophone, rurale et urbaine, où on trouve à la fois des terres agricoles cultivées et des laboratoires de haute technologie. Au cœur de toute cette diversité règne une forme rare d'harmonie, une grande capacité à coexister, à collaborer et à se réinventer, en particulier face à l'adversité. Dans un monde de plus en plus polarisé, Compton—Stanstead nous rappelle qu'il est possible de bâtir ensemble, dans le respect et la solidarité.

Cela me fait penser à un lieu très emblématique, la bibliothèque Haskell, à Stanstead, qui a été construite littéralement sur la frontière canado-américaine en tant qu'espace culturel commun pour deux peuples. Depuis des années, les Canadiens n'avaient qu'à marcher le long du trottoir pour entrer du côté étatsunien, une tradition qui a pris fin ce printemps sur l'ordre de l'administration américaine. En seulement 30 heures, une campagne populaire menée par des Canadiens et des Américains, francophones et anglophones, a permis de recueillir des fonds pour aménager une nouvelle entrée du côté canadien. Voilà l'esprit qu'on retrouve dans les Cantons-de-l'Est, où on fait preuve de solidarité, de débrouillardise, d'ouverture et d'un engagement profond à l'égard de la coopération et du vivre-ensemble.

[*Français*]

J'en profite d'ailleurs pour féliciter mes collègues de Sherbrooke et de Brome—Missisquoi. Ensemble, nous formons une équipe soudée, déterminée à faire entendre la voix des Cantons-de-l'Est à la grande table où se prennent les décisions. Justement, il y a beaucoup à entendre.

Tout au long de ma campagne électorale, j'ai écouté et j'ai rencontré les gens de chez nous, et j'ai pris le temps de comprendre ce qui les préoccupe. Il y a d'abord une grande préoccupation relativement à ce qui se passe au sud de la frontière, chez nos voisins. Je dirais qu'au-delà de l'inquiétude, je sens vraiment une vive volonté d'agir, de se retrousser les manches et de saisir l'occasion de former un Canada qui sera plus résilient, plus uni et plus fort. C'est exactement cette énergie que je veux porter ici.

Commençons par parler de nos PME. Nos PME sont plus que des chiffres, plus que des bilans. Ce sont des villages, des familles, des projets ancrés dans nos communautés. Nos PME font vivre nos régions en créant des emplois qui sont durables et en maintenant un système économique solide. Elles représentent la possibilité pour nos jeunes de bâtir un avenir chez eux sans avoir à s'exiler. Malheureusement, elles ne sont pas à l'abri des secousses, surtout quand le protectionnisme américain fragilise directement leur stabilité. Je pense entre autres à Waterville TG, dans le secteur automobile. En effet, non, l'industrie automobile n'est pas qu'ontarienne.

● (1630)

Je pense aussi à Champeau, dans le secteur forestier, ou à Confections Troy, dans le textile. Leur avenir dépend de la prévisibilité des échanges et du soutien qu'on peut leur offrir.

Notre gouvernement est déjà là pour les appuyer. Nous avons injecté les revenus des contre-mesures en réponse aux droits de douane pour appuyer les entreprises touchées par notre guerre avec les États-Unis, notre guerre économique. Nous avons réinvesti dans les agences de développement économique. Nous avons mis en place des programmes de temps partagés pour garder le lien entre les travailleurs et les employeurs. Nous avons aussi éliminé le délai de carence à l'assurance-emploi.

Nous développons aussi des marchés. D'abord, en regardant chez nous, nous nous appliquons à bâtir une seule économie canadienne plutôt que 13. Nous nous sommes attelés à éliminer les barrières au commerce interprovincial, celles qui relèvent du fédéral. Je me réjouis de voir le Québec avancer concrètement dans ce sens avec le dépôt d'un projet de loi vendredi dernier.

Je ne peux pas passer sous silence un pilier de notre développement économique régional, de notre vitalité: notre agriculture. C'est au cœur de notre autonomie alimentaire, de notre façon d'habiter le territoire. Pour tous, c'est notre sécurité alimentaire. Je vais commencer par dire que la gestion de l'offre, c'est simple, c'est non négociable, point-barre. Or, il faut aussi élargir le discours agricole et inclure les autres secteurs. Il faut aider les grandes entreprises à exporter et les petites entreprises à transformer localement pour créer de la valeur dans nos régions. C'est ce qu'on lit dans le discours du Trône.

N'oublions pas ce qui touche les familles et les enjeux liés au coût de la vie. Je vais commencer par dire: promesse faite, promesse tenue. Le premier acte de notre gouvernement a été de réduire les impôts de millions de Canadiens de la classe moyenne. Nous nous engageons à maintenir les programmes sociaux, comme le Régime canadien de soins dentaires, dont le déploiement a été complété. Déjà, 2 millions de Canadiens ont reçu des soins. Nous allons maintenir l'assurance-médicaments et le réseau pancanadien de garderies abordables.

On parle aussi de l'accès au logement et de l'accès à la propriété. Il faut construire. Avec Maisons Canada, nous avons un plan ambitieux pour accélérer la construction. Nous allons réduire la bureaucratie, mettre à profit nos ressources, nos entreprises, notre expertise. Nous nous engageons à faire une gestion rigoureuse des finances publiques, parce que rendre la vie plus abordable ne doit jamais compromettre l'équité entre les générations.

Un autre enjeu qui est important en région, c'est la connectivité. Nous avons accompli beaucoup pour Internet haute vitesse et nous en sommes fiers. Il est temps de faire un pas de plus en collaboration avec les provinces, les municipalités et le secteur privé pour améliorer la couverture cellulaire. C'est une question de sécurité, une question de développement économique et une question d'équité. Aucune communauté ne devrait être coupée du monde à cause d'un manque de réseau.

Je sais qu'un seul discours ne suffit pas à tout dire. Il y a d'autres dossiers que je porte avec conviction et que je vais continuer de défendre. Je pense à la protection de nos lacs et de nos milieux naturels. Ils sont au cœur de notre identité et de notre qualité de vie. Je pense aussi à la sécurité à nos frontières. C'est un enjeu réel pour les communautés comme les miennes, qui vivent cette proximité-là au quotidien. Les échanges entre nos communautés des deux côtés de la frontière sont importants. Je pense à nos communautés linguistiques en situation minoritaire. Elles doivent pouvoir s'épanouir pleinement partout au pays.

Je veux aussi dire un mot sur le rôle essentiel de CBC/Radio-Canada et son importance pour les communautés anglophones au Québec. Oui, CBC est importante. Dans un monde où la désinformation prend de plus en plus de place, on a besoin d'un journalisme rigoureux et indépendant et que notre diffuseur public peut porter localement. Je m'engage à porter ces priorités avec rigueur, constance et ouverture dans tous les débats à venir.

Je suis convaincue que, au-delà des lignes partisanes, les défis des régions comme la mienne exigent non seulement du courage, mais une réelle volonté de travailler ensemble. Sur le terrain, on ne débat pas en vase clos. Sur le terrain, on s'écoute, on s'entraide, on bâtit, parfois avec peu, mais toujours avec cœur. C'est cet esprit-là que je veux amener à la Chambre, celui de nos producteurs, de nos entrepreneurs, de nos familles et de nos jeunes qui choisissent de rester pour faire vivre leur coin de pays.

Je suis prête à me mettre au travail.

● (1635)

[*Traduction*]

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, ma collègue a mentionné les problèmes de connectivité, un sujet qui me tient à cœur, étant donné que je représente une région rurale éloignée, Cariboo—Prince George, dans le Nord de la Colombie-Britannique. Certains coins de ma circonscription sont gravement touchés par les problèmes de connectivité.

Cependant, j'aimerais aborder un enjeu dont je n'ai pas encore parlé et au sujet duquel je n'ai pas encore interrogé les députés d'en face, à savoir la criminalité. Dans l'une de nos collectivités, qui compte 10 000 habitants, 6 délinquants multirécidivistes sont responsables de 98 % des crimes. Dans la plus grande ville de ma circonscription, Prince George, qui compte 77 000 habitants, 8 délinquants multirécidivistes sont responsables de 98 % des crimes. Le gouvernement, dans sa forme précédente au cours de la dernière législature, a adopté les projets de loi C-5 et C-75.

Je me demande si la région de la députée connaît les mêmes taux de criminalité que ceux que nous observons dans les régions rurales et éloignées de la Colombie-Britannique, et dans d'autres collectivités du pays, je le sais. Va-t-elle demander à son gouvernement d'abroger les lois C-5 et C-75?

[*Français*]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, malheureusement, pas plus tard que cette fin de semaine, il y a eu un féminicide dans ma région. Les taux de violence conjugale sont alarmants et il faut prendre le taureau par les cornes. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons des règles pour le contrôle des armes à feu. La violence par armes à feu survient souvent en contexte conjugal. Il faut vraiment protéger les gens de chez nous.

Notre gouvernement agit. Notre gouvernement croit à une société qui sera sécuritaire. Nous allons continuer de travailler pour faire en sorte que des drames comme ceux-là ne se reproduisent plus.

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue les gens de Rimouski—La Matapédia, que je représente fièrement.

Je félicite ma collègue de Compton—Stanstead pour son discours et son élection.

Ma question est très simple et elle porte sur la gestion de l'offre. On sait que c'est un enjeu qui touche particulièrement sa circonscription. Le Bloc québécois a fait ce qu'il a dit qu'il allait faire en campagne électorale. Il a redéposé un projet de loi pour s'assurer que, dans les prochaines négociations, notamment avec les États-Unis, la gestion de l'offre sera protégée intégralement. Nous voulons nous assurer qu'on ne va pas la sacrifier comme son gouvernement l'a fait dans les trois derniers accords commerciaux.

Si la députée croit que la protection de la gestion de l'offre n'est pas un luxe, mais une question de survie pour plusieurs producteurs qu'elle représente, est-ce qu'elle s'engage à s'asseoir avec les représentants de son parti, à appuyer le projet de loi qui a été déposé par le chef du Bloc québécois, le député de Beloeil—Chambly, et à prioriser ce projet de loi dès que possible?

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, la gestion de l'offre est effectivement prioritaire.

Au-delà d'un projet de loi, il y a les négociations avec le gouvernement américain, qui sont déjà commencées. À partir de ce moment-là, ce qu'il faut, c'est l'engagement ferme du gouvernement de ne pas céder, de maintenir la gestion de l'offre. C'est un engagement pris par le Parti libéral, qui est le parti qui a créé la gestion de l'offre. C'est le premier engagement que notre premier ministre a pris quand il s'est présenté au leadership de notre parti. Nous allons continuer de promouvoir la gestion de l'offre et nous allons continuer à la défendre. C'est effectivement essentiel pour la vitalité de nos communautés rurales.

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens d'un océan à l'autre ont reconnu qu'une rencontre très importante a eu lieu en Saskatchewan. En effet, le premier ministre s'est réuni avec ses homologues des provinces et des territoires pour discuter, en particulier, du président Trump, de droits de douane et d'obstacles au commerce, mais également pour parler d'éventuels projets spéciaux. C'était une rencontre importante pour nous tous. Je dirais qu'elle reflète une approche « Équipe Canada ».

La députée pourrait-elle nous dire pourquoi il est si important d'adopter une approche « Équipe Canada » pour traiter de ces enjeux et surmonter ces défis?

● (1640)

[*Français*]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, effectivement, cela a été une rencontre historique. Plus tôt aujourd'hui, certains députés à la Chambre ont dit que c'était un *love-in*.

Quand on sent que tout le monde travaille dans la même direction pour développer une seule économie, et pas 13, on sait qu'on va créer beaucoup de richesse au pays. C'est sur la collaboration entre les régions, entre les provinces, qu'il faut bâtir pour faire en sorte qu'on devienne plus autonome, plus indépendant, plus résilient. C'est la volonté qui est exprimée par les gens sur le terrain.

[*Traduction*]

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, même s'il ne s'agit pas de ma première intervention de la présente législature, c'est la première occasion que j'ai de prendre un moment pour remercier les électeurs de Calgary Crowfoot. Je commence à m'habituer au changement du nom de la circonscription. De nombreuses circonscriptions ont changé de nom, mais je remercie les électeurs de Calgary Crowfoot de m'avoir élu pour la quatrième fois en neuf ans et demi.

Je tiens à remercier mes adversaires aux élections d'avoir posé leur candidature. En l'absence de choix pour lesquels les gens peuvent voter, il n'y a pas de démocratie. Je remercie donc tous les candidats à ces élections.

Je tiens à remercier les bénévoles de Calgary Crowfoot, ce groupe formidable de bénévoles qui nous a aidés à frapper à quelque 25 000 portes, à poser des milliers d'affiches et à convaincre les électeurs de voter pour un changement de gouvernement.

Bien entendu, je tiens également à remercier ma famille adorée: mon épouse, Kim, mes filles, Katie, Jessica et Meaghan, et ma mère, Marnie Kelly. Mon père, Duane Kelly, est malheureusement décédé quelques mois seulement avant les élections.

Je tiens à féliciter tous les députés pour leur élection, en particulier les nouveaux venus. Il y a beaucoup de nouveaux députés à la Chambre des communes, et j'ai hâte de les rencontrer et d'apprendre à les connaître.

Je félicite également le nouveau Cabinet et le nouveau premier ministre. Ils ont un travail considérable à accomplir. Pour moi, en tant que Canadien, mais aussi à titre de représentant élu de mes concitoyens, il est important que le Canada prospère et se porte bien, et que nous disposions d'une administration publique compétente, prudente et rigoureuse, puis que les ressources publiques soient bien gérées. Je souhaite la meilleure des chances au gouvernement à cet égard.

J'ajouterai que je fais partie d'un gouvernement en attente. Nous sommes prêts à prendre la relève et à former un gouvernement si celui-ci devait tomber. Nous exigerons qu'il y ait reddition de comptes. Nous exigerons du gouvernement qu'il soit compétent et qu'il agisse. Nous serons là pour examiner les lois proposées par les libéraux et l'administration de l'État en général. C'est notre rôle. C'est le rôle de tous les députés ici présents. Les députés n'ont même pas besoin d'être dans l'opposition pour voir à ce qu'il en soit ainsi. Je mets au défi les députés d'arrière-ban du gouvernement de faire leur travail de législateurs et d'exiger des comptes du gouvernement et de leur propre parti. C'est leur travail. Leur travail ne se limite pas à acclamer les députés des banquettes ministérielles. J'espère qu'ils prendront au sérieux le rôle qui leur incombe de demander des comptes au gouvernement, comme tous les parlementaires devraient le faire.

Nous sommes en juin 2025, et le même gouvernement est au pouvoir depuis neuf ans et demi. Il a ajouté un demi-billion de dollars à la dette nationale et a créé un déficit structurel. Il n'a aucun plan de retour à l'équilibre budgétaire en vue. Nous traversons une crise du logement où les paiements hypothécaires et les loyers ont plus que doublé sous sa gouverne. Nous avons vu un sentiment de désespoir s'installer chez les jeunes, qui croient qu'ils ne pourront jamais accéder à la propriété autrement qu'en recevant un héritage ou en partageant l'avoir immobilier de leur famille. Le taux de criminalité a augmenté dans toutes les catégories. Nous sommes aux prises avec une crise des surdoses.

En ce qui concerne nos forces armées, je tiens à rappeler que la fonction la plus fondamentale du gouvernement est d'assurer la sécurité nationale et la protection de la population canadienne. Hélas, nous disposons de très peu de chars d'assaut et ils tombent en ruine, tandis que nos navires rouillent et que nos avions à réaction sont vétustes. Pour ce qui est du personnel, nous faisons face à une crise du recrutement, du maintien en poste et du logement. Par ailleurs, il y a des lacunes dans la connaissance de la situation en Arctique et rien n'est prévu pour remplacer le système RADARSAT qui arrive en fin de vie utile. L'approvisionnement est dans un état désastreux. Nous ne pouvons même pas nous procurer des produits de base comme des obus d'artillerie, ni en fabriquer et en fournir. Le chef d'état-major de la Défense, qui a récemment pris sa retraite, a déclaré qu'il n'y avait pas eu un besoin aussi grave de préparation militaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et nous affichons absents.

● (1645)

Nous devons composer avec les menaces de Trump, les droits de douane et toutes les autres mesures que son administration dit vouloir prendre. Toutefois, la statistique la plus importante que je puisse citer est sans doute le PIB par habitant au Canada. Au cours des 10 dernières années, le Canada a enregistré la plus faible croissance parmi les pays de l'OCDE. En fait, il n'y a pas eu de croissance du tout. La situation des Canadiens n'est pas meilleure aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Une décennie a été perdue aux mains des libéraux.

Quelle était notre situation il y a 10 ans? Lorsque le gouvernement libéral est arrivé au pouvoir, il a hérité d'un budget équilibré, de logements abordables pour les travailleurs, d'un oléoduc — Northern Gateway — approuvé sous conditions et d'un autre — Trans Mountain — qui allait être construit avec des fonds privés et non avec l'argent des contribuables. Le projet Énergie Est était prêt à être présenté. Tout était prêt pour les contrats d'achat de F-35. Le taux de criminalité n'avait jamais été aussi faible. Telle était alors la situation du Canada il y a dix ans, avant que le gouvernement prenne les rênes du pouvoir et nous conduise dans une tout autre direction.

Ce n'est pas quelque chose qui s'est produit par un effet du hasard. Le gouvernement a pris des mesures concrètes tout au long de son mandat, mesures qui nous ont menés à la situation actuelle. Les libéraux ont instauré la culture du « non ». Ils ont mis en place de nouveaux règlements et de nouvelles lois, en faisant notamment adopter les projets de loi C-69 et C-48, qui rendent impossible la réalisation de projets d'infrastructure énergétique. C'était voulu. Ce n'était même pas une simple erreur de la part du gouvernement.

D'ailleurs, il n'y a pas de fin en vue. Les libéraux ont petit à petit instauré une culture d'aide aux entreprises parasites au profit des initiés bien branchés et des proches du Parti libéral. Au fil du temps, les libéraux ont annulé l'achat des F-35. Lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, ils ont dit qu'ils n'en feraient pas du tout l'acquisition et qu'ils lanceraient un processus d'approvisionnement distinct. Ils ont tergiversé et tergiversé encore alors que l'on continuait d'avoir besoin de ces appareils. Si les libéraux avaient simplement acheté les F-35 dès leur arrivée au pouvoir, nous les aurions déjà. Voilà ce qui s'est passé au cours des 10 dernières années.

Le discours du Trône ne contient aucun plan concret. Il n'y a pas de budget qui tracerait une feuille de route ou qui informerait ouvertement les Canadiens sur la situation financière, le plan financier et le déficit prévu du pays. Les libéraux ont tenu des propos que beaucoup trouvent encourageants. Ils ont repris de nombreuses idées des conservateurs et de la campagne conservatrice. Si quelqu'un me propose une réduction d'impôt, je voterai pour. Si quelqu'un propose d'éliminer un règlement qui referme les perspectives d'emploi dans ma circonscription, j'y donnerai mon appui. Cependant, je n'appuierai pas un discours du Trône qui contient de vagues promesses sans aucune feuille de route claire, alors que les libéraux déposent en même temps un budget des dépenses qui montre une explosion des dépenses publiques pour des consultants — il faut le faire. Parallèlement, les libéraux ont laissé la fonction publique croître énormément pendant leur mandat alors que les services aux Canadiens diminuent.

Copier nos idées, c'est la forme la plus sincère de flatterie, et les conservateurs seraient prêts à l'accepter, sauf que le gouvernement n'est pas un nouveau gouvernement. Il est dirigé par un autre premier ministre, mais les personnes qui siègent sur ses banquettes ministérielles sont les mêmes qu'avant, des gens qui ont passé les 10 dernières années à critiquer les conservateurs. Quand je consulte le hansard, j'y vois certaines des choses que les députés qui siègent sur les banquettes ministérielles nous ont dites, à d'autres députés et à moi, lorsque nous avons proposé des idées importantes comme celle d'abolir de la taxe, une mesure qu'ils se sont d'ailleurs empressés de reprendre pendant la campagne électorale. J'ai donc des doutes quant à la capacité du gouvernement, avec le même groupe de ministres, à améliorer la vie des Canadiens.

● (1650)

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais moi aussi mettre l'accent sur la réforme de la réglementation. J'aimerais entendre davantage les députés de ce côté de la Chambre sur certaines mesures à ce sujet. Il a beaucoup été question du secteur pétrolier et gazier. Le gouvernement annonce son intention de miser sur de grands projets énergétiques à l'échelle du pays et d'en réaliser, que l'on pense aux ressources pétrogazières classiques ou aux différentes formes d'énergies renouvelables.

J'aimerais cependant ramener un peu de réalisme à la Chambre. Certaines déclarations du gouvernement sur le secteur pétrolier et gazier n'ont peut-être pas plu au député, mais il est important de souligner que l'Association canadienne des producteurs pétroliers et Reuters indiquent toutes les deux que la production de pétrole et de gaz a en fait augmenté au cours des 10 dernières années.

Je rappelle au député que c'est le gouvernement libéral qui a présidé à la construction d'un pipeline jusqu'aux côtes. Sous M. Harper, aucun pipeline n'a été construit.

Pouvons-nous recentrer la conversation? Le député peut-il à tout le moins reconnaître que la production de pétrole et de gaz au Canada a augmenté au cours des 10 dernières années? Il est important d'au moins reconnaître les faits à la Chambre au lieu de se contenter de se perdre en conjectures.

Pat Kelly: Monsieur le Président, il est vrai, heureusement, que plus de neuf ans et demi n'ont pas été suffisants pour que le gouvernement anéantisse l'industrie. C'est un soulagement.

Le député a soulevé un certain nombre de points. Il a parlé du projet TMX, et je suis toujours étonné de voir que les libéraux veulent s'attribuer le mérite d'avoir chassé les capitaux privés du secteur pétrolier et gazier. Ils ont dû prendre la relève d'un projet et le nationaliser. Ce projet aurait pu être réalisé plus tôt et sans risque pour les contribuables. Oui, les libéraux ont construit un pipeline, mais seulement après avoir chassé tous les promoteurs du secteur privé. Cependant, avant la réalisation de ce projet, ils ont torpillé le projet Northern Gateway. Le projet Northern Gateway avait été approuvé. C'était pratiquement la première mesure prise par le gouvernement libéral à son arrivée au pouvoir. Aujourd'hui, après 10 ans, il prétend vouloir réaliser de grands projets. Il manque de crédibilité.

[*Français*]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour sa réélection.

La raison pour laquelle on a besoin d'une loi pour protéger la gestion de l'offre, c'est que ce n'est pas le gouvernement canadien qui décide de ce qui est sur la table pendant une négociation. Chacune des parties décide de ce qu'elle met sur la table. Les Américains ont annoncé que la gestion de l'offre serait sur la table.

J'ai écouté ma collègue de Compton—Stanstead et le discours a changé. Au début, les libéraux disaient que ce ne serait pas sur la table. Là, ma collègue dit qu'on va résister quand ça va être sur la table. Les dernières fois qu'ils nous ont dit qu'ils allaient résister, ils ont plié. Finalement, on a vendu une partie du marché.

Je sais que c'est important pour elle. Je sais que c'est important pour sa prédécesseure. Pourtant, aujourd'hui, les libéraux nous ont dit aujourd'hui, par la bouche de la députée de Compton—Stanstead, qu'ils n'appuieraient pas notre projet de loi. C'est ce qu'on entend.

Est-ce que mon collègue conservateur, lui, s'engage à appuyer un projet de loi protégeant intégralement la gestion de l'offre pour lier les mains de nos négociateurs lorsqu'ils seront appelés à plier?

[*Traduction*]

Pat Kelly: Monsieur le Président, je n'ai rien dit à ce sujet dans mon intervention. J'espérais entendre des questions et des observations liées au discours que j'ai prononcé. Nous verrons ce qui est proposé, et nous examinerons les mesures législatives lorsqu'elles seront présentées.

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a fait allusion à la taxe sur le carbone. J'ai parlé maintes fois du supplément pour les régions rurales qu'on a refusé d'accorder aux résidants de ma circonscription. À ce sujet, un problème très préoccupant surgit maintenant. L'Agence du revenu du Canada s'en prend aux résidants de ma circonscription qui ont reçu, par erreur, le supplément pour les régions rurales auquel ils croyaient avoir droit. Un logiciel approuvé par le gouvernement, appelé UFile, déterminait qui avait droit au supplément en fonction du code postal du domicile, car le zéro dans le code postal signifie qu'ils habitent dans une région rurale. Ce ne sont pas ces gens qui ont choisi de recevoir le supplément. Or, ils reçoivent maintenant des appels en provenance de l'indicatif régional 613.

J'aimerais que le député nous parle des séquelles de la taxe sur le carbone qui perdurent pour nous.

● (1655)

Pat Kelly: Monsieur le Président, il aurait certainement été préférable de ne jamais avoir de taxe sur le carbone, ni pour les industries ni pour les consommateurs. Nous n'aurions pas connu cette série de démêlés avec la bureaucratie dont parle le député.

De 2017 à 2019 environ, j'ai été ministre du cabinet fantôme pour l'Agence du revenu du Canada. Chaque jour, j'entendais des exemples ahurissants de difficultés vécues par des Canadiens lorsqu'ils traitaient avec cet organisme, des difficultés souvent exacerbées par le gouvernement et la complexité générale de notre régime fiscal.

[*Français*]

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, c'est un grand privilège et un immense honneur pour moi de représenter les Beaucerons et les Beauceronnes aujourd'hui à la Chambre en tant que député de Beauce. J'aimerais profiter de cette occasion pour les remercier de leur soutien extraordinaire. La Beauce, capitale de l'entrepreneuriat, a choisi avec une majorité écrasante un entrepreneur pour les représenter. Je suis profondément touché par leur immense appui et je veux qu'ils sachent que je porterai cette responsabilité avec tout le respect, la détermination, la fierté qu'elle mérite.

Le travail n'a pas été fait seul. J'aimerais remercier mon incroyable équipe de bénévoles de leur passion, leur travail et leur grande implication des derniers mois. J'aimerais remercier du fond du cœur mon père, mes sœurs Vicky et Wendy, ainsi que la grande famille Roy et Groleau pour leur appui inconditionnel. Je dis un grand merci surtout à la femme de ma vie, Pascale, et à nos deux grandes filles, Lily-Rose et Emma, pour leur amour et leur soutien. C'est pour eux que je me lance dans cette grande aventure, pour l'avenir de mes filles, pour l'avenir de nos enfants.

J'aimerais aussi prendre un moment pour rendre hommage à un homme exceptionnel, un homme de principe, un homme de conviction avec un dévouement sans faille. M. Richard Lehoux a consacré 25 ans à la vie publique, dont six ans ici, à Ottawa. Il a œuvré avec cœur, rigueur et humilité au service de ses concitoyens, que ce soit à titre de maire, de préfet ou de député fédéral. Il a toujours été à l'écoute, guidé par une grande sagesse. Son implication ne s'est jamais limitée à la politique. Il a toujours été près du monde, attentif aux préoccupations des agriculteurs, des familles, des entrepreneurs, des aînés et de la jeunesse. Il a été un travailleur infatigable, un homme d'honneur, toujours présent sur le terrain, à l'écoute et très engagé dans sa communauté. Je remercie Richard. Son engagement a marqué la Beauce.

La population beauceronne est reconnue partout au Québec et au Canada pour son côté entrepreneurial. Les Beaucerons sont fiers, tenaces, débrouillards et, surtout, ont l'esprit d'entraide. C'est une région bâtie de mains d'entrepreneurs, d'agriculteurs, de gens qui travaillent fort, de familles aimantes, qui croient en la création de leurs propres opportunités. La preuve, c'est que la Beauce compte près de 2 000 exploitations agricoles. Ces fermes couvrent une variété de productions, notamment l'acériculture, la production laitière, porcine, avicole, ainsi que la production de fruits, de légumes et de céréales. Tous mes collègues en conviendront ici: les 300 producteurs laitiers de la Beauce produisent un lait d'une qualité exceptionnelle. Bien sûr, tout le monde sera d'accord pour dire que nous sommes aussi reconnus pour avoir le meilleur sirop d'érable au monde. J'invite les Canadiens et les Canadiennes à voir par eux-mêmes à quel point nous avons des produits exceptionnels et un magnifique paysage.

En Beauce, nous avons aussi la réputation de bien recevoir, surtout avec nos sites agrotouristiques dans toute la région. La Beauce est une région riche en patrimoine avec une culture entrepreneuriale. Les gens peuvent en profiter pour venir nous voir dans des destinations touristiques telles que le Miller Zoo de Frampton, fondé par Clifford Miller et Émilie Ferland. Il s'agit à la fois d'un sanctuaire faunique et d'un centre de réhabilitation animale offrant une seconde chance à de nombreux animaux sauvages.

J'invite aussi les gens à visiter plusieurs de nos attraits suivants: le Domaine Taschereau, la Maison J.-A. Vachon et le Musée de l'aviation, à Sainte-Marie; le village historique de la Beauce et le Musée Marius-Barbeau, à Saint-Joseph-de-Beauce; le Parc des Rapides-du-Diable, à Beauceville; le Parc régional des Sept-Chutes et l'église de Saint-Georges, qui est un joyau du patrimoine religieux, de toute beauté; et le pont couvert de Notre-Dame-des-Pins, pour nommer que ceux-là.

Cet été, les gens peuvent venir visiter nos producteurs locaux: La Bleuetière Goulet, à Saint-Frédéric; Le Verger à Ti-Paul, à Saint-Elzéar; La Bleuetière Marland, à Sainte-Marie; La Fraisière Bourque et Les Roy de la pomme, à Saint-Georges-de-Beauce; le Verger L'Argousière, à Saint-Côme Linière; la microbrasserie Frampton Brasse, à Frampton, avec une vue sur les montagnes exceptionnelles; la ferme Martin Bilodeau, à Saint-Éphrem-de-Beauce; la chocolaterie La Pralinière; La Miellerie de Sophie, à Notre-Dame-des-Pins; la fromagerie La Pépite d'Or, à de Saint-Georges-de-Beauce et à Sainte-Marie; la Fromagerie Gilbert, à Saint-Joseph-de-Beauce; et la Ferme JN Morin, avec ses sauces barbecue, ses épices et ses vinaigrettes qui sont toutes faites à base de sirop d'érable, le meilleur au monde, un vrai délice, à Saint-Zacharie. Il y a évidemment plusieurs autres endroits magnifiques.

Que ce soit dans les usines, les champs, les chantiers ou derrière le comptoir, les gens de la Beauce se lèvent chaque matin avec détermination et dévouement. Je vais défendre cet esprit chaque jour, et ce, sans compromis.

● (1700)

Cependant, malgré notre esprit entrepreneurial, nous faisons face à de nouveaux défis. En tant que région frontalière du Maine, l'économie de la Beauce est fortement liée aux États-Unis, qui est un de nos principaux partenaires. Depuis des décennies, nos échanges de biens et services vers nos voisins du Sud sont naturellement élevés. Pour plusieurs entreprises de chez nous, les États-Unis représentent 80 % du chiffre d'affaires. L'imposition des droits de douane de 25 % et la menace réelle de l'administration Trump d'imposer des droits de douane de 50 % sur, par exemple, l'acier ont un impact sévère et majeur sur nos entreprises. Nous devons agir pour nous assurer que nos entreprises ne sont pas laissées pour compte. Nous devons protéger les industries essentielles à l'avenir de l'économie de la Beauce et du Canada en soutenant celles qui sont affectées. Le Parti libéral doit agir maintenant.

La fierté de nos racines, l'agriculture, a toujours été la force de notre région. Elle continue d'être un élément vital pour notre économie. Les agriculteurs de partout au pays travaillent sans relâche pour fournir de la nourriture aux Canadiens et contribuent à notre économie, mais ils sont souvent laissés sans le soutien nécessaire pour réussir dans un marché mondial compétitif. Les politiques telles que la gestion de l'offre, que je vais défendre avec vigueur, doivent être absolument protégées dans leur entièreté. Le système de la gestion de l'offre assure des prix abordables, de la stabilité et de la qualité pour les consommateurs. L'autosuffisance en matière d'agriculture est cruciale pour la prospérité à long terme et la sécurité du Canada.

La crise du logement frappe partout au Canada. La Beauce est particulièrement touchée. Dans certaines municipalités, notre région affiche un taux d'inoccupation de moins de 2 %. Le résultat est une inflation marquée des loyers, qui étouffe les familles et freine le développement économique. Depuis 2021, certains secteurs de la région ont vu les loyers augmenter de plus de 50 %. Il faut de toute urgence freiner ces hausses, accélérer la construction de logements, réduire la bureaucratie et mettre en place des programmes fédéraux plus abordables, plus flexibles et plus rapides.

L'immigration économique joue un rôle crucial dans la croissance et le succès continus de la Beauce. Le taux de chômage dans notre région est extrêmement bas; il est de moins de 3 %. Cela témoigne de la force de notre économie locale. Cela signifie aussi que nous devons compter fortement sur les travailleurs étrangers temporaires pour pourvoir ces postes. Ces travailleurs sont essentiels pour maintenir la productivité et la compétitivité de nos industries. Les besoins en travailleurs étrangers temporaires sont bien différents dans les grandes villes et dans les régions. Il faut mettre en place un système adapté à chaque région afin d'améliorer la situation et de répondre à des demandes croissantes pour les travailleurs. La Beauce et ses entreprises méritent mieux. Il est temps pour le gouvernement de fournir des solutions en s'ajustant à la réalité de nos régions.

Je veux aborder la crise du coût du logement au Canada. Il est temps que le gouvernement s'attaque véritablement au problème qui, tous les jours, rend la vie plus difficile aux Canadiens. Pour nos aînés, c'est critique. Beaucoup vivent avec des revenus fixes et ressentent la pression de l'augmentation des dépenses. Les mesures annoncées de réduction d'impôts pour rendre la vie plus abordable à nos concitoyens sont nettement insuffisantes. Les Canadiens et les Canadiennes ont besoin de beaucoup plus.

Nous devons rendre nos rues plus sécuritaires en luttant contre la violence et en enfermant les criminels en prison. Une communauté abordable, prospère et sécuritaire est essentielle pour le bien-être de tous les Canadiens. Il faut mettre plus d'énergie et d'efforts pour en faire une réalité.

Aujourd'hui, je pense à mes deux filles. Chaque décision que je prends, chaque défi que je relève, je le fais pour elles. Je veux qu'elles grandissent dans un pays sûr, économiquement stable, juste, où elles peuvent réaliser leurs rêves et prospérer. C'est le genre d'avenir pour lequel je me bats, non seulement pour mes enfants, mais aussi pour tous nos enfants. Je suis fier de dire que je suis Canadien et je suis fier de dire que je suis un vrai Beauceron. C'est pourquoi, pendant tout mon mandat, je vais défendre avec fermeté les gens de la Beauce pour protéger notre mode de vie, soutenir nos entreprises et assurer un avenir prospère pour nous tous.

Ensemble, construisons une Beauce et un Canada plus forts, plus justes et plus dynamiques.

● (1705)

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à mon collègue. Son prédécesseur, M. Lehoux, a été un très bon député. Je vais travailler avec lui pour faire avancer les questions agricoles à la Chambre.

En écoutant le discours de mon collègue, j'ai compris l'importance du secteur agricole pour la Beauce. Toutefois, pendant la campagne électorale, j'ai été un peu surpris parce qu'il n'y avait aucune mention de l'importance de la gestion de l'offre sur la plateforme des conservateurs. Il n'y avait rien sur l'importance du secteur ni sur des initiatives concrètes.

Est-ce que mon honorable collègue va soulever auprès de M. Poilievre ces questions importantes et l'importance pour le Parti conservateur d'avoir des promesses concrètes pour le secteur agricole?

Jason Groleau: Monsieur le Président, j'aimerais informer mon collègue que le message de Pierre Poilievre sur la plateforme du Québec était très clair: la gestion de l'offre n'était pas négociable.

Comme je l'ai dit, en Beauce, il y a plus que 2 000 entreprises agricoles. Je vais les défendre bec et ongles. Ce qu'il faut comprendre, si on rouvre le jeu des négociations avec les Américains, c'est que juste l'État du Wisconsin produit plus de lait que le Canada au grand complet.

Il faut donc protéger à tout prix la gestion de l'offre. Dans ma région, c'est une priorité.

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Beauce je lui transmets les salutations directement des gens de Mirabel, la capitale internationale de l'érable depuis peu., mais du sirop d'érable, il y en a du bon partout.

À Ottawa, on a souvent ce réflexe de penser que le fédéral peut tout régler. Or, mon collègue a parlé d'aider les entreprises, de réduire la fiscalité, de rendre notre économie plus compétitive. Pour cela, il faut que les provinces et le Québec aient la capacité d'être plus compétitifs d'un point de vue fiscal. Quand nous avons des coûts de santé qui prennent presque la moitié des dépenses des programmes du gouvernement du Québec, cela nous empêche d'être compétitifs pour nos entreprises.

Dans ce contexte-là, est-ce que mon collègue, comme représentant du Québec, va soutenir la demande du gouvernement du Québec de bonifier les transferts en santé de façon inconditionnelle pour qu'ils passent de 24 à 35 % des coûts de système immédiatement et, je le répète, sans condition?

Jason Groleau: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Mirabel. Je crois qu'il y a du bon sirop d'érable dans son secteur aussi.

Premièrement, le gouvernement doit être géré comme une entreprise. Ce que j'ai vu ici depuis deux semaines, c'est qu'il n'a même pas de budget. Toute dépense et tout achat doit être mis dans un budget. Présentement, il n'y a aucun budget. On avance les yeux fermés. Je suis un peu déçu de cela.

Pour répondre à mon collègue, je pense qu'il faut un budget du gouvernement libéral afin de pouvoir étudier les dossiers.

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, nous entendons souvent les conservateurs parler de la question du budget. En fait, lorsque Stephen Harper a été élu premier ministre, c'était en février, et il n'a présenté son budget qu'en mai.

Il y a eu des élections fédérales le 28 avril, et nous avons un nouveau gouvernement et un nouveau premier ministre. Le député croit-il vraiment qu'il est aussi simple de présenter un budget national alors que des milliards et des milliards de dollars sont dépensés? À l'époque, il avait fallu plusieurs mois à M. Harper avant qu'il ne présente un budget.

Pourquoi le Parti conservateur semble-t-il juger différemment la performance ou les capacités de M. Harper et celles du premier ministre actuel?

● (1710)

[*Français*]

Jason Groleau: Monsieur le Président, je crois que M. Harper était nouveau quand il est arrivé ici, à ses débuts. Je comprends que depuis 10 ans, c'est le même gouvernement, les mêmes ministres, le même groupe. Ils ne sont même pas prêts à avoir un budget.

Je vais donner un exemple. C'est comme un restaurant. On dit qu'on va changer le menu, qu'on va tout changer, mais tout ce qu'on fait, c'est changer la pancarte et le nom du restaurant.

Ici, c'est le même gouvernement, les mêmes ministres. Il n'y a pas de budget. C'est très décevant.

Marie-Gabrielle Ménard (Hochelaga—Rosemont-Est, Lib.): Monsieur le Président, j'annonce que je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Whitby. Je joins ma voix à celles de mes collègues pour vous féliciter pour votre nomination. On sait bien que le titre de vice-président adjoint est important et qu'il donne le ton à la Chambre.

Comme bon nombre de mes collègues l'ont fait aujourd'hui et dans les derniers jours, je me lève pour la toute première fois dans le cadre de cette 45e législature. C'est un honneur et un privilège qui s'accompagnent de grandes responsabilités. Je dois ma présence ici aux gens d'Hochelaga-Rosemont-Est, à qui j'ai envie de rendre hommage d'entrée de jeu. Ce sont des Montréalais et des Montréalaises fiers, solidaires et créatifs. Hochelaga-Rosemont-Est, c'est surtout des familles qui se saluent à la place Simon-Valois et qui se donnent rendez-vous au marché Maisonneuve. C'est des amis qui se rassemblent aux parcs Morgan, Lalancette et Louis-Riel pour pique-niquer et refaire le monde. Je l'ai déjà fait. C'est aussi des centaines d'enfants qui s'amusent dans les ruelles qui caractérisent depuis des décennies le quartier, et des jeunes et moins jeunes qui fréquentent les nombreux bazars et qui animent la promenade Ontario.

Je pose la question ici. J'ignore si quiconque a déjà assisté non pas à une course de Formule 1 ou de chevaux, mais bien de triporteurs. Oui, une course de triporteurs, ça existe dans « Hochelag ». Pour en faire l'expérience, il faut se présenter en juillet. C'est non seulement singulier, c'est mémorable.

Les gens d'Hochelaga-Rosemont-Est ont choisi de me faire confiance lors de la dernière élection. En ce début de session parlementaire, j'ai envie de leur dire que j'aspire à être aussi persévérante, débrouillarde, sensible et ambitieuse qu'eux. Ils ont été d'une grande franchise pendant la campagne électorale. Je peux dire que leurs attentes à mon égard sont grandes. Or, plus largement, leurs attentes à l'égard de l'ensemble de la classe politique sont immenses.

Je sais que l'ensemble des parlementaires à la Chambre aujourd'hui ont, comme je l'ai fait au cours des dernières semaines, lacé leurs chaussures les plus confortables pour aller sonner à des centaines de milliers de portes afin de tenter de gagner la confiance des électeurs. Parfois, on faisait de mauvais choix de chaussures et on le regrettait. Dans mon cas, je ne suis pas peu fière de mes résultats: j'ai appuyé sur 8 000 sonnettes. Ces échanges m'ont informée sur les réalités plurielles d'Hochelaga-Rosemont-Est. Les besoins sont nombreux, mais surtout variés. Il est de mon devoir d'accueillir ces demandes dans toute leur largeur. Ces demandes, ces aspirations et ces rêves doivent résonner dans cette enceinte.

Il y a à la Chambre des gens qui ont toutes sortes de curriculum vitae, toutes sortes de feuilles de route. Je nous invite à voir cela comme une richesse. J'annonce fièrement que je suis diplômée en danse. Dans un pays comme le Canada, une artiste, une jeune enfant du système public d'éducation, une locataire qui ne possède pas de voiture peut faire le saut en politique active. Il y a quelque chose dans ce constat qui me réjouit, qui me rassure et qui m'inspire.

L'Adresse

Forte d'une carrière de plus de 20 ans dans le domaine des arts et de la culture comme artiste, comme danseuse, mais aussi comme productrice, j'ai eu une deuxième carrière. C'est maintenant une troisième carrière que je m'apprête à commencer. J'ai été animatrice pendant plus de 10 ans à Radio-Canada. J'ai été animé des émissions d'actualité, et c'est très drôle de voir mes anciens collègues dans les corridors. C'est une danse qui s'opère des deux côtés. Je serai donc évidemment une fière défenseure de l'avenir et de la pérennité de Radio-Canada.

Je tiens d'ailleurs à saluer les travaux colossaux qui ont été menés par Pascale St-Onge, ancienne ministre libérale. Elle a eu une vision intéressante pour l'avenir de Radio-Canada. Radio-Canada, c'est nous, pas seulement parce que ça porte le nom « Canada », mais parce que ça nous raconte, ça nous façonne et ça nous permet de nous distinguer. Dans le discours du Trône, l'avenir de Radio-Canada est bien mentionné. C'est une posture inébranlable de notre gouvernement.

On le sait, tout grand projet s'accompagne d'une équipe. J'en profite aujourd'hui pour remercier haut et fort mes codirecteurs de campagne. Nous étions très progressistes dans Hochelaga-Rosemont-Est. Simon Boucher et Béatrice Lavallée m'ont soutenue et soulevée.

● (1715)

Yianni Papadatos, Malia Chenaoui et Alexandre Devaux savent déjà toute l'estime que j'ai pour eux. Néanmoins, je tiens à les remercier de nouveau, et le faire en ces murs prend tout un sens aujourd'hui. Mes chers bénévoles dévoués auront été à la fois la robuste et souple courroie de transmission entre la femme passionnée, enjouée et curieuse que je suis et les citoyens et les citoyennes d'Hochelaga—Rosemont-Est. Grâce à leurs convictions politiques, grâce à leur confiance à l'égard du Parti libéral, je suis ici pour représenter fièrement, depuis le siège no 150, plus de 110 000 Montréalais, Montréalaises, Québécois, Québécoises, Canadiens et Canadiennes. Parmi eux, il y a des gens qui ont voté pour moi, et cela me touche.

Aussi, il y en a plusieurs qui ont choisi d'accorder leur confiance aux candidats et aux candidates des autres partis. Je respecte leur choix. Je tiens toutefois à dire aujourd'hui que la porte de mon bureau, situé sur le boulevard Pie-IX à Montréal, sera toujours ouverte à tous. J'invite les gens à venir me voir. Je tiens à entendre les préoccupations de tous, peu importe leurs allégeances politiques. Pour moi, le verbe « servir », comme dans « servir la population », c'est un terme noble. C'est un verbe d'action qui suggère à la fois l'écoute, l'empathie et le dévouement.

Je conçois la politique comme un travail d'équipe, mais aussi comme un travail à relais. J'aimerais ainsi rendre hommage à ma prédécesseure, Soraya Martinez Ferrada, l'ancienne députée libérale d'Hochelaga. La circonscription ne s'appelait pas Hochelaga—Rosemont-Est à l'époque. Elle a eu de l'ambition et elle a eu de la vision pour la circonscription pendant ses deux derniers mandats. Ses legs sont nombreux, mais je vais en nommer un: la création du Sommet de l'Est. Elle n'a pas mené ce projet seule, mais elle l'a mené de belle façon. C'est un sommet qui a entre autres pour objectif de souffler dans les voiles des entrepreneurs, des organismes, des gens qui souhaitent contribuer à la vitalité d'Hochelaga—Rosemont-Est par leur mission. Je continuerai à marcher dans ses pas et je serai là pour soutenir ceux et celles qui ont envie de faire fleurir ce territoire-là.

Le 27 mai dernier, Sa Majesté le roi Charles III a lu le discours du Trône. C'est un discours que j'appuie. C'est un discours qui traduit une vision claire, un plan ambitieux, et surtout rassembleur. En faisant du porte-à-porte, j'ai entendu que les Canadiens et les Canadiennes souhaitent davantage d'union. Ensemble, on est plus fort. Ce n'est pas moi qui l'ai écrit, mais j'y crois beaucoup. Ce sont les échos que j'ai eus lors de la campagne électorale.

Nous proposons toutes sortes de mesures, mais celles qui me tiennent probablement le plus à cœur pour les citoyens et les citoyennes d'Hochelaga—Rosemont-Est sont celles qui concernent le resserrement des mailles du filet social. Dans Hochelaga—Rosemont-Est, c'est crucial. On a besoin de mesures qui ne laissent personne pour compte. La crise du logement est importante partout au pays, et c'est d'autant plus vrai dans Hochelaga—Rosemont-Est. Elle est douloureusement tricotée avec la crise de l'itinérance. Depuis les dernières années, je déplore les commentaires du Parti conservateur, qui tente de faire un amalgame entre une situation d'itinérance et la criminalité. Je trouve cela blessant et insultant et cela traduit sans doute un manque de compréhension d'un enjeu qui est fort complexe. J'espère qu'on dépassera la partisanerie et qu'on pourra assurer à tous les Canadiens et les Canadiennes une vie digne et une vie pleinement sécuritaire, où qu'ils habitent. C'est d'autant plus vrai dans ma circonscription.

En terminant, j'aimerais remercier mes deux grands-mères, qui sont décédées. Elles me regardent probablement de là-haut. Ce sont deux femmes qui n'ont jamais eu la langue dans leur poche et qui m'ont probablement donné, sans le savoir, cet élan-là. Je remercie mes parents, Michel Ménard et Doris Grenier, qui ont toujours soufflé dans mes voiles en me faisant croire, à raison j'espère, que oui, nous pouvons nous tenir droits dans nos bottes, avoir des convictions et tenter de changer un tant soit peu le cours des choses pour assurer un meilleur avenir à tous. Je demande déjà pardon à ma famille, puisque je vais souvent être en retard pour souper. Je salue mon amoureux, Michel, qui croit en moi et que j'aime. Je souhaite une bonne législature à tous.

● (1720)

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue de Hochelaga—Rosemont-Est. J'ai bien aimé son discours. Il y a une partie sur la vision du Parti conservateur et de la sécurité dans nos rues que je ne partage pas, mais il y a beaucoup de choses que je partage avec elle.

Considérant le fait qu'elle vient du milieu des médias, j'aimerais entendre ma collègue nous parler de la solution de son gouvernement pour arrêter le déclin du français. La seule ligne que je vois dans le discours du Trône consiste à faire rayonner Radio-Canada/CBC à l'international pour favoriser notre culture. Or, il y a beaucoup d'autres choses à faire. J'aimerais que ma collègue nous en parle.

Marie-Gabrielle Ménard: Monsieur le Président, un discours, c'est en fait assez limité dans le temps. J'ai habité durant trois ans à Winnipeg et j'y ai notamment travaillé en français. Ainsi, j'ai eu l'occasion d'être sensibilisée à des réalités francophones hors Québec.

Mon collègue a tout à fait raison. L'utilisation du français ne passe pas que par un soutien costaud et récurrent à l'égard de Radio-Canada. Ça passe par une valorisation de l'utilisation du français, notamment ici, à la Chambre. Valoriser une langue, c'est la faire résonner. Mon gouvernement est assez intraitable là-dessus. Il y a deux langues officielles au Canada. Je serai, en tout cas, une forte défenderesse du français.

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue ma collègue et je la félicite pour son élection. Elle a parlé d'un enjeu majeur dans sa circonscription, à savoir l'itinérance.

J'explique à ma collègue et je souligne aux gens qui nous écoutent aujourd'hui que le mot « itinérance » ne se trouve pas dans le discours du Trône. Il était là en 2020, il était là en 2021, mais il est complètement absent en 2025. Il a disparu comme par magie, comme si le problème s'était complètement réglé. Pourtant, la réalité sur le terrain est très différente. Entre 2018 et 2022, au Québec, l'itinérance a augmenté de façon fulgurante, à savoir de 44 %.

Comment se fait-il qu'un problème aussi majeur au Québec, qui a été reconnu par le gouvernement précédent, soit complètement absent du discours du Trône?

Marie-Gabrielle Ménard: Monsieur le Président, lors de la campagne électorale et depuis mon entrée en fonction, j'ai eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises avec des organismes communautaires, c'est-à-dire ceux et celles qui détiennent une réelle expertise sur le terrain. Évidemment, tout le monde aimerait voir figurer ses préoccupations dans un discours du Trône. Le discours du Trône, c'est un choix. Ça demeure une feuille de route. Ce qui me rassure, ce n'est pas la crise de l'itinérance, mais c'est bien de savoir qu'il y a des organismes compétents inspirés à l'idée de travailler, notamment avec le gouvernement fédéral, pour gérer cette crise qui sévit partout au pays, mais qui est très criante dans la circonscription d'Hochelaga—Rosemont-Est.

[*Traduction*]

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, il y a beaucoup de mésinformation et de désinformation en ligne. Nous en avons vu les répercussions ici, à la Chambre, lorsque, hier, sous le couvert du privilège parlementaire, les députés d'en face ont répété des théories du complot assez farfelues et des absurdités. Je m'abstiendrai de mentionner le flot incessant de propagande en provenance du sud de la frontière.

Compte tenu de son expérience, la députée peut-elle nous dire s'il est important d'avoir des médias forts et un cadre de référence commun pour tous les Canadiens?

[*Français*]

Marie-Gabrielle Ménard: Monsieur le Président, débordons de l'existence même de Radio-Canada. Au Canada, nous avons le privilège de vivre dans une démocratie. Nous venons de vivre une élection. Les Canadiens et les Canadiennes ont eu cet espace pour se prononcer. Les démocraties sont entre autres protégées par un journalisme fort, de l'information vérifiée et de l'information non partisane. Radio-Canada s'inscrit donc dans ce paysage. Toutefois, ce n'est pas la seule institution et je nous souhaite, en tant que société, de continuer à ériger ces remparts qui nous permettent de continuer à évoluer en démocratie.

● (1725)

[*Traduction*]

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'être de retour à la Chambre pour servir les habitants de Whitby. C'est un grand honneur de représenter ma collectivité pour la troisième fois.

Nous avons entamé la 45e législature à un moment où notre pays traverse une période de grands défis et de grandes promesses. Partout dans le monde, les alliances changent, les économies évoluent et l'incertitude augmente. Ici, notre sécurité économique et notre souveraineté ont récemment été mises à l'épreuve. Je crois cependant que les Canadiens demeurent confiants et concentrés. Je crois fermement qu'ils nous ont élus pour trouver des solutions et bâtir ensemble un pays plus fort.

Dans Whitby, les familles travaillent fort, prennent soin les unes des autres et essaient de joindre les deux bouts. De telles familles sont la raison pour laquelle nous sommes tous ici. C'est pourquoi le discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles III est important. Il nous demande de nous montrer à la hauteur de manière bien canadienne en nous unissant pour construire, protéger, assurer la sécurité et unir. Le gouvernement s'est engagé envers les Canadiens à protéger nos progrès, à bâtir sur nos acquis, à assurer notre avenir et à avancer ensemble.

Aujourd'hui, je veux parler des priorités qui doivent guider notre travail: premièrement, bâtir l'économie la plus forte du G7, et deuxièmement, rendre la vie plus abordable, assurer la sécurité de nos collectivités et unir les Canadiens dans un objectif commun.

Commençons par le commencement: l'économie. Pour moi, l'économie n'est pas un ensemble de graphiques et d'indices boursiers. Elle ne se résume pas à des colonnes de chiffres. Une économie repose d'abord et avant tout sur les gens. Je pense à l'entrepreneur de Whitby qui lance une petite entreprise et qui embauche des diplômés du coin de l'Université Ontario Tech. Je pense à un étudiant des métiers spécialisés du collège Durham qui fait ses classes, qui économise pour acheter une maison et qui est prêt à se lancer dans la vie. Je pense au travailleur du secteur automobile à l'usine de General Motors qui a deux enfants et qui vit dans l'incertitude à cause des droits de douane imposés par les États-Unis, au nouvel arrivant qui a acquis de l'expérience à l'étranger, mais qui n'arrive pas à trouver un bon emploi, ou aux familles qui se demandent si leurs vaillants efforts finiront enfin par porter leurs fruits. C'est cela, l'économie: des gens qui se démènent pour réaliser leur potentiel. C'est à nous de faire ce qu'il faut pour que ce soit possible.

C'est pour cette raison que le gouvernement s'efforce de bâtir une économie qui répond aux besoins de tous. Nous travaillons à lever les vieux obstacles au commerce interprovincial. L'élimination de ces obstacles pourrait ajouter 200 milliards de dollars à l'économie du pays. C'est de cette façon que nous connaîtrons la croissance, en travaillant à l'unisson, en instaurant une économie unique pour tous les Canadiens.

Nous trouvons également des partenaires à l'étranger. Le Canada a conclu des accords de libre-échange avec 51 pays, lesquels couvrent plus de 60 % du PIB mondial. En diversifiant nos échanges, nous réduisons notre dépendance à l'égard d'un seul partenaire et nous renforçons nos liens avec des alliés de confiance qui partagent nos valeurs. Nous accélérons les grands projets de construction nationale dans les domaines de l'énergie, des transports, du commerce, du logement et de l'infrastructure numérique. Comme l'a dit le premier ministre, il est temps de bâtir; nous l'avons déjà fait et nous pouvons le faire à nouveau. Pour cela, nous devons réduire les formalités administratives, simplifier les procédures d'approbation et faire avancer les projets de construction nationale, qui créeront des emplois, réduiront les émissions, relieront nos régions et augmenteront le flux de marchandises vers les marchés.

Nous allons également doubler le programme national de garantie des prêts aux Autochtones pour le porter à 10 milliards de dollars, ce qui permettra à un plus grand nombre de communautés autochtones d'être des partenaires à part entière dans le cadre de projets de grande envergure. La réconciliation économique n'est pas un slogan, mais une voie vers une prospérité commune.

Nous allons stimuler les entreprises ainsi que la productivité, en commençant par les minéraux critiques et l'adoption de l'IA. Nous allons moderniser le programme de recherche scientifique et de développement expérimental, lancer un régime incitatif relatif aux brevets qui contribuera à protéger les idées canadiennes, introduire des actions accréditives pour les entreprises en démarrage et recapitaliser l'initiative de catalyse du capital de risque à hauteur de 1 milliard de dollars. Ces outils nous permettront d'attirer des investissements, de tirer parti de nos atouts, d'intensifier l'innovation et d'afficher la plus forte croissance économique parmi les pays du G7. Quand les Canadiens disposent des outils nécessaires pour réussir, quand on investit dans leur potentiel, notre économie se développe pour nous tous.

Le coût de la vie est une préoccupation majeure dans ma circonscription. À Whitby et dans l'ensemble du Canada, j'entends constamment le même message. Tout coûte trop cher: l'épicerie, le loyer et l'énergie. Les gens font ce qu'ils peuvent, mais ils n'arrivent tout simplement pas à joindre les deux bouts. Ce n'est pas seulement une question de statistique; il en va de la dignité des gens. Il faut faire en sorte que les gens qui travaillent fort soient récompensés. Nous protégeons les progrès que nous avons réalisés en instaurant le régime universel de garde d'enfants, le régime de soins dentaires, l'assurance-médicaments et le programme national d'alimentation dans les écoles. Il ne s'agit pas d'un luxe, mais de mesures d'aide essentielles pour certains des membres les plus vulnérables de notre société, et nous allons plus loin.

● (1730)

Nous avons proposé une réduction d'impôt pour la classe moyenne. Les familles à double revenu conserveront en moyenne 840 $ de plus de leur argent durement gagné cette année et chaque année subséquente. Cette mesure améliore concrètement la vie des Canadiens. Cela représente des activités sportives pour les enfants, des fournitures scolaires ou quelques sacs de courses supplémentaires à l'épicerie. Nous maintenons également le programme des garderies à 10 $ par jour. Ce n'est pas seulement bon pour les enfants, c'est aussi excellent pour l'économie. Cela permet aux parents, en particulier aux femmes, de retourner sur le marché du travail, et cela permet aux familles d'économiser des milliers de dollars chaque année.

Nous avons élargi l'accès aux soins dentaires afin qu'aucun Canadien n'ait à choisir entre avoir des dents saines et mettre du pain sur la table, et nous prenons des mesures audacieuses en matière de logement. Nous savons que pour trop de Canadiens, le rêve d'accéder à la propriété devient de plus en plus inaccessible. Les jeunes, les nouveaux arrivants et les aînés, tout le monde mérite un chez-soi. Nous supprimons la TPS sur l'achat d'une maison neuve, ce qui permettra aux acheteurs d'une première maison d'économiser jusqu'à 50 000 $. Cette mesure s'ajoute aux mesures existantes destinées à aider les acheteurs d'une première maison, comme les prêts hypothécaires étalés sur 30 ans, la réduction de 25 % de l'assurance hypothécaire et les comptes d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première maison.

Nous réduisons également de moitié les droits d'aménagement, avec l'aide du gouvernement fédéral pour compenser le coût des infrastructures de logement. Nous lançons « Maisons Canada », un promoteur public qui construira des logements très abordables; nous investissons 25 milliards de dollars dans des constructeurs de logements préfabriqués novateurs et 10 milliards de dollars dans des prêts à faible coût pour les promoteurs de logements abordables. De plus, nous utilisons les terres publiques, nous normalisons la conception et nous intensifions la construction de logements modulaires et de logements en bois massif faits au Canada. Nous construirons mieux et plus rapidement, nous achèterons de l'acier et du bois d'œuvre canadiens et d'autres produits canadiens, et nous créerons de bons emplois ici même, au Canada.

À Whitby, nous voyons des résultats. Je pense notamment au financement de 25 millions de dollars accordé dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction, à la transformation d'un motel grâce à l'Initiative pour la création rapide de logements, à l'agrandissement d'une coopérative d'habitation locale et à la construction de plus de 11 000 logements dans le secteur riverain grâce au Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement. Ce sont là des résultats concrets dans ma collectivité, et je suis très fier du bilan des libéraux. Je suis certain que c'est la raison pour laquelle les Canadiens nous ont réélus de ce côté de la Chambre pour que nous continuions à faire progresser le pays. Nous nous engageons maintenant à construire 500 000 logements par année partout au Canada, car le logement est le point de départ d'une belle vie pour les Canadiens.

Parlons maintenant un peu de sécurité. Notre pays ne peut prospérer que lorsque les gens se sentent en sécurité, et à l'heure actuelle, les Canadiens sont très inquiets. Vol de voitures, violence armée, drogues, traite des personnes, crime organisé: voilà autant de menaces réelles qui empêchent les membres de ma collectivité de dormir la nuit. Je tiens à ce que mes concitoyens sachent que nous répondons à l'appel. À preuve, nous avons déposé aujourd'hui le projet de loi C-2, Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière, et nous allons en faire beaucoup plus.

Nous réalisons des investissements audacieux pour protéger les Canadiens et défendre notre souveraineté, en commençant par renforcer nos forces armées. Nous accordons une augmentation de salaire aux membres des Forces armées canadiennes, nous construisons plus de logements dans les bases, nous améliorons l'accès aux soins de santé et aux services de garde pour les familles de militaires, et bien plus encore.

Alors que les effets des changements climatiques continuent de se faire sentir dans le Nord, nous protégeons notre souveraineté dans l'Arctique, ce qui est de plus en plus urgent. Nous allons conclure un nouvel accord Canada-Europe sur la sécurité dans l'Arctique pour être à la hauteur de la situation. Nous intensifions également nos efforts à la frontière sud. Nous formons 1 000 nouveaux agents de la GRC et 1 000 nouveaux agents des services frontaliers, tout en déployant de nouveaux scanneurs, drones, unités canines, et j'en passe.

Nous nous attaquons également aux récidivistes et aux délinquants violents en resserrant les conditions de mise en liberté sous caution pour les criminels qui commettent des vols de voitures, de la traite de personnes et des invasions de domicile. Les peines seront plus sévères pour le crime organisé et la violence sexuelle, y compris les abus en ligne et les hypertrucages. Alors que les crimes haineux augmentent dans nos collectivités, nous agissons de manière décisive. Nous érigerons en infraction criminelle le fait d'entraver intentionnellement l'accès à des écoles, à des lieux de culte ou à des centres communautaires ou d'intimider les personnes qui se rendent à ces endroits. C'est un grand progrès. Lorsque nous protégeons ce qui nous tient à cœur, nos familles, nos collectivités et notre pays, nous donnons à chaque Canadien la confiance nécessaire pour que nous bâtissions ensemble un avenir meilleur.

Enfin, permettez-moi de conclure en disant que le discours du Trône jette les bases du progrès. Il nous donne les outils nécessaires pour bâtir une économie forte, rendre la vie plus abordable, assurer la sécurité de nos collectivités et renforcer notre démocratie et notre pays. Mieux encore, il nous donne une vision autour de laquelle nous pouvons nous rallier.

J'ai confiance en la circonscription que je représente, Whitby. Je fais confiance au Canada ainsi qu'à la force et la détermination de nos concitoyens. Mettons-nous au travail avec compassion, courage et conviction. Bâtissons un pays dont nos enfants pourront être fiers, un Canada plus fort, plus abordable, plus sûr et plus uni que jamais auparavant.

● (1735)

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais vraiment en savoir plus sur l'accès aux soins médicaux pour les familles des soldats. Doivent-ils vivre sur une base militaire pour y avoir accès? À quoi cela ressemble-t-il concrètement? Qui doivent-ils appeler pour y avoir accès? C'est très grave, et chaque été, c'est pire parce qu'il y a des affectations d'un été à l'autre. Expliquez-nous comment fonctionne ce programme.

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je suis ravi d'être de retour à la Chambre. La députée d'en face pose des questions de bonne foi sur un sujet très important, à savoir notre aide aux anciens combattants et aux membres des forces armées, qui méritent notre plus grand respect et notre soutien indéfectible.

Dans notre programme électoral, nous nous sommes engagés à construire davantage de logements et à offrir plus de soutien aux anciens combattants et aux membres des forces armées. Nous donnerons ultérieurement de plus amples renseignements sur ce que nous comptons faire pour y parvenir.

[*Français*]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, mon ami le député de Whitby, que je félicite et que je salue par ailleurs, était l'un des principaux porte-étendards de la politique environnementale du gouvernement Trudeau.

J'ai devant moi un envoi de circonscription qu'il a fait parvenir à ses concitoyens en juin 2022. Il y faisait l'apologie de la taxe sur le carbone et des rabais pour les véhicules zéro émission, pour lesquels il n'y a plus de crédits actuellement. Il a aussi parrainé une motion qui visait à faire progresser plus rapidement le projet de loi de la sénatrice Galvez sur la finance alignée sur le climat. Le député était l'un des principaux porte-étendards de ces politiques. Aujourd'hui, il fait partie d'un gouvernement qui pense, comme la députée de Guelph l'a dit, que la transition énergétique va de pair avec l'augmentation de notre production de pétrole.

C'est une question ouverte. J'aimerais entendre les réflexions de mon collègue à ce sujet.

[*Traduction*]

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je suis très heureux de dire que le député de Mirabel et moi avons très bien collaboré au sein de plusieurs comités permanents où nous avons siégé au cours de la dernière législature.

C'est un domaine qui me passionne vraiment et dans lequel j'ai beaucoup travaillé. Je suis fermement convaincu que nos politiques environnementales passées étaient très crédibles. Nous changeons de cap et nous assurons que nous serons en mesure de bâtir une économie forte tout en réduisant nos émissions. Il s'agit évidemment d'un équilibre délicat à trouver dans le présent contexte où notre souveraineté et notre sécurité économique sont menacées.

Nous évaluons la meilleure façon de mener à bien ces deux projets d'intérêt national tout en réduisant nos émissions. Je me réjouis à l'idée de travailler avec le député d'en face.

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de Whitby pour son discours d'aujourd'hui, qu'il a prononcé avec beaucoup de passion.

Ce que l'on doit noter dans le hansard est qu'il est un champion absolu de la finance durable. Il a organisé un certain nombre de forums hors du Parlement, qui ont rassemblé des intervenants de tout le pays. J'aimerais savoir ce qu'il pense de la question. Il a mentionné une réforme de la réglementation et la réduction des tracasseries administratives. J'aimerais lui donner l'occasion de parler de la finance durable et des moyens que le gouvernement compte prendre afin de poursuivre dans cette voie ou encore de parler des tracasseries administratives. Est-il possible de nous parler des deux sujets dans une seule réponse? Je laisse le député nous le dire.

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et ami de Kings—Hants. Je lui suis très reconnaissant de sa question.

Il a raison: j'ai beaucoup travaillé dans le domaine de la finance durable. J'ai été heureux de voir, dans notre programme électoral, un engagement à accélérer les travaux de taxonomie pour la finance durable au pays, car une bonne classification des produits financiers élimine l'écoblanchiment et augmente la crédibilité et la compétitivité de l'économie canadienne et de l'ensemble de nos entreprises et de nos industries. C'est un bon pas en avant.

Notre programme électoral contient également un engagement à rendre obligatoire la déclaration des risques liés aux changements climatiques, et ce, afin de mobiliser une quantité nettement supérieure de capitaux et d'investissements dans les domaines qui peuvent nous aider à effectuer une transition vers la carboneutralité. Nous avons encore beaucoup de travail à faire.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, le 12 décembre, le député a publié un gazouillis disant que la taxe sur le carbone avait un effet minime sur le coût de la vie et l'inflation.

Cependant, le 1er avril, lorsqu'il a reçu ses nouvelles notes d'allocution du premier ministre, il a dit que l'abolition de la taxe sur le carbone rendait la vie plus abordable. Le premier ministre n'a pas à lui souffler les réponses. Que pense vraiment le député de la taxe sur le carbone?

● (1740)

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas réussi à convaincre les Canadiens de la vérité, à savoir que la taxe sur le carbone était la mesure la plus rentable pour réduire les émissions.

Une voix: Oh, oh!

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, bien entendu, le député d'en face est en train de me chahuter, mais peu importe.

Le gouvernement a reconnu que cette question était devenue une source de discorde pour les Canadiens. Nous avons éliminé la taxe sur le carbone imposée aux consommateurs parce que nous pensons vraiment que nous pouvons trouver un moyen de réduire nos émissions tout en allégeant le fardeau du consommateur moyen.

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, le fait d'être ici aujourd'hui et de représenter ma collectivité dans le cadre de la 45e législature est le plus grand honneur de ma vie. Je tiens d'abord à remercier sincèrement et chaleureusement les habitants de Kitchener-Centre de m'avoir accordé leur confiance. Leurs voix, leurs préoccupations et leurs aspirations seront au cœur de tout ce que je ferai à Ottawa. Je tiens également à prendre quelques instants pour remercier les bénévoles dévoués qui ont rendu ce parcours possible. Leur enthousiasme, leur travail acharné et leur engagement indéfectible m'ont permis de vivre ce moment. Je ne suis pas seule ici, car chacun d'entre eux est présent avec moi.

Mon mari, Chris, ma mère, mes plus grands amis, mon père et ma fille, Abigail, sont ma force, ma motivation et mes plus grands partisans. Leur amour et leur confiance m'ont guidée à chaque étape de mon parcours, et je leur en serai éternellement reconnaissante. Je remercie mon prédécesseur, Mike, des services qu'il a rendus à Kitchener-Centre. Je continuerai à défendre vigoureusement les intérêts de la circonscription.

La circonscription de Kitchener-Centre est bien plus qu'un simple endroit sur une carte. C'est là que j'ai grandi, c'est là que mon cœur doit être. J'ai fréquenté J F Carmichael, puis Queensmount, puis Forest Heights, avant de terminer mes études à Conestoga, où j'ai obtenu un diplôme en génie mécanique avec une spécialisation en robotique et en automatisation. Ma carrière en gestion s'est étendue sur plus de 18 ans, et j'ai mis l'accent sur la communication efficace, la responsabilité financière et la création de politiques visant à améliorer l'efficacité. Ce sont des principes que je porterai avec moi au service de la population canadienne.

J'ai grandi dans un foyer plutôt modeste sur le plan financier, mais où la résilience et la détermination étaient abondantes. On m'a enseigné la valeur du travail acharné, de l'ambition et de la conviction qu'avec des efforts, tout était possible. C'était le Canada et la maison où j'ai grandi, un endroit où le dévouement et la persévérance pouvaient mener à l'accession à la propriété, à la sécurité financière et à une bonne vie dans un quartier sécuritaire. Aujourd'hui, ces rêves semblent de plus en plus inaccessibles pour bien des gens. Je vais me battre pour changer cette réalité.

Je suis déterminée à bâtir un avenir où le coût de la vie ne sera pas un obstacle, où les emplois assureront la stabilité et où les collectivités seront à l'abri des effets dévastateurs de la toxicomanie et de la criminalité. Je suis ici pour écouter. Je suis ici pour agir. Je suis ici pour veiller à ce que tous les habitants de Kitchener-Centre aient la possibilité de s'épanouir.

La hausse du coût de la vie pèse de plus en plus lourd sur les familles, les jeunes professionnels et les aînés. Quand je faisais du porte-à-porte, les gens m'ont raconté ce qu'ils vivaient: des parents qui s'efforcent de tirer le maximum de chaque dollar, des jeunes qui se demandent s'ils ont les moyens d'acheter un logement ou des entreprises locales qui tentent de se maintenir à flot face à la hausse des dépenses.

L'abordabilité n'est pas qu'un mot; c'est la différence entre stabilité et difficulté, entre espoir et misère. Pendant la campagne, j'ai eu l'occasion de visiter la banque alimentaire régionale de Waterloo. Bien que j'aie été profondément impressionnée par son efficacité et par le dévouement des gens qui y travaillent, je n'en revenais pas de l'envergure que devait avoir pareille opération dans notre milieu.

De 2023 à 2024, le nombre de nouveaux ménages ayant recours pour la première fois aux programmes de paniers alimentaires a grimpé de 210 %. Dans la même période, 29 786 paniers ont été distribués à des familles dans le besoin, ce qui représente une hausse de 109 %. Ces chiffres ahurissants sont la conséquence directe de l'augmentation du coût de la vie, qui oblige de plus en plus de gens à se tourner vers des services d'aide essentiels pour se nourrir. Ce n'est pas seulement une question économique, c'est une question humaine. C'est un appel à l'action qui exige que nous trouvions des solutions urgentes et concrètes afin qu'aucune famille de Kitchener-Centre ou d'ailleurs n'ait à se battre pour subvenir à ses besoins fondamentaux. Nous devons élaborer des politiques qui allègent ce fardeau, notamment en réduisant les impôts, en rendant le logement abordable et en assurant la stabilité de nos collectivités partout au Canada.

La création d'emplois est tout aussi importante pour moi. Depuis longtemps, Kitchener-Centre est une plaque tournante de l'innovation, où le secteur technologique et l'esprit d'entreprise sont florissants. Cependant, il ne suffit pas de promettre des débouchés. Il faut en faire une réalité pour chaque travailleur, chaque étudiant qui choisit de rester dans la région pour entrer sur le marché du travail et chaque petite entreprise qui ose voir grand. Nous devons investir dans les technologies et les industries clés: les technologies vertes, les secteurs des arts et de la création, la fabrication de pointe, les technologies médicales, l'innovation radicale, l'intelligence artificielle et plus encore. Nous devons adopter des politiques qui donnent des moyens d'action aux Canadiens et stimulent les investissements pour assurer la durabilité et la pérennité de notre économie.

● (1745)

Aujourd'hui, notre communauté a l'occasion de tracer une nouvelle voie, et nous sommes bien placés pour le faire. Nous devons appuyer les initiatives des chefs de file de nos industries à l'échelle fédérale pour assurer un avenir prospère pour Kitchener-Centre. Toutefois, parmi ces ambitions, je dois tenir compte de la dure réalité que vivent tant de nos voisins: la crise de la drogue. Cette crise n'est pas simplement statistique ou économique; elle est profondément humaine. J'ai écouté la voix de familles qui ont perdu des êtres chers, de propriétaires d'entreprise et de travailleurs de première ligne aux prises avec ses impacts, et de communautés prises entre deux feux, la dépendance et la criminalité, en particulier au centre-ville.

Une conversation qui a profondément retenu mon attention est celle que j'ai eue avec Cynthia, une citoyenne de Kitchener-Centre. Non seulement son entreprise souffre en raison de cette crise, mais Cynthia a porté à mon attention un problème critique: l'Alexandrian. Il s'agit de l'un des nombreux immeubles résidentiels situés au cœur du centre-ville. Cet immeuble abrite de nombreux nouveaux arrivants au Canada et de nombreuses familles à faible revenu, y compris des enfants de tous les âges. Ces enfants méritent de grandir dans un environnement sûr et stimulant. Pourtant, ils sont exposés quotidiennement aux dures réalités de la vie au centre-ville.

Des activités criminelles se déroulent sous leurs yeux quand ils attendent l'autobus scolaire ou qu'ils jouent dans le parc voisin. C'est inacceptable. La sécurité de tous nos enfants ne doit jamais être reléguée au second plan. Nous avons la responsabilité de veiller à ce qu'ils puissent vivre, apprendre et s'amuser dans des collectivités sans avoir peur. La solution ne passe pas par la stigmatisation, mais par la compassion et les soins appropriés. Nous devons élargir l'accès aux services de santé mentale, renforcer les programmes de réadaptation et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

J'ai récemment eu l'occasion de m'entretenir avec des agents de notre remarquable service de police régional de Waterloo. Ils m'ont dit qu'en 2024 seulement, la police est intervenue dans plus de 11 000 incidents au centre-ville. Depuis janvier, le service de police régional de Waterloo collabore activement avec l'équipe de la zone d'amélioration commerciale locale pour mettre en œuvre des initiatives visant à relever les défis et à améliorer le bien-être de la collectivité. Pour soutenir davantage ces efforts, nous devons adopter une position ferme à l'égard de la criminalité et abroger les mesures législatives clémentes en matière de criminalité dans les lois C-5 et C-75. Ces politiques font en sorte qu'il est plus difficile de tenir les récidivistes responsables de leurs actes et elles créent un phénomène de « sitôt arrêté, sitôt relâché » dans notre système de justice. Nous devons veiller à ce que les contrevenants qui commettent des crimes à répétition dans nos collectivités ne soient pas libres dans nos rues et à ce que les responsables du trafic de substances mortelles comme le fentanyl soient passibles des peines les plus sévères, y compris des peines d'emprisonnement à perpétuité pour les barons de la drogue.

Je ne me suis pas lancée en politique pour faire de belles promesses. Je suis ici pour travailler pour les parents seuls qui jonglent avec deux emplois, pour ceux qui vivent sous le seuil de la pauvreté, pour les jeunes diplômés en quête de stabilité, pour les entrepreneurs qui bâtissent quelque chose de nouveau et pour les innombrables personnes qui veulent une seconde chance. Kitchener-Centre n'est pas seulement ma circonscription, c'est mon cœur, et je m'engage à travailler pour elle corps et âme. À mes collègues, je dis ceci: avançons avec courage et conviction. Ne nous contentons pas de reconnaître les problèmes, réglons-les. Prouvons par nos actions que le service public, c'est plus que la gouvernance: c'est la quête incessante d'un avenir meilleur. Ensemble, nous pouvons y arriver.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, la députée a parlé de la résolution de problèmes. Je tiens à souligner deux éléments du discours du Trône. Le premier est l'approche de type « Équipe Canada » à l'égard des droits de douane et des tactiques commerciales de Donald Trump. Nous en avons eu une belle démonstration hier en Saskatchewan, où les premiers ministres provinciaux et territoriaux se sont réunis avec le premier ministre. Je crois que nous sommes sur la bonne voie pour faire des progrès. C'est un élément du discours du Trône.

En ce qui concerne l'autre, je demanderais à la députée de faire preuve d'une grande clarté. La première initiative que le premier ministre a prise juste après les dernières élections fédérales a été d'accorder un allégement fiscal aux Canadiens.

La députée appuiera-t-elle ces deux initiatives?

● (1750)

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, Kitchener se classe au quatrième rang des villes les plus touchées par les droits de douane. Cependant, notre secteur des technologies a le potentiel de connaître une croissance sans précédent. Quand le gouvernement libéral créera-t-il des possibilités d'investissement en simplifiant et en réduisant les impôts?

Le programme conservateur en matière d'investissement est axé sur la réduction des impôts, la réduction de la réglementation et la stimulation de la croissance économique. Voilà une autre idée que les libéraux devraient copier. Je vous en prie, j'en serais heureuse.

[*Français*]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, j'entendais ma collègue parler de sécurité et de criminalité. J'aimerais connaître son opinion sur la possibilité de créer un registre des organisations criminelles, de rétablir les peines minimales pour des crimes commis avec des armes à feu et d'interdire les peines purgées dans la collectivité pour les infractions de violences sexuelles.

[*Traduction*]

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, pendant mon porte-à-porte, toutes les personnes à qui j'ai parlé de la crise des drogues que nous vivons étaient touchées directement ou indirectement, soit parce qu'elles avaient perdu un être cher ou connaissaient quelqu'un qui avait perdu un être cher, soit parce qu'elles avaient vu quelqu'un dans leur collectivité sous l'influence de ces drogues toxiques. Ce qui se passe est tout à fait inhumain.

Je pose la question suivante aux libéraux: quand cesseront-ils de soutenir ces expériences sociales et ces politiques inefficaces et commenceront-ils à investir dans les services de santé mentale et de réadaptation afin que nous puissions ramener nos proches à la maison, heureux, en santé et libérés de l'emprise de la drogue?

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, je félicite sincèrement la députée pour son élection.

J'ai eu le privilège de rencontrer la députée avant qu'elle ne soit candidate, lors d'un événement à Kitchener, et je suis très heureux de la voir ici. Je sais qu'elle a travaillé extrêmement fort pendant la campagne électorale. Je me demande si elle a des histoires à raconter sur la situation actuelle dans notre pays, selon ce qu'elle a entendu en faisant du porte-à-porte ou de la part des électeurs à qui elle a parlé, des histoires qu'elle porte jusqu'ici, à Ottawa.

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, ce fut un honneur de rencontrer le député pendant la campagne électorale, et je suis également honoré de servir à ses côtés ici, à Ottawa.

Au cours de mon porte-à-porte, l'abordabilité était l'une des principales préoccupations. Je me suis dit que si on demandait au Canadien moyen s'il voulait payer 1 400 $ par année pour un consultant, il répondrait non.

Quand le gouvernement libéral cessera-t-il de remplir les poches de ses amis consultants avec l'argent que les Canadiens ont durement gagné afin que ces derniers puissent en mettre dans leurs propres poches?

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la députée. Félicitations pour votre élection.

J'entends dans votre voix que vous vous faites du souci pour les habitants de votre circonscription, alors je me pose la question suivante: joindrez-vous votre voix à celle des conseils municipaux et d'autres personnes de cette province pour demander à son gouvernement d'augmenter les taux du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et ceux d'Ontario au travail, de construire des logements abordables, d'éliminer le contrôle des loyers, d'embaucher plus de juges et de construire plus de tribunaux?

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle à mes collègues qu'ils doivent adresser leurs observations à la présidence.

La députée de Kitchener-Centre a la parole.

Kelly DeRidder: Monsieur le Président, je remercie la députée de son chaleureux accueil.

Je suis ici au fédéral et j'ai entamé des discussions avec les municipalités et les élus provinciaux afin que nous puissions collaborer et unir nos efforts dans l'intérêt des habitants de Kitchener-Centre.

Dalwinder Gill (Calgary McKnight, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur d'intervenir pour la première fois à la Chambre des communes. Je voudrais d'abord remercier les habitants de Calgary McKnight de m'avoir accordé leur confiance. C'est une grande responsabilité que d'être leur voix, et je suis à la fois touché et motivé par leur soutien. Je dois également remercier ma famille, mes amis et mes proches. Chaque personne qui a travaillé comme bénévole pour ma campagne et qui a diffusé le message conservateur en frappant aux portes, en faisant des appels téléphoniques et en posant des affiches m'a inspiré par son engagement, qui m'a rappelé l'influence que nous pouvons avoir lorsque nous nous mobilisons au service de nos collectivités.

Je remercie les députés de Calgary-Est et de Calgary Skyview, des circonscriptions voisines de la mienne, pour leurs conseils et leur soutien tout au long de ce processus. Enfin, je tiens à remercier les députés réélus de m'avoir accueilli, ainsi que tous les autres députés nouvellement élus, avec gentillesse et courtoisie. J'ai hâte de travailler avec mes collègues de tous les partis afin de répondre efficacement aux besoins des Canadiens.

Tout comme la Chambre, la circonscription de Calgary McKnight est composée de gens d'origines et de cultures diverses. Elle est remplie de personnes travaillantes qui sont fières de leurs racines et des parcours qui les ont amenées au Canada. Des gens des quatre coins du monde sont fiers d'habiter dans le Nord-Est de Calgary. Ils ont lancé des entreprises, élevé des familles et bâti des communautés dynamiques. C'est un lieu où les voisins s'entraident, où on célèbre différentes traditions côte à côte et où le rêve canadien se concrétise chaque jour dans une variété de langues, de religions, de cultures et de gestes au service de la communauté.

Je porte en moi, à la Chambre, leurs récits de sacrifices, de détermination et d'espoir en un avenir meilleur. Comme beaucoup de mes concitoyens, j'ai immigré dans le Nord-Est de Calgary pour vivre la promesse canadienne. À l'époque, si on travaillait fort et qu'on respectait les règles, on avait les moyens de se nourrir et d'acheter une maison abordable dans une rue sûre. Malheureusement, après 10 ans de gouvernement libéral, cette promesse semble de plus en plus hors de portée.

Les résidants de Calgary McKnight en ont tout simplement assez de voir leurs économies érodées par l'inflation, de voir leurs enfants lutter pour améliorer leur sort et de voir la criminalité déstabiliser les collectivités sûres et accueillantes qu'ils ont déjà connues. Je me suis présenté aux élections parce que je constatais les problèmes auxquels mes voisins de Calgary McKnight sont confrontés quotidiennement. J'ai constaté que la hausse du coût de la vie a comme effet qu'il est de plus en plus difficile pour les membres de ma collectivité de joindre les deux bouts.

Des familles sont forcées de choisir entre faire l'épicerie ou faire le plein d'essence, entre chauffer leur maison pendant les froids mois d'hiver ou inscrire leurs enfants à des sports ou à des activités parascolaires. Je vois des aînés qui tentent de faire durer le plus possible chaque dollar de leur épargne-retraite. Le prix des produits de première nécessité ne cesse d'augmenter alors que leur pouvoir d'achat diminue à cause des dépenses inflationnistes du gouvernement libéral.

Les jeunes de ma collectivité ne cherchent plus à améliorer leur situation financière ou à économiser en vue d'une mise de fonds pour l'achat d'une maison. Ils essaient simplement de garder la tête hors de l'eau. De nouvelles données du Financial Resilience Institute montrent que l'anxiété liée aux questions d'argent supplante maintenant la solitude. La hausse du taux de chômage chez les jeunes, qui est passé à 14 %, les a plongés dans le désespoir et la dépression.

Malgré leur éducation, leurs compétences et leur volonté de travailler, de nombreux jeunes Canadiens ne parviennent pas à trouver un emploi intéressant et sont contraints de sauter des repas ou de retourner vivre chez leurs parents. Ce n'est pas l'avenir qu'on leur a promis, et ce n'est pas l'avenir que nous devrions accepter à la Chambre.

Un récent sondage de RBC a révélé que plus du quart des Canadiens se sont endettés, non pas pour parfaire leur éducation ou acheter une voiture, mais simplement pour subvenir à leurs besoins essentiels. Cinquante-cinq pour cent des Canadiens se disent paralysés financièrement. Le chômage global est également en hausse au Canada et dans ma collectivité. Nous avons tous entendu des histoires de personnes hautement qualifiées et éduquées, incapables de trouver un emploi parce que leurs qualifications, acquises à l'étranger, ne sont pas reconnues ici. Ce n'est pas seulement injuste, c'est aussi une occasion manquée pour nos services publics.

● (1755)

Je militerai en faveur de politiques comme le programme Sceau bleu, qui permettrait aux professionnels de démontrer leur expertise et d'appliquer leurs compétences au Canada. Grâce à ce programme, des dizaines de milliers de professionnels de la santé qui vivent déjà au Canada pourraient trouver un emploi et alléger la pression sur notre système de santé débordé.

Le Nord-Est de Calgary est fier de son esprit d'entreprise. Depuis des générations, le désir de démarrer une entreprise a aidé le Canada à avoir une classe moyenne forte. Malheureusement, dans les 10 dernières années, les taxes, la bureaucratie et les tracasseries administratives imposées par les libéraux ont eu pour effet de punir ceux qui cherchent à innover et à construire. Les propriétaires de petite entreprise de Calgary McKnight doivent faire face à un fardeau réglementaire de plus en plus lourd et à des impôts plus élevés, ce qui fait qu'il leur est plus difficile de maintenir à flot et de faire croître leur entreprise.

Je continuerai de me battre pour des politiques comme la réduction de 25 % des formalités administratives et l'élimination de l'impôt sur les gains en capital réinvestis, car les petits entrepreneurs de Calgary méritent d'être récompensés pour leur dur labeur et les investissements personnels qu'ils font dans nos collectivités.

Les gens de ma circonscription sont également très préoccupés par la vague de criminalité qui déferle sur notre pays. Le mois dernier, un chauffeur de ma circonscription a failli perdre la vie après avoir été brutalement agressé au volant de son autobus. Tout au long de ma campagne, j'ai rencontré de nombreuses personnes de ma circonscription qui avaient été victimes d'actes criminels, des personnes dont la maison et le véhicule avaient été vandalisés ou cambriolés, des familles encore ébranlées par des attaques récentes et des propriétaires de petite entreprise désemparés après de multiples vols à main armée. Beaucoup m'ont dit que ces incidents sont devenus plus fréquents ces dernières années.

Pendant que les Canadiens vivent de plus en plus dans la peur, les politiques laxistes du gouvernement libéral en matière de criminalité continuent de permettre aux récidivistes de retourner dans les rues et de menacer la sécurité, le gagne-pain et la dignité des citoyens respectueux des lois. C'est inacceptable. Nous devons travailler ensemble à la Chambre pour trouver des solutions pratiques afin de lutter contre la violence et de rétablir la sécurité publique dans notre grand pays.

Les Canadiens méritent un véritable plan de la part de leur gouvernement. Le discours du Trône la semaine dernière et la décision des libéraux de ne pas présenter de budget ne nous en donnent malheureusement aucun. À l'approche de la pause estivale, après six mois de prorogation, nombreux sont ceux qui se demandent ce que l'on peut attendre d'un gouvernement qui commence déjà à ressembler beaucoup à son prédécesseur.

Les conservateurs continueront de proposer des solutions sensées pour rendre le Canada plus sûr, plus abordable, plus autonome et plus uni. Il est temps de réduire les impôts et les formalités administratives et de redonner vie aux rêves de l'accession à la propriété et de l'entrepreneuriat. Nous devons limiter les dépenses du gouvernement pour réduire l'inflation et rétablir la valeur de notre dollar. Nous devons rendre nos collectivités plus sûres en veillant à ce que les récidivistes violents restent derrière les barreaux.

Comme notre chef l'a déjà dit, un bon gouvernement devrait fournir des services essentiels efficaces, puis s'écarter du chemin afin que les Canadiens aient la liberté de travailler, de bâtir et de réaliser leurs rêves. Je me suis donné pour mission de rétablir cette promesse canadienne pour les habitants de Calgary McKnight et pour tous les Canadiens qui veulent simplement avoir une chance réelle de mener une bonne vie.

Je remercie encore une fois les habitants de Calgary McKnight. Je les servirai avec intégrité, passion et dévouement.

● (1800)

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'en face pour son élection dans Calgary McKnight. J'ai bien aimé son discours, et je crois qu'il l'a rédigé lui-même en grande partie, ce qui est rafraîchissant.

Le député a parlé de réduire les formalités administratives et il a aussi évoqué le secteur de l'énergie. Le député tient-il compte des sous-secteurs de l'énergie autres que celui des pipelines? En Ontario en particulier, nous parlons de produire de l'énergie nucléaire, sans aucune émission de carbone et, au Québec, il y a aussi le secteur hydroélectrique. Comment le député propose-t-il de faire croître l'ensemble du secteur de l'énergie au Canada?

● (1805)

Dalwinder Gill: Monsieur le Président, le bilan des libéraux au cours des 10 dernières années démontre que le fait de payer plus d'impôts ne rend pas la vie plus abordable et n'améliore pas la situation climatique. Le plan des conservateurs consiste à adopter une réglementation responsable et à réduire les formalités administratives de 25 % tout en maintenant des règles claires qui protègent les Canadiens et l'environnement. Nous voulons que les propriétaires de petites entreprises disposent de plus de temps et de capitaux pour embaucher, accroître leurs activités et stimuler les économies locales.

En outre, les conservateurs ont un plan pour investir dans le secteur de l'énergie, notamment dans les technologies d'énergie verte qui sont bonnes pour l'environnement. Il y a une certaine demande en Europe pour l'énergie canadienne. Nous pouvons explorer nos marchés européens en vue d'y exporter notre énergie. Nous devons investir dans ce secteur.

[*Français*]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je salue mon collègue et le félicite pour son élection.

L'Assemblée nationale du Québec, de façon unanime, a mentionné qu'elle refuse la proposition du gouvernement fédéral de remettre de l'avant une seule économie. Ne pas reconnaître les spécificités régionales et ne pas reconnaître la diversité économique qui existe au Québec, voire dans plusieurs régions du Canada, ce n'est pas ce que le Bloc québécois souhaite. Ce n'est pas non plus ce que le Québec souhaite, et il l'a bien exprimé à l'Assemblée nationale du Québec.

J'aimerais que mon collègue me dise s'il est d'accord sur cette volonté unanime de l'Assemblée nationale du Québec de respecter le fait que l'économie du Québec est très différente de celle du reste du Canada.

[*Traduction*]

Dalwinder Gill: Monsieur le Président, nous respectons la réglementation québécoise, ou peu importe ce que les Québécois pensent.

Nous devrions avoir notre propre économie. Nous devrions exploiter nos propres ressources. Il y a tellement de ressources au Canada. Si nous investissons dans nos ressources, nous pourrons exporter notre énergie ou d'autres ressources à l'étranger. Le Canada est un pays uni. Je crois en un Canada uni.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, dans ses observations, le député a parlé de criminalité. Dans notre système judiciaire, la criminalité est une responsabilité partagée: les gouvernements provinciaux et fédéral ont tous un rôle important à jouer à ce chapitre, tout comme les municipalités. L'ensemble du Parti conservateur veut se concentrer sur le gouvernement actuel. Je me demande si le député peut admettre que le gouvernement fédéral n'est pas le seul qui est chargé d'assurer la sécurité des collectivités: plusieurs ordres de gouvernement ont cette responsabilité.

Dalwinder Gill: Monsieur le Président, des familles de ma circonscription sont obligées d'acheter des caméras et des systèmes de sécurité pour leur résidence parce qu'elles ont peur qu'on vole leur voiture ou qu'on entre par effraction chez elles. La violence entre partenaires intimes est à la hausse, tout comme la traite des personnes.

Nous devons en faire davantage pour veiller en priorité sur la population. Les parents ne devraient pas avoir peur de laisser leurs enfants marcher jusqu'à l'école. Les aînés devraient pouvoir prendre l'autobus sans crainte. Les propriétaires de petites entreprises ne devraient pas s'inquiéter de se faire voler. Nous devons donner des moyens d'action aux premiers intervenants et garder les récidivistes violents derrière les barreaux, de façon à ce que nos concitoyens puissent de nouveau se sentir en sécurité.

Terry Sheehan (Sault Ste. Marie—Algoma, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de me trouver ici à la Chambre des communes. Félicitations pour votre élection à la présidence. J'ai été très attentif à votre discours et je compte sur vous pour nous guider durant la 45e législature.

Lorsque j'ai été élu pour la première fois, en 2015, les gens m'ont demandé pour combien de temps j'avais l'intention d'être député. J'ai répondu que ce serait tant et aussi longtemps que j'éprouverais un sentiment d'émerveillement en entrant à la Chambre des communes. Je ressens toujours ce sentiment d'émerveillement aujourd'hui, dans l'édifice de l'Ouest. Auparavant, en 2015, nous étions dans l'édifice du Centre, qui fait l'objet d'une reconstruction majeure. Je suis ému d'avoir pu siéger aux deux endroits. Il s'agit pour moi d'un véritable honneur.

Je n'aurais pas pu prononcer de discours aujourd'hui sans le soutien et l'aide de tant de bénévoles et de sympathisants de Sault-Sainte-Marie—Algoma. Ma circonscription est l'une de celles qui ont été créées à la suite du processus de révision de la carte électorale par la commission électorale.

La commission a alors recommandé l'élimination d'un des sièges du Nord de l'Ontario, en l'occurrence celui d'Algoma—Manitoulin—Kapuskasing, détenu par Carol Hughes, qui a occupé les fonctions de vice-présidente adjointe et qui a servi la région avec brio pendant 18 ans. Ma circonscription englobe toute la région d'Algoma et une partie de celle de Sudbury. À ce moment-là, je m'étais opposé au changement: la perte d'une voix parlementaire n'était pas une bonne chose pour le Nord de l'Ontario. Cependant, je me savais capable de très bien représenter la région.

Mon père est né en 1929 à Blind River, en Ontario, une localité qui fait maintenant partie de ma circonscription. L'histoire de l'arrivée de ma famille à Blind River reflète celle d'innombrables familles irlandaises. Le grand-père de mon père est parti d'Irlande en bateau pendant la Grande Famine, accompagné de sa mère, de son père et de son frère. Pendant la traversée de l'océan, sa mère est décédée et elle a eu des funérailles en mer. Puis, son père a subi le même sort, laissant les deux jeunes garçons orphelins. Des Québécois, des agriculteurs de la région du Saguenay, ont adopté mon arrière-grand-père en lui permettant de conserver notre patronyme. Cette histoire est, en quelque sorte, celle de nos origines.

Finalement, mon arrière-grand-père est parti vers l'ouest pour rejoindre son frère, qui avait été adopté sur une autre ferme, en Saskatchewan. La famille a cependant perdu la ferme à cause de la grêle et d'autres problèmes. C'était avant qu'il y ait des assurances. Mon arrière-grand-père s'est rendu à Blind River pour s'y installer et diriger un hôtel. C'était formidable de faire du porte-à-porte dans cette région particulière, car j'ai pu, dans l'Est d'Algoma, entendre parler de nombreux problèmes qui étaient similaires aux nouveaux problèmes qu'on m'avait rapportés dans le Nord d'Algoma.

Il faut environ huit heures pour parcourir ma circonscription d'un bout à l'autre. Pour de nombreux députés, ce n'est rien d'inhabituel. Cependant, lorsque le changement est survenu, David Akin, de Global TV, m'a contacté pour me dire que ma circonscription était probablement l'une de celles qui connaissaient les changements les plus importants sur le plan géographique et démographique, car elle compterait désormais plus de 100 000 électeurs. Je crois que le chiffre était d'environ 114 000. J'ai longtemps travaillé dans la région, dans les domaines des affaires et du développement économique, du perfectionnement des compétences et de l'apprentissage, alors je m'y sentais tout à fait chez moi. C'était ma deuxième maison.

Je tenais simplement à rendre hommage à cette région formidable, car j'étais auparavant député de Sault Ste. Marie, qui comprenait une partie d'Algoma, mais pas cet immense territoire. C'était absolument fantastique. Les gens étaient vraiment impressionnés par le programme et la vision du nouveau chef du Parti libéral, qui allait bientôt devenir premier ministre. J'ai entendu à maintes reprises que c'est la capacité du nouveau premier ministre à nous guider pour surmonter les nouveau défis qui lui avait gagné la confiance de la population.

● (1810)

Je ne saurais prononcer ce discours sans saluer tous les formidables bénévoles qui m'ont soutenu. Nous n'avions pas de gros moyens dans Sault Ste. Marie—Algoma, mais c'était extraordinaire. Nous avons lancé des appels sur les médias sociaux, et des gens y ont répondu. Beaucoup d'entre eux avaient déjà fait du bénévolat dans le cadre d'autres campagnes électorales. Beaucoup d'autres n'avaient jamais, au grand jamais, voté pour les libéraux, mais ils sont venus nous aider parce qu'ils ont vu à quel point ces élections étaient cruciales. Certaines personnes qui se sont présentées n'avaient absolument jamais travaillé à une campagne électorale.

J'ai été très touché par le grand nombre de bénévoles. Je tiens donc à les remercier tous, y compris les nouveaux bénévoles des quatre coins de Sault Ste. Marie—Algoma. Cependant, je m'en voudrais de ne pas remercier les gens qui ont participé à mes quatre campagnes. Ils ont toujours été là. C'est absolument incroyable. Un média a souligné que c'était la première fois que les libéraux remportaient quatre victoires consécutives dans cette circonscription. Tous les partis politiques se livrent toujours une course effrénée. Sans ces bénévoles, je ne serais pas de nouveau ici. Je les remercie du fond du cœur, ainsi que mes partisans et mes donateurs. Ils sont tellement nombreux que je ne peux pas tous les nommer.

Au sein de ce groupe, certains de mes meilleurs bénévoles étaient, bien sûr, ma famille. Comme je l'ai mentionné pendant la période des questions d'aujourd'hui, je célèbre mon 25e anniversaire de mariage avec mon épouse, Lisa Bradford, que j'ai rencontrée il y a de nombreuses années. J'étais déjà en politique. En novembre, je soufflerai mes 28 bougies de représentation locale, que j'ai commencée au conseil scolaire et au conseil municipal. Un vieil adage dit que derrière chaque grand homme et chaque grande femme, il y a un partenaire de vie. Dans mon cas, ma partenaire n'est pas derrière moi, mais à mes côtés, et je lui dis *chi meegwetch*.

Avant d'aller plus loin, je tiens à souligner que je me trouve actuellement sur le territoire traditionnel des Algonquins. Mon épouse et mes enfants sont membres de la Première Nation de Batchewana. Dans ma nouvelle région, les Premières Nations ojibwées et cries sont également présentes. Je les remercie de partager leurs terres avec nous, et je remercie tous les peuples autochtones de notre grand pays, y compris les Métis, de partager leurs terres avec nous.

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans la nouvelle circonscription, la principale préoccupation des gens était, bien entendu, la menace à notre souveraineté posée par l'administration américaine, qui n'arrêtait pas de dire que le Canada pourrait devenir le 51e État. C'était incroyable. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte à Elliot Lake, j'ai entendu les aînés s'opposer farouchement à cette idée. Certains ont utilisé des mots que je ne peux pas répéter à la Chambre. Ils ont défendu leur point de vue avec conviction parce qu'ils ont bâti ce pays pour qu'il devienne ce qu'il est aujourd'hui. Les paroles du premier ministre sur la nécessité de tenir tête à Donald Trump ont vite trouvé un écho auprès d'eux.

Il y a deux grandes entreprises sidérurgiques dans ma circonscription, soit Algoma Steel, qui est le deuxième producteur d'acier en importance au Canada, et Tenaris Algoma Tubes, qui produit des tubes pour l'industrie pétrolière et gazière à l'échelle du Canada.

J'ai souvent dit que j'avais déjà vu des menaces comme celles liées aux droits de douane, mais je n'avais jamais rien vu de comparable à la réalité de la nouvelle administration américaine. Les revirements incessants de cette administration dépassent l'entendement. C'est incroyable. Nous pouvons entendre une autre annonce de l'administration américaine et, avant la fin de la journée, les choses ont encore changé. Ce manque de stabilité a causé beaucoup d'angoisse, et à juste titre. En 2018, lorsque nous avons fait face à des droits de douane, nous avons pris des contre-mesures pour soutenir les travailleurs.

● (1815)

C'est pourquoi j'ai été très heureux de constater que le discours du Trône traitait, dans certaines sections en particulier, de nos relations avec les États-Unis d'Amérique, qui ont toujours été un de nos plus importants partenaires. Nous avons toujours été amis. Nous nous appelons toujours cousins. Il y a déjà eu des malentendus. Parfois, en raison de la taille de leur pays, ils ne prêtent pas vraiment attention, et pas seulement au Canada, mais aussi au reste du monde.

Je me souviens d'une fois, lorsque j'étais à Lake State, une université de l'autre côté de la frontière où j'étudiais les sciences politiques et les affaires, où nous avons traversé la frontière dans ma voiture. Nous faisions la queue à la frontière et il y avait un peu d'attente. Mes amis à l'arrière ont dit: « Ne serait-ce pas formidable si nous ne formions qu'un seul grand pays? » Je les ai regardés et j'ai répondu: « Oui, ce serait formidable d'avoir un seul premier ministre », ce qui les a fait réagir avec surprise. Nous avons entamé ce genre de conversation.

Je le répète, compte tenu du discours du Trône, il est important de traiter avec les États-Unis en particulier, et ce, de multiples façons. Alors que nous renégocions l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, il est essentiel que nous ayons un premier ministre doté d'un grand sens des affaires, connu dans le monde entier et capable de s'asseoir directement à la table des négociations et de traiter avec l'administration américaine.

Toutefois, pour tenir tête à cette administration, nous devons également diversifier notre économie, et c'est pourquoi, lorsque le premier ministre parle d'unifier l'économie canadienne, cela m'interpelle beaucoup, ainsi que les habitants de ma belle circonscription. Nous savons tous, dans cette enceinte, que nous formons une Confédération de 10 provinces et de 3 territoires; il est étrange, surtout pour moi, qui ai travaillé dans le domaine des affaires, du développement économique et du développement des compétences, qu'il soit difficile pour les gens de faire des affaires les uns avec les autres à l'intérieur du Canada. Il est essentiel d'abattre ces barrières et d'organiser ce que l'on a appelé aujourd'hui, lors de la période des questions, un « love-in ». En effet, le premier ministre Ford a affirmé qu'il s'agissait de la meilleure réunion à laquelle il ait participé en 10 ans.

Le fait que nous travaillions ensemble indique à nos amis américains que nous pouvons compter les uns sur les autres. Si nous éliminons ces barrières, 200 milliards de dollars viendront s'ajouter à notre économie. Cependant, quand j'y pense, il ne s'agit pas seulement de ces 200 milliards de dollars. Ces dernières années, j'ai coprésidé le Groupe interparlementaire Canada-Japon. Le Japon est le troisième investisseur étranger direct au Canada. Si nous éliminons les barrières en question, il sera plus facile pour d'autres pays de faire des affaires avec nous, car nous pourrons implanter des usines n'importe où, en particulier dans Sault Ste. Marie—Algoma, qui est véritablement au centre du Canada. Il pourrait s'agir d'une plaque tournante en matière de logistique. Il y a de formidables possibilités.

L'ambitieux discours du Trône prononcé avec grande éloquence par le roi Charles III met en lumière une multitude de façons de faire croître l'économie du pays et de travailler ensemble, en tant qu'État souverain. La présence du roi Charles III a clairement montré que le Canada est différent des États-Unis. Le Canada est une confédération, une mosaïque. Au Canada, nous nous attendons à ce que les gens de partout au pays conservent leur propre identité, comme ma famille l'a fait au Québec. Aux États-Unis, on s'attend plutôt à ce que tout le monde se fonde dans la masse, une vision très différente de la nôtre. L'économie canadienne, cette économie unifiée, est d'une importance cruciale. Nous avons un énorme potentiel, qui nous permettra de relever des défis importants.

Sault Ste. Marie—Algoma est une collectivité frontalière, une région importante pour les échanges commerciaux. Il est donc absolument essentiel d'améliorer nos infrastructures. Les ports, les voies ferrées, les routes et les corridors commerciaux sont essentiels, car beaucoup de marchandises pourront passer par là quand la relation entre nos deux pays sera rétablie. C'est une relation logique: on ne peut pas nier que les États-Unis seront toujours un partenaire commercial du Canada.

Je siège au comité du commerce. Beaucoup de marchandises voyagent du nord au sud ou l'inverse, mais nous devons renforcer la sécurité aux frontières. Nous devons le faire d'une manière logique.

● (1820)

Nous savons pertinemment que le problème du fentanyl aux États-Unis ne vient pas de notre pays. D'après les données des États-Unis, nous savons que moins de 1 % du fentanyl qui s'y trouve vient de chez nous. Nous avons quand même présenté aujourd'hui la Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière, qui rendra le Canada encore plus fort. C'est extrêmement important.

Étant donné que je vis dans une ville frontalière, je sais pertinemment que des drogues et des armes à feu illégales entrent au Canada en provenance des États-Unis. Dans le discours du Trône, le roi a parlé d'investir dans la GRC et d'embaucher 1 000 agents de plus à la GRC. Il est absolument essentiel d'empêcher les mauvaises personnes et les produits dangereux d'entrer au pays.

Voilà où nous en sommes après 10 ans de compressions de la part du gouvernement précédent. Nous savons que le budget de la GRC et de l'Agence des services frontaliers du Canada a été réduit de près de 1 milliard de dollars. Nous avons déjà réembauché, mais nous irons plus loin encore. À Sault Ste. Marie, nous avons hâte que cela se concrétise, que l'on continue d'investir pour assurer la sécurité de nos collectivités. Le projet de loi va plus loin à bien des égards.

Puisque nous parlons de sécurité, le discours du Trône a également parlé de mesures pour rebâtir nos forces armées. Les Forces armées canadiennes sont absolument essentielles. Un de mes meilleurs amis, le capitaine Donald McFarling, qui était mon colocataire quand j'étais au collège, a pris part à deux missions en Afghanistan. Il est actuellement professeur au Collège militaire royal. Nous remercions tous les hommes et toutes les femmes qui ont servi notre pays, qui ont protégé notre pays contre les menaces et qui ont assuré le maintien de l'ordre dans certaines régions lors de missions de maintien de la paix.

Comme je l'ai mentionné, je suis maintenant au service d'Algoma, l'endroit où Lester B. Pearson a servi. Il a si bien servi cette région. À Elliot Lake, tout porte le nom de Lester B. Pearson. C'était un grand premier ministre, toujours l'un de mes préférés, et c'est vraiment un honneur de servir au même endroit que lui.

Nous renforçons nos forces armées pour les bonnes raisons, à savoir réduire notre dépendance envers les États-Unis. Le renforcement et la modernisation de nos forces armées seront bons pour Sault Ste. Marie—Algoma, car Algoma Steel fabrique des plaques de blindage. D'ailleurs, c'est le seul endroit au Canada où l'on fabrique des plaques de blindage de cette importance. L'acier sera utilisé dans le programme de construction navale et dans la reconstruction de nos véhicules blindés. C'est très important parce que c'est la bonne chose à faire et que cela contribuera également à créer des emplois à Sault Ste. Marie—Algoma.

C'est un plan ambitieux dont le premier ministre et ses homologues des provinces et des territoires ont discuté en Saskatchewan. Mon grand-père travaillait dans une ferme. Il est très important que nous soyons capables de travailler ensemble. Lorsque nous bâtissons, nous créons des emplois dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement. Pour des entreprises comme Tenaris, acheminer nos ressources jusqu'aux côtes est extrêmement important. Par ailleurs, Algoma Steel et nous savons que la construction de ponts est une bonne chose parce qu'ils seront composés d'acier.

Article 52 du Règlement

Notre plan pour le logement, qui est mentionné dans le discours, est aussi important. Doubler l'offre de logements nécessitera du bois canadien, lequel recevra un traitement préférentiel. Des scieries se trouvent un peu partout dans le Nord de l'Ontario. Je pense notamment à White River, où une scierie a fermé ses portes lorsque Stephen Harper était premier ministre. Elle a récemment réouvert en partenariat avec les Premières Nations de la région, dont Pic Mobert. Elle est actuellement en fonction.

Je souligne que le bois, l'acier et l'aluminium sont aussi essentiels à la réalisation du projet de construction le plus ambitieux que nous ayons jamais vu. Comment devons-nous réagir à l'administration américaine? Nous luttons, nous protégeons et nous bâtissons. Ce sont des choses importantes que nous devons faire. Ainsi, nous créons des emplois dans les secteurs de l'acier, du bois et de l'aluminium, et ce, pour les travailleurs d'ici.

Comme je l'ai mentionné, il fut un temps où j'étais le gars des formations d'apprentis dans la région d'Algoma. Je suis heureux que nous soutenions ce type de formation en couvrant les coûts au moyen de subventions allant jusqu'à 8 000 $. C'est extrêmement important parce qu'il y a des coûts associés...

● (1825)

Le Président: Je déteste devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

Nous avons le temps pour une très brève question et une très brève réponse.

Le député de Pitt Meadows—Maple Ridge a la parole.

● (1830)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député pour sa réélection.

S'il y a une chose dont il n'a pas parlé dans ses observations, c'est la criminalité. Hier, j'ai eu l'occasion de bavarder avec une dame et je lui ai demandé comment s'était passée sa journée. Elle m'a répondu que c'était une journée d'enfer parce qu'elle avait dû téléphoner à la police trois fois pour que des gens soient expulsés de son commerce.

Je me demande si le député reconnaît le rôle des libéraux dans la montée fulgurante de la criminalité. Appuie-t-il l'emprisonnement plutôt que la mise en liberté sous caution pour les récidivistes? Abrogerait-il les dispositions découlant des projets de loi C-5 et C-75?

Terry Sheehan: Monsieur le Président, en nous appuyant sur le projet de loi C-48, qui a apporté des changements majeurs au projet de loi C-75 en inversant le fardeau de la preuve, et en travaillant avec les provinces et les territoires, nous allons renforcer la législation et aller plus loin. Le premier ministre a dit que nous irions encore plus loin en ce qui concerne la réforme du système judiciaire et des tribunaux.

DÉBAT D'URGENCE

[*Traduction*]

LES FEUX DE FORÊT AU MANITOBA ET EN SASKATCHEWAN

Le Président: La Chambre va maintenant procéder à l'examen d'une motion d'ajournement de la Chambre pour discuter d'une question précise et importante qui nécessite urgemment notre attention, à savoir les incendies de forêt au Manitoba et en Saskatchewan.

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD) propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

— Monsieur le Président, je vais partager mon temps avec ma collègue de Nunavut.

Je tiens tout d'abord à exprimer ma sincère gratitude à tous les travailleurs de première ligne, les pompiers et les professionnels de la santé qui travaillent sans relâche pour répondre aux catastrophes causées par les incendies de forêt. Je tiens également à remercier les membres des Premières Nations de Peguis et de Sagkeeng, et les habitants de The Pas, de Thompson, de la NCO, de Norway House, de Portage la Prairie, de Dauphin, de Winnipeg et d'ailleurs, qui ont ouvert leurs foyers à des amis et à des familles qui ont été touchés par cette tragédie climatique. Enfin, je tiens à remercier les chefs et les dirigeants des communautés qui prennent soin de leur peuple et le défendent en cette période de crise.

J'aimerais dire à l'ensemble des enfants, des familles et des personnes âgées qui sont touchés par cette situation d'urgence que je suis avec eux, et je leur témoigne toute ma sympathie et tout mon amour.

Les incendies de forêt continuent de faire rage au Manitoba et en Saskatchewan, et forcent des milliers de personnes à quitter leur domicile, en particulier dans les communautés du Nord, les communautés éloignées et les communautés des Premières Nations. Je suis ici aujourd'hui pour représenter les chefs de communautés et informer le gouvernement fédéral que les peuples autochtones n'ont pas été consultés comme il se doit, ce qui constitue une violation des droits garantis par les traités et la Charte.

Le gouvernement fédéral a l'obligation de respecter la dignité et le bien-être des Premières Nations touchées par ces incendies de forêt, ce qui comprend les éléments suivants. Lorsqu'il travaille avec les peuples autochtones, le gouvernement du Canada est tenu de respecter son obligation fiduciaire de diligence et ses obligations découlant de traités. Il a également l'obligation de respecter la Charte canadienne, en particulier l'article 7, qui concerne le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes.

Cela n'a toutefois pas été le cas, car les personnes évacuées ont souvent été exposées à des conditions dangereuses en raison de la réponse inadéquate du gouvernement fédéral. Les chefs des Premières Nations nous ont signalé que les personnes évacuées pourraient être contraintes de rester dans des logements surpeuplés et sous-équipés. Des familles ont été séparées. Des enfants vulnérables, des personnes âgées et des personnes à risque sur le plan médical ont été placés dans des conditions dangereuses et précaires.

Nous avons également appris des Premières Nations que le gouvernement a retardé son soutien aux évacuations, mettant ainsi les évacués en danger. C'est ce que nous avons par exemple pu constater à Pukatawagan, où les membres de la communauté, les aînés et les enfants ont été contraints de quitter la communauté six par six lorsque la piste d'atterrissage de cette dernière a été fermée et que le seul accès possible ne pouvait désormais se faire que par hélicoptère. Bien que la communauté ait signalé au gouvernement quelques jours auparavant qu'elle se trouvait en situation d'urgence, elle a dû attendre avant d'être déplacée en lieu sûr.

Le gouvernement fédéral doit respecter ses obligations fiduciaires, les traités et la Charte dans son travail avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones afin de s'assurer que les droits de la personne des Autochtones sont maintenus et respectés sans réserve. Cela signifie qu'il doit appliquer et soutenir les mesures d'urgence pour les personnes évacuées et remplir ses obligations légales plutôt que de transférer la responsabilité aux provinces et aux territoires et de retarder l'action et les délais de réponse en raison d'une querelle de compétences.

Voici le problème: ce n'est pas la première fois que cela se produit. Malgré les appels du NPD à mettre en place des infrastructures et des ressources permanentes pour répondre aux événements météorologiques extrêmes, le gouvernement est resté les bras croisés, et maintenant les communautés luttent pour mettre leurs membres à l'abri et les placer dans des logements où ils peuvent vivre en sécurité et dans la dignité. Nous avons déjà été témoins d'exemples de l'incapacité du gouvernement fédéral à protéger les personnes contre les phénomènes météorologiques extrêmes.

● (1835)

En 2011, la Première Nation de Lake St. Martin a été inondée, et de nombreux membres de la communauté n'ont pas pu rentrer chez eux pendant plus d'une décennie. Au cours de cette période, de nombreuses femmes et filles de cette communauté ont été victimes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle ou de traite des personnes parce qu'elles avaient été déracinées de leur communauté et placées dans des situations dangereuses.

Il y a une crise liée aux femmes et aux filles autochtones assassinées ou portées disparues au Canada. Des personnes sont placées dans des centres urbains alors que c'est la première fois qu'elles sortent de leur communauté. Que fait le gouvernement fédéral pour s'assurer de financer des services de soutien adéquats en santé mentale et des services de soutien adéquats pour les familles, afin qu'elles puissent vivre en sécurité à Winnipeg? Nous devons non seulement veiller à ce que les personnes évacuées aient accès à du logement et à des services de santé, y compris des services de santé mentale et de santé génésique, mais nous devons aussi mettre en place un plan pour ramener les gens chez eux en toute sécurité et éviter de futures tragédies comme celle-ci. Il faut aussi prévoir des mesures à mettre en œuvre quand un événement malheureux se produit et que les gens ne sont pas en mesure de rentrer chez eux pendant une longue période.

Nous ne pouvons pas faire comme si ces incendies de forêt sont désormais la norme et qu'ils s'inscrivent dans un contexte plus large de hausse des températures, ce qui les rend plus intenses et plus violents, causant ainsi des dégâts beaucoup plus importants. Nous savons que la saison des incendies commence plus tôt, qu'elle dure plus longtemps et que les incendies sont plus difficiles à maîtriser. Pensons à ce qui vient de se produire à Jasper ou à Lytton, en Colombie-Britannique. Nous voyons cela trop souvent.

Il est honteux qu'en pleine urgence climatique, le gouvernement libéral continue de ne pas tenir compte de ce qui est devenu la norme. En fait, les libéraux veulent réaliser davantage de projets de pipelines et d'extraction, accélérer les processus de consultation et les évaluations environnementales — voire éliminer ces dernières — et négliger leur obligation constitutionnelle d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, au mépris de leur obligation d'honorer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, dont l'application en droit canadien a pourtant été confirmée par l'adoption du projet de loi C-15. Ils continuent de jouer avec la vie des personnes les plus touchées par les phénomènes météorologiques extrêmes.

Comme je l'ai dit, les phénomènes météorologiques extrêmes sont en train de devenir la norme. Je peux affirmer que le NPD continuera à faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette en place des systèmes permanents d'intervention en cas d'urgence, en consultation avec les peuples autochtones et conformément au principe du consentement préalable, libre et éclairé de ces derniers, et pour qu'il prévoie des interventions régionales, propres à la nation participant aux négociations et dirigées par celle-ci.

Comme je l'ai dit, ce n'est pas la première fois que cela se produit. Le gouvernement doit s'engager à prévenir les urgences futures en établissant une force nationale de lutte contre les incendies de forêt et en créant une brigade jeunesse pour le climat afin d'aider à réagir aux phénomènes météorologiques extrêmes et de promouvoir la résilience face aux changements climatiques. Personne ne devrait être laissé pour compte en cas d'urgence climatique. Alors que de nombreuses personnes évacuées ont du mal à trouver un logement, à accéder à des ressources en santé et à se sentir en sécurité, y compris dans Winnipeg-Centre, le gouvernement a l'obligation de respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la Charte et sa responsabilité fiduciaire de veiller à la dignité et à la sécurité de toutes les personnes touchées par les incendies de forêt.

Il faut donc ordonner aux ministères fédéraux, notamment à Services aux Autochtones Canada, à Sécurité publique et Protection civile, et à Relations Couronne-Autochtones, de collaborer avec les provinces pour appliquer et soutenir les décrets d'urgence et d'assumer la responsabilité fédérale quand les mesures provinciales sont insuffisantes…

● (1840)

Le Président: Je suis désolé d'interrompre la députée, mais il est temps de passer aux questions et observations.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, il ne fait absolument aucun doute qu'il est justifié de tenir un débat d'urgence sur ces gigantesques incendies de forêt. Je dois dire que, ce qui est un peu décevant, c'est que la députée de Winnipeg-Centre semble vouloir critiquer le gouvernement. Peut-elle nous dire si le Manitoba, en particulier le premier ministre Wab Kinew, critique le gouvernement fédéral parce qu'il ne joue pas son rôle dans ce dossier? Le premier ministre a répondu à l'appel.

Je désapprouve quelque peu les observations de la députée sur l'inondation qui a eu lieu dans la réserve de Lake St. Martin. Comme elle le sait, c'est le gouvernement provincial qui a causé cette inondation, mais elle a semblé laisser entendre que c'était la faute du gouvernement fédéral. Je ne lui dirai pas quel parti politique était au pouvoir à ce moment-là. Elle peut le deviner toute seule.

Leah Gazan: Monsieur le Président, je ne peux certainement pas parler au nom du premier ministre du Manitoba. Je parle au nom des dirigeants des Premières Nations.

Je sais que le député d'en face a beaucoup de mal à comprendre que le gouvernement fédéral à l'obligation constitutionnelle d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, mais il pourrait lire un livre pour s'informer là-dessus.

Article 52 du Règlement

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je remercie la députée de Winnipeg-Centre d'avoir proposé un débat d'urgence à la Chambre des communes sur cette question cruciale. Il s'agit d'une urgence à bien des égards.

En juin 2018, la Chambre a voté pour dire que la crise climatique était une urgence. Le lendemain, le gouvernement a approuvé un pipeline. Ce soir, nous débattons d'une situation d'urgence où des gens fuient des collectivités éloignées de la Saskatchewan et du Manitoba pour sauver leur vie.

Je demande à la députée ce qu'elle espère tirer du débat de ce soir pour que l'on puisse passer de la parole aux actes en ce qui concerne la crise climatique.

Leah Gazan: Monsieur le Président, voici le problème. Alors que des incendies de forêt font rage, que fait le premier ministre? Il rencontre d'autres premiers ministres provinciaux pour accélérer les projets d'extraction des ressources, se débarrasser des évaluations environnementales et accélérer les consultations auprès des peuples autochtones. Il faut prendre certaines mesures. Nous avons besoin de processus de consultation adéquats avec les peuples autochtones.

Le gouvernement fédéral est au pouvoir depuis plus de huit ans. Il est temps qu'il cesse de rester les bras croisés et qu'il mette en place les infrastructures nécessaires pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes qui sont devenus la nouvelle norme.

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée d'avoir demandé ce débat d'urgence. Il y a de bonnes nouvelles dans ma circonscription. Il semble que les gens aient pu rentrer chez eux, puisqu'un feu de forêt hors de contrôle a heureusement pu être arrêté juste au sud du village.

La députée a dit que le gouvernement fédéral aurait dû intervenir plus tôt dans le cas du Manitoba. Elle sait sûrement que, selon la loi, il revient à la province de demander de l'aide au gouvernement fédéral. La députée aurait-elle des idées pour modifier la loi afin que le gouvernement fédéral puisse agir plus rapidement dans ce genre de cas? Que pourrait-on faire pour répondre aux préoccupations de la députée?

● (1845)

Leah Gazan: Monsieur le Président, dans le cas des communautés des Premières Nations, cela relève en fait de la compétence de Services aux Autochtones Canada, qui a un devoir de diligence fiduciaire.

En ce qui concerne, par exemple, la nation crie de Pimicikamak et Pukatawagan, où on pouvait évacuer seulement six personnes à la fois parce que la piste d'atterrissage était fermée, il s'agit d'un échec du gouvernement fédéral. Il est décidément temps que le gouvernement fédéral cesse de renvoyer la balle aux provinces et s'acquitte de ses obligations fiduciaires.

Lori Idlout (Nunavut, NDP): *Uqaqtittiji*, avant de commencer, je tiens à souligner que juin est le Mois national de l'histoire autochtone. J'espère que nous saisirons toutes les occasions possibles ce mois-ci pour manifester notre reconnaissance aux peuples autochtones et en apprendre davantage à leur sujet. Pour ma part, le Mois national de l'histoire autochtone est l'occasion de rappeler aux parlementaires que les Inuits, les Premières Nations et les Métis sont des gens brillants. Lorsque les peuples autochtones empruntent la voie du pardon et de l'amour intergénérationnel, ils s'épanouissent et font du Canada un pays meilleur.

Le Parlement doit faire mieux pour rendre hommage aux anciens élèves des pensionnats autochtones. Le Parlement doit faire mieux pour commémorer la mémoire des enfants qui, au lieu de jouer dans des terrains de jeu, ont été enterrés par les écoles qu'ils ont été forcés de fréquenter. Si le Canada avait établi une bien meilleure relation avec les peuples autochtones et commencé à honorer les traités conclus avec eux à l'époque, nous aurions un bien meilleur Canada aujourd'hui.

En ce qui concerne le débat d'urgence, je tiens d'abord à dire *qujannamiik* aux premiers intervenants du Manitoba et de la Saskatchewan. Les changements climatiques accélèrent la fréquence et l'ampleur des catastrophes comme les feux de forêt. Les Canadiens connaissent des saisons de feux de forêt sans précédent, et cette saison ne fait que commencer. Les premiers intervenants et les pompiers locaux et provinciaux sont déjà débordés.

Les Manitobains, les Saskatchewanais et les habitants de nombreuses collectivités éloignées et nordiques des Premières Nations sont forcés de quitter leur maison à cause des feux de forêt qui font rage. Les deux provinces ont déclaré l'état d'urgence. À ce jour, environ 8 000 personnes de la Saskatchewan et plus de 17 000 personnes du Manitoba ont été évacuées. Le système d'intervention d'urgence du gouvernement fédéral ne parvient pas à répondre adéquatement aux besoins urgents des personnes évacuées, en particulier des communautés autochtones.

Le gouvernement fédéral doit accélérer ses efforts pour protéger les Canadiens et atténuer les répercussions des changements climatiques. Les dirigeants communautaires ont exprimé des préoccupations au sujet de l'accès au logement et aux ressources en santé pour les personnes qui ont fui les incendies. Le gouvernement du Canada doit mettre en place un système de prévention à l'échelle régionale et communautaire, ainsi que des mesures précises et contrôlées, afin de prévenir les tragédies.

Ce débat d'urgence, que je remercie la députée de Winnipeg-Centre d'avoir demandé, revêt une importance particulière pour le Nunavut. Le Nunavut dépend beaucoup des déplacements pour des raisons médicales, et Winnipeg est une plaque tournante majeure pour les patients qui voyagent à ces fins. Chaque jour, de tels patients font la navette entre le Nunavut et Winnipeg.

Le système de santé au Nunavut est très élémentaire. Si quelqu'un se rend au centre de santé pour soulager sa douleur et son inconfort, on le renvoie chez lui avec des analgésiques. Parfois, des mois voire des années s'écoulent sans que le patient reçoive les soins appropriés malgré tous ses déplacements. Ce patient finit souvent par recevoir un diagnostic de cancer ou de maladie débilitante, dans des endroits comme Winnipeg, s'il a la chance d'être envoyé dans une clinique là-bas.

Il y a des centres de santé dans les communautés. La plupart des soins y sont fournis par du personnel infirmier. Dans les communautés, de nombreux centres ont été contraints de rester fermés, et de n'être accessibles qu'en cas d'urgence, en raison de la pénurie de personnel infirmier. Dans certaines grandes collectivités, comme Iqaluit, il y a des médecins résidents. Il n'y a qu'un seul hôpital à Iqaluit.

La plupart des communautés ont très rarement accès aux soins fournis par un médecin ou un spécialiste en visite. En 2022, l'étude Qanuinngitsiarutiksait a révélé qu'environ 16 000 rendez-vous médicaux ont été pris au Manitoba. Elle a révélé que, dans environ 80 % des cas, les femmes de la région de Kivalliq accouchent au Manitoba, principalement à Winnipeg. Elles passent un mois en isolement, loin de leur milieu familier. Le coût d'un tel accouchement est d'environ 14 000 $.

● (1850)

Le Programme des services de santé non assurés du gouvernement fédéral paie les déplacements pour des raisons médicales, car il s'agit d'une obligation fédérale. Malheureusement, le gouvernement fédéral refuse de remplir son obligation. Au lieu d'investir dans le logement ou les infrastructures, le gouvernement du Nunavut sert essentiellement de banque au gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral refuse de négocier de bonne foi avec le Nunavut, à hauteur de 236 millions de dollars pour l'exercice 2025-2026. Sans négociations et transferts en temps opportun, les Nunavummiuts continueront d'être forcés à aller se faire soigner à des endroits comme Winnipeg. Bien que les quelque 17 000 personnes évacuées vers Winnipeg soient très importantes, elles représentent un énorme afflux de personnes qui finiront par avoir besoin de soins, et mes concitoyens ne doivent pas être laissés pour compte.

Je vais maintenant parler des répercussions sur les peuples autochtones des Premières Nations au Manitoba et en Saskatchewan. Le premier ministre du Manitoba, Wab Kinew, a déclaré l'état d'urgence à l'échelle de la province en annonçant que les autorités prévoient que plus de 17 000 personnes seront évacuées des régions touchées par les feux de forêt. Selon un récent article de la CBC, les dirigeants des Premières Nations soulignent que les villes du Manitoba affichent essentiellement complet, puisque les gens continuent de chercher un logement temporaire pour les personnes évacuées qui fuient les collectivités cernées par les feux de forêt.

Que fera le gouvernement pour que les personnes évacuées soient bien logées, nourries et capables de prendre soin les uns des autres? Le rôle du gouvernement fédéral à l'égard des peuples autochtones en matière de protection contre les incendies de forêt comprend l'extinction des feux de forêt sur les terres fédérales, aussi appelées réserves indiennes, et sur les bases militaires. Nous devons savoir s'il s'en occupe actuellement. Les Premières Nations ont demandé au gouvernement du Canada de respecter ses obligations envers les personnes touchées par les incendies de forêt. Les peuples autochtones affirment que leurs droits garantis par la Charte, en particulier ceux prévus à l'article 7 — le « droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne » —, risquent d'être enfreints si les personnes évacuées sont exposées à des conditions dangereuses pour cause d'inaction.

Services aux Autochtones Canada est tenu de s'acquitter de son obligation fiduciaire de fournir du soutien lorsque des mesures fédérales sont nécessaires pour protéger les peuples et les communautés autochtones. Services aux Autochtones Canada doit accroître les services de santé en fonction de l'augmentation du nombre de personnes qui se trouvent maintenant à Winnipeg. Mes concitoyens ne doivent pas perdre leur accès aux soins après avoir été contraints de quitter le Nunavut pour les recevoir. Enfin, le gouvernement fédéral doit respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et veiller à ce que le consentement préalable des Premières Nations, des Inuits et des Métis au système « un projet, une évaluation » du gouvernement libéral ait véritablement été donné librement et en connaissance de cause .

Le Canada brûle déjà. L'accélération des projets miniers ne ferait qu'empirer notre vie à tous. Les membres des Premières Nations qui ont été évacués ne peuvent pas donner leur consentement préalable librement et en connaissance de cause à des projets qui pourraient se trouver sur leur territoire, et leurs droits ne doivent pas être violés. Nous implorons le gouvernement libéral de veiller à ce que, lorsqu'il travaille avec les peuples autochtones, ceux-ci donnent véritablement leur consentement au préalable, librement et en connaissance de cause.

● (1855)

Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre élection à la présidence de la Chambre.

Au cours de la dernière législature, ce fut un plaisir pour moi de travailler aux côtés de la députée de Nunavut au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord. Dans le cadre des travaux de ce comité, nous avons d'ailleurs mené une étude sur les interventions d'urgence dans le Nord et dans les communautés autochtones. C'est vraiment le sujet de l'heure. La possibilité pour le gouvernement de miser sur des interventions adaptées aux valeurs culturelles parmi les principaux domaines que nous avons examinés. Je me demande si la députée d'en face pourrait nous dire ce qu'elle en pense.

Lori Idlout: *Uqaqtittiji*, je félicite le député de sa réélection. J'ai moi aussi bien aimé travailler avec lui au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord. Bien que sa question sur les services adaptés à la culture soit excellente, je pense que le plus urgent, c'est, au minimum, de fournir des services essentiels.

Comme je l'ai mentionné dans mon discours, les Nunavummiuts sont obligés de partir. Il est plus difficile pour les Nunavummiuts, pour les habitants du Nord, de s'intéresser à la souveraineté et à la sécurité de l'Arctique s'ils n'ont pas d'autre choix que de partir pour recevoir des soins médicaux de base. Les Nunavummiuts doivent avoir accès à des logements sûrs, confortables et à la portée de leur portefeuille. Trop de familles vivent dans des logements surpeuplés. Trop de familles vivent dans des logements rongés par la moisissure. Même si nous applaudissons toute tentative d'aller un peu plus loin au chapitre des soins adaptés aux valeurs, je pense qu'il faut revenir à l'essentiel en finançant d'abord le nécessaire.

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de nous avoir fait part de l'expérience de ses concitoyens dans le cadre de ce débat très important.

L'automne dernier, j'ai eu l'occasion de siéger au comité de l'environnement, où nous avons examiné la dévastation provoquée par l'incendie de l'été dernier dans le parc national Jasper. Ce qui m'a particulièrement frappé, ce sont les nombreux témoignages de groupes autochtones qui nous ont parlé de l'histoire de certaines régions comme le parc national Jasper, qui ne ressemble pas au parc national Jasper près duquel j'ai grandi.

En fait, les vastes étendues de pin tordu que nous voyons dans ce parc ne sont pas naturelles, selon l'histoire orale des Autochtones. Avant que Parcs Canada n'intervienne et ne mette en place des mesures de lutte contre les incendies, il y avait davantage de pâturages. Les témoins nous ont dit que, si nous avions envisagé des techniques autochtones pour gérer les feux de forêt, nous pourrions mieux atténuer un grand nombre des incendies dont nous sommes témoins partout au pays.

Article 52 du Règlement

Je me demande si la députée a des observations à faire à ce sujet et si elle souhaite faire part de ses réflexions à la Chambre.

Lori Idlout: *Uqaqtittiji*, lorsque j'ai fait partie du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, l'une des premières choses que j'ai toujours tenu à faire dans nos rapports d'études était de rappeler aux parlementaires que les peuples autochtones étaient présents au Canada avant sa création, depuis des temps immémoriaux. Avant le colonialisme, les Premières Nations et les Inuits s'occupaient des terres en appliquant leurs pratiques. À l'époque où nous gérions les terres, il n'y avait pas autant de catastrophes qu'aujourd'hui.

Dans les décisions que nous prenons en tant que députés, dans les orientations que nous donnons aux bureaucrates et dans le travail national effectué pour mettre en œuvre d'autres activités relevant du droit international, nous devons toujours veiller à utiliser le savoir traditionnel autochtone tout comme nous utilisons les connaissances scientifiques. Le savoir autochtone est de la science, et il faut faire en sorte que la prise de décision soit basée sur l'expertise autochtone, une expertise que nous possédons depuis des temps immémoriaux.

● (1900)

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, dans son intervention, la députée a parlé de l'extraction des ressources, de l'accélération des projets et, bien sûr, de ses implications pour les communautés autochtones pour ce qui est du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. En outre, face à la crise climatique et à la situation actuelle, j'aimerais qu'elle nous en dise plus sur ses préoccupations concernant la crise climatique et l'accélération de projets d'extraction de ressources.

Lori Idlout: *Uqaqtittiji*, alors que le premier ministre et le gouvernement libéral cherchent à s'enrichir en exploitant les terres des Premières Nations, des Inuits et des Métis, nous allons continuer à être opprimés. C'est ce qui me préoccupe le plus au sujet de l'approche « un seul examen par projet ». Les Premières Nations, les Métis et les Inuits ne seront pas en mesure de donner leur consentement préalable, librement et en connaissance de cause, si le processus est accéléré. C'est particulièrement vrai s'ils sont évacués vers des endroits comme Winnipeg.

L'hon. Eleanor Olszewski (ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la ministre des Services aux Autochtones.

Je remercie d'abord la députée de Winnipeg-Centre d'avoir proposé ce débat important et opportun.

Comme beaucoup de Canadiens, j'ai vu les images dévastatrices qui nous parviennent du Manitoba et de la Saskatchewan: une fumée épaisse, un ciel orange, des communautés entières qui ont dû être évacuées et des familles qui ne savent pas si elles ont encore une maison. C'est effrayant et déchirant. Mes pensées vont à toutes les personnes qui ont été déplacées et qui s'inquiètent pour leur maison, leur santé et leurs proches. C'est une période difficile marquée par une grande incertitude.

Depuis le début de la crise, je travaille en étroite collaboration avec mes homologues provinciaux afin de gérer la réponse du fédéral et de veiller à ce que l'aide parvienne aux personnes qui en ont le plus besoin. La coordination entre les représentants fédéraux, la province, les communautés autochtones et les organisations humanitaires est constante, et tous les partenaires se réunissent chaque jour pour garantir que nous faisons tout ce que nous pouvons pour assurer la sécurité des gens.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers les premiers intervenants, les pompiers et les bénévoles, et plus particulièrement les Forces armées canadiennes et la Garde côtière, qui se sont mobilisés et ont risqué leur vie pour protéger les autres. Leur dévouement et leur courage sont extraordinaires.

Je tiens également à souligner le leadership dont ont fait preuve les gouvernements autochtones et les représentants locaux, en particulier dans les collectivités éloignées, où les évacuations sont si complexes et difficiles et où les ressources sont si difficiles d'accès. Nous traversons une période particulièrement difficile, et le leadership sur le terrain s'avère inestimable.

Je tiens à être claire: le gouvernement a agi rapidement lorsqu'on lui a demandé de le faire. Le 28 mai, le premier ministre s'est entretenu avec le premier ministre Wab Kinew. Le soir même, nous avons approuvé deux demandes d'aide fédérale auprès du gouvernement du Manitoba pour aider à évacuer les communautés des Premières Nations menacées. Des membres des Forces armées canadiennes ont été déployés sans attendre. Ils ont commencé à participer aux évacuations dès le lendemain matin.

J'ai entendu les préoccupations soulevées par la députée de Winnipeg-Centre, mais encore une fois, je tiens à préciser que le processus n'était ni lent ni bureaucratique. Les demandes du Manitoba sont arrivées tard le soir. Elles ont été approuvées immédiatement. Ce fut l'une des réponses fédérales les plus rapides de mémoire récente. Le lendemain matin, des membres des Forces armées canadiennes étaient déjà sur le terrain pour participer aux évacuations. Il s'agissait, et c'est toujours le cas, d'une situation d'urgence en constante évolution dans le cas des Premières Nations, et les conditions sur le terrain changent d'heure en heure.

Dans des endroits comme la Nation crie de Mathias Colomb, la situation était particulièrement urgente. Je comprends la frustration et la peur assurément ressenties par les membres et les dirigeants de la communauté lorsque les conditions d'incendie s'aggravent et changent, mais je tiens à assurer à la Chambre que nous avons prévu des mesures d'urgence à chaque étape, comme nous le faisons toujours.

Lorsque la piste d'atterrissage ne pouvait pas accueillir de gros avions, nous avons fait appel à des avions plus petits, ce qui, forcément, a ralenti l'évacuation. Les gros avions comme les Hercules ne pouvaient pas atterrir sur cette piste. Si les aéronefs à voilure fixe n'étaient pas envisageables en raison de la fumée ou des conditions météorologiques, nous pouvions déplacer les gens en hélicoptère. Si les hélicoptères n'étaient pas viables, il y avait les bateaux. Notre objectif était toujours le même: atteindre les gens rapidement et en toute sécurité, quelle que soit la méthode utilisée. Des ressources des Forces armées canadiennes ont été mobilisées dans tout le pays, ce qui a donné lieu à l'une des plus grandes opérations d'évacuation aérienne de l'histoire du Canada.

À chaque étape, nous avons travaillé en temps réel avec nos partenaires provinciaux et autochtones pour adapter notre réponse aux circonstances toujours changeantes sur le terrain. L'intervention n'a pas seulement été rapide, elle a été bien coordonnée. Je demeure en contact régulier avec mes homologues provinciaux du Manitoba, de la Saskatchewan et de toutes les provinces immédiatement menacées, et nous maintenons des lignes de communication ouvertes à mesure que la situation évolue. Mes conversations avec les ministres Naylor et McLeod ont été constructives et ciblées. Ils étaient tous deux reconnaissants de la rapidité, de la clarté et de la flexibilité de l'intervention du gouvernement fédéral.

● (1905)

C'est ainsi que fonctionne une gestion efficace des situations d'urgence: tous les pouvoirs publics travaillent ensemble pour s'adapter, agir et, surtout, protéger la population. Nous collaborons avec les gouvernements du Manitoba et de la Saskatchewan afin de renforcer le soutien des Canadiens qui font des dons par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, en versant une somme équivalente à celle de leurs dons. Ainsi, nous serons aux côtés des Canadiens et nous aiderons les personnes touchées par les feux de végétation grâce aux appels aux dons de la Croix-Rouge canadienne.

En tant que ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, je supervise l'intervention du fédéral. Je travaille avec le Centre des opérations du gouvernement, et nous coordonnons les efforts entre les différents ministères, comme la Défense nationale lorsque les forces armées sont mobilisées, Services aux Autochtones et les ministères des Transports et de la Santé, afin de nous assurer que nous fournissons le bon soutien au bon moment. Cette intervention est coordonnée jour et nuit, 24 heures sur 24.

Bien que la Saskatchewan n'ait pas encore présenté de demande officielle d'aide fédérale, nous sommes prêts à intervenir dès que nous recevrons la demande. En fait, j'ai déjà eu des discussions avec le ministre McLeod, mon homologue, et j'ai également eu des discussions avec Mike Ellis, de l'Alberta, avant même qu'ils ne présentent une demande, pour leur dire que nous sommes prêts à les soutenir dès qu'ils auront besoin de notre aide.

Entretemps, Services aux Autochtones Canada est intervenu pour soutenir les Premières Nations touchées. Je travaille en étroite collaboration avec ma collègue, la ministre des Services aux Autochtones, pour veiller à ce que toutes les communautés aient ce dont elles ont besoin. Je la remercie de son soutien et de son très grand leadership en cette période difficile.

Quand la menace immédiate sera passée, nous aiderons les communautés à se rétablir et à se rebâtir. C'est là que les Accords d'aide financière en cas de catastrophe entrent en jeu. Il s'agit d'un programme fédéral qui aide les provinces et les territoires à assumer les coûts d'intervention en cas de catastrophe majeure. Il contribue à faire en sorte que la reconstruction puisse se faire et que les gens ne soient pas laissés à eux-mêmes. Les Canadiens s'attendent à juste titre à ce que tous les pouvoirs publics participent quand des catastrophes surviennent, et c'est exactement ce que nous faisons.

Je me permets d'ajouter ceci. De tels moments ne devraient pas devenir des points chauds partisans. Ils devraient être des moments d'unité où nous faisons preuve de solidarité pour appuyer les intervenants de première ligne, pour soutenir les gens dont la vie a été bouleversée et pour leur apporter du soutien rapidement, de manière coordonnée et avec compassion. Il s'agit notamment d'écouter les communautés autochtones qui nous ont dit clairement et à maintes reprises qu'elles connaissent des problèmes particuliers, voire démesurés, en cas d'urgence, surtout en ce qui concerne les évacuations, les logements surpeuplés, l'accès à des mesures de soutien adaptées à leur culture et le rétablissement à long terme. Nous entendons ces préoccupations et nous y donnons suite.

Nous savons qu'il reste encore du travail à faire. Nous sommes déterminés à le faire en partenariat et de bonne foi. Je peux assurer aux députés qu'en tant que ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, je veillerai à ce que nous tirions des leçons de ces catastrophes et à ce que nous soyons mieux préparés à intervenir et à atténuer les menaces bien réelles auxquelles nous faisons face tous les ans. J'invite tous les députés à se joindre à moi et au gouvernement pour trouver des solutions à ces problèmes importants.

Je veux que les membres de la Nation crie Mathias Colomb, de Cross Lake, de La Ronge, de la bande indienne de Lac La Ronge et de toutes les autres collectivités touchées par ces incendies sachent que le gouvernement est là pour eux. Nous continuerons de travailler jour et nuit pour leur fournir l'aide dont ils ont besoin. Nous serons là pour les évacuations. Nous serons là au début de la reconstruction. Nous serons là dans les semaines et les mois à venir. Il y a un long chemin à parcourir, et nous les accompagnerons à chaque étape.

● (1910)

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, je remercie la ministre de son exposé.

J'habite dans Prince Albert. Ma circonscription accueille de 7 000 à 8 000 personnes évacuées, et ce nombre pourrait atteindre 15 000 à l'échelle de la Saskatchewan. Beaucoup de gens se demandent comment nous allons prendre soin de ces sinistrés et quels types de ressources seront disponibles.

Le gouvernement de la Saskatchewan a mentionné que la Croix-Rouge sera sur place et qu'elle lui versera 15 millions de dollars pour soutenir les personnes évacuées. J'ai deux questions. Quelles mesures les collectivités qui reçoivent des personnes évacuées devraient-elles prendre selon vous? Le gouvernement fédéral envisagera-t-il une initiative semblable à celle que nous avions l'habitude de voir pour les catastrophes dans d'autres régions du monde, à savoir qu'il versera une contribution équivalente aux dons à la Croix-Rouge?

Le Président: Avant de donner la parole à la ministre, je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs questions à la présidence.

L'hon. Eleanor Olszewski: Monsieur le Président, en ce qui concerne la question du député au sujet des personnes évacuées, il peut leur dire que le gouvernement fédéral les soutient, que nous serons là pour les aider et que, en fait, la Croix-Rouge et d'autres équipes humanitaires sont sur place pour aider les personnes évacuées qui ont des difficultés à trouver un endroit où s'installer.

J'ajouterais une chose. Le problème que posent les feux de forêt actuels, c'est que les évacuations s'enchaînent. Il ne s'agit pas d'évacuer une seule communauté, comme à Jasper. Dans ce cas-ci, les évacuations touchent une communauté, puis une autre, et encore une autre. C'est particulièrement le cas au Manitoba, et je pense que la même chose se produira en Saskatchewan. Cela met une pression incroyable sur les ressources, et cette pression est constante.

Article 52 du Règlement

Tout ce que je peux ajouter, c'est que nous continuerons de faire tout notre possible car, je le répète, la sécurité des Canadiens, y compris des gens de la Saskatchewan, est notre priorité absolue.

Chris Malette (Bay of Quinte, Lib.): Monsieur le Président, ma circonscription, Bay of Quinte, abrite la 8e escadre de la Base des Forces canadiennes Trenton, qui est la plus grande base aérienne du Canada et qui compte pas moins de six escadrons de vol. Elle est toujours à l'avant-plan de nos efforts de transport militaire aéroporté dans le monde entier, mais elle est tout aussi importante chez nous pour l'aide en cas d'urgence que pour les citoyens d'un bout à l'autre du pays.

Ma question à la ministre de la Gestion des urgences est la suivante: quels sont les plans du gouvernement pour déployer le personnel de la base de Trenton dans cette situation d'urgence? De plus, la base de Trenton est-elle avisée de se tenir prête à accueillir dans son grand camp de cadets les personnes évacuées des régions du Nord du pays qui sont durement touchées par les feux de forêt?

L'hon. Eleanor Olszewski: Monsieur le Président, je peux effectivement indiquer que deux escadrons de la base de Trenton ont été déployés, l'un pour l'évacuation de la Première Nation Mathias Colomb, et l'autre pour Cross Lake. Je souhaite à nouveau remercier tous les militaires d'avoir aidé à évacuer les membres de ces communautés dans des situations très difficiles et, comme je l'ai déjà dit, imprévisibles. Bien entendu, nous avons toujours beaucoup de gratitude envers ceux qui risquent leur vie pour secourir d'autres personnes.

● (1915)

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, ma collègue a dit que le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait. Il y a des gens qui ne sont pas de cet avis, dont le chef Monias de la nation crie Pimicikamak, qui a affirmé que le gouvernement du Canada a négligé ses obligations constitutionnelles de collaborer et de consulter dans le cadre du processus d'évacuation, invoquant souvent des problèmes bureaucratiques et des conflits de compétence qui retardent les processus.

Les chefs des Premières Nations du Manitoba ont également déclaré que, même si le gouvernement fédéral aurait pu immédiatement déployer les Forces armées canadiennes pour contribuer à la coordination, aux vérifications du bien-être, à la logistique de l'évacuation et à l'accueil des personnes évacuées à Winnipeg, il ne l'a pas fait, ce qui a coûté du temps, des ressources et de la tranquillité d'esprit aux nations.

La députée d'en face convient-elle qu'il s'agit de la nouvelle normalité et que le gouvernement fédéral doit offrir une solution permanente pour s'attaquer à l'aggravation de la crise climatique?

L'hon. Eleanor Olszewski: Monsieur le Président, je signale que le ministère examinera toutes sortes de mécanismes pour répondre aux situations d'urgence comme les feux de forêt et les inondations. Nous allons le faire parce que nous savons que chaque fois qu'une crise se produit, nous en tirons des leçons. Nous apprenons et nous tirons des leçons; nous les transmettons à nos homologues locaux, provinciaux et autochtones, et nous nous efforçons de mettre en place un système plus efficace dans tous les aspects de la préparation aux situations d'urgence et des évacuations.

L'hon. Mandy Gull-Masty (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): *Wachiya*, monsieur le Président.

[*La députée s'exprime en cri.*]

[*Traduction*]

J'ai le plaisir de vous féliciter d'avoir remporté ce siège et de nous représenter en tant que Président de la Chambre.

[*Français*]

C'est un privilège de m'exprimer pour la première fois à la Chambre en tant que députée d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou. Je tiens à remercier sincèrement les résidants de ma circonscription de me permettre de les représenter à la Chambre.

[*Traduction*]

C'est également un honneur de prendre la parole en tant que première titulaire autochtone des fonctions de ministre des Services aux Autochtones, vu la décision audacieuse et historique prise par le premier ministre lors de la formation de son Cabinet. Je tiens également à remercier mes collègues du caucus autochtone d'être venus nourrir l'important débat de ce soir.

C'est avec un profond sentiment d'urgence et de responsabilité que je prends la parole à la Chambre. En ce moment, des feux de forêt font rage partout au Canada. Ils menacent des vies, des habitations et des communautés entières. Ces incendies ne sont pas des événements isolés; ils font partie d'une tendance croissante due, oui, aux changements climatiques. Ils touchent de plus en plus de gens, plus fréquemment et plus gravement que jamais auparavant.

Je tiens à souligner les dures répercussions que les feux de forêt ont eues sur les personnes, les familles et les collectivités. Ceux qui ont perdu leur maison, qui ont été forcés d'évacuer et qui vivent dans l'incertitude et la peur ont toute ma sympathie.

[*La députée s'exprime en cri.*]

[*Traduction*]

Je pense à tout le monde.

Je tiens également à dire que mon ministère est en étroite communication avec de nombreux chefs et dirigeants des Premières Nations. Nous soutenons ces collectivités en ces temps difficiles en travaillant jour et nuit pour assurer la sécurité des gens dans une situation en constante évolution. Parfois, je reçois des appels de dirigeants qui ont été en première ligne et qui ont eux-mêmes combattu les incendies. Je tiens à souligner leur leadership et leur courage.

Pour faciliter les évacuations, Services aux Autochtones Canada s'est d'abord assuré de verser des paiements anticipés aux communautés des Premières Nations. Cet argent nous permet de voir à ce que les communautés disposent des ressources dont elles ont besoin au moment où se produisent des situations critiques. C'est une approche proactive qui est essentielle. Lorsque les communautés ont les outils et les ressources nécessaires pour agir rapidement, des vies sont protégées et les dommages sont réduits autant que possible.

Le ministère collabore avec ses partenaires des Premières Nations, ainsi qu'avec ses homologues provinciaux et territoriaux, afin de surveiller la situation et de veiller à ce qu'on réagisse rapidement aux incendies qui évoluent constamment. Je suis en communication presque constante avec mes collègues fédéraux, dont la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience communautaire. Nous nous sommes entretenues avec nos homologues provinciaux au cours des derniers jours. Je tiens à la saluer pour son soutien, pour la transparence de ses communications et pour ses interventions d'urgence lorsque je l'ai appelée au beau milieu de la nuit.

Je tiens également à remercier les nombreux leaders qui se sont entretenus avec moi. Le chef Waylon Scott est l'un de ceux avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir récemment, et il m'a communiqué quelques mots à vous transmettre au cours du débat de ce soir:

> Notre nation est évacuée depuis un certain temps déjà en raison des incendies de forêt dans le Nord de l'Ontario. La nouvelle ministre des Services aux Autochtones a demandé aux membres de son équipe de communiquer directement avec moi, et ils se sont montrés disponibles et coopératifs tout au long de cette situation d'urgence. Le chef Scott, le chef régional de l'Ontario Benedict et d'autres chefs de l'Ontario touchés par les incendies de forêt ainsi que moi-même avons également rencontré la ministre par téléconférence.

Notre équipe a fourni de l'aide à la communauté et à ses membres à de nombreuses occasions, le jour et la nuit, en tenant compte de leur situation et de leurs besoins et en choisissant le meilleur moyen de soutenir dans leur action. Pendant cette crise, le gouvernement du Canada a été un partenaire solide pour les Premières Nations de l'Ontario, et nous sommes proactifs en tendant la main à toutes les provinces. Ce partenariat reflète notre responsabilité partagée. Aucun gouvernement ou organisme ne peut relever ce défi seul. C'est par l'unité et le respect mutuel que nous trouvons les solutions les plus efficaces.

● (1920)

Le Programme d'aide à la gestion des urgences, sous l'égide de Services aux Autochtones Canada, rembourse les coûts admissibles liés aux interventions en cas de feu de forêt et au rétablissement par la suite. Cela comprend l'aide à l'évacuation et les services adaptés à la culture, proposés sur place, qui prennent en considération les besoins en santé mentale, en alimentation traditionnelle, en services d'interprétation et en services de garderie. Je tiens à dire que nous avons collaboré à la mise en œuvre de ces services afin de veiller à ce que les besoins des Premières Nations soient pris en compte et respectés.

En vue de fournir une aide rapide, nous avons également octroyé des paiements anticipés aux populations vivant dans des réserves et aux Premières Nations admissibles. Ce genre de financement aide les communautés à répondre à leurs besoins immédiats en situation de crise sans avoir à attendre d'être remboursées. Ces paiements anticipés témoignent de notre engagement à préserver la dignité et le bien-être de chaque membre des communautés en période de crise.

Je me suis entretenue aujourd'hui avec le chef Bobby Cameron, et je tiens à me faire l'écho de sa déclaration: les gouvernements fédéral et provinciaux doivent travailler ensemble pour répondre aux urgences des Premières Nations de manière concertée et collaborative. Nous avons montré que nous sommes ouverts à ce dialogue et à ce partenariat.

Nous nous efforçons également de voir à la préparation à long terme aux feux de forêt. Notre programme Intelli-Feu contribue à cette préparation par la formation des pompiers, par la gestion des matières combustibles et par des projets de débroussaillage. Le Programme de préparation et d'atténuation non structurelle permet également d'élaborer et de tester des plans de gestion des urgences et de renforcer la capacité à réagir aux urgences éventuelles.

La préparation est essentielle. Ces mesures de soutien visent à renforcer les communautés avant que la catastrophe ne frappe et à atténuer le plus possible ses répercussions. Le but est de voir à ce qu'elles soient capables non seulement de réagir, mais aussi de se rétablir et de prospérer. Nous avons commencé à soutenir les nations autochtones dans d'autres provinces, comme l'Alberta et la Saskatchewan, en les appelant et en établissant le dialogue pour répondre à leurs nouveaux besoins.

Services aux Autochtones Canada a pris des mesures pour renforcer son approche. Il s'agit notamment de mettre en œuvre un nouveau modèle de financement fondé sur le risque, d'améliorer les plans de gestion des urgences et de renforcer les indicateurs de programme. Les ententes multilatérales de services de gestion des urgences, qui reconnaissent les Premières Nations comme des partenaires à part entière et égaux aux côtés des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, constituent un élément clé de ce travail. Ces ententes ne sont pas que des outils administratifs; elles assurent la mise en valeur du partage des responsabilités et des services d'urgence culturellement adaptés.

L'avenir de la gestion des urgences pour les Premières Nations est au centre de mes préoccupations au moment où je commence mes nouvelles fonctions. C'est une question qui a été soulevée dans de nombreuses conversations que j'ai eues avec des dirigeants autochtones au cours des derniers jours. J'aimerais vous citer encore d'autres personnes. Le grand chef Wilson de l'Assemblée des chefs du Manitoba a déclaré: « Je tiens à remercier la ministre d'avoir écouté nos préoccupations et d'avoir établi des canaux de communication directs. Nous faisons des progrès et nous comprenons qu'il y a des lacunes à combler. Je serai heureux de travailler avec la ministre pour combler ces lacunes. »

Nous nous préparons également pour la saison des feux de forêt de 2025. Au lieu d'attendre, nous nous préparons. Chaque année, le ministère consacre des fonds au renforcement des capacités, à des mesures d'atténuation et à la préparation dans les communautés des Premières Nations. Cela comprend du financement pour rémunérer les coordonnateurs de la gestion des urgences, dont beaucoup ont démontré leurs compétences et leurs capacités au cours des derniers jours. Nous jetons les bases d'un avenir où les collectivités ne se contentent pas de réagir aux urgences, mais sont équipées pour les prévenir. Après la saison des feux de forêt, on fera un compte rendu avec les communautés des Premières Nations afin de mettre l'accent sur la préparation, les interventions et la réaction. Il y a toujours de la place pour l'amélioration. Nous voulons faire en sorte que cela provienne directement des Premières Nations.

Il s'agit d'un nouveau gouvernement qui offre de nouvelles possibilités et nous réagirons d'une nouvelle façon axée sur les Premières Nations, les peuples autochtones, les Inuits et les Métis. Je veux m'assurer que la santé et la sécurité de tous les membres des Premières Nations sont la priorité du ministère. Nous déployons des efforts pour apporter du soutien à tous les chapitres. Des situations d'urgence se produisent, et nous voulons soutenir les communautés et veiller à ce qu'elles soient capables de pourvoir les postes nécessaires, de ramener leurs membres chez eux d'une manière adaptée à leur culture, d'éviter d'être vulnérables et exploitées et de renforcer leur résilience en tant que membres des Premières Nations.

En conclusion, les feux de forêt sont dévastateurs. Ils mettent à l'épreuve la force des communautés des Premières Nations et les liens qui nous unissent.

Article 52 du Règlement

● (1925)

Je tiens à remercier toutes les entités, y compris les Forces armées canadiennes, les bénévoles et toutes les autres ressources, qui ont contribué au processus d'évacuation des membres des Premières Nations et les soutiennent pendant qu'ils sont loin de chez eux. Je tiens également à remercier ceux qui travailleront avec nous pour ramener les personnes évacuées en toute sécurité dans leur collectivité. *Meegwetch*. *Nakurmiik*.

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, la circonscription de Prince Albert a offert son hospitalité au député de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill au cas où il aurait besoin d'un bureau où travailler et servir ses concitoyens, dont certains se déplacent vers le sud.

Je veux simplement m'assurer que le gouvernement du Canada a des gens en place pour aider et accueillir ces personnes lorsqu'elles ont besoin d'assurance-chômage, de services sociaux ou d'autres choses qu'elles obtiendraient normalement dans leur circonscription et qu'elles vont maintenant recevoir dans les régions où elles ont été déplacées.

Qu'avez-vous mis en place pour accomplir cela et quelles sont les autres mesures qui, selon vous, devraient être mises en place à l'échelle locale pour que ces personnes soient correctement prises en charge?

Le vice-président: Avant de permettre à la ministre de répondre, je signale que la question doit être adressée à la présidence. Je ne peux pas donner de réponse, mais la ministre, si.

La ministre des Services aux Autochtones a la parole.

L'hon. Mandy Gull-Masty: Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de cette importante question.

Nous ne soutenons pas seulement les membres qui se trouvent à l'extérieur de la collectivité dans les centres d'évacuation. Nous offrons des services globaux, dont des soins de santé mentale et physique, et nous travaillons avec les bandes et les communautés des Premières Nations pour les soutenir dans leurs processus administratifs, puisqu'elles ne sont pas en mesure d'offrir ces services dans la collectivité, notamment en veillant à ce que la paie soit effectuée et en répondant aux besoins des processus de ressources humaines à l'extérieur de la collectivité. Ce sont tous des aspects essentiels pour les soutenir afin qu'elles puissent continuer à travailler pour leurs membres, que ce soit en coordonnant l'évacuation ou en veillant à ce que des paiements soient versés aux membres en cette période de crise.

Je tiens également à souligner que de nombreuses communautés des Premières Nations se sont mobilisées, avec leurs capacités et leur expertise, pour soutenir leurs concitoyens et leurs relations, pour les réunir dans un espace où ils se sentent bien accueillis et bien informés, et pour veiller à ce que cela se fasse d'une manière adaptée à leur culture. Nous cherchons à établir une relation au-delà du champ d'application en invitant nos partenaires et le gouvernement à travailler et à collaborer avec nous. J'exhorte tous les députés à offrir leur appui en cette période de crise.

● (1930)

[*Français*]

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la ministre de ce discours très important. En Outaouais, nous avons vécu des situations similaires où une des communautés autochtones dans ma circonscription a dû être évacuée. J'aimerais remercier tous les gens qui travaillent à Services aux Autochtones Canada de leur soutien.

La ministre peut-elle parler un peu plus en détail des mesures prises par le ministère pour soutenir les communautés autochtones touchées par les feux au Manitoba? J'aimerais particulièrement en savoir davantage sur le soutien culturel et le logement temporaire offerts aux communautés autochtones.

L'hon. Mandy Gull-Masty: Monsieur le Président, je pense que nous sommes dans un moment de crise. Nous pouvons voir que plusieurs communautés ont fait savoir aux gens qu'ils étaient les bienvenus dans leur communauté. Je suis très fière que plusieurs Premières Nations aient invité le monde à venir et aient ouvert les portes de leur communauté pour recevoir les gens.

Je viens d'une nation où j'ai vécu la même expérience. Plusieurs municipalités autour de ma nation avaient également ouvert leurs portes pour recevoir le monde. C'est vraiment un processus de collaboration pour assurer que nous offrons un service équitable et de qualité pour les gens qui sont présents dans des centres d'évacuation.

Le ministère des Services aux Autochtones collabore avec plusieurs partenaires, notamment la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et nos partenaires au niveau provincial. Une de nos priorités est d'améliorer la manière dont nous communiquons. Durant ce processus, mon équipe a géré plusieurs discussions directement avec les communautés, les chefs et les personnes qui s'occupent des processus d'urgence pour s'assurer que la manière d'évacuer les communautés dans un moment de crise est bien reçue et suit un processus qui augmente le respect des besoins culturels et permet aux évacués d'être servis dans leur langue et par leur propre peuple.

[*Traduction*]

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier les députés d'être ici ce soir pour participer à cet important débat sur la situation au Canada, dans ma circonscription et dans la circonscription au Nord de la mienne, en Saskatchewan. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Selkirk—Interlake—Eastman. Je sais qu'il a des choses à dire au sujet des répercussions sur les Manitobains.

Vendredi, quand j'ai atterri à l'aéroport de Saskatoon, c'était comme si j'atterrissais dans un autre monde. J'aurais juré que j'étais dans le brouillard dans l'Est du Canada, mais ce n'était pas du brouillard, c'était de la fumée. Les pilotes de l'avion ne voyaient probablement pas l'autre bout de la piste. Il ne fait aucun doute qu'ils ont atterri en se fiant pleinement aux instruments de bord. Au moment de quitter l'avion, quand le personnel de bord a ouvert la porte, j'ai senti la fumée entrer dans l'habitacle de l'avion. J'ai connu des feux de forêt au cours des années précédentes, mais la situation actuelle à Saskatoon est, je crois, nouvelle pour tout le monde.

J'aimerais donner aux députés une idée de la gravité de la situation en Saskatchewan. La semaine dernière, j'ai communiqué avec des maires et des préfets pour parler de ce qui se passe dans leurs collectivités. J'aimerais en parler un peu aujourd'hui et faire le point sur la situation en Saskatchewan afin que la Chambre soit au courant de ce qui se passe et de certaines des mesures qui sont prises là-bas. Ensuite, j'aimerais parler de certaines personnes extraordinaires qui travaillent en coulisses pour aider à lutter contre les incendies et à prendre soin des gens qui sont évacués. Ces personnes essaient d'aider les gens à composer avec des situations stressantes lorsqu'ils sont évacués à cause des incendies.

En ce moment, le plus grand incendie se trouve juste à l'extérieur de Candle Lake. Candle Lake est un centre de villégiature. Bien des gens y habitent à longueur d'année. Une évacuation volontaire est en cours à cet endroit. Une berme de 100 mètres a été aménagée le long de l'autoroute afin de donner aux gens plus de marge de manœuvre pour empêcher les flammes de se diriger vers le village. Essentiellement, les gens font tout ce qu'ils peuvent pour protéger le village contre les incendies, et ils ont reçu beaucoup de soutien du gouvernement provincial et de l'Agence de la sécurité publique de la Saskatchewan. Il y a également d'importants incendies au Nord et au Nord-Est de Prince Albert.

Hier soir, nous avons vu La Ronge se faire évacuer. Bien des gens ont trouvé cela effrayant. Les résidants se sont essentiellement fait dire de préparer des bagages et des provisions pour au moins trois jours. Ils ont fait le périple de La Ronge à Prince Albert, et de là, si je comprends bien, ils sont déplacés dans différentes villes ailleurs en Saskatchewan. Les communautés de Sucker River, de Wadin Bay et d'English Bay et le lotissement de Nemeiben ont tous reçu un ordre d'évacuation lundi.

En date d'aujourd'hui, mardi, 20 incendies de forêt sont actifs dans la province, dont sept sont considérés comme étant maîtrisés. Les avertissements concernant la qualité de l'air demeurent en vigueur dans presque tout le Nord. Au moins 20 communautés ont été évacuées jusqu'à présent en Saskatchewan, ce qui représente 8 000 personnes, et le premier ministre a déclaré aujourd'hui qu'il estime que ce nombre pourrait grimper jusqu'à 15 000 personnes au cours des trois ou quatre prochains jours.

Le feu de forêt Shoe, actuellement le plus important de la province, a entraîné la fermeture de la route 165, ainsi que des alertes d'évacuation pour plusieurs municipalités, notamment East Trout Lake, Whelan Bay, Narrow Hills et Little Bear Lake. Voici la liste des zones d'évacuation: Lower Fishing Lake, Piprell Lake, East Trout Lake, Little Bear Lake, le parc provincial Narrow Hills, Whiteswan, Whelan Bay, Brabant Lake, Hall Lake, Nemeiben Lake, Sucker Lake, Wadin Bay, English Bay, Foran Mine et McIlveena Bay, Jan Lake, Pelican Narrows, Creighton, Denare Beach, Weyakwin, le lotissement de villégiature de Ramsey Bay, Sturgeon Landing, le hameau nord de Timber Bay, Molanosa et le village touristique de Candle Lake, où l'évacuation est volontaire.

La carte est préoccupante. Ces incendies font rage dans une région où tout est sec comme du bois d'allumage. Lorsque j'étais chez moi en fin de semaine, je marchais sur ma pelouse et elle craquait sous mes pieds tellement elle était sèche. Nous n'avons pratiquement pas eu de pluie depuis le début du printemps. Les prévisions météorologiques et les changements de vent qui se produisent ne font qu'accroître notre inquiétude. Nous sommes vraiment entre les mains de Dieu à bien des égards. Nous prions pour qu'il pleuve.

Article 52 du Règlement

L'un des problèmes auxquels nous devons nous attaquer, c'est bien sûr celui de la qualité de l'air. Pour les aînés, les jeunes, les jeunes femmes, les femmes enceintes, les personnes qui travaillent à l'extérieur, les personnes qui pratiquent des activités physiques intenses et celles qui souffrent de maladies chroniques telles que le cancer, le diabète, les maladies pulmonaires et cardiaques, sans oublier l'asthme et les maladies mentales, la qualité de l'air est importante. Bien sûr, la fumée empêche les gens de sortir à cause de la mauvaise qualité de l'air. Des alertes concernant la qualité de l'air ont été émises dans tout le Nord du pays et, comme je l'ai dit, la fumée s'est propagée jusqu'à Saskatoon et Regina. On nous rapporte même qu'elle a atteint des États du Nord des États-Unis et d'autres régions du Canada.

● (1935)

S'il y a quelque chose de bien malgré tout, c'est que les gens unissent leurs forces. Je dois dire que je suis très fier de mes concitoyens et que je suis chanceux de les représenter. Il y a tant d'exemples de personnes qui se mobilisent pour offrir leur aide, que ce soit un groupe qu'on forme pour préparer des sandwichs pour les pompiers volontaires, l'équipe de pompiers de la municipalité rurale de Buckland qui prête son camion-citerne à l'agence de sécurité publique de la Saskatchewan, ou encore le TacoTime, à Prince Albert, qui prépare des tacos pour les pompiers et les personnes évacuées.

En fait, à certains égards, il s'agit vraiment de créer un esprit de communauté, un peu comme ce qu'on a vécu au début des années 1900, avec l'arrivée de colons dans la province. Les gens travaillent main dans la main pour sauver leur collectivité et protéger la ferme de chacun. Il y a une zone vraiment sèche au bord de la rivière Torch, et il y a beaucoup de maisons le long de la frontière nord. Les gens travaillent ensemble pour protéger ces maisons et ces fermes depuis une semaine, une semaine et demie. Ils travaillent tard le soir et commencent tôt le matin, et personne ne se plaint. Ils font ce qu'il faut pour sauver les maisons des autres et la leur. C'est le bien qui ressort de cette catastrophe.

Parallèlement, il y a toujours des aspects négatifs aussi, comme le fait qu'il y a des incendies. Il semble qu'une bonne partie des incendies soient d'origine humaine. Aujourd'hui, les forces de l'ordre ont arrêté un individu qui allumait des feux le long d'une autoroute. Qui peut être aussi stupide? C'est le genre de comportement qui est vraiment frustrant, car il y a tellement de personnes qui subissent les conséquences des incendies. C'est à n'y rien comprendre que quelqu'un puisse faire quelque chose d'aussi stupide.

Ces incendies ont un impact majeur sur les communautés. Dans le Nord, le retour à la normale sera difficile, car les lignes téléphoniques et les réseaux électriques sont détruits. Les autoroutes sont fermées à toute circulation. Ces infrastructures ne sont pas construites ou reconstruites du jour au lendemain. Il faudra beaucoup de travail dans cette région pour que les choses reviennent à la normale une fois que les incendies auront été éteints et que les gens seront de retour chez eux.

Article 52 du Règlement

Le premier ministre Moe a souligné, et je vais en parler rapidement, la nécessité d'une capacité d'intensification et d'une escadrille fédérale de bombardiers d'eau. Il doit y avoir quelque chose en place pour que, lorsque des incendies font rage partout au Canada, nous ayons la capacité de réagir rapidement et de déplacer les ressources là où elles sont nécessaires. C'est une chose dont le gouvernement fédéral devrait discuter avec les provinces: est-ce une chose à laquelle nous devrions réfléchir à la lumière de ce qui s'est passé au cours des dernières années? Que ce soit en Colombie-Britannique, comme l'année dernière, au Québec, où une telle situation pourrait se produire l'an prochain, ou en Saskatchewan et au Manitoba, comme c'est le cas cette année, il semble nécessaire de disposer d'une capacité d'intensification pour mobiliser les experts en la matière et les envoyer sur les lieux des incendies pour les combattre.

On ne peut pas simplement prendre quelqu'un dans la rue et lui dire: « Va combattre les feux de forêt. » Les incendies qui ravagent la Saskatchewan sont si violents, faute d'un meilleur mot, qu'on ne peut pas prendre quelqu'un qui ne sait pas ce qu'il fait et l'envoyer dans la brousse pour lutter contre le feu. Nous avons besoin de professionnels qualifiés. Beaucoup de ces professionnels qualifiés, comme les membres des Premières Nations, font ce travail année après année; nous devons donc compter sur eux. Nous ne pouvons pas simplement prendre quelqu'un et lui dire: « Demain, tu vas aller combattre les incendies. » C'est impossible. Nous devons compter sur les personnes qui connaissent le territoire, qui savent comment lutter efficacement contre les incendies et comment procéder à des évacuations ou battre en retraite quand c'est nécessaire. Nous disposons de cette expertise en Saskatchewan, mais nous n'en avons pas assez.

Bien sûr, nous devons également garder à l'esprit que les pilotes des avions-citernes et des hélicoptères ont des limites. Même si le matériel est disponible à l'aéroport, l'incendie peut toujours faire rage, mais nous n'avons pas les effectifs nécessaires pour utiliser ce matériel 24 heures sur 24. C'est la même chose avec les pelles mécaniques et autres équipements similaires. Je sais que dans nos collectivités, de nombreux agriculteurs disposent de ce type de moyens et qu'ils les utilisent. Ils construisent des remblais et des pare-feu. Ils sont proactifs et font ce qu'ils peuvent pour se protéger les uns les autres.

La situation est vraiment triste. Comme je l'ai dit, d'une certaine manière, les circonstances ont permis aux gens de se rapprocher, mais, d'une autre manière, la puissance de dame Nature donne vraiment à réfléchir. Quand je me suis entretenu avec le maire de Prince Albert, nous avons notamment discuté de ce que nous pouvions faire pour aider les personnes évacuées que nous accueillerons, et pour comprendre leur détresse. Comment aider les enfants qui n'iront plus à l'école? Pourrions-nous organiser des événements sportifs? La municipalité envisage d'ouvrir son centre de loisirs, et peut-être que les Raiders de Prince Albert organiseront des matchs de hockey-balle. Nous cherchons différentes idées pour que les gens puissent rester actifs et occupés, et nous sommes ouverts à toute autre idée. Si d'autres localités ont déjà pris des mesures efficaces pour aider les sinistrés à surmonter le stress de ne pas être chez eux, nous serions heureux d'en entendre parler afin de prendre soin de ces gens pendant la période difficile qu'ils traversent.

Je suis fier des habitants de la circonscription de Prince Albert. Je suis fier de leurs gestes et de leur engagement. Je suis fier de les représenter, et je tiens à les remercier de m'avoir élu. C'est un honneur de les représenter. J'aurais juste aimé que mon premier discours à la Chambre porte sur autre chose que les feux de forêt, mais c'est, hélas, la situation qui nous occupe aujourd'hui.

● (1940)

Corey Hogan (Calgary Confederation, Lib.): Monsieur le Président, je remercie tous ceux qui travaillent sur le terrain pour lutter contre ces incendies tragiques et redresser les torts causés par la nature. Je remercie tout le monde d'avoir travaillé aussi rapidement, notamment les ministres. Je sais à quel point ces situations sont difficiles à gérer et je remercie sincèrement toutes les personnes chargées d'assurer la sécurité des gens.

La seule question que je veux poser au député porte sur les effets à long terme de cet événement. Peut-il nous dire ce qu'il en pense? J'ai travaillé pour le gouvernement de l'Alberta, et nous avons constaté que, l'un des problèmes avec un événement comme celui-ci, c'est qu'il dure souvent beaucoup plus longtemps que ce que l'on croit. Le monde est témoin d'un événement, et le pays aide énormément les gens. Ensuite, les gens rentrent chez eux, et, s'ils ont perdu leur maison, celle-ci est reconstruite, puis la vie est censée continuer. Cependant, un an plus tard, certains des vrais problèmes de santé mentale peuvent survenir, mais le pays n'est plus là pour aider ces gens.

Je me demande si vous pouvez nous dire ce que vous en pensez ou ce que vous pensez qu'il devrait se passer à long terme en matière de soutien en santé mentale pour votre collectivité.

Le vice-président: Avant de permettre au député de Prince Albert de répondre, je demande aux députés, comme cela se produira souvent ce soir, de s'adresser à la présidence. Je n'ai pas d'opinion.

Le député de Prince Albert a la parole.

Randy Hoback: Monsieur le Président, bien que je siège à la Chambre depuis 17 ans, j'ai commis la même erreur deux fois ce soir. Je m'en excuse. Cela va se produire, comme vous l'avez dit.

Le député a soulevé de très bons points qui ont tendance à survenir. Nous prenons soin des gens lorsqu'ils sont loin de chez eux en faisant tout en notre pouvoir pour rendre leur vie aussi confortable que possible, mais ils retournent ensuite chez eux. En Saskatchewan, il se peut qu'ils rentrent chez eux et qu'ils soient privés d'électricité et de téléphone parce que ces réseaux ont été détruits par les incendies. Nous ne savons pas à quoi ressembleront les routes une fois que les incendies auront ravagé le réseau routier. Dans beaucoup d'endroits où les gens retournent, il n'y a qu'une seule voie d'accès, qui est essentiellement l'autoroute. Il y a donc beaucoup de choses sur le plan logistique qui doivent être réglées, c'est certain.

En ce qui concerne la santé mentale et ce genre de choses, certaines Premières Nations dans le Nord de la province ont de très bonnes personnes qui travaillent dans le domaine de la santé mentale. Nous devons simplement leur donner les moyens de prendre soin des gens et de les aider à surmonter cette tragédie.

● (1945)

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir mentionné Candle Lake en particulier. Je sais que nous avons un ami commun qui tient beaucoup à cette collectivité. Je suis heureux qu'il en ait parlé.

Le député a parlé de ce dont le premier ministre Moe parlait, à savoir la capacité d'intensification au moyen d'avions-citernes. Nous savons qu'on ne construit pas ce type d'avion du jour au lendemain. L'entreprise De Havilland, qui se trouve maintenant à l'extérieur de Calgary, construit des avions-citernes de classe mondiale, mais, malheureusement, dans un avenir prévisible, toutes les commandes sont destinées à des pays européens. Toutefois, le Canada dispose de la technologie et de l'équipement nécessaires pour moderniser les avions militaires Hercules afin qu'ils puissent procéder à des arrosages aériens.

Étant donné que l'armée est de plus en plus appelée à intervenir en cas de catastrophes naturelles, j'aimerais que le député nous indique les mesures à prendre, selon lui, pour que l'armée soit bien financée et bien soutenue afin que ses membres puissent faire tout ce qu'on leur demande de faire, y compris lutter contre les catastrophes naturelles.

Randy Hoback: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Quel est le rôle de l'armée en ce qui concerne les feux de forêt et les situations d'urgence? Nos forces armées sont à bout de ressources. Si elles devaient être déployées ailleurs dans le monde et que ce scénario se reproduit au Canada, Dieu nous en préserve, je me demande si elles pourraient répondre à toutes les demandes en même temps. Le député soulève également un bon point au sujet de la capacité de l'industrie canadienne de construire des avions-citernes. Le Canada possède cette technologie. Nous devons simplement nous engager à mettre cette technologie à profit et à la placer au haut de la liste des priorités.

Au cours des dernières années, le gouvernement a regardé le Canada brûler. Il n'a pris aucune mesure préventive pour créer un environnement où les ressources sont accessibles pour aider les Canadiens. J'encourage le gouvernement à changer sa manière de voir les choses, à s'équiper d'une flotte, à s'asseoir et à discuter avec les premiers ministres provinciaux de la façon dont cette flotte fonctionnera et sera financée et à veiller à s'occuper des Canadiens, car ce sont nos collectivités et notre avenir qui sont en jeu.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je n'aurai pas l'occasion d'entrer dans les détails, mais une chose qui m'a vraiment impressionné quand j'ai pu visiter l'un des centres d'évacuation, c'est les bénévoles, en particulier certains des groupes à but non lucratif. Je me suis dit qu'on aurait peut-être besoin d'une meilleure coordination entre les nombreux organismes et groupes bénévoles. Les provinces pourraient travailler avec Ottawa et peut-être élaborer une sorte de registre. J'aimerais savoir ce qu'en pense le député.

Randy Hoback: Monsieur le Président, c'est une question intéressante. Je viens d'échanger, sur Facebook, avec une dame qui m'a dit avoir la capacité de rassembler ces organisations pour qu'on puisse les trouver sur Facebook. Il existe des solutions. Il s'agit de réfléchir ensemble et de trouver une façon de procéder pour qu'ils soient tous au même endroit.

L'idée du député se tient. Je pense que nous devrions y penser et la mettre en œuvre. Peut-être qu'un comité pourrait se pencher là-dessus et voir quelle forme cela pourrait prendre.

James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter de vos nouvelles fonctions de Président. Ce poste vous sied bien. Je suis sûr que vous allez assumer ces fonctions avec brio et que vous me laisserez parler encore et encore ce soir, comme il se doit.

Article 52 du Règlement

Comme c'est la première fois que j'ai la chance de prendre la parole à la Chambre, je tiens à remercier les formidables habitants de Selkirk—Interlake—Eastman de m'avoir accordé leur confiance pour la huitième fois. Il est formidable de toujours pouvoir compter sur cet appui, mais j'accueille aussi cela avec humilité, car mon siège est en fait le leur, et il me permet de faire entendre leur voix, ce que je ferai ce soir.

Je tiens à remercier mon équipe de campagne et les bénévoles qui ont rendu cette élection possible et, bien sûr, ma famille, qui s'est lancée dans cette aventure avec moi il y a plus de 22 ans, lorsque je me suis présenté pour la première fois à l'investiture.

Je suis heureux que nous tenions ce débat ce soir. Les feux de forêt auxquels nous devons faire face témoignent des problèmes importants qui touchent le Manitoba et la Saskatchewan et que nous avons connus dans tout le pays par le passé. Le secteur de Lac du Bonnet se trouve dans ma circonscription. L'incendie de Bird River se trouve en grande partie dans ma circonscription. Nous savons qu'au Manitoba, l'état d'urgence a été décrété dans l'ensemble de la province.

À Bird River, le feu s'étale maintenant sur plus de 198 000 hectares. Il n'est toujours pas maîtrisé, et je ne doute pas qu'il couvrira plus de 200 000 hectares d'ici la fin de la soirée, ce qui en fait le plus gros feu de forêt de la province. Près de 1 000 personnes ont dû être évacuées à cause de ce feu lorsqu'il a pris naissance dans la région de Lac du Bonnet. Il a détruit 28 maisons et chalets, principalement sur le chemin Wendigo. Des ordres d'évacuation des municipalités rurales de Lac du Bonnet et d'Alexander ont été levés, et les gens commencent à rentrer à la maison.

Malheureusement, deux personnes ont perdu la vie dans notre circonscription: Sue et Richie Nowell. Je tiens à offrir mes plus sincères condoléances à leur famille et à leurs amis. Je sais que leurs fils, TC, Ryland et Emmett, ont le cœur brisé, et c'est une énorme perte pour notre collectivité. Les Nowell étaient des bénévoles actifs, et ils étaient aimés et respectés de tous leurs voisins et amis. Les personnes qui ont perdu leur maison ou leur chalet peuvent les reconstruire, mais les vies perdues et les souvenirs qui ont disparu ne pourront jamais être remplacés.

Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude aux premiers intervenants, pompiers, policiers et ambulanciers. Ils se sont tous mobilisés et ont fait ce qu'ils pouvaient, il y a plus d'une semaine, alors qu'un incendie complètement hors de contrôle avançait à une telle vitesse qu'il a englouti notre collectivité. De nombreux bénévoles ont répondu à l'appel et ont donné un coup de main. Les dirigeants municipaux de la région touchée et leur personnel étaient présents et ont fourni des conseils et du soutien aux personnes évacuées; je les en remercie.

La province du Manitoba collabore de façon remarquable avec les municipalités et les intervenants de première ligne et veille à ce que des ressources soient en place. C'est tout à l'honneur de l'organisation provinciale de gestion des urgences et des coordonnateurs de la gestion des urgences dans toute la province, à l'échelle provinciale comme à l'échelle municipale, qui se sont tous mobilisés pour soutenir la lutte contre les feux de forêt.

Article 52 du Règlement

La Croix-Rouge canadienne et les services sociaux d'urgence du Manitoba gèrent des refuges et veillent à ce que toutes les personnes évacuées aient un endroit où aller et à ce qu'on prenne soin d'elles. Les Manitobains ont également ouvert les portes de leur maison et leur portefeuille. Ils aident tous ceux qui ont été évacués en raison de feux de forêt hors de contrôle. Hier soir, on dénombrait plus de 17 000 personnes évacuées au Manitoba.

D'autres provinces se sont mobilisées. Il y a du personnel et de l'équipement de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard pour aider à lutter contre les feux de forêt au Manitoba, et Parcs Canada apporte son aide. Je tiens à les remercier tous pour leur contribution. Nous avons des avions-citernes. Au Manitoba, nous avons la chance d'avoir une flotte d'avions-citernes. Sept d'entre eux sont exploités par Babcock, soit les CL-415 et CL-215. Babcock possède également trois avions pointeurs 690.

Air Spray, une entreprise albertaine, a quatre avions-citernes sous contrat à temps plein avec la province du Manitoba. Elle possède quatre appareils CL-415. Le Minnesota a également fourni deux avions-citernes et un avion pointeur. Des ressources ont été mobilisées, et les gens combattent les incendies.

● (1950)

Comme nous venons de l'entendre, il y a de la fumée partout. On ne peut pas passer sous silence la gravité de la tragédie et la dangerosité de la situation. Il est important que les gens suivent les ordres d'évacuation donnés par la province et leur municipalité. Assurons-nous que les gens ne retournent pas chez eux quand leur demeure est menacée par les incendies.

Je suis fier de continuer de remplir les fonctions de ministre du cabinet fantôme en matière de défense nationale. Je tiens à remercier notre chef, Pierre Poilievre, de m'avoir encore une fois accordé sa confiance pour m'occuper de ce portefeuille. Je tiens à saluer l'Aviation royale canadienne, qui est intervenue en fournissant un soutien logistique et des avions pour participer à l'évacuation de certaines collectivités éloignées du Nord, comme la nation crie de Mathias Colomb, Pukatawagan ainsi que la nation crie de Pimicikamak. Ces communautés se trouvent dans une situation très difficile, alors il était important de mettre tout le monde en sécurité.

Certains se questionnent peut-être au sujet du recours au personnel militaire et à l'équipement du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes pour lutter contre les feux de forêt. Les provinces ont toujours la possibilité de demander de l'aide au pouvoir civil, aux termes de la partie VI de la Loi sur la défense nationale. Nous devons veiller à ce que les autorités provinciales puissent y recourir au besoin. Le Manitoba y a eu recours à deux occasions jusqu'à présent, pour évacuer Pukatawagan et Pimicikamak. La province a présenté sa demande, et les forces armées ont répondu à l'appel.

Il a déjà été question ici de l'utilisation mixte de certains aéronefs. Je dirais que peu importe si les Forces armées canadiennes ont les moyens de poursuivre leurs activtiés tout en venant en aide aux pouvoirs civils sur notre territoire dans le cadre de l'opération LENTUS, il faut toujours garder à l'esprit l'idée que les provinces ne doivent pas s'en remettre uniquement aux forces armées pour venir à leur secours cas de demande, car en temps de crise, les forces armées pourraient être occupées ailleurs.

À cause de la décennie perdue sous les libéraux, à l'heure actuelle, il n'y a pas assez de personnel, il n'y a pas d'équipement moderne, et nos forces aériennes ont désespérément besoin de nouveaux avions de chasse. Les Hercules sont vieillissants, et les C-17 ont déjà plus de 15 ans. Nous devons faire ce qu'il faut pour outiller les Forces armées canadiennes le mieux possible afin qu'elles aident les Canadiens quand c'est nécessaire, mais pour cela, nous devons résoudre la crise du recrutement. Il y a 10 000 soldats qui ne sont pas suffisamment entraînés et qui ne peuvent pas être déployés. Il manque encore 8 000 soldats parce qu'un grand nombre de soldats ont quitté les Forces armées canadiennes en raison de la situation actuelle, causée par la négligence et la mauvaise gestion des libéraux.

Au cours de la dernière législature, le Comité permanent de la défense nationale a produit un rapport sur l'aide aux autorités civiles. Nous avons parlé du rôle des Forces armées canadiennes dans les opérations nationales. Il y a des choses que nous devrions examiner, et le gouvernement a répondu au rapport. En tant que vice-président de ce comité, je serai ravi de répondre à des questions si quelqu'un s'intéresse à ce sujet.

Le gouvernement fédéral a aussi, bien sûr, un rôle à jouer par l'entremise des accords d'aide financière en cas de catastrophe qu'il conclu avec les provinces et les territoires. Je tiens à ce que le gouvernement fédéral donne des directives claires aux provinces, aux municipalités et aux Canadiens qui sont touchés par la catastrophe afin qu'ils puissent obtenir l'aide dont ils ont besoin et savoir d'où elle viendra. La province est certes la principale responsable dans ce dossier, mais le gouvernement fédéral interviendra en se prononçant sur les demandes en fournissant un soutien financier aux provinces, aux municipalités et aux personnes touchées.

Il faut une meilleure coordination entre les provinces et le gouvernement fédéral. Il faut un meilleur plan de préparation aux situations d'urgence. À l'heure actuelle, le fédéral n'en a pas. Nous savons qu'il doit offrir un meilleur soutien aux pompiers, en particulier aux pompiers volontaires, sous forme d'incitatifs fiscaux.

Comme on l'a déjà mentionné, les incendies criminels sont un grave problème. Il faut imposer des peines minimales obligatoires aux individus qui déclenchent des feux dans le seul but de se donner en spectacle, ce qui met en danger des vies, des personnes et des biens.

Je le répète: soyons là pour les victimes de ces incendies insensés et remercions les gens qui apportent leur aide.

● (1955)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je parlerai une autre fois des forces armées. Je sais que le député d'en face s'intéresse beaucoup aux dépenses militaires et à tout ce qui s'y rapporte, mais nous y reviendrons un autre jour.

Je tiens à présenter mes condoléances pour Richard et Sue Nowell, de la région de Lac du Bonnet. Tragiquement, un feu de forêt les a encerclés, ce qui a finalement causé leur mort. C'est une histoire tragique et très triste. J'offre mes condoléances à leur famille et à leurs amis, ainsi qu'à la collectivité, qui a été directement ébranlée par ce feu à l'annonce des morts.

Alors que les gens de Lac du Bonnet se sont mobilisés de façon concrète, en fournissant entre autres de la soupe et des sandwichs aux pompiers, à l'aréna local, je me demande si le député pourrait nous parler de la façon dont les gens là-bas ont répondu à l'appel en cette période difficile.

James Bezan: Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Nord d'avoir également exprimé ses condoléances à la famille Nowell. Je sais que nous sommes tous très reconnaissants envers les gens formidables de Lac du Bonnet pour leur mobilisation.

Qu'il s'agisse des pompiers volontaires, des employés municipaux, des bénévoles qui ont ouvert les portes de leur maison et celles de l'aréna, qui a servi de centre des opérations, de tous ceux qui ont combattu le feu ou encore de toutes les équipes de soutien dans l'ensemble de la municipalité ainsi que dans la municipalité d'Alexander, qui est juste au-dessus de Lac du Bonnet, tous font le nécessaire.

Le feu continue de se propager. Il est toujours aussi intense. Personne n'est encore sorti du bois, pour ainsi dire, mais nous savons que des routes sont fermées, comme la route provinciale 315. Certaines personnes ne peuvent même pas se rendre au travail...

● (2000)

Le vice-président: La députée de Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon a la parole.

[*Français*]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours assez touchant, puisqu'il vient de la province qui est en état d'urgence.

Il a dit que les équipements que possèdent les provinces et le Canada ne sont peut-être pas suffisants pour faire face à la multiplication des catastrophes naturelles. Il a dit que même l'aide internationale va être nécessaire pour venir en aide au Manitoba. On parle du Mexique, de l'Australie, et même du Costa Rica pour venir en renfort aux pompiers forestiers.

Est-il d'avis qu'il est temps que les provinces et le Canada aient tout ce qu'il faut et qu'on construise ici même tous les avions nécessaires pour faire face aux catastrophes présentes et à l'avenir?

[*Traduction*]

James Bezan: Monsieur le Président, je sais que le Manitoba est chanceux d'avoir une flotte d'avions-citernes exploités sous contrat par deux entreprises différentes. Nous savons que le Minnesota a également envoyé des avions.

Comme il a été mentionné plus tôt, il ne fait aucun doute qu'on souhaiterait que le gouvernement fédéral ait une capacité d'intervention en cas d'urgence. Cela s'accompagne toutefois d'un danger moral. Si, dans quelques années, les provinces voient que le gouvernement fédéral dispose d'une flotte importante d'avions-citernes gérés par un nouveau ministère ou le ministère de la Protection civile ou le ministère de la Sécurité publique, se peut-il qu'elles décident de ne pas investir dans leurs propres capacités en matière de protection contre les incendies? Il faut tenir compte de ce danger moral lorsque l'on discute à savoir si le gouvernement fédéral devrait fournir ce genre de ressources plutôt que les provinces...

Le vice-président: La députée de Fort McMurray—Cold Lake a la parole.

Article 52 du Règlement

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, c'est vraiment merveilleux de voir un Albertain occuper le fauteuil de la présidence.

En tant que députée de Fort McMurray—Cold Lake, je connais très bien, malheureusement, la dévastation que causent les feux de forêt et leurs répercussions sur les collectivités. Dans son discours, le député a mentionné le fait que de nombreux Manitobains ont été en mesure d'ouvrir leur cœur et leur maison aux personnes évacuées. Je me demande simplement s'il pourrait nous en dire un peu plus sur certaines des mesures de soutien disponibles, car les personnes qui ont été évacuées en raison des feux de forêt nous regardent peut-être ce soir pour savoir...

Le vice-président: Je dois interrompre la députée pour donner au député de Selkirk—Interlake—Eastman le temps de répondre.

James Bezan: Monsieur le Président, mon amie a raison. De nombreux organismes, clubs philanthropiques et groupes communautaires de la province se sont mobilisés en faisant appel à des bénévoles de partout pour aider les personnes dans le besoin.

[*Français*]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, je précise d'entrée de jeu que je partagerai mon temps de parole avec le député de Repentigny.

Je me sens privilégiée ce soir, même si je suis attristée, d'intervenir dans ce débat d'urgence à titre de porte-parole pour le Bloc québécois en matière de sécurité publique et de protection civile. Je veux d'abord dire que le Bloc québécois exprime toute sa solidarité à la population qui est aux prises actuellement avec les conséquences des feux de forêt, les sinistrés et toutes les personnes qui sont touchées, directement ou indirectement. Le Bloc québécois offre aussi ses condoléances aux familles et aux proches des deux personnes qui ont péri tragiquement, encerclées par les feux de forêt.

On sait que le Manitoba a déclaré l'état d'urgence en raison de l'ampleur des feux de forêt qui font rage dans la province depuis plusieurs jours. Plus de 17 000 personnes principalement situées dans les communautés du Nord du Manitoba doivent évacuer, dont les 5 000 habitants de Flin Flon. Des personnes cherchent aussi du secours à Brandon, à Le Pas et dans la capitale provinciale.

Selon TVA, en date d'aujourd'hui, le 3 juin, quelque 97 brasiers sont hors de contrôle dans les provinces de l'Ouest du pays, dont 12 au Manitoba, 20 en Saskatchewan, 28 en Alberta et 37 en Colombie-Britannique. Radio-Canada nous informait que c'est en Saskatchewan et au Manitoba que la superficie brûlée est la plus importante. Les deux provinces sont en état d'urgence. Les évacuations se poursuivent, notamment dans des communautés autochtones isolées et encerclées par les flammes.

On sait que le fait de vivre directement et personnellement les conséquences d'une catastrophe naturelle, d'une tragédie cause des impacts psychologiques et physiques importants. Cela peut aussi laisser des séquelles liées aux différents traumatismes de la perte, du deuil, de la peur. On sait que les personnes ayant déjà des problèmes de santé, entre autres pulmonaires, vivent actuellement une situation personnelle encore plus difficile avec la fumée et la mauvaise qualité de l'air toujours présentes dans leur environnement.

Article 52 du Règlement

Le Bloc québécois tient à souligner le travail de ceux et celles qui se mobilisent sans relâche depuis le début et qui ne ménagent aucun effort afin de maîtriser les feux, mais aussi ceux et celles qui soutiennent tous les citoyens et les municipalités et territoires touchés. Nous pensons par exemple aux pompiers forestiers, aux policiers, aux premiers répondants qui, au péril de leur vie ou de leur santé, travaillent fort à apporter le soutien pour arrêter ces feux. Nous pensons aussi aux organismes communautaires bénévoles comme la Croix-Rouge, et à tous les Québécois et les Canadiens qui donnent volontairement de leur temps pour aider ces communautés touchées. Récemment, nous avons appris dans un communiqué de la Croix-Rouge que les gouvernements du Canada et du Manitoba se sont engagés à jumeler tous les dons versés entre le 28 mai et le 27 juin 2025 au Fonds de secours: Feux de forêt de 2025 au Manitoba.

Je cite la Croix-Rouge afin, peut-être, d'inciter mes collègues à faire un don: « Les dons versés à la Croix-Rouge canadienne serviront à offrir une aide immédiate et continue aux personnes touchées par les feux de forêt au Manitoba, y compris une aide financière et du soutien aux personnes évacuées et à leurs communautés d'accueil. » De plus, pour les personnes qui souffrent et qui ont besoin de soutien et de rétablissement, la Croix-Rouge pourra aider à « renforcer la résilience face aux feux de forêt et [les sommes amassées appuieront] les efforts de préparation et de réduction des risques en vue de tout autre événement perturbateur au Manitoba. »

Nous pensons aussi aux membres des forces armées qui ont été appelés en renfort. Nous pensons aux autorités municipales et à leur personnel, ainsi qu'aux membres des Premières Nations touchés par ces feux de forêt. Nous avons appris avec tristesse par Radio-Canada que « [d]es leaders autochtones au Manitoba déplorent le manque de coordination et d'équipements dans leurs communautés pour combattre les feux de forêt et demandent l'intervention du gouvernement fédéral. » Au Canada, nous savons que les urgences sont d'abord gérées à l'échelle municipale, notamment par les hôpitaux, les services policiers et les services d'incendie. Les municipalités demandent à leur province ou à leur territoire de l'aide. Or, si l'urgence s'aggrave et dépasse leurs capacités, les provinces et les territoires peuvent obtenir de l'aide du fédéral.

● (2005)

Le 28 mai dernier, par exemple, les Forces armées canadiennes ont prêté main-forte en déployant un aéronef pour appuyer les efforts d'évacuation des membres de la nation crie Mathias Colomb et des membres de la nation crie Pimicikamak au Manitoba. Elles ont aussi offert leur soutien logistique. L'Agence de la santé publique du Canada, via la Réserve nationale stratégique d'urgence, a aussi été sollicitée et a prêté main-forte. On sait que les provinces et les territoires peuvent demander ces biens durant les urgences ou les incidents liés à la santé publique lorsqu'ils ont épuisé leurs propres ressources ou lorsque celles-ci ne sont pas disponibles dans l'immédiat. On peut penser à de l'équipement de protection individuelle, à des produits thérapeutiques, à des lits et à des couvertures, entre autres.

Dans cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle, la solidarité s'exprime entre les provinces de manière tangible et concrète. Dans un tel contexte, la coordination de l'ensemble des acteurs et des différents paliers décisionnels doit se faire le mieux possible et de manière rapide et urgente. À ce titre, nous savons que le gouvernement du Québec vient actuellement en aide à la Saskatchewan, au Manitoba et à l'Alberta. Onze spécialistes québécois en gestion des feux majeurs doivent arriver en Alberta sous peu. Une soixantaine de pompiers et des représentants de la SOPFEU doivent se rendre au Manitoba aujourd'hui même, le 3 juin.

Malgré les tensions entre les États-Unis et le Canada, on peut constater que l'aide est abondante de la part des États-Unis, qui prêtent main-forte à la Saskatchewan, au Manitoba et à la Colombie-Britannique. On peut compter plus de 125 pompiers américains qui viennent prêter main-forte à leurs collègues québécois et canadiens. De plus, dans la plupart des provinces canadiennes, on a déjà des effectifs sur le terrain afin d'alléger le travail des pompiers forestiers.

Les feux sont d'une telle ampleur que les autorités sont déjà en contact avec le Mexique, l'Australie, le Costa Rica et d'autres pays afin d'avoir des sapeurs-pompiers supplémentaires. Le débat de ce soir met en lumière le fait que la priorité est de combattre les feux, de venir en aide à la population et de protéger la santé publique. La situation actuelle et celles des dernières années nous permettent de constater l'augmentation de l'ampleur et de la fréquence des catastrophes naturelles. Il ne s'agit plus d'exceptions. Les crises sont aujourd'hui la norme, et les coûts humains, économiques et environnementaux sont de plus en plus élevés.

À court terme, il va de soi que la priorité est la collaboration entre les différents ministères et autorités concernés. Il faut éteindre les feux et reloger les sinistrés dans les meilleures conditions possibles. Toutefois, avant d'évaluer la gestion de la crise et d'analyser ce qui peut être mieux fait, il convient de traverser la période d'urgence. Nous ne savons pas si la convocation au débat d'urgence de ce soir aidera véritablement les intervenants sur le terrain. Malheureusement, ces incendies de forêt majeurs sont devenus la norme; les débats d'urgence aussi. Nous répétons l'importance de la prévention, de la protection de l'environnement et de la santé publique et de l'adaptation aux changements climatiques.

Les parlementaires et le gouvernement ont le devoir de prendre au sérieux l'augmentation des coûts des impacts des changements climatiques. Nous devons comprendre que, pour réduire ces coûts, nous devons investir dans les mesures d'adaptation aux effets des changements climatiques. Dans la situation d'urgence actuelle, les députés du Bloc québécois demeurent disponibles. Ils expriment leur solidarité envers les communautés touchées et les sinistrés des provinces de l'Ouest. Nous savons que ce sentiment était réciproque chez nos collègues lors des feux dévastateurs qui ont sévi au Québec, principalement en Abitibi et sur la Côte-Nord, au printemps et à l'été 2023.

Nous ne doutons pas que les députés des provinces touchées sont sensibles aux causes et aux conséquences de ces catastrophes qui s'accumulent et qui ont des répercussions directes sur la vie de leurs concitoyens. Ces catastrophes naturelles qui se multiplient nous poussent, en tant que décideurs publics, à entreprendre des actions préventives. Nous devons nous demander quelle action prioritaire doit être mise en œuvre pour réduire l'impact de ces catastrophes sur les citoyens, les communautés et les territoires.

En terminant, j'offre encore une fois, au nom du Bloc québécois, toutes nos pensées les plus chaleureuses et l'expression de notre profonde solidarité aux populations touchées, aux sinistrés et aux membres des Premières Nations concernées. Je rappelle que l'important est de développer toute l'autonomie nécessaire pour faire face nous-mêmes aux défis nombreux liés aux situations de grande urgence comme les feux de forêt et les inondations. C'est devenu une voie incontournable.

● (2010)

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je suis sûr que la députée sera d'accord avec moi pour dire qu'il est encourageant de constater que les événements ont réellement rassemblé la nation en ce sens que des citoyens de tout le pays contribuent de différentes manières, que ce soit financièrement, par des prières ou par un engagement personnel. Les pouvoirs publics apportent également leur contribution. Je pense que nous devrions, à tout le moins, reconnaître que beaucoup de gens sont conscients du mal qui est causé; ils veulent participer, sont prêts à le faire et, dans de nombreux cas, participent effectivement à la lutte contre les incendies de forêt que connaît le Canada aujourd'hui.

La députée souhaite-t-elle formuler une observation à ce sujet?

[*Français*]

Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, on voit de plus en plus ces catastrophes. Le Québec en a d'ailleurs vécu en 2023.

Il faut se demander quelles actions un décideur public peut entreprendre pour mettre en place des mesures préventives. Force est de constater qu'il va falloir s'adapter au dérèglement climatique. Il ne suffit pas de réparer les dommages; des actions préventives doivent être mises en œuvre.

Il me semble que des efforts considérables doivent encore être déployés par le gouvernement pour instaurer des mesures préventives, dans le but de prévenir ou d'atténuer les conséquences sur nos communautés.

[*Traduction*]

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Madame la Présidente, dans ce débat, il est question du Manitoba et de la Saskatchewan, mais ma province, l'Alberta, est également touchée par des feux de forêt. Il y a quelques années, il y a eu un désaccord entre le Québec et le gouvernement fédéral au sujet de la Loi sur les espèces en péril. L'une des conséquences indirectes de cette loi, dont j'ai été informé, c'est son incidence sur l'augmentation du risque de feux de forêt, car si nous ne débroussaillons pas les pans de forêt de bois mort, nous augmentons le risque que ces feux de forêt soient plus dévastateurs. Or, quand ces feux de forêt se produisent et qu'ils dévastent les forêts, il n'y a plus d'abri pour les espèces sauvages comme le caribou.

Je me demande si la députée pourrait nous parler un peu de la perspective du Québec en matière d'aménagement forestier et de la façon dont nous pouvons mieux protéger la faune et les collectivités contre les feux de forêt.

● (2015)

[*Français*]

Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je ne suis pas une spécialiste des forêts. Ce que je sais, c'est que la gestion des forêts est une compétence provinciale, donc du Québec et des provinces, et que chaque province fait la gestion de son secteur forestier. Je ne suis pas vraiment au courant des affirmations de mon collègue selon lesquelles une mauvaise gestion des forêts pourrait être à l'origine de certains incendies. Je ne peux donc pas répondre à la question de mon collègue.

Je pense qu'il faut rappeler à tous que la forêt est une ressource naturelle renouvelable dont il faut prendre soin. Nous vivons actuellement dans un contexte de dérèglement climatique. Le Bloc québécois estime qu'il est important de réfléchir à des actions rapides et préventives pour atténuer les impacts du dérèglement climatique. Plusieurs gestes concrets peuvent être posés et toutes sortes de solutions ont été émises. Mon collègue de Repentigny formulera sans doute des propositions en ce sens.

Nous sommes à ce stade de notre histoire où il est temps de poser des gestes concrets et préventifs pour contrer le dérèglement climatique.

[*Traduction*]

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je félicite la députée pour son nouveau rôle de porte-parole. Au cours de la 44e législature, j'ai siégé au comité des affaires autochtones et du Nord, et l'une des études que nous avons menées portait sur la préparation aux urgences. Je l'encourage à y jeter un coup d'œil lorsqu'elle retournera à son bureau.

L'une des recommandations que nous avons formulées était que le gouvernement fédéral collabore avec le Conseil national autochtone de la sécurité-incendie afin d'améliorer la capacité des communautés à combattre les feux de forêt. Les feux de forêt sont de plus en plus fréquents, et cette recommandation avait en fait déjà été formulée en 2018.

Je me demande si la députée convient que le gouvernement fédéral doit vraiment travailler avec le Conseil pour veiller à ce que les collectivités aient la capacité de lutter contre les feux de forêt.

[*Français*]

Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je suis d'accord avec ma collègue sur le fait qu'il n'y a rien de mieux que la collaboration entre tous les paliers de gouvernement pour trouver des solutions à ce que peuvent vivre les membres des communautés autochtones. Je sais qu'ils sont les premiers touchés par ce qu'on vit présentement au Manitoba. Ils ont été carrément encerclés par les flammes. Je sais que certains leaders autochtones se sont plaints de ne pas avoir tout ce qu'il faut pour contrer les feux de forêt.

J'encourage beaucoup les gouvernements provinciaux et fédéral à s'asseoir avec les leaders autochtones pour trouver des solutions pour mieux intervenir et protéger les communautés autochtones.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, nous participons ce soir à un débat d'urgence en raison d'une situation qui, bien que très grave, est malheureusement devenue beaucoup trop fréquente. En ce moment, nos pensées vont évidemment à la population qui est aux prises avec ces feux, ainsi qu'aux autorités, aux travailleurs et aux travailleuses qui les combattent. Je suis particulièrement sensible à ce genre de drame humain qui chamboule des vies et qui en marque pour toujours. La situation actuelle nous rappelle cruellement que l'ampleur et la fréquence des catastrophes naturelles augmentent et que ces situations ne sont plus des exceptions.

Aujourd'hui, nous prenons part à un important débat d'urgence sur les feux de forêt, un autre débat d'urgence sur cette question. Qu'on me comprenne bien; il est crucial de tenir ce genre de débat, mais, lorsque cela se répète, c'est peut-être parce que le Parlement doit avoir une discussion et un débat sur la racine même du problème. Il est temps que nous ayons un véritable débat d'urgence sur la crise climatique qui frappe de plus en plus fort partout sur la planète alors que le Québec et le Canada ne font pas exception.

Article 52 du Règlement

En ce moment, ne pas considérer la lutte contre les changements climatiques comme étant au cœur de l'intérêt national est complètement irresponsable. Pourtant, hier, à la rencontre des premiers ministres en Saskatchewan, les mots « changements climatiques » n'ont été mentionnés aucune fois. Pire encore, le gouvernement songe à affaiblir les évaluations environnementales pour autoriser plus facilement des projets de pipelines, de pétrole et de gaz. Ce n'est pas prioriser la santé et la sécurité des gens que de mettre de l'huile sur le feu en voulant ouvrir la porte à des pipelines de pétrole et de gaz, alors que les énergies fossiles sont les grandes responsables de la crise climatique.

En effet, comme mon honorable collègue l'a mentionné, c'est la santé et la sécurité des gens qui est en jeu. Les associations canadiennes pour la santé le disent; les changements climatiques sont une urgence sanitaire. Ce matin même, l'Association pulmonaire du Canada et celle des États-Unis se sont alliées pour sensibiliser le public aux risques pour la santé associés à la fumée des incendies et des feux de forêt.

La hausse des températures et la modification des systèmes de précipitations contribuent à des sécheresses plus longues et plus marquées. Cela crée des conditions propices au déclenchement de feux de forêt et de prairie ainsi qu'à leur propagation rapide. Si on ne s'attaque pas à la source du problème en réduisant les émissions de gaz à effet de serre au Canada et en abandonnant rapidement le pétrole et le gaz, les débats d'urgence comme celui-ci vont continuer à se répéter et à s'accumuler, parce que les crises du genre ne vont que s'enchaîner.

Les changements climatiques provoquent des dévastations plus intenses et plus fréquentes, ce qui exacerbe les coûts déjà beaucoup trop élevés sur le plan humain, environnemental, mais aussi économique. L'action climatique n'est pas une dépense; c'est une nécessité et un investissement pour améliorer la qualité de vie des gens et celle des générations à venir. Nous l'avions dit durant la campagne électorale et la réalité le confirme, la crise des changements climatiques crée des drames humains et augmente le coût de la vie. La pression exercée sur nos finances publiques par cette multiplication des catastrophes naturelles en est une illustration frappante. Soyons francs, il est désolant de constater que les incendies des dernières années, y compris les feux de forêt records de 2023, n'ont pas provoqué suffisamment d'actions concrètes au Canada. Après d'innombrables études et témoignages d'experts, de scientifiques, de spécialistes et de pompiers forestiers, nous savons très clairement qu'il faut passer à l'action et que les solutions existent.

Le Bloc québécois a proposé des actions concrètes non seulement pour limiter les impacts des dérèglements climatiques, mais aussi pour prévenir les risques et réduire les coûts élevés des dommages. En plus des graves coûts humains, ce sont les ménages québécois et canadiens qui absorbent déjà les coûts économiques à même leur portefeuille.

Il faut rappeler que les estimations passées faisaient déjà état de 620 à 2 700 décès prématurés liés à la fumée des feux de forêt, y compris les effets à court et à long terme, et ce, entre 2013 et 2018. Selon les estimations, la fumée des feux de forêt entraîne des coûts qui se situent entre 410 millions de dollars et 1,8 milliard de dollars par année en raison des effets aigus sur la santé et des coûts qui vont jusqu'à 19 milliards de dollars par année en raison des effets chroniques sur la santé.

Pour réduire les coûts humains, économiques et environnementaux, nous devons investir massivement dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans les mesures d'adaptation aux impacts des changements climatiques.

● (2020)

Selon un rapport de l'Institut climatique du Canada, 1 $ investi dans l'adaptation peut faire économiser de 13 à 15 $ en coûts futurs, alors qu'au cours de la dernière décennie, le coût moyen des catastrophes liées au climat et des pertes catastrophiques chaque année a augmenté pour atteindre l'équivalent de 5 à 6 % de la croissance du PIB.

Les interventions d'adaptation sont variées. Elles incluent des infrastructures plus résilientes, la protection des écosystèmes et bien sûr des innovations. Elles impliquent aussi des solutions fondées sur la nature, y compris les techniques issues de savoirs traditionnels et autochtones. Des mesures d'adaptation sont nécessaires, mais il est crucial de souligner qu'elles ne sont pas suffisantes à elles seules. Pour être véritablement efficace, l'adaptation doit être impérativement alliée à de nouvelles mesures d'atténuation, c'est-à-dire la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Moins nous réduisons nos émissions, plus les impacts augmenteront; moins nous nous adapterons, plus les coûts augmenteront et plus nous souffrirons. Les efforts de réduction et d'adaptation doivent être vus comme des investissements complémentaires et nécessaires.

Avec les politiques actuelles, malheureusement, on se dirige vers un réchauffement totalement dangereux. Seuls des efforts massifs et immédiats peuvent limiter les risques. Il est donc vital d'agir sur deux fronts: la réduction des émissions de CO_2 et les investissements dans l'adaptation aux changements climatiques.

On comprend la nécessité de débattre de ces enjeux. Oui, nous sommes d'accord, nous devons d'abord et avant tout traverser cette période d'urgence. Malheureusement, comme les incendies majeurs sont devenus la norme, les débats d'urgence au Parlement le sont aussi. Chaque année, nous répétons l'importance de la prévention, de la protection de l'environnement, de la santé et de l'adaptation. Le devoir des parlementaires est de prendre au sérieux l'augmentation des coûts des impacts des changements climatiques et de passer à l'action.

J'aimerais conclure en disant que la portée de la solidarité que nous observons actuellement est vaste, allant de l'entraide internationale à l'aide bénévole locale. La portée de l'aide est multiforme, impliquant évidemment les gouvernements, les services d'urgence, les organisations humanitaires, les citoyens, les communautés et les nations. Toutefois, la portée de notre responsabilité, elle, est encore plus grande. Elle nous appelle à aller au-delà de la gestion de crise immédiate pour faire des investissements par la suite nécessaires dans l'adaptation, dans la réduction des émissions pour que ces catastrophes ne soient plus la norme, mais, un jour, espérons-le, l'exception.

● (2025)

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, on entend beaucoup parler des provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, mais il est important de reconnaître qu'il y a également des incendies de forêt en Alberta, dans le Nord de la Colombie-Britannique et dans le Nord-Est de l'Ontario. Des milliers de personnes sont déplacées, et il convient de souligner que non seulement le gouvernement fédéral, mais aussi les gouvernements provinciaux et d'autres autorités publiques répondent à l'appel. Je crois comprendre que nous avons même de l'aide de l'étranger pour combattre les incendies de forêt.

Mon collègue pourrait-il parler de l'importance de nous mobiliser et de fournir toutes les ressources que nous pouvons pour combattre les incendies de forêt qui font rage?

[*Français*]

Patrick Bonin: Madame la Présidente, je pense que nous avons encore une fois un exemple cette année de l'importance de l'entraide, qu'elle soit entre les différentes collectivités au Canada, mais aussi à l'international. Cependant, cette entraide dans la crise immédiate et dans l'action rapide, elle doit se faire également à une autre échelle. On ne peut pas gérer de crise en crise sans être capable de s'allier à l'échelle internationale et de faire en sorte que le concert des nations relève le défi de la lutte climatique. Sinon, on ne fera que tenter d'éteindre des feux.

On ne peut pas gérer l'urgence à la semaine ou au mois. Il faut avoir un plan de match complet. Pour y arriver, il faut des contributions, autant à l'échelle du Canada qu'à l'international, qui doivent être beaucoup plus ambitieuses en ce qui a trait à la réduction des émissions, sans quoi on ne sera pas capable de s'adapter dans un monde avec deux ou trois degrés Celsius de plus vers lequel, malheureusement, on se dirige actuellement.

[*Traduction*]

Ted Falk (Provencher, PCC): Madame la Présidente, le député a parlé de la fréquence croissante des débats d'urgence ainsi que des situations urgentes et des catastrophes naturelles au pays. J'aimerais savoir s'il a une solution à proposer. Peut-être y a-t-il réfléchi un peu? Y a-t-il un moyen de réduire la fréquence des situations d'urgence et d'améliorer notre façon de les traiter à la Chambre?

[*Français*]

Patrick Bonin: Madame la Présidente, malgré des efforts notables au cours des dernières années, nous sommes dans une situation où les besoins en matière de prévention et d'adaptation aux changements climatiques sont plus grands que jamais et sont beaucoup plus grands que les contributions actuelles, dont celles du gouvernement fédéral, qui devrait investir bien davantage, notamment pour aider les provinces et les nations autochtones à s'adapter davantage aux changements climatiques. Il y a une responsabilité et des besoins énormes. Malgré des efforts au cours des dernières années avec, entre autres, une première stratégie d'adaptation, le gouvernement fédéral n'est pas à la hauteur en ce qui a trait aux contributions financières, qui sont essentielles lorsqu'on parle de gestion de crise à court terme.

Si on veut être sérieux par rapport à ces événements climatiques extrêmes, il faut s'attaquer à la source du problème, ce qui implique de réduire bien davantage les émissions et d'avoir un plan crédible de réduction des émissions au pays, ce qui n'est malheureusement pas le cas. Sans cela au Canada et à l'échelle mondiale pour toutes les nations, malheureusement, on ne sera pas capable de s'adapter à l'augmentation des événements climatiques extrêmes, comme les feux de forêt, qui nous frappent de plus en plus fort un peu partout sur la planète, mais aussi ici, au Québec.

● (2030)

Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.): Madame la Présidente, je joins ma voix à celle de tous ceux qui offrent leur soutien moral et demandent à ce que le gouvernement vienne soutenir les efforts face à cette crise très malheureuse en Saskatchewan et au Manitoba.

Pour répondre aux propos que mon honorable collègue mentionne, c'est clair que la situation climatique est une situation très préoccupante. Je tiens à mentionner que le Canada et notre gouvernement canadien sont très impliqués, autant avec l'Organisation de développement et de coopération économiques qu'avec l'Agence internationale de l'énergie et le Forum international des transports, pour discuter de tous ces éléments. Il y a aussi des dimensions comme la santé qui sont impliquées. Comme l'a dit mon collègue, il ne faut pas travailler juste par province, mais le faire tous ensemble.

Êtes-vous prêt à vraiment collaborer avec toutes les provinces, à régler le problème climatique et à vous investir aussi avec les autres pays pour avoir une voix unique et forte au Canada?

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je rappelle à la députée qu'on doit poser ses questions par l'intermédiaire de la présidence.

L'honorable député de Repentigny a la parole pour une brève réponse.

Patrick Bonin: Madame la Présidente, le Bloc québécois est évidemment prêt à collaborer. Nous l'avons démontré durant la campagne électorale. Nous souhaitons toutefois rappeler que la santé est une compétence provinciale et qu'en ce sens, la première chose que doit faire le gouvernement fédéral est d'assurer un transfert beaucoup plus grand en santé pour que la juste part prévue pour le Québec soit enfin livrée, et ce, de manière à offrir de meilleurs services de santé et de prévention.

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir prendre la parole et aborder une question nationale très importante.

Dans ma dernière question, j'ai fait une observation sur l'ampleur du problème. Comme je l'ai souligné, les provinces touchées par les incendies de forêt sont la Colombie-Britannique, en particulier le Nord-Est, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Nord-Ouest de l'Ontario. On estime aujourd'hui qu'il y a plus de 200 incendies au total, dont près de la moitié, 104, sont hors de contrôle. Cela vaut vraiment la peine que nous en parlions et que nous le soulignions. Je suis donc heureux que nous ayons l'occasion de le faire et que le Président ait pris la décision d'autoriser la tenue du débat.

Je devrais mentionner que je partagerai mon temps de parole avec mon collègue et ami, le député de Winnipeg-Sud.

Article 52 du Règlement

Je tiens d'abord à donner un visage humain à une tragédie qui est survenue dans la région du lac du Bonnet, où Richard et Sue Nowell sont décédés à cause des incendies de forêt. Ils se sont retrouvés entourés par les flammes et ont fini par succomber. Tous les députés de la Chambre des communes, y compris le premier ministre, offrent leurs condoléances à la famille, comme je l'ai dit plus tôt, ainsi qu'à leurs amis et aux gens de Lac du Bonnet, qui ont été durement touchés, comme tous les Manitobains.

Je me souviens de la première fois que j'en ai entendu parler à la radio. Cela montre à quel point ces incendies sont dangereux. On parle souvent de dommages matériels, mais dans ce cas-ci, deux personnes ont perdu la vie, une situation fort tragique. C'est pourquoi, lorsque des ordres d'évacuation et d'autres ordres sont donnés dans certaines régions du pays, il est vraiment important de les respecter et d'évacuer les collectivités lorsque les provinces le demandent.

Ces derniers jours, je me suis souvenu que ma collègue la députée de Saint-Boniface—Saint-Vital a eu l'occasion de poser une question à ce sujet la semaine dernière. Mon collègue le député de Winnipeg-Sud a fait une déclaration à ce sujet aujourd'hui. La ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et députée de Churchill—Keewatinook Aski a également soulevé la question à la Chambre, comme je l'ai fait à plusieurs reprises maintenant. Il s'agit vraiment d'une question dont les membres du caucus du Manitoba discutent, car nous sommes vraiment préoccupés et nous voulons que le gouvernement fédéral fasse tout ce qu'il peut pour soutenir les collectivités touchées, en particulier les personnes évacuées. Je parle du Manitoba, mais il est évident que nous nous préoccupons également de toutes les collectivités touchées par les incendies.

Dimanche dernier, j'ai eu l'occasion de me rendre à l'aréna Billy Mosienko, qui est situé dans Winnipeg-Nord. Cet aréna accueille des personnes évacuées du Nord du Manitoba. Qu'il s'agisse de bénévoles ou d'autres personnes, j'ai vraiment aimé ce que ces gens faisaient quand je suis entré dans l'aréna. À ce sujet, il est important que la Chambre des communes reconnaisse ces premiers intervenants, en particulier les pompiers. Alors que les gens fuient les lieux, comme il se doit, les pompiers, eux, vont dans la direction opposée pour tenter de maîtriser la situation. Nous devrions reconnaître la persévérance dont ils doivent faire preuve pour tenter de sauver nos collectivités de différentes façons.

● (2035)

J'ai parlé de Richard et de Sue Nowell. Si j'ai bien compris, l'aréna de Lac du Bonnet servait de la soupe et des sandwiches à d'autres bénévoles, à des agents de la GRC qui surveillent les routes, à des pompiers et à d'autres membres de la collectivité. C'est à cela que je pensais lorsque j'ai visité l'aréna Billy Mosienko. Lorsque je suis entré, j'ai vu la Croix-Rouge d'un côté et, de l'autre, le ministère de la Famille du Manitoba, je crois. En parcourant des yeux l'aréna, j'ai vu d'autres organismes et j'ai pensé à Khalsa Aid, un organisme merveilleux qui recueille des fonds auprès des membres des collectivités et qui apporte son aide de toutes les façons possibles.

C'est le travail effectué par Khalsa Aid qui m'a mené à poser une question à l'un de mes amis conservateurs au sujet des organismes qui existent — car il y en a. Il y a peut-être quelque chose que nous pouvons ou que nous devons faire dans le cadre d'une collaboration avec les provinces afin d'identifier les nombreux organismes sans but lucratif qui apportent constamment leur aide en cas de crise. J'ai utilisé l'exemple de Khalsa Aid, et je vois que l'organisme répond à l'appel. Il y a peut-être quelque chose à faire sur le plan de la coordination.

Le débat de ce soir nous donne espoir de notamment apprendre quelque chose lorsque des événements de cette nature se produisent, comme l'a indiqué la ministre responsable de l'intervention en cas de catastrophe naturelle et du soutien aux provinces. Je crois que nous arriverons à tirer des leçons, comme nous l'avons fait par le passé.

Au sujet du travail humanitaire, je peux parler de la Croix-Rouge canadienne et du fait que nous la soutenons. Il y a d'autres organisations, comme l'Ambulance Saint-Jean et l'Armée du Salut. Je le répète, il existe des organisations canadiennes bien établies qui sont là pour soutenir les personnes évacuées, entre autres. Sachant cela, nous pouvons réfléchir à la façon dont nous pouvons continuer à soutenir les organisations qui, nous le savons, seront là et à porter notre attention sur d'autres organisations qui, nous le savons, interviennent très souvent lorsque des catastrophes naturelles se produisent.

Je pense à l'Agence de santé publique du Canada et à son rôle de soutien. J'espère que cette agence fournira des lits de camp, des couvertures et des oreillers, entre autres, pour répondre aux besoins des évacués qui afflueront, espérons-le, pour de courtes durées. Je peux vous parler de Services aux Autochtones Canada, qui, en particulier, tend la main aux Premières Nations et cherche des moyens de leur venir en aide et de les aider à s'organiser. Voilà de quelle façon le gouvernement fédéral intervient directement dans ce genre de situation.

Il y a également le ministère de l'Approvisionnement qui se charge de superviser la gestion des eaux. Lors d'une crise de cette nature, la gestion des eaux est primordiale en ce qui concerne les barrages, notamment. Au Manitoba, la Garde côtière canadienne a également apporté sa contribution en fournissant un ou deux hélicoptères, si je ne m'abuse.

Je dis tout cela parce que je crois vraiment que lorsque des catastrophes se produisent, il y a un sentiment d'unité très fort qui rassemble tous les Canadiens et les pousse à faire leur part, que ce soit par une prière ou une contribution financière, ou en prenant le temps de donner un coup de main sur le terrain. Qu'il s'agisse des nombreuses organisations ou des personnes que je viens d'énumérer, je crois que je peux parler au nom de tous les députés en reconnaissant ce qu'elles font et en les remerciant pour le travail qu'elles effectuent pour soutenir les personnes évacuées, appuyer nos localités et vaincre ces feux de forêt.

● (2040)

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, j'ai remarqué que le député n'a pas parlé des pratiques de gestion forestière. L'industrie forestière a un plan de récolte des arbres sur 100 ans, et nous avons vu, au fil des ans, que sa capacité de récolter des arbres a été réduite par des mesures gouvernementales. Je me demande ce que le député a à dire à ce sujet.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, quand il est question de gestion des terres, il ne faut pas oublier qu'Ottawa ne travaille pas en vase clos. Quand on parle de gestion de l'eau ou des terres, il faut un processus qui permet aux dirigeants autochtones, aux gouvernements provinciaux et aux municipalités d'y participer. Je crois que nous nous améliorons à cet égard. Il ne fait aucun doute que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer, et nous jouons un rôle important pour veiller à ce que des arbres soient plantés et à ce que d'autres groupes soient soutenus.

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je suis vraiment en solidarité avec mon collègue en lien avec ce qui se passe dans sa province. Ce sont des moments difficiles, j'en conviens.

Je me questionne. On a vu des événements similaires à Fort McMurray, il y a quelques années. Nous avons vu des feux de forêt records en 2023 au Canada. Il y a déjà eu des débats d'urgence ici sur la question des feux de forêt. Nous en avons un encore ce soir, qu'il est important d'avoir. Mon honorable collègue reconnaît-il que nous devons avoir un débat plus large et véritable sur la question des changements climatiques et sur le rôle du pétrole et du gaz qui alimentent cette crise climatique?

La réalité est que ce pays n'est malheureusement pas sur la bonne voie en ce qui a trait à la réduction des émissions. Il faut qu'on trouve des moyens pour que le Canada soit à la hauteur, pas juste en ce qui concerne l'adaptation, mais en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et que l'on sorte rapidement du pétrole et du gaz.

● (2045)

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'accorde une grande importance aux nombreuses contributions que la Chambre des communes peut apporter. Je pense notamment aux nombreux comités permanents. J'aimerais que l'environnement et de nombreux autres aspects de la politique publique soient débattus au sein des comités permanents, ce qui viendra. Je m'en réjouirais. J'encourage par ailleurs le député et l'ensemble des collègues à chercher des façons de mener une discussion plus approfondie sur un large éventail de questions qui ont une incidence sur ce dont nous parlons ce soir.

Espérons que ce sera le cas. Il n'y aura peut-être pas une aussi grande politisation que celle que nous avons vue ces dernières années. Je pense qu'il est fort utile de poursuivre cette discussion, ce qui n'empêche pas la tenue de débats précis ici.

Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de Winnipeg-Nord pour ses observations attentionnées et empreintes de compassion ce soir. J'ai toujours l'impression d'apprendre bien des choses chaque fois que je l'écoute.

Mon commentaire et ma question portent sur la résilience communautaire. J'aimerais qu'il donne son avis sur ce que nous faisons, du point de vue de la résilience communautaire, dans les collectivités qui ont été touchées par les feux de forêt, tant par le passé qu'en ce moment même ou dans un avenir rapproché. Selon lui, que devons-nous faire sur ce front en particulier?

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, lorsque des catastrophes de cette nature se produisent, je pense que la chose la plus importante que le gouvernement puisse faire, c'est de montrer que nous nous soucions de ce qui arrive à la collectivité. L'une des façons d'y arriver, ce fut lorsque Wab Kinew, le premier ministre du Manitoba, a demandé l'aide des forces armées. En moins de 24 heures, les Forces canadiennes étaient sur le terrain. C'était quelque chose de concret et de visible. On montre ainsi aux membres de la collectivité qui cherchent à améliorer la situation que les deux gouvernements travaillent ensemble et font de leur mieux pour obtenir des résultats.

L'hon. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole au sujet de la crise des feux de forêt qui sévit au cœur de notre pays. Les incendies qui font rage dans ma province, le Manitoba, et dans les Prairies déplacent des milliers de Canadiens, détruisent des habitations et des infrastructures et menacent la sécurité même des collectivités. Pourtant, face à cette crise, nous assistons également à quelque chose de remarquable: la force et la résilience des collectivités et des citoyens qui se mobilisent pour se soutenir les uns les autres.

D'abord et avant tout, je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux premiers intervenants, aux pompiers, aux ambulanciers paramédicaux et au personnel des Forces armées canadiennes, qui travaillent sans relâche pour protéger des vies et des biens. Ces femmes et ces hommes courageux sont en première ligne et mettent leur sécurité en danger avec beaucoup d'abnégation. Le travail qu'ils accomplissent est tout simplement héroïque, et nous leur devons toute notre gratitude. La réponse des collectivités est tout aussi inspirante. Des organismes locaux, des voisins et des bénévoles se sont mobilisés d'une manière qui témoigne du meilleur des Canadiens. Qu'il s'agisse de trouver des abris et de la nourriture pour les personnes évacuées ou de fournir un soutien émotionnel aux personnes touchées, les Manitobains font preuve d'une compassion et d'une solidarité phénoménales.

Je tiens également à prendre un moment pour remercier les groupes, les associations et les personnes qui se sont mobilisés dans ma ville, Winnipeg, et dans tout le Manitoba pour faire face à cette crise. Il existe de nombreux exemples frappants qui montrent qui nous sommes en tant que Winnipégois et Manitobains. Par exemple, la Winnipeg Humane Society a mis sur pied un refuge temporaire pour les animaux de compagnie des personnes évacuées. Ces installations situées au centre communautaire St. Norbert, dans ma circonscription, Winnipeg-Sud, ont ouvert leurs portes aujourd'hui même et elles offriront un soutien essentiel aux familles qui ont un animal de compagnie.

La Fédération Métisse du Manitoba a ouvert un centre de commandement pour offrir des dons et des fournitures aux personnes évacuées, tout en coordonnant le travail des bénévoles pour transporter les personnes déplacées, leur fournir un logement temporaire et préparer des repas chauds. L'Assemblée des chefs du Manitoba s'est également mobilisée rapidement en établissant un centre de dons au RBC Convention Centre Winnipeg, afin de recueillir des fournitures pour les personnes évacuées.

Il y a des centres communautaires, ainsi que des campus universitaires et collégiaux. L'Université de Winnipeg et un certain nombre de collèges techniques se trouvent dans ma circonscription. De tels établissements d'un bout à l'autre du Canada ont également apporté leur contribution en fournissant des abris et des espaces sûrs aux personnes déplacées.

Article 52 du Règlement

C'est grâce aux efforts considérables de ces groupes et d'innombrables autres au Manitoba que nous nous rappelons le pouvoir de la communauté, l'importance de l'unité et la détermination inébranlable à s'entraider en temps de crise. À ce jour, plus de 17 000 personnes ont été évacuées de leur domicile. Dans certains cas, des collectivités entières ont été évacuées. Dans le Nord du Manitoba, Flin Flon, Lynn Lake, Pukatawagan, la nation crie de Pimicikamak et la Première Nation de la rivière Poplar ont été parmi les plus durement touchées.

Mercredi, le premier ministre Wab Kinew, du Manitoba, a demandé l'aide du gouvernement fédéral pour faire face à la crise des feux de forêt, et le premier ministre Carney a immédiatement accepté.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député sait très bien que ce n'est pas permis.

L'hon. Terry Duguid: Madame la Présidente, je suis désolé. C'était une erreur de débutant commise par quelqu'un qui a 10 ans d'ancienneté.

Les Forces armées canadiennes ont maintenant été déployées dans la province pour participer aux évacuations, et des milliers de pompiers et d'autres équipes sont sur le terrain et dans les airs, et ils font de leur mieux pour protéger les personnes et les biens.

D'autres collectivités d'un bout à l'autre du Canada ont été confrontées à des crises semblables. La ville de Jasper, en Alberta, a subi un feu de forêt dévastateur en juillet 2024. Tragiquement, un tiers de la ville a été rasé par les flammes. Des familles ont été forcées de fuir. Certaines n'ont plus de maison ou d'entreprise où retourner. L'expérience de Jasper nous rappelle qu'aucune région n'est à l'abri de la menace croissante des feux de forêt, et elle met en évidence le besoin urgent de solutions à long terme en matière de prévention des incendies et de renforcement de la résilience des collectivités.

À la suite de l'incendie de Jasper, le gouvernement du Canada a fourni une aide vitale pour permettre à la ville de se rétablir et de se reconstruire, et c'est un travail en cours. Une partie importante de ce soutien a été consacrée au renforcement des efforts d'intervention et de reconstruction en cas de feux de forêt dans le parc national Jasper, améliorant ainsi la capacité de la région à réagir aux urgences futures. De plus, le financement a soutenu de nouvelles initiatives visant à aider les entreprises locales à renouer avec leurs clients, à conserver leur main-d'œuvre et à revitaliser l'économie touristique vitale de Jasper.

● (2050)

L'expérience vécue à Jasper nous rappelle ce qu'il est possible d'accomplir quand tous les pouvoirs publics travaillent ensemble. Elle nous offre peut-être un modèle à suivre alors que nous faisons face à un nombre croissant de situations d'urgence causées par les feux de forêt au Manitoba et dans les Prairies.

Aujourd'hui, le gouvernement, de concert avec ses partenaires provinciaux du Manitoba et de la Saskatchewan, a annoncé qu'il versera une somme équivalente à tous les dons individuels faits à la Croix-Rouge canadienne afin de fournir des abris d'urgence, de la nourriture et des fournitures essentielles aux personnes touchées par les feux de forêt. Nous sommes profondément reconnaissants à la Croix-Rouge et à tous ses bénévoles, qui sont là pour nous dans les moments difficiles comme ceux que nous vivons actuellement.

Cette catastrophe nous rappelle cruellement la menace croissante que représentent les changements climatiques. Les feux de forêt, comme ceux que nous voyons au Manitoba, sont de plus en plus fréquents, de plus en plus intenses et de plus en plus difficiles à prévoir. Nous devons nous adapter à cette nouvelle réalité. Nous devons donc renforcer nos efforts de prévention des incendies, investir dans la préparation aux situations d'urgence et en faire davantage pour aider les collectivités à se préparer, à s'adapter et à se relever de ces catastrophes. C'est pourquoi notre premier ministre a créé un nouveau ministère au sein du gouvernement et nommé une personne très compétente au poste de ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, une personne de l'Alberta.

Je sais que tous les députés pensent aux gens qui sont arrachés à leur communauté et à ceux qui ont perdu leur maison ou leur entreprise. Le débat de ce soir nous permet de leur dire que nous pensons à eux. Nous pensons non seulement à leurs besoins actuels, mais également à ce que nous devrons faire demain pour bâtir des communautés résilientes où ils pourront jouir d'une bonne qualité de vie en toute sécurité à l'avenir.

Je tiens à remercier la députée de Winnipeg-Centre d'avoir demandé le débat d'urgence de ce soir pour que nous puissions prouver cela.

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Madame la Présidente, je sais que le député est très sincère. Nous sommes de tout cœur avec les personnes évacuées. Toutefois, certaines paroles du gouvernement libéral sonnent creux pour ce qui est des leçons apprises de ces incendies de forêt. Un article d'*iPolitics* datant de la période électorale de 2021 dit:

> Justin Trudeau a déclaré que s'il est réélu, le gouvernement libéral dépensera 500 millions de dollars pour former et équiper 1 000 nouveaux pompiers au pays, lesquels seraient prêts à intervenir avant la prochaine saison des incendies de forêt. Les fonds serviraient également à acheter du matériel tel que des avions-citernes et des hélicoptères.

Nous savons que cela ne s'est pas réalisé avant la saison suivante des incendies de forêt, et quatre années se sont écoulées depuis. Le député, qui fait partie du gouvernement libéral, pourrait-il nous dire combien d'hélicoptères et d'avions-citernes le gouvernement a achetés depuis qu'il a fait cette promesse en 2021?

● (2055)

L'hon. Terry Duguid: Madame la Présidente, j'aimerais répondre au député par une autre question. Les changements climatiques sont réels. Nous devons nous adapter et tirer des leçons de toutes ces situations qui surviennent au pays, que ce soit à Fort McMurray, à Jasper ou au Manitoba.

Nous devons effectivement consolider nos forces armées. Il faut aussi former un plus grand nombre de pompiers et accroître le nombre d'avions-citernes. Nous devons travailler ensemble pour atteindre tous ces objectifs.

[*Français*]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Madame la Présidente, tout comme mon collègue, nous sommes solidaires des sinistrés et des évacués. Nous avons d'ailleurs offert nos condoléances aux familles qui ont perdu leurs proches dans des situations tragiques.

Ma question est la suivante. Qu'est-ce que le gouvernement de mon collègue pourrait faire de plus pour lutter contre les changements climatiques? Quelles mesures peut-il mettre en place pour limiter le dérèglement climatique? Est-ce qu'on pourrait en faire plus?

[*Traduction*]

L'hon. Terry Duguid: Madame la Présidente, j'ai eu l'honneur d'être très brièvement ministre de l'Environnement et du Changement climatique, et j'ai également été secrétaire parlementaire pendant quatre ans. Nous avions l'un des plans de lutte contre les changements climatiques les plus ambitieux au monde, un plan visant à réduire les émissions. Nous étions en voie d'atteindre nos cibles de 2030 et nous allons continuer de lutter contre les changements climatiques tout en assurant une croissance économique robuste.

[*Français*]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à souligner l'implication de mon collègue de Winnipeg-Sud dans l'environnement, les changements climatiques et la qualité de l'eau. C'est un collègue qui est très impliqué dans tous ces dossiers.

J'aimerais revenir sur la question de mon autre collègue. Comment le gouvernement assure-t-il la résilience à long terme du Canada relativement aux changements climatiques, dont les impacts se font de plus en plus importants, non seulement au Manitoba, mais partout au Canada, et de toutes sortes de façons, notamment des incendies et des inondations?

Comment le gouvernement agit-il dans ce domaine?

[*Traduction*]

L'hon. Terry Duguid: Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à la nouvelle députée au sein de la Chambre des communes.

Nous avons bel et bien un plan national d'adaptation pour tenir compte de cette nouvelle norme d'un océan à l'autre. Nous savons qu'il y aura davantage de feux de forêt. D'autres périodes de sécheresse vont survenir. Il y aura de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes. Je suis tout à fait convaincu, tout comme le gouvernement, à mon avis, que les plans d'adaptation doivent être renforcés d'un bout à l'autre du pays et qu'il faut préparer nos collectivités pour l'avenir.

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Madame la Présidente, le Canada brûle de nouveau. En ce moment, plus de 200 feux de forêt sont actifs. Bon nombre sont hors de contrôle. Au Manitoba, plus de 17 000 personnes ont dû fuir. Toute la ville de Flin Flon a été évacuée. La fumée asphyxie les villes et les villages des Prairies et dérive vers les États-Unis.

Chaque année, le gouvernement affirme qu'il a un plan, qu'il y a des leçons à tirer, que la prochaine fois sera meilleure, mais nous y revoilà. Les incendies s'aggravent. La saison commence plus tôt et dure plus longtemps. Je pose la question suivante au gouvernement: quelles leçons a-t-il vraiment apprises et qu'a-t-il fait différemment pour protéger les Canadiens cette fois-ci? Il est temps d'arrêter de réagir et d'arrêter...

● (2100)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député de Winnipeg-Sud a la parole.

Article 52 du Règlement

L'hon. Terry Duguid: Madame la Présidente, comme je l'ai dit dans mes observations, il est vraiment remarquable que quatre ordres de gouvernement travaillent ensemble. Nous collaborons de manière harmonieuse pour lutter contre ces feux de forêt qui ne se surviennent qu'une fois tous les cent ans. Nous faisons de notre mieux dans des circonstances très difficiles, mais il est évident que nous devrons améliorer ces efforts dans l'avenir.

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Provencher.

Les conservateurs sont solidaires des personnes qui sont durement touchées par les feux de forêt. Nous savons que tout le pays est concerné, mais la situation est particulièrement grave dans les Prairies en ce moment. Nous comptons près de 200 feux de forêt actifs, dont plus de la moitié ne sont pas maîtrisés. Je tiens à remercier les premiers intervenants, tous ceux qui viennent en aide aux personnes évacuées et ceux qui ont ouvert leur porte à Brandon, à Winnipeg, à Saskatoon et ailleurs au pays. Ils se mobilisent pour aider nos concitoyens, qui traversent probablement le pire moment de leur vie.

Hier, dans ma circonscription, nous avons reçu de bonnes nouvelles au sujet du comté de Yellowhead, que je représente en partie. Le hameau de Peers a été évacué, mais, à compter de midi aujourd'hui, ces familles ont pu retourner chez elles. Il y a donc de bonnes nouvelles de ce côté.

Je tiens à remercier les premiers intervenants qui travaillent dans ma circonscription, y compris les entrepreneurs et les équipes d'opérateurs de machinerie lourde qui ont travaillé jour et nuit pour protéger ces petites localités des feux de forêt. Je remercie en particulier Albert Bahri du service de protection du comté de Yellowhead et Wendell Pozniak du centre de coordination des feux de forêt de l'Alberta pour leur professionnalisme pendant cette crise.

Je tiens également à saluer tout particulièrement l'équipe de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. On me dit que, si les trains de lutte contre les incendies Neptune n'avaient pas éteint l'incendie au chemin de fer situé au sud du hameau de Peers, la localité aurait été détruite. Je remercie donc le CN.

Je tiens également à transmettre un message du maire du comté de Yellowhead, Wade Williams. M. Williams m'a dit que, lors d'urgences, des gens profitent toujours de la situation. Partout au Canada, nous avons vu le côté sombre du pays. Des gens se rendent dans les collectivités alors que les résidants sont évacués pour piller les lieux. Des gens volent du matériel d'urgence. Des gens trafiquent des tuyaux et des pompes à eau, et le récent incendie ne fait pas exception. Il s'agit de gestes inacceptables, et il faut imposer des peines sévères à ceux qui commettent ce genre de crimes.

Le message que m'a transmis aujourd'hui le maire Williams tombe à point, car en 2017, mon collègue de Kamloops—Shuswap—Central Rockies a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire visant à renforcer les sanctions pénales à l'encontre des personnes qui volent ou altèrent du matériel d'urgence pendant les situations d'urgence. Il est honteux que ce projet de loi d'initiative parlementaire ait été rejeté par la majorité libérale au pouvoir à l'époque.

Le gouvernement doit commencer à prendre cette question au sérieux. Le message que le maire m'a demandé de transmettre à la Chambre des communes est que nous devons imposer des peines plus sévères à ceux qui profitent de la situation et mettent nos collectivités en danger. Il m'a dit que, lorsque les pompiers ont découvert que les tuyaux et les pompes des systèmes d'extinction automatique avaient été démontés, ils ont dû se rendre sur les lieux de l'incendie et risquer leur vie pour les remettre en place, ce qui met des vies en danger.

Je voudrais parler d'une chose que le gouvernement fédéral doit commencer à faire. Nous ne sommes pas impuissants face à ces feux de forêt, même si cela peut sembler être le cas. Comme je l'ai dit plus tôt en réponse à une question, en 2021, l'ancien premier ministre Trudeau, pendant la campagne électorale, s'est rendu en Colombie-Britannique et a promis que son gouvernement dépenserait 500 millions de dollars avant la saison des feux de forêt suivante, celle de 2022, pour former 1 000 nouveaux pompiers et acheter des avions-citernes et des hélicoptères. Les libéraux n'ont pas atteint cet objectif. Ils en étaient même loin.

Quatre années se sont écoulées, et j'ai demandé aujourd'hui à un député ministériel combien d'avions-citernes et d'hélicoptères les libéraux ont achetés depuis qu'ils ont fait cette promesse en 2021. Le député n'a pas pu répondre, parce que le chiffre est zéro. En ce qui concerne les leçons apprises, nous savons que le gouvernement doit faire des investissements pour préparer nos collectivités et les soutenir en leur fournissant les pompiers formés et l'équipement dont elles ont besoin pour lutter contre ces incendies.

L'année dernière, à la suite du feu de forêt dévastateur de Jasper, nous avons vu les conséquences de l'échec de la gestion de nos forêts nationales. Il y a près de 10 ans, des spécialistes de la forêt comme Ken Hodges et Emile Begin ont écrit aux hauts fonctionnaires et à la ministre de l'Environnement pour les exhorter à changer fondamentalement leur approche de la gestion des forêts. On a fait fi de leurs connaissances et de leur expertise. Un siècle d'extinction des incendies a permis au bois mort sec de s'accumuler dans le parc, et l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa a aggravé ce risque.

● (2105)

En tant que porte-parole en matière de gestion des situations d'urgence, je suis reconnaissant d'avoir rencontré un éventail d'intervenants, y compris une personne qui a le même prénom que moi. Dane de Souza, un Métis de l'Alberta qui est un expert dans le domaine des incendies. Il nous a parlé de l'importance de l'intendance autochtone du territoire. Il suffit de regarder les photos de Jasper il y a plus de 100 ans. L'endroit n'était pas une étendue infinie de pins tordus, mais plutôt un mélange de forêts et de prairies. Les Autochtones, comme M. de Souza me l'a expliqué, pratiquaient des brûlages dirigés. Ils avaient déterminé que c'était une technique très efficace pour dégager de nouvelles zones de la forêt afin de se protéger contre les grands incendies de forêt.

Nous devons envisager sérieusement de puiser de nouveau dans certaines connaissances autochtones dans le cadre du plan de Parcs Canada afin de gérer nos forêts d'une manière active, en tenant compte de ces connaissances qui remontent à des temps immémoriaux. Parcs Canada doit revoir ses pratiques de gestion forestière, car on sait que les régions montagneuses comme celles de Jasper et de Banff sont toujours en danger, tout comme celles qui bordent nos parcs nationaux.

En tant que ministre du cabinet fantôme conservateur en matière de gestion des situations d'urgence, je rencontre tous les jours des acteurs de l'industrie et des intervenants communautaires qui sont déterminés à améliorer les capacités d'atténuation et de gestion de notre pays. Le gouvernement fédéral, en partenariat avec les autres ordres de gouvernement, doit faire tout en son pouvoir pour rendre le Canada mieux à même de réagir aux catastrophes naturelles, tant au pays qu'à l'étranger.

Je parle de certains de nos champions dans le secteur privé, plus précisément dans le secteur forestier. Le secteur forestier est aux premières lignes de la lutte contre les feux de forêt. Comme l'a dit un de mes collègues, les gens qui y travaillent ont un plan de récolte des arbres sur 100 ans. Ils savent comment gérer correctement les forêts pour prévenir les feux de forêt. Toutefois, ils m'ont informé que, malheureusement, le gouvernement fédéral a mis en place une mesure législative, la Loi sur les espèces en péril, qui est une bonne loi avec un objectif important, mais qui peut avoir des conséquences indirectes à certains égards.

Lorsque ces conséquences indirectes nuisent à une gestion forestière axée sur la prévention des feux de forêt, cela donne parfois lieu à d'énormes feux de forêt. Tous les députés conviendront que l'absence de forêts est très néfaste non seulement pour la faune et la flore, mais aussi pour les régions. Le Canada est un chef de file mondial en matière de pratiques et de technologies de gestion des catastrophes. Nous avons besoin d'un gouvernement fédéral qui travaillera en partenariat avec le secteur privé pour améliorer notre capacité d'intervention.

Je nommerai De Havilland, une société aéronautique bien connue qui est maintenant établie près de Calgary, en Alberta. Elle est une cheffe de file mondiale dans le domaine de la lutte aérienne contre les incendies, la meilleure dans son domaine, et ses avions-citernes sont reconnus partout dans le monde. Malheureusement, le Canada n'achète aucun de ces avions-citernes, et la société a maintenant un arriéré de commandes. Elle envoie ses commandes en Europe et ailleurs. Nous avons besoin qu'une partie de cette production vienne ici, au Canada.

Il y a Coulson Aviation, à Port Alberni, en Colombie-Britannique. Cette entreprise équipe des aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe de capacités de lutte contre les incendies, et elle est la première au monde à avoir converti un avion commercial, un Boeing 737, en avion-citerne pour la lutte contre les incendies. C'est vraiment impressionnant. Nous avons des entreprises innovantes à tous les niveaux, des petites et moyennes entreprises, qui sont très prometteuses dans le domaine de la lutte contre les incendies.

Il y a des personnes comme Rick Solomon, dont l'entreprise Firefox, dans ma région, fabrique un polymère à base d'huile de canola. Dilué dans une solution contenant 99 % d'eau, ce produit peut éteindre les incendies plus efficacement que les retardateurs traditionnels. J'ai déjà mis ce produit sur mes mains nues, que j'ai ensuite exposées à un chalumeau. C'était assez impressionnant, mais je n'ai rien senti. C'est une technologie vraiment fascinante. J'ai parlé à M. Solomon et, malheureusement, il a dû déménager dans le Montana à cause des formalités administratives qui ont été créées au Canada. Son entreprise vend 15 millions de trousses de lutte contre les incendies à domicile aux Californiens, qui pulvérisent le produit sur leurs maisons pour les protéger des incendies de forêt. Malheureusement, ces produits ne sont pas vendus au Canada, même s'ils sont fabriqués par des Canadiens.

Il y a aussi des entreprises comme Wall Genics à Acheson, dans ma circonscription, en Alberta, dont les produits enveloppent les poteaux électriques et s'étendent au contact du feu, protégeant ainsi des infrastructures essentielles et épargnant aux collectivités des dommages à hauteur de millions de dollars. J'ai pu constater de visu l'efficacité de cette technologie à Jasper. Il y a également une technologie novatrice semblable au filet Mythril, qui est adopté dans le domaine de la construction et qui peut être installé dans les résidences pour les protéger contre les incendies de forêt.

Malheureusement, des entreprises comme Wall Genics ont encore une fois été victimes des excès bureaucratiques du gouvernement fédéral. L'entreprise traite le bois d'œuvre avec une solution de borate de cuivre, qui éloigne les termites. Nous pouvons acheter ce bois traité aux États-Unis, mais l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire du Canada, l'ARLA, ne nous laisse pas le fabriquer ici, au Canada. La raison pour laquelle j'en parle dans le contexte de ce débat, c'est que le bois traité au borate de cuivre est également un très bon matériau ignifuge. Nous ne pouvons pas le fabriquer ici, au Canada, mais nous pouvons l'importer des États-Unis.

Je tiens également à saluer des organismes comme Protection civile Jeunesse Canada, le Corps de l'Ontario et la Garde de la Nouvelle-Écosse. Voilà le genre de partenariats public-privé novateurs et de groupes sans but lucratif que nous devons soutenir en tant que gouvernement fédéral et en tant que Canadiens, parce qu'il faut qu'un plus grand nombre de civils prennent en main leur destin en ce qui concerne la gestion des incendies.

Nous avons besoin d'une approche pangouvernementale avec le secteur privé, le gouvernement et les organismes sans but lucratif pour vaincre ces feux de forêt et protéger nos collectivités. Je suis reconnaissant d'avoir eu l'occasion de prendre la parole aujourd'hui.

● (2110)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le député tente de donner l'impression que le gouvernement précédent n'a rien fait pour lutter contre les incendies. Or, prenons l'exemple du Manitoba: la province a reçu un peu moins de 40 millions de dollars pour acheter de l'équipement de lutte contre les incendies de forêt. Pourtant, le député tente de donner l'impression que le gouvernement n'a rien fait ou qu'il n'a accordé aucun allégement fiscal ni aucune aide directe à la formation des pompiers.

Le député ne reconnaît-il pas qu'il pourrait induire les gens en erreur avec certains des renseignements qu'il avance? Je soupçonne que si nous vérifiions certaines de ses affirmations, cela pourrait également soulever des questions.

Dane Lloyd: Monsieur le Président, je pense que nous devons exiger du gouvernement qu'il respecte ses propres normes, et il s'agit de promesses qui ont été faites lors des élections fédérales de 2021. Le premier ministre de l'époque s'est rendu en Colombie-Britannique, où la saison des incendies faisait d'énormes ravages, et a déclaré: « Nous allons dépenser 500 millions de dollars d'ici la prochaine saison de lutte contre les incendies. Nous allons acheter des avions-citernes et des hélicoptères, et nous allons former 1 000 nouveaux pompiers. » La saison des incendies suivante, les libéraux n'avaient rien fait. Quatre ans se sont écoulés, et ils n'ont toujours rien fait. Il n'est pas question de ce qu'ils ont fait; il est question de ce qu'ils ont promis, mais ont négligé de faire. Ils ont échoué.

Article 52 du Règlement

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je salue mon honorable collègue, qui doit vivre une situation assez difficile. Cela me touche grandement. Nous avons de l'empathie pour les gens qui sont sur le terrain.

Cela dit, j'aimerais savoir si mon collègue reconnaît que les changements climatiques ont un impact sur l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des feux de forêt et que les émissions de gaz à effet de serre en provenance du pétrole et du gaz contribuent à la réalité des changements climatiques.

[*Traduction*]

Dane Lloyd: Monsieur le Président, je reconnais cette réalité. L'une des meilleures choses que nous puissions faire en tant que Canadiens pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre est de remplacer le charbon dans des pays comme la Chine et l'Inde en y expédiant notre gaz naturel, qui est propre. En fait, des rapports ont montré que si nous expédions notre gaz naturel à l'étranger et remplaçons des sources de combustibles plus émettrices de gaz à effet de serre comme le charbon, ou même le bois dans certains pays, nous pouvons réduire plusieurs fois l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre du Canada. Il s'agit là de solutions réelles qui peuvent faire croître notre économie tout en réduisant les émissions mondiales.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord a beaucoup parlé du gouvernement libéral précédent et de tout l'argent qu'il a versé au gouvernement provincial du Manitoba pour acheter du matériel de lutte contre les incendies. Je tiens à préciser que la somme consacrée aux mesures d'urgence au Manitoba a en fait été réduite de plus de 50 millions de dollars dans le premier budget qu'a présenté le premier ministre néo-démocrate Wab Kinew. Je ne sais pas trop où sont allés les fonds du budget libéral, mais ils n'ont certainement pas servi à accroître les infrastructures de lutte contre les incendies au Manitoba.

Le député y voit-il une approche responsable en matière de prévention des incendies? Que pense-t-il de ce qu'a dit le député de Winnipeg-Nord?

Dane Lloyd: Monsieur le Président, c'est un sujet de préoccupation. Nous devons veiller à ce que tous les ordres de gouvernement travaillent ensemble pour accroître les capacités. Il n'est pas acceptable qu'un ordre de gouvernement se mobilise et qu'un autre en profite pour réduire ses dépenses. Nous devons déployer des efforts coordonnés pour accroître notre capacité à répondre à toutes les urgences et à toutes les catastrophes naturelles. L'idée, ce n'est pas qu'un ordre de gouvernement augmente sa contribution tandis qu'un autre la diminue. Nous avons besoin d'une stratégie coordonnée pour accroître la capacité globale à l'échelle du pays.

● (2115)

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je vais poser une question semblable à celle que j'ai posée à un autre député au sujet du Conseil national autochtone de la sécurité-incendie. En 2018, le Conseil a recommandé que le Canada travaille avec lui pour accroître les capacités et la préparation des collectivités. Lors de la 44e législature, le comité des affaires autochtones et du Nord a formulé une recommandation semblable, à savoir que le Conseil national autochtone de la sécurité-incendie collabore avec le Conseil national de réconciliation pour veiller à ce que les communautés des Premières Nations soient mieux préparées à faire face aux urgences...

Article 52 du Règlement

Le vice-président: Je dois donner au député le temps de répondre, en 15 secondes ou moins.

Dane Lloyd: Monsieur le Président, les peuples autochtones sont littéralement en première ligne dans la lutte contre ces feux de forêt, et grâce à leur savoir traditionnel et à leur expérience sur le terrain, ils sont très bien placés pour soutenir les efforts de lutte contre les incendies dans tout le pays. Les gouvernements fédéral et provinciaux, les municipalités et tous les pouvoirs publics doivent travailler ensemble pour leur donner les moyens d'agir ainsi que la formation et les outils nécessaires pour...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. Le député de Provencher a la parole.

Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un privilège de prendre la parole à la Chambre pour aborder les questions importantes qui touchent les gens de ma circonscription. C'est encore plus vrai aujourd'hui, alors que je prends la parole pour la première fois depuis que les habitants de Provencher m'ont réélu pour un cinquième mandat.

Je tiens à remercier tout particulièrement les personnes qui m'ont aidé à être élu cette fois-ci, y compris mon épouse, Irene, les membres de ma famille, mon personnel, mes nombreux bénévoles et, bien sûr, les personnes qui sont venues tous les jours pour m'aider à mener une campagne très réussie.

J'interviens aujourd'hui à la Chambre au sujet des urgences liées aux feux de forêt et de leurs répercussions sur ma circonscription, Provencher. On entend beaucoup parler, ces temps-ci, de feux de forêt qui sont devenus si intenses que les zones résidentielles environnantes ne sont plus sûres pour les résidants.

Les gens écoutent les experts qui surveillent la direction du vent, conscients qu'un changement soudain pourrait les forcer à quitter leur domicile. C'est à ce moment-là qu'on évalue mentalement tout ce que l'on a accumulé et rassemblé, tous les souvenirs, les objets qui rappellent des moments mémorables, les photos, les certificats et ce qu'on a conservé de nos proches. On choisit rapidement ce qu'il y a de plus important et on remplit la voiture avant de partir.

Qu'est-ce qui traverse l'esprit d'une personne qui se fait dire qu'elle doit être évacuée? Il est possible qu'une maison multigénérationnelle, peut-être la seule que leur famille a connue, soit évacuée sans savoir quand elle reviendra, sans savoir ce qu'il lui restera à son retour ou si le milieu qu'elle connaît si bien redeviendra un jour ce qu'il était.

Une ancienne résidante de ma circonscription, à Steinbach, vit maintenant à Flin Flon et a dû faire face à ce scénario en se demandant: « Que faut-il emporter avec soi quand on ne sait pas combien de temps on sera parti ni même si on aura encore une maison à son retour? » Elle fait remarquer que c'est en soi un sentiment étrange. Elle s'est assurée d'apporter des vêtements, ses médicaments et son appareil de ventilation en pression positive continue. Elle était rassurée de savoir que ses documents juridiques étaient déjà entreposés ailleurs, dans un coffret de sûreté. Sachant qu'elle ne pouvait pas tout emporter, elle s'est dit qu'elle devait se concentrer sur ce qui ne pouvait pas être remplacé.

La femme a ajouté: « Je sais que certains de mes amis ont dit qu'ils avaient des bijoux et des choses de leurs grands-parents, etc. Ils ont donc emballé cela. J'ai l'impression que tout est remplaçable, à l'exception de quelques éléments qui ne le sont peut-être pas. » En lisant son histoire dans notre journal local, j'ai pensé à ces moments où nous quittons la maison en nous disant que nous pourrons y retourner plus tard, et pourtant elle était là dans un convoi, regardant les flammes à moins d'un mille de chez elle, dans un tourbillon de fumée, confrontée à la finalité de ce qu'elle choisirait d'apporter avec elle.

Il y avait derrière elle des pompiers, le Bureau du commissaire aux incendies, la GRC et, jusqu'à la dernière minute, des travailleurs de la santé, le maire, le conseil municipal et des organismes comme la Croix-Rouge et l'Armée du Salut.

Je tiens à remercier chaleureusement les membres des Forces armées canadiennes, qui ont aidé les communautés à évacuer les gens et à les aider à partir en toute sécurité. Dans ma circonscription, la bravoure et les efforts efficaces des premiers intervenants méritent une mention spéciale.

Les gens qui écoutent le présent débat ne savent peut-être pas où se trouve Provencher. Beaucoup de gens pensent que tous les feux de forêt sont dans le Nord du Manitoba et de la Saskatchewan, où il y en a quelques-uns, en effet. Pour ma part, je représente le Sud-Est du Manitoba, une région de 19 000 kilomètres carrés où se trouvent de magnifiques terres agricoles, de magnifiques forêts et des chalets. On y voit de très beaux paysages et des terrains variés. Il y a eu des feux de forêt chez nous aussi. Nous avons toutefois reçu une bonne nouvelle aujourd'hui: les gens qui ont des chalets ou des résidences dans certaines parties de la forêt provinciale de Whiteshell y ont de nouveau accès.

La municipalité rurale de Piney a déclaré l'état d'urgence un lundi vers la mi-mai, donc il y a déjà deux semaines, en raison d'un incendie qui avait éclaté entre les communautés de Badger et de Carrick et qui menaçait également St. Labre et Woodridge. Le lendemain, l'incendie avait ravagé plus de 1 000 hectares de terrain et se déplaçait rapidement vers Woodridge.

● (2120)

Étant donné que nous avons des amis à Woodridge, nous les avons appelés pour savoir comment ils allaient. Mon ami Scott est pompier volontaire et il était occupé à combattre l'incendie. Son épouse et un autre membre de sa famille avaient déjà été évacués. Ils sont venus dans ma ville, Steinbach, qui se trouve à environ une demi-heure de Woodridge, où ils étaient en sécurité. Ils s'étaient rendus dans un hôtel, mais les pompiers volontaires luttaient contre les incendies 15 heures par jour.

Je tiens à faire la promotion de nos pompiers volontaires. Ce sont des gens qui ont d'autres emplois que celui de pompier, mais ils sont appelés à toute heure du jour dans différentes situations d'urgence. Ils étaient là. Ils avaient quitté leur emploi et essayaient de sauver leur collectivité.

Je tiens à féliciter les employeurs qui emploient ces pompiers volontaires de leur avoir donné la possibilité de s'absenter. Il n'est pas toujours pratique pour un employeur de permettre à un employé de s'absenter. Les employés sont évidemment là parce qu'ils remplissent une fonction vitale. Nous devrions féliciter ces entreprises d'avoir accordé cette latitude à leurs employés, des entreprises comme celle qui a offert cette possibilité à des gens comme Scott, afin qu'il puisse sauver et protéger sa collectivité. Scott a dit que l'incendie s'était propagé à moins d'un kilomètre de Woodridge. Ils essayaient vraiment de l'empêcher de se rapprocher.

Je tiens également à saluer les entrepreneurs en construction lourde du Sud-Est du Manitoba qui ont fourni de l'équipement lourd en un clin d'œil et qui ont fait travailler leurs opérateurs de machinerie 15 heures par jour, au lieu de les faire travailler selon leur horaire normal, pendant un incendie, pour abattre des arbres afin de fabriquer des coupe-feu, qui étaient absolument nécessaires pour commencer à repousser l'incendie.

Par la suite, Scott m'a dit qu'en abattant des arbres grâce à la machinerie lourde de la région, on avait pu ralentir juste assez longtemps la progression de l'incendie, jusqu'à ce que le vent change de direction, ce qui fait qu'on a réussi à protéger Woodridge.

Tout près de La Broquerie, des équipes se sont battues pendant huit heures contre un brasier de 750 acres, qui consumait des terres agricoles, des forêts et des marécages. JC Normandeau, chef du Service des incendies de La Broquerie, a dit que les flammes atteignaient de 15 à 20 pieds de hauteur et qu'elles s'éloignaient d'eux. Il a expliqué qu'il a fallu beaucoup de temps pour maîtriser l'incendie, car il s'était propagé sur une très grande superficie. Grâce à l'excellent travail et à la compétence des pompiers volontaires, l'incendie s'est éloigné des structures se trouvant sur les terres agricoles, et aucune blessure n'a été signalée. Le chef Normandeau a dit: « Nous ne voulions tout simplement pas que l'incendie traverse la route 302 et qu'il se propage vers l'Ouest. D'autres bâtiments agricoles et d'autres structures se trouvaient sur le chemin de l'incendie de l'autre côté de la route. » Il fallait garder l'incendie du côté est, et c'est ce que les pompiers ont réussi à faire.

Cependant, comme l'a dit le chef Allan Rau, du service d'incendie de la municipalité rurale de Taché, alors qu'il exhortait tous les résidants à respecter les consignes strictes, « la lutte contre les incendies de forêt est extrêmement éprouvante, et il faut beaucoup d'énergie et de ressources physiques pour déployer un effort concerté de lutte contre un incendie de forêt ».

Je me dois d'exhorter le gouvernement fédéral à en faire plus. Nous savons que nous ne sommes pas impuissants face à ces incendies de forêt. Une meilleure gestion proactive des forêts, y compris les coupes à blanc, l'enlèvement du bois mort et le brûlage dirigé, peut aider à atténuer ces menaces.

Nous sommes redevables à nos travailleurs de première ligne, qui restent sur le terrain et qui se battent pour le reste d'entre nous. Chaque jour, ils mettent leur vie en danger dans le but de nous sauver, nous et nos collectivités. Nous exprimons notre reconnaissance et notre soutien indéfectibles à ceux qui se précipitent vers le danger afin de sauver les autres.

Je tiens également à saluer d'autres personnes qui contribuent à la lutte contre les incendies dans ma région: 38 personnes de l'Alberta, 87 personnes de la Colombie-Britannique, 19 personnes de Parcs Canada, 23 personnes du Nouveau-Brunswick et 2 personnes de l'Île-du-Prince-Édouard. Il y a également 500 extincteurs de la Colombie-Britannique, ainsi que deux avions AT802 et un avion Bird Dog du Minnesota.

Hier, le service de lutte contre les feux de forêt du Manitoba nous a signalé que la province était toujours en situation de danger extrême, avec quelques petites zones à haut risque d'incendie. L'activité humaine continue d'être un facteur important. La sous-ministre adjointe, Kristin Hayward, a déclaré que tous les incendies, sauf quatre, avaient été déclenchés par l'activité humaine ou étaient susceptibles d'avoir été déclenchés ainsi.

Article 52 du Règlement

Nous pouvons facilement contribuer à la lutte contre les feux de forêt en prenant connaissance des règles et en les respectant.

● (2125)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que le député me dise ce qu'il croit être la meilleure solution. Serait-il préférable qu'Ottawa accorde une subvention globale aux provinces pour la lutte contre les incendies, leur permettant ainsi de prendre leurs décisions en matière de lutte contre les incendies, ou serait-il préférable qu'Ottawa achète directement les avions-citernes?

Quelle est son opinion? Est-il préférable, selon lui, que les provinces achètent l'équipement et aient ce genre de pouvoir discrétionnaire, ou pense-t-il qu'Ottawa devrait faire l'acquisition des avions-citernes?

Ted Falk: Monsieur le Président, c'est une question piège. Je crois fermement que, lorsque le gouvernement s'engage à former des pompiers et à acheter des avions-citernes, comme l'a fait le gouvernement Trudeau, il devrait respecter cet engagement.

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais savoir si le député reconnaît qu'il faudrait que le gouvernement fédéral investisse davantage dans l'adaptation aux changements climatiques et dans la préparation face à ces risques. Si oui, à quelle hauteur devrait-il financer les provinces pour qu'elles puissent déployer des mesures plus ambitieuses en matière de prévention et d'adaptation aux changements climatiques?

[*Traduction*]

Ted Falk: Monsieur le Président, le député de Repentigny a posé une question intéressante. S'il avait écouté mon discours un peu plus attentivement, il se serait rendu compte que tous les incendies qui ont été déclenchés dans ma province, sauf quatre, l'ont été par l'activité humaine. Sur 25 feux de forêt, tous, sauf 4, ont été déclenchés par l'activité humaine. Gardons cela à l'esprit et attaquons-nous au véritable problème.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer à ce débat très important sur les feux de forêt qui font rage au pays.

Il est intéressant d'écouter les députés ministériels libéraux parler pendant le présent débat. Ils essaient de se concentrer sur ce qui échappe à leur contrôle, et ils ne veulent pas parler des choses qui sont de leur ressort et qui se sont très mal passées. Le gouvernement comme d'habitude, en fait. La gestion des forêts au pays a été terriblement inadéquate sous le gouvernement libéral. Je pense aux députés conservateurs qui ont soulevé des questions, par exemple, au sujet du dendroctone du pin et de ses répercussions sur les forêts. Ces députés nous ont informés des mesures à prendre, mais les libéraux n'ont rien fait. Les libéraux parlent très peu de la gestion des forêts. Ils veulent toujours se concentrer sur d'autres choses, et c'est parce qu'ils ont échoué à la tâche.

Mon collègue pourrait-il nous dire ce qu'il pense du fait que les libéraux n'ont même pas mentionné la gestion des forêts dans le débat de ce soir et de ce qui doit être fait différemment à l'avenir?

Ted Falk: Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue, le député de Parkland, a parlé de l'importance de bien gérer les forêts, car cela peut grandement réduire l'impact des incendies de forêt.

Article 52 du Règlement

Je suis membre du Comité permanent des ressources naturelles depuis plusieurs années. Nous avons examiné la question des incendies de forêt dans le cadre de notre étude sur le dendroctone du pin. Nous avons écouté de nombreux dirigeants autochtones qui ont expliqué que jadis, ils géraient les forêts, mais que cette pratique a été abandonnée. Selon eux, si nous rétablissions cette pratique, y compris des brûlages dirigés et une gestion adéquate des arbres morts dans les forêts, nous ne serions pas aux prises avec ces incendies de forêt non maîtrisés dans tant de régions.

Les Autochtones ont un savoir qu'ils peuvent nous transmettre, et les responsables des ressources naturelles doivent les écouter et bien gérer les forêts. Évidemment, le gouvernement doit également prévoir les sommes nécessaires pour que cela se concrétise.

● (2130)

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Oakville-Ouest.

En préambule aux messages que je souhaite transmettre ce soir, je tiens à dire que j'ai toujours promis, en tant que candidat et avant d'avoir l'honneur de devenir député de Desnethé—Missinippi—Churchill River, de raconter nos histoires. Je suis donc venu ici pour faire connaître au peuple canadien et à la Chambre des communes une partie des difficultés, des perspectives et des aspirations que partagent bon nombre de personnes dans ma circonscription.

Malheureusement, ce soir, il est question d'incendies, de familles qui ont tout perdu, y compris leurs biens et leurs maisons, et d'entreprises qui sont la proie des flammes à l'heure actuelle. Il y a tant de braves qui essaient de faire de leur mieux. Pourtant, bien que nous parlions toujours de la résilience de la Saskatchewan et de la force et de la résistance des habitants du Nord de la Saskatchewan, on voit avec consternation que des maisons ont été réduites en cendres et que des familles se sont précipitées pour fuir nos communautés afin de ne pas mettre leur vie en péril.

À l'heure où l'on se parle, un certain nombre de maisons ont brûlé. Certains parlent de non moins de 150 maisons à Denare Beach, et de 30 maisons à Sucker River. Des entreprises sont en train de brûler présentement à La Ronge, l'une des plus grandes municipalités de ma circonscription, et des hommes et des femmes courageux tentent de combattre les flammes. Malgré la fumée et l'approche imminente de l'incendie vers eux, beaucoup demeurent au front faisant tout leur possible pour sauver leur maison. Ce n'est pas du cinéma. C'est réellement une période tragique pour les Canadiens.

J'ai parlé de raconter l'histoire des gens courageux qui sont sur les lieux, et de nombreux dirigeants ont certainement répondu à l'appel également. J'aimerais transmettre quelques observations qui, je crois, sont très importantes.

L'un de ces dirigeants est le chef Peter A. Beatty, de la nation crie de Peter Ballantyne. Il a dit:

> Plus de 5 500 membres [de notre communauté] ont déjà été évacués, et la situation change d'heure en heure. Comme des incendies de forêt forcent l'évacuation complète de Denare Beach et de Pelican Narrows, sans parler des milliers d'autres communautés à risque, nous vivons une crise qui s'aggrave. Bon nombre de nos communautés sont coincées en raison de la fermeture de routes et du nombre limité de voies d'évacuation. Nous faisons tout ce que nous pouvons sur le terrain, mais nous sommes incapables de gérer seuls cette situation.

La prochaine personne est la cheffe Joyce Naytowhow McLeod, de la nation crie de Montreal Lake. La cheffe McLeod a dit ceci:

> Ces incendies de forêt poussent nos communautés au bord du gouffre, et la situation s'aggrave d'heure en heure. Nous sommes témoins des conséquences de ces incendies sur nos familles, notre santé et nos terres. Cette déclaration commune reflète l'urgence de notre situation et notre unité. Nous demandons des mesures rapides et coordonnées afin que nos nations puissent continuer à protéger leur population avec l'appui inconditionnel et la collaboration du gouvernement.

Le grand chef Brian Hardlotte, du Grand conseil de Prince Albert, a dit clairement et simplement: « L'heure est venue d'établir un véritable partenariat et de prendre des mesures immédiates. »

Bruce Fidler, le maire de Creighton, en Saskatchewan, a dit qu'un incendie brûle aux portes de sa collectivité depuis huit jours. Pendant les deux ou trois premiers jours, ce sont essentiellement les pompiers volontaires locaux qui ont travaillé sur cet incendie. La Saskatchewan Public Safety Agency a ensuite affecté d'autres pompiers, mais en nombre insuffisant. Étant donné les températures élevées et les vents violents et non coopératifs, le soutien aérien a été très irrégulier. Les autorités demandent à toutes les personnes auxquelles elles peuvent penser de venir les aider, car elles ont désespérément besoin de plus de pompiers et d'autres ressources. La collectivité voisine a perdu de nombreuses maisons et infrastructures. Cet incendie fait maintenant rage sur trois côtés, et les résidants vivent une période désespérée. Monsieur Fidler a dit qu'il était au courant du protocole approprié, mais que les intervenants ont besoin d'aide, que ce soit de la province ou du gouvernement fédéral. Les autorités de Creighton travaillent pour sauver leur collectivité, et leurs résidants ont besoin de soutien.

● (2135)

Shayna Richie, une jeune mère de Denare Beach, a dit qu'on venait de lui confirmer que sa maison avait été complètement rasée par les flammes et que tout son quartier y était passé.

Ce sont quelques exemples des propos tenus par beaucoup de gens touchés par cet incendie de forêt. Comme je l'ai dit d'emblée, c'est la désolation totale.

En tant que députés de la région, nous devons nous adresser à la population canadienne pour lui dire qu'il est temps de s'intéresser aux incendies de forêt dans l'Ouest et d'apporter de l'aide d'une façon ou d'une autre, que ce soit en faisant un appel ou un don, voire en récitant tout simplement une prière, car le Nord de la Saskatchewan est le théâtre d'une crise gravissime. C'est mon territoire. C'est ma circonscription.

Certaines personnes se demandent peut-être ce que je fiche à Ottawa quand je devrais plutôt être auprès de mes concitoyens. Je suis allé à la maison il y a plusieurs jours, puis je suis revenu à Ottawa après avoir visité les collectivités de ma circonscription et vu personnellement la désolation qui y règne. Je vais y retourner dans quelques jours. Le Canada doit prendre conscience que les familles et les régions en cause ont besoin de notre aide. Je l'ai dit dès le début en réponse à une question sur la façon dont on peut contribuer à améliorer les choses: le gouvernement fédéral est prêt à apporter son aide.

Si je suis ici, à Ottawa, c'est notamment pour dire aux Canadiens que l'Ouest a toujours fièrement fait partie de notre pays. Les gens de l'Ouest ont besoin de notre compréhension maintenant et ils ont très certainement besoin de notre aide. Malheureusement, de nos jours, la saison des feux de forêt est une réalité permanente pour trop de gens dans notre grand pays. Toutefois, comme je l'ai dit, les habitants de la Saskatchewan, surtout ceux du Nord de la Saskatchewan, sont résilients.

La soirée est difficile pour eux. Les prochaines semaines seront difficiles pour eux et les prochains mois le seront encore plus. En nous entraidant, en nous soutenant les uns les autres et, franchement, en priant à bien des égards les uns pour les autres, je pense que nous survivrons à cette tempête, mais bon sang, il y a beaucoup de gens qui souffrent et qui sont dévastés par ce qui se passe dans ma propre collectivité.

Je dirai aux Canadiens que j'aimerais effectivement être là en ce moment, mais je ne le suis pas; je suis ici. Je leur dis que le Nord de la Saskatchewan brûle, tout comme le Nord du Manitoba, et que nous sommes ici pour raconter leurs histoires et nous efforcer de leur dire qu'il y a de l'espoir.

Je tiens à rendre hommage à tous ceux qui ont accompli un travail remarquable: les premiers intervenants, la Croix-Rouge, les dirigeants, les hommes et les femmes qui prennent soin des évacués, et les évacués eux-mêmes.

Nous ne pouvons pas nous contenter d'en parler. Nous devons joindre le geste à la parole. Une fois de plus, je tiens à dire que, du point de vue du gouvernement fédéral, nous serons là pour le Manitoba, pour la Saskatchewan et pour l'ensemble du Canada.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au nouveau député à la Chambre. Dans son intérêt et dans celui des autres nouveaux députés, je souhaite faire un petit retour en arrière. Il y a des conservateurs à la Chambre qui mettent les députés en garde contre les problèmes liés à une mauvaise gestion des forêts depuis très longtemps. Je citerai par exemple Jim Eglinski, ancien député conservateur de Yellowhead, qui a posé une question le 16 juin 2017. Soulignant l'infestation par le dendroctone du pin, il a dit:

> Une grande partie de la forêt est morte ou sur le point de mourir. Les arbres morts augmentent considérablement la charge combustible, ce qui constitue un danger important pour la collectivité de Jasper.
>
> Les résidants s'inquiètent pour leur sécurité et celle des visiteurs.

Le député reconnaît-il que cette question, posée il y a huit ans et restée sans réponse, illustre l'échec du gouvernement en matière de gestion des forêts? Il affirme que le gouvernement sera là. Reconnaît-il que le gouvernement doit assumer ses propres échecs et s'attaquer à la question de la gestion des forêts, qui a été à peine mentionnée dans son discours?

● (2140)

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, en cette période de crise, alors que des familles sont menacées et que leur maison brûle, il y a des mesures que nous pouvons prendre dès maintenant pour faire face à la situation. Le député parle de l'industrie forestière. Il s'agit d'un élément dynamique de notre économie et de notre pays.

Je ne répéterai pas qu'en ce moment même, des maisons brûlent et des entreprises sont détruites. Alors que l'Ouest brûle, c'est la réponse que nous servent les députés d'en face. Quelle honte!

Jaime Battiste (Cape Breton—Canso—Antigonish, Lib.): Monsieur le Président, j'ai bien aimé entendre mon collègue de la Saskatchewan. Il est vraiment bon d'avoir un député du Parti libéral en Saskatchewan. J'ai grandi à Saskatoon, et je disais à la blague depuis quelques années que j'étais le seul libéral de la Saskatchewan au sein de notre caucus. Je suis bien content qu'il soit ici et qu'il participe au débat ce soir.

Article 52 du Règlement

Au fil des ans, nous avons entendu parler de situations urgentes liées aux changements climatiques qui surviennent au pays, de la crise climatique et des incendies de forêt. Les libéraux et le gouvernement sont conscients qu'il faut faire plus à cet égard, comme nous le disent les Canadiens, d'ailleurs. Tandis que les députés d'en face nient l'existence des changements climatiques et tentent d'attribuer les incendies de forêt à une mauvaise gestion des forêts, de ce côté-ci de la Chambre, nous savons qu'il y a une crise climatique et qu'il faut y faire face.

Je sais que le député a passé beaucoup de temps au sein de l'assemblée législative de sa province. Pourrait-il parler de l'importance de la collaboration entre les quatre ordres du pouvoir public, c'est-à-dire le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les municipalités...

Le vice-président: Je dois interrompre le député pour donner au secrétaire d'État le temps de répondre.

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, c'est une question très importante. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral doit veiller à coordonner ses efforts et à travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires concernés. C'est exactement ce que nous avons l'intention de faire. Nous allons travailler avec le premier ministre de la Saskatchewan et la population pour nous attaquer de front à ce problème. Tout ce qu'il faut, c'est de la coopération.

Pour l'instant, je tiens à remercier la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, qui fait un travail extraordinaire. Elle fait preuve d'un grand leadership, et j'admire vraiment le surplus de travail qu'elle a accompli au cours des dernières semaines.

Nous serons aux côtés de la Saskatchewan en cette période très difficile.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est la première fois que je m'adresse au nouveau député en tant que secrétaire d'État. Je pense que le moment est venu pour nous tous d'exprimer nos plus sincères condoléances et nos prières non seulement à lui, mais aussi aux habitants de sa collectivité, de sa circonscription et de toute la Saskatchewan qui sont menacés par les feux de forêt. C'est le but de ce que nous faisons en ce moment.

J'habite en Colombie-Britannique, une province où les habitants ont vu les feux de forêt à leur porte. Nous avons vu Lytton être rasé par les flammes en 15 minutes, le 30 juin 2021. À ce jour, dans cette collectivité qui comptait plus de 250 habitants, seulement neuf personnes ont pu y retourner pour reconstruire leur maison. C'est un processus long et ardu. Nous devons tirer des leçons de notre situation, mais la compassion passe avant tout.

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, absolument, la compassion passe avant tout. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la résilience passe au second rang. Toutefois, nous devons avoir un partenariat en bonne et due forme entre le gouvernement fédéral, les provinces, les administrations locales, les municipalités et les peuples autochtones pour réellement mettre en place une réponse solide à cette crise.

Article 52 du Règlement

● (2145)

Sima Acan (Oakville-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, comme je prends la parole pour la première fois à la Chambre, je saisis l'occasion pour saluer et remercier les habitants d'Oakville-Ouest qui m'ont fait l'honneur de m'élire pour parler en leur nom ici. Je tiens aussi à remercier mon équipe et les bénévoles, qui m'ont aidée à me faire élire et à être ici aujourd'hui.

Je remercie la députée de Winnipeg-Centre d'avoir proposé ce débat important ce soir.

Comme de nombreux Canadiens, je regarde les reportages et les images des feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan, et je compatis de tout cœur avec toutes les personnes touchées. Je ne peux qu'imaginer la dévastation et le désespoir qu'elles ressentent à l'idée de devoir quitter leur foyer et l'incertitude qui les attend dans les jours et les semaines à venir.

Les mots ne suffisent pas pour remercier de façon appropriée les premiers intervenants qui luttent contre ces incendies. Chaque fois qu'un feu de forêt se déclare, ils risquent leur vie pour assurer la sécurité de nos collectivités et de leurs habitants. Je les remercie pour leur courage, leur dévouement et leur engagement.

Je tiens à rassurer les Canadiens et mes collègues à la Chambre: le gouvernement prend au sérieux sa responsabilité d'assurer la sécurité de nos collectivités. Il a d'ailleurs réagi rapidement pour apporter son aide et son soutien. Le gouvernement du Canada reste déterminé à travailler avec les provinces, les territoires et ses partenaires de l'ensemble de la société pour prévenir les situations d'urgence, s'y préparer, y répondre et aider les collectivités à s'en rétablir partout au pays.

Le premier ministre s'est entretenu avec le premier ministre du Manitoba, Wab Kinew, le 28 mai, et il a assuré le plein appui du Canada à la lutte contre les feux de forêt au Manitoba. Les deux premiers ministres sont en contact étroit, et le gouvernement fédéral apporte son aide à l'équipe provinciale de lutte contre les feux de forêt de la province. Le gouvernement, par l'intermédiaire de Services aux Autochtones Canada et de manière générale, s'est engagé auprès des communautés autochtones sinistrées. La ministre de la Gestion des urgences a approuvé deux demandes d'aide fédérale du gouvernement du Manitoba, reçues tard dans la soirée du 28 mai, afin d'appuyer les efforts d'évacuation en réponse aux feux de forêt qui menacent des communautés des Premières Nations.

Les ministères du gouvernement du Canada travaillent en étroite collaboration pour mettre en place des mesures d'intervention. Le Centre des opérations du gouvernement de Sécurité publique Canada, qui veille à la préparation et dirige la coordination d'une intervention fédérale intégrée en cas de catastrophe à l'échelle nationale, coordonne actuellement l'intervention fédérale à l'égard de la situation dans l'Ouest canadien. Le Centre des opérations du gouvernement collabore avec les Forces armées canadiennes, la Garde côtière canadienne, Services aux Autochtones Canada et d'autres partenaires fédéraux et provinciaux pour coordonner l'intervention et déployer toutes les ressources nécessaires.

Le Centre des opérations du gouvernement maintient les communications avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, y compris les communautés autochtones, tout au long de la période d'événements cycliques, et ce, en tout temps tous les jours de l'année. Chaque année, le Centre des opérations du gouvernement s'emploie à effectuer des évaluations des risques pour les événements cycliques tels que les inondations, les feux de forêt et les ouragans, et il communique les résultats avec des partenaires clés qui ont des responsabilités en matière de gestion des urgences. Cette année encore, les prévisions concernant les feux de forêt indiquaient un potentiel d'incendies accru dans l'Ouest et le Centre du Canada en raison de la sécheresse persistante et des températures supérieures à la normale.

À plus grande échelle, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures pour atténuer les risques de catastrophes naturelles et pour pouvoir intervenir. Par exemple, la Stratégie de sécurité civile fédérale, provinciale et territoriale décrit une approche coordonnée axée sur des mesures proactives visant à prévenir et à atténuer les effets des catastrophes avant qu'elles ne se produisent, et le gouvernement du Canada est déterminé à renforcer la résilience face à ces dangers. C'est pourquoi le gouvernement a lancé la Stratégie nationale d'adaptation, qui vise à mettre en œuvre une vision commune pour un Canada résilient. Le gouvernement du Canada est également là pour soutenir les collectivités après des catastrophes naturelles de grande envergure.

● (2150)

Depuis plus de 50 ans, le programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe joue un rôle essentiel en offrant un soutien financier à la suite de catastrophes naturelles de grande envergure au Canada. Le 1er avril 2025, Sécurité publique Canada a lancé un programme modernisé des Accords d'aide financière en cas de catastrophe. Ce programme modernisé est le fruit de plus de quatre années de collaboration intensive. Sécurité publique Canada continue de travailler en étroite collaboration avec les provinces et les territoires afin d'assurer une transition harmonieuse vers le nouveau programme.

Notre programme modernisé accorde la priorité à une plus grande résilience et réduit les risques de catastrophe pour les Canadiens. Il donne aux provinces et aux territoires les moyens d'élaborer des solutions adaptées, d'augmenter la souplesse du financement et d'élargir les mesures de soutien après une catastrophe. Cette initiative contribuera à réduire les coûts et les répercussions à long terme des catastrophes pour tous les Canadiens. Bien qu'aucune demande n'ait encore été présentée par les provinces touchées par les feux de forêt actuels, l'aide prévue dans le cadre du programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe sera disponible si elles décident d'en faire la demande.

Le programme modernisé des Accords d'aide financière en cas de catastrophe couvre les coûts des feux de forêt qui menacent directement les collectivités, et que l'on appelle également feux en milieu périurbain. Les coûts d'intervention; la réparation, la restauration et la reconstruction des infrastructures non assurables; les améliorations apportées aux infrastructures endommagées; les nouveaux projets d'atténuation à l'échelle locale ou régionale; et les mesures de soutien au rétablissement, comme les services juridiques, financiers ou de consultation en santé mentale, sont admissibles au partage des coûts dans le cadre du programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe, afin d'améliorer la résilience des collectivités qui ont subi une catastrophe. Grâce à ce nouveau programme, des fonds d'atténuation sont disponibles pour n'importe quelle catastrophe admissible au titre du programme. Par conséquent, les provinces et les territoires qui subissent une catastrophe découlant d'un phénomène naturel, comme un feu de forêt, et qui sont admissibles à une aide financière peuvent avoir recours à ce programme pour accroître la résilience des collectivités touchées.

Nous savons que les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Par conséquent, le gouvernement cherche continuellement à améliorer les stratégies d'atténuation, les interventions en matière de gestion des urgences et la résilience. N'importe lequel d'entre nous pourrait être touché par une catastrophe naturelle à n'importe quel moment. Bien qu'elles soient, de par leur nature même, imprévisibles, une meilleure coordination, une atténuation des risques, une intervention rapide et des stratégies de préparation peuvent contribuer à réduire au minimum leurs répercussions.

En conclusion, je tiens à assurer aux collectivités touchées que le gouvernement est derrière elle et qu'il est prêt à les aider. Nous faisons et nous ferons tout ce que nous pourrons.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, je tiens à souhaiter la bienvenue à la députée d'en face et je la remercie des renseignements qu'elle a fournis. Il est important de reconnaître certains de ces faits. Alors que nous tenons un débat d'urgence sur les feux de forêt en Saskatchewan et au Manitoba, il y en a dans d'autres provinces, y compris en Alberta. Plus tôt cette semaine, une équipe de pompiers de Chipewyan Lake a perdu le contact radio et a dû s'abriter sur place avant que l'accès ne soit finalement rétabli dans la collectivité, leur permettant ainsi d'évacuer les lieux en toute sécurité.

Il est important de veiller à diffuser certains de ces renseignements. Je demande donc à la députée si elle a d'autres renseignements à communiquer sur la façon dont les personnes évacuées ou menacées d'évacuation peuvent obtenir cette information.

Sima Acan: Monsieur le Président, je tiens à saluer et à remercier tous les premiers intervenants et les membres des Forces armées canadiennes qui travaillent sans relâche pour assurer la sécurité de la population.

Pour le gouvernement du Canada, la priorité absolue, la question la plus importante, est d'assurer la sécurité de la population. Le gouvernement surveille activement la situation des feux de forêt et prend des mesures en conséquence.

● (2155)

Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, bien que le gouvernement fédéral ait fait des investissements majeurs dans l'atténuation des feux de forêt, qu'il s'agisse d'investir dans des systèmes d'observation précoce, de former des milliers de pompiers ou, dans des circonscriptions comme la mienne, d'investir dans des coupe-feu par l'entremise du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, nous savons qu'avec les effets croissants des changements climatiques, nous verrons plus de feux de forêt.

Voici la question que je pose à la députée...

Jenny Kwan: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je me demande si vous pouvez me dire si un député peut poser une question lorsqu'il ne se trouve pas à son siège.

Le vice-président: Pendant les débats d'urgence, la règle habituelle selon laquelle il faut s'exprimer depuis son siège ne s'applique pas. Un député peut poser une question et prendre la parole depuis n'importe quel siège à la Chambre, à condition de ne pas se déplacer pendant son intervention.

Je vais permettre au député de poursuivre sa question.

Patrick Weiler: Monsieur le Président, voici la question que je pose à ma collègue: en quoi les répercussions croissantes des feux de forêt et des changements climatiques lui montrent-elles que le gouvernement fédéral doit continuer à prendre des mesures énergiques pour atténuer les émissions?

Sima Acan: Monsieur le Président, en ce moment, le gouvernement se concentre sur les interventions immédiates et cherche à tout faire pour assurer la sécurité des gens. Une fois le pire passé, le programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe aide les provinces à se remettre des dommages et facilite le rétablissement à plus long terme.

Nous savons que la saison des feux de forêt s'allonge, et c'est pourquoi il n'a jamais été aussi important de s'y préparer. Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les provinces et les partenaires autochtones pour évaluer la situation et s'y préparer. Lorsque les demandes d'aide fédérale nous parviennent, nous agissons rapidement, et nous sommes prêts à le faire. En fin de compte, ce sont la vie, les moyens de subsistance et des collectivités entières qui sont en jeu, et c'est la raison pour laquelle le gouvernement s'efforcera d'aider nos collectivités.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je félicite ma collègue d'avoir été élue.

Comme nous l'avons mentionné, l'une des choses que les libéraux aiment bien répéter, c'est que les changements climatiques ont une incidence sur les catastrophes naturelles. Or, si tel était le cas, on pourrait penser qu'après 10 ans au pouvoir, les libéraux auraient réussi à mettre en place des systèmes qui tiennent compte de cette réalité. Pourtant, nous assistons encore et encore à des saisons de feux de forêt.

Ce que nous avons constaté, c'est que la politique du gouvernement libéral a eu des répercussions sur la gestion forestière. Qu'en pense la députée?

Sima Acan: Monsieur le Président, il s'agit d'un nouveau gouvernement avec un nouveau mandat. La ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés réexamine toutes les options visant à améliorer nos interventions en cas de catastrophe naturelle et d'incendie de forêt. Rien n'est exclu si cela permet d'assurer la sécurité des Canadiens.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Peace River—Westlock.

Comme c'est la première occasion que j'ai de parler longuement à la Chambre après les élections, je tiens à remercier les bonnes gens de Yorkton—Melville de m'avoir accordé de nouveau leur confiance pour un quatrième mandat. Leur appui et leur confiance en moi sont d'une très grande importance pour moi, et je m'efforcerai chaque jour de bien les représenter et de défendre leurs intérêts à la Chambre.

Aujourd'hui, je prends la parole au sujet d'une véritable crise qui touche un grand nombre de personnes, d'entreprises et de premiers intervenants en Saskatchewan, au Manitoba, en Alberta et dans le Nord-Est de la Colombie-Britannique. Les feux de forêt, dont bon nombre dans le Nord de la Saskatchewan, continuent de se propager, ce qui suscite des évacuations dans plus d'une vingtaine de collectivités et a une incidence sur la qualité de l'air dans toute notre région.

Article 52 du Règlement

Hier, nous avons appris que La Ronge, Air Ronge et la bande indienne de Lac La Ronge font l'objet d'un ordre d'évacuation obligatoire. Environ 8 000 habitants de la Saskatchewan ont été relocalisés, et ce nombre devrait augmenter à mesure que les incendies continueront de se propager. Mes pensées et mes prières accompagnent les milliers de personnes qui ont été forcées de quitter leur foyer et leur entreprise et qui ont perdu des êtres chers. Mes pensées et mes prières accompagnent les premiers intervenants qui travaillent jour et nuit pour maîtriser les incendies destructeurs. Je pense à leurs proches, alors que ces premiers intervenants mettent tout en jeu pour assurer la sécurité d'autres familles, de voisins et d'amis. Nous devons être très reconnaissants envers les organismes de bienfaisance et les groupes communautaires qui fournissent des abris et de l'aide. Bon nombre d'entre eux sont des héros locaux et ils font face aux mêmes dangers et à la même incertitude que les gens qu'ils servent. Ce genre d'urgences et cette crise révèlent ce qu'il y a de mieux au Canada: des collectivités qui s'entraident et qui font des sacrifices qui vont bien au-delà des attentes.

Pour ceux d'entre nous qui ne sont pas dans la zone d'incendie, mais qui en subissent l'épaisse fumée, la situation peut être très précaire, en particulier pour les personnes vulnérables. Il est recommandé de rester à l'intérieur, de garder les fenêtres et les portes fermées, d'utiliser un purificateur d'air et de porter un masque N95 si on doit s'aventurer à l'extérieur quand la qualité de l'air est mauvaise. Si le pire des scénarios est envisageable, il faut assembler une trousse d'urgence à l'avance, dans la mesure du possible, afin d'être prêts à respecter un ordre d'évacuation immédiate. Les Saskatchewanais sont résilients et débrouillards, ils s'entraident. Nous allons nous en sortir.

Ce soir, nous débattons plus précisément pour déterminer comment le gouvernement fédéral peut fournir la meilleure réponse possible à la crise et ce qu'il doit faire pour s'améliorer. Les Canadiens ne sont pas entièrement à la merci de ces feux de forêt. Bien que la responsabilité de la lutte contre les feux de forêt incombe en premier lieu aux municipalités, aux provinces et aux territoires, le gouvernement fédéral n'est pas limité à un rôle de spectateur. Son rôle demeure toutefois mal défini et assorti de pouvoirs insuffisants. Son rôle est aussi mal compris, non seulement par les Canadiens, mais aussi par les provinces qui comptent pourtant sur le gouvernement fédéral en temps de crise. Dans la plupart des cas, ce sont les provinces qui prennent les décisions, et nous devons respecter cela. Cependant, quand des catastrophes de cette ampleur surviennent, les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fédéral assure une coordination réelle, offre un soutien tangible et prenne des mesures concrètes.

Cependant, il n'existe actuellement aucun organisme fédéral ayant le pouvoir, le mandat ou les ressources nécessaires pour coordonner les mesures en ce qui concerne l'équipement, les aéronefs ou les effectifs. D'autres pays ont des organismes intergouvernementaux qui mobilisent rapidement les ressources et réduisent les formalités administratives. Pourquoi le Canada ne fait-il pas de même? Les conservateurs continuent de réclamer un mandat plus fort pour la protection civile fédérale, non pas pour qu'on impose des mesures aux provinces, mais pour qu'on les aide à simplifier les interventions et à mettre de l'ordre dans le chaos lorsque chaque seconde compte.

De plus, il est temps de s'attaquer sérieusement aux incendies criminels. À l'heure actuelle, la peine prévue pour un incendie criminel est de 14 ans d'emprisonnement. Dans certains cas, des personnes qui ont causé intentionnellement des incendies criminels ayant entraîné des dommages matériels ont purgé moins d'un an de prison. Comme tous les aspects de l'approche de ce gouvernement en matière de criminalité, cela doit changer. Les libéraux doivent prévoir des peines minimales obligatoires pour quiconque met délibérément des collectivités en danger et détruit des moyens de subsistance.

Il reste à voir si le gouvernement actuel changera vraiment ses façons de faire en matière de lutte contre les changements climatiques et les catastrophes naturelles. Une succession de taxes n'est pas un plan environnemental. Les Canadiens demandent des dépenses ciblées visant à réduire les émissions, à lutter contre les incendies de forêt, à renforcer la résilience des infrastructures essentielles et à soutenir davantage les pompiers de première ligne, y compris des mesures incitatives pour la main-d'œuvre, et non une taxe inflationniste sur le carbone. En cas de catastrophe, il n'y a pas de temps à perdre pendant que les différents ordres de gouvernement essaient tant bien que mal de définir leur rôle. Les Canadiens méritent un plan dans lequel les responsabilités sont définies et un gouvernement qui se concentre sur la prévention et la préparation avant qu'une catastrophe ne survienne.

Nous devons également mentionner ce que le gouvernement fédéral ne doit pas faire. À ce sujet, je vais donner un exemple précis qui a également eu de grandes répercussions sur les gens de l'Ouest il n'y a pas si longtemps. Le désastre causé par les incendies de forêt dans le parc national Jasper est encore frais à l'esprit des Canadiens. Le gouvernement fédéral est directement responsable de la gestion des incendies de forêt sur les terres fédérales, y compris dans nos parcs nationaux. Le gouvernement libéral a fait fi des avertissements répétés des scientifiques, des experts forestiers et des habitants de la région au sujet du risque croissant d'incendie de forêt dans le parc national Jasper.

● (2200)

Le ministre de l'Environnement de l'époque a été averti par les forestiers de la menace aggravée que représentaient pour la région la suppression à long terme des incendies, l'infestation de dendroctone du pin ponderosa et le réchauffement climatique. Selon leurs propres termes, la question n'était pas de savoir si un incendie de forêt catastrophique surviendrait, mais bien quand.

En réprimant les incendies pendant une longue période, Parcs Canada a créé des conditions forestières artificielles et un environnement propice à la prolifération du dendroctone du pin ponderosa. Les experts ont recommandé un programme urgent de brûlages dirigés et d'enlèvement des arbres morts, ce qui relève du bon sens. Cependant, plusieurs années se sont écoulées et aucun changement véritable n'a été apporté à la politique de gestion forestière. Chaque année, de 2014 à 2020, le nombre de brûlages dirigés réalisés est resté bien en deçà de ce qui était prévu. En 2020, seuls 8 des 33 brûlages prévus ont été effectués. Même après une campagne de pression soutenue sur Parcs Canada pour qu'il change son approche, le parc national Jasper est resté comme « une poudrière prête à exploser ».

Comme l'avaient prédit les experts, le pire scénario s'est produit. L'incendie de Jasper en 2024 a été l'une des catastrophes naturelles les plus dévastatrices du Canada, entraînant la destruction de près d'un tiers de la ville, 880 millions de dollars de pertes assurées et le déplacement de plus de 25 000 résidents et visiteurs. Nos pensées vont aujourd'hui à la ville de Jasper et à tous ceux qui continuent de reconstruire leur vie après la catastrophe. Il en va de même pour ceux qui pleurent la perte d'êtres chers morts dans ces incendies de forêt.

C'est une chose d'avoir le recul nécessaire quand on demande des comptes à un gouvernement pour ses échecs. Par contre, il est scandaleux qu'un gouvernement ne donne pas suite aux dures leçons tirées d'une catastrophe.

Selon des conversations récentes avec les experts forestiers qui étaient à Jasper, on n'a aucune raison de croire que les libéraux ont rectifié le tir, car Parcs Canada continue de ne pas prendre les mesures appropriées pour gérer efficacement les forêts dans les parcs nationaux. Ce qui est encore plus préoccupant, c'est le rôle que l'idéologie a joué dans la gestion des forêts. On a découvert que, sous la direction du gouvernement actuel, Parcs Canada a donné la priorité aux apparences politiques plutôt qu'aux brûlages dirigés proactifs. Voici une citation d'un directeur principal de Parcs Canada: « À quel moment prenons-nous la décision organisationnelle d'annuler des brûlages dirigés […] dans l'Ouest canadien? De plus en plus d'articles de presse soulèvent l'inquiétude du public à l'égard des conditions de sécheresse, alors la perception publique et politique pourrait devenir plus importante que les fenêtres temporelles prescrites. »

De plus, des ministres qui ont répondu aux questions des conservateurs à la Chambre ont souligné à maintes reprises leur engagement à préserver l'« intégrité écologique », sans définir ce que cela signifiait en pratique. Nous savons maintenant que cela supposait de faire fi des experts et des données scientifiques sur la gestion efficace des forêts. Le gouvernement fédéral a la responsabilité d'admettre son échec et d'agir immédiatement pour changer son idéologie et son comportement et rectifier son manque de respect envers les experts en gestion, en préservation et en conservation des forêts.

Je m'interroge sur la mise en œuvre de corridors écologiques par Parcs Canada, qui doivent relier les 30 % et 50 % des terres et des voies navigables du Canada qui doivent devenir des zones protégées d'ici 2030 et 2050, respectivement. Comment peut-on lui faire confiance en tant que gardien de la nature sauvage, des parcs nationaux et des eaux pures des voies navigables canadiennes alors qu'elle ferme les yeux sur les principes fondamentaux de la protection de la biodiversité de nos parcs nationaux, laissant nos forêts, notre flore et notre faune exceptionnelle être anéanties par un incendie dévastateur qui aurait pu être évité, au nom de la nécessité de tirer la sonnette d'alarme, sans pour autant assumer la responsabilité de sa décision de ne pas intervenir?

Ne laissons pas les victimes des feux de forêt souffrir et se sacrifier en vain. Le gouvernement fédéral a clairement l'obligation d'écouter les scientifiques et les experts de l'industrie au sujet des dangers que posent ses pratiques de longue date de gestion des forêts. Pour le bien de Jasper, de ma province, la Saskatchewan, et de tous les Canadiens, il faut reconnaître que la sécurité publique est en jeu. Les feux de forêt nous enseignent des leçons que nous ne pouvons pas nous permettre de négliger.

Article 52 du Règlement

● (2205)

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, ce soir, je compatis avec tous les députés des collectivités du Nord de la Saskatchewan et du Manitoba qui sont touchées. Il est regrettable qu'en cette période de crise, alors que les gens se trouvent dans une situation catastrophique et que le gouvernement s'efforce de coordonner une intervention efficace pour évacuer la population, les conservateurs à la Chambre tentent de politiser la question et de blâmer le gouvernement pour les feux de forêt, qui, comme nous le savons, sont fondamentalement liés à la crise climatique. La fréquence de ces phénomènes météorologiques extrêmes, y compris les feux de forêt, est en augmentation.

Je sais que la députée d'en face fait partie des climatosceptiques de cette Chambre que j'ai vus, à maintes reprises, propager toutes sortes de théories du complot pour, en substance, nier la science. Elle a dit que les libéraux ferment les yeux. Je pense que c'est elle qui ferme les yeux sur les changements climatiques.

Admettra-t-elle enfin que les changements climatiques sont bien réels?

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, j'ai inclus le réchauffement climatique dans les facteurs qui ont contribué à l'incendie de Jasper et dont Parcs Canada doit tenir compte. En réalité, en ce qui concerne la majorité de ces feux, comme l'a mentionné mon collègue de Winnipeg, sur une vingtaine d'incendies, seulement quatre n'ont pas été déclenchés par des humains. De toute évidence, les députés d'en face exagèrent les facteurs de cette situation particulière, et je sais que c'est également le cas dans le Nord de la Saskatchewan.

La vérité, c'est que nous devons en faire plus avec nos ressources pour le bien du monde entier. Les députés d'en face refusent de reconnaître que le Canada pourrait faire tant de choses pour le reste de la planète. Les changements climatiques ne commencent pas et ne s'arrêtent pas à nos frontières, et les libéraux ratent la meilleure occasion possible de changer les choses sur Terre en ce qui concerne les changements climatiques.

● (2210)

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, il est curieux que les libéraux veuillent toujours signaler que les causes sont des choses qu'ils ne peuvent pas contrôler, alors qu'une foule de politiques gouvernementales ont été mises en place et ont limité la capacité des entreprises forestières à gérer la forêt.

Je me demande si la députée a d'autres observations à faire sur les pratiques de gestion forestière dont elle a entendu parler. Elle a parlé de 30 % d'ici 2030. Selon elle, y a-t-il d'autres politiques gouvernementales du gouvernement libéral qui limitent cette capacité?

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, le gouvernement a fait tellement de choses pour empêcher le Canada de devenir aussi prospère qu'il devrait l'être. C'est parce qu'il limite notre capacité, en tant que pays, à extraire les ressources dont nous parlons sans cesse à la Chambre, des ressources qui sont si essentielles à l'économie de notre pays.

Article 52 du Règlement

La vérité se trouve dans tout ce que les libéraux ont fait dans le cas de l'incendie de Jasper. Je sais que les libéraux sont très chatouilleux à ce sujet, ce que je peux comprendre, parce qu'ils ont choisi de ne pas assumer la responsabilité des décisions qu'ils ont prises et qui ont eu une incidence sur Parcs Canada et sur tous nos parcs, qui sont devenus une véritable poudrière simplement parce que libéraux refusent de faire ce qui s'impose et de permettre aux gens qui savent comment gérer nos forêts de faire le travail qu'ils savent faire.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, nous savons que ces feux de forêt se produisent chaque année et qu'il y a un manque de coordination. L'Association canadienne des chefs de pompiers demande au gouvernement fédéral d'établir une administration nationale des incendies pour s'assurer qu'il y a suffisamment d'expertise et de coordination dans ces crises prévisibles et qui ont des précédents, mais elle veut également que cette administration serve de noyau pour aider à organiser et à coordonner les efforts.

Ma collègue est-elle d'accord pour dire que le gouvernement fédéral devrait agir maintenant pour enfin mettre en place cette importante administration qui, encore une fois, a fait l'objet d'un appel à l'action de l'Association canadienne des chefs de pompiers?

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, d'après ce que j'ai lu sur les corridors écologiques et toutes les mesures que le gouvernement dit vouloir prendre, la vérité, c'est qu'il choisit de consulter ses propres employés, qui n'ont pas l'expertise nécessaire. Nous avons des pompiers partout au pays qui sont prêts à aider le gouvernement à faire ce qu'il doit faire, mais il fait la sourde oreille.

Récemment, c'est-à-dire en 2019, les libéraux ont fait un certain nombre de promesses qu'ils n'ont pas tenues, et nous continuons donc de connaître des incendies dans tout le pays. Ils doivent écouter les experts et les laisser faire leur travail.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, c'est pour moi un privilège de prendre la parole au sujet de la situation des incendies dans notre pays. Comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à remercier les habitants de Peace River—Westlock, dans le Nord de l'Alberta, la capitale du miel au Canada, la terre promise, comme j'aime l'appeler, de m'avoir réélu pour la quatrième fois et de m'avoir confié le mandat de les représenter aux Communes.

Notre circonscription est vouée à la foresterie, à l'agriculture et à l'exploitation pétrolière, toutes ces activités se déroulant dans la forêt boréale du Nord de l'Alberta. Le sujet dont nous discutons ce soir me tient donc particulièrement à cœur. La gestion forestière est un sujet dont j'ai beaucoup discuté avec de nombreuses personnes au cours des dernières années.

Plus de 4 000 personnes ont été évacuées de leur domicile en Alberta jusqu'à présent. Je sais que notre débat d'urgence de ce soir porte sur les incendies de forêt au Manitoba et en Saskatchewan, et j'espère que le fait que l'Alberta n'ait pas été incluse n'est qu'un simple oubli, étant donné que cette province a souvent l'impression d'être tenue pour acquise. Une fois de plus, nous constatons que l'Alberta a peut-être été oubliée ce soir. Néanmoins, des milliers de personnes ont été évacuées et ne peuvent réintégrer leur domicile à l'heure actuelle.

Peut-être qu'on ne mentionne pas la situation des feux de forêt en Alberta parce que les Albertains sont très résilients. Je tiens à remercier tous ceux qui se sont mobilisés dans toute l'Alberta pour offrir leur aide en cette période difficile. Je sais qu'il y a des centres d'enregistrement des personnes évacuées dans tout le Nord de l'Alberta. Lorsque je me rends dans ces endroits, je suis souvent surpris de constater que, même si les nouvelles font état de milliers de personnes évacuées, les centres d'évacuation n'accueillent que quelques centaines de personnes. C'est parce que, dans ces moments difficiles, les Albertains se mobilisent.

J'ai reçu plusieurs témoignages de personnes qui m'ont contacté sur Facebook. Des habitants de la région de Barrhead ont indiqué sur Facebook que si des gens avaient besoin d'un endroit pour héberger leurs chevaux ou leurs chiens, ou pour garer leur roulotte, leur cour était à leur disposition et qu'ils disposaient d'installations pour les chevaux.

Toujours sur Facebook, Eryk, Kim, Shawna et Theresah offrent aux résidants de Swan Hills un endroit où rester et où garer leur roulotte. Amy offre d'accueillir des chiens et des chevaux dans son chenil, situé à 12 minutes de Barrhead. Des gens remercient les résidants et les propriétaires d'entreprise de Whitecourt d'avoir aidé à évacuer les habitants de Swan Hills. Des marchands de produits alimentaires répondent à l'appel et offrent de la nourriture gratuite aux personnes évacuées. Des hôtels accueillent des animaux de compagnie. Ils soutiennent bon nombre des familles en difficulté, en particulier à Whitecourt.

Nous avons remarqué qu'un commentaire récurrent sur Facebook est la façon dont la communauté des gens d'affaires répond à l'appel. Les gens de Whitecourt sont très fiers de leur localité. Un organisme de Whitecourt appelé Mama Gray's Kitchen nourrit les gens depuis la boîte d'une camionnette. Il a essentiellement créé un rassemblement autour d'une camionnette pour les résidants de Swan Hills. Il distribue gratuitement des sacs de tacos, du melon d'eau, des cornets de crème glacée et des boissons gazeuses.

Une dame de Barrhead s'est arrêtée au Subway et quand elle a appris que les gens devant elle venaient de Swan Hills et qu'ils avaient été évacués, elle a payé leur repas. Les gens dont le repas avait été payé l'ont saluée sur Facebook. Becki Pound a été saluée sur Facebook pour avoir aidé Josee Bernier et sa famille, qui avaient évacué leur logement de Swan Hills. La Pembina West Co-op faisait don de repas au centre d'évacuation de Swan Hills, à Whitecourt.

Je tiens également à souligner que des groupes paroissiaux ont accepté de s'occuper de repas dans les centres d'évacuation. Des groupes paroissiaux se sont portés volontaires pour s'occuper d'un des repas quotidiens dans les centres d'évacuation. Je salue les groupes paroissiaux de la circonscription qui se sont mobilisés de cette façon.

Des entreprises sont venues en aide aux membres de la Première Nation Dene Tha' évacués de Chateh. La Première Nation de Loon River fournissait des repas, l'hébergement et du carburant à toute personne qui passait par là et qui en avait besoin.

● (2215)

À Whitecourt, Buckles & Blues offrait un rabais de 20 % sur la nourriture et les vêtements aux gens qui devaient acheter de nouveaux vêtements parce qu'ils n'ont pas eu le temps de faire leurs bagages quand ils ont été évacués. Global Pet Foods, à Whitecourt, a donné des milliers de dollars à la banque alimentaire pour les personnes évacuées et offre un rabais de 15 % à toute personne évacuée qui a besoin d'acheter de la nourriture ou de la litière pour ses animaux de compagnie. Ce sont là quelques exemples d'Albertains qui se sont mobilisés et qui ont tendu la main aux personnes évacuées.

Il n'y a là rien de nouveau. Si nous sommes ici ce soir, c'est pour débattre des situations d'urgence créées par les feux de forêt. Ce que nous entendons des libéraux, c'est qu'ils ne veulent pas parler des solutions pour remédier aux feux de forêt. Ils veulent parler de ce qu'ils perçoivent comme étant la cause des feux de forêt, et ils ne cessent de dire que ce sont les changements climatiques. Je conviens que les changements climatiques sont unfacteur qui contribue à tous ces incendies, mais ce que les spécialistes de la gestion forestière ne cessent de nous dire, c'est que c'est la charge de combustible qui est le problème. C'est la quantité de forêts anciennes que nous avons au Canada. Nous avons merveilleusement bien géré les feux de forêt pendant plus d'une centaine d'années.

Je me souviens d'une histoire que mon grand-père m'a racontée. Il est arrivé au Canada à 21 ans. Il se trouvait dans le Nord de la Colombie-Britannique et, quand un incendie de forêt se déclarait, les gens étaient embrigadés. Il a dit qu'à plusieurs reprises, alors qu'il faisait ses courses sur la rue principale, il avait été embrigadé pour aller combattre des feux de forêt. C'était dans les années 1950.

À l'époque, le Canada croyait en l'exploitation de ses ressources. Les gens croyaient que les arbres étaient là pour être récoltés. Il en avait été ainsi tout au long de l'histoire du Canada. Quand les premiers Européens sont arrivés au Canada, ils ont remarqué les arbres et les ont récoltés pour construire des navires, ce qui a constitué l'une des premières raisons pour lesquelles les gens sont venus au Canada, ou la « terre neuve », comme ils l'appelaient. Cette situation a persisté pendant très longtemps. Gérer la forêt pour favoriser la production des arbres et limiter les feux de forêt pour nous assurer de pouvoir récolter ces arbres a constitué le programme du Canada pendant très longtemps.

On a constaté au cours des dernières générations que le programme pour les forêts canadiennes a légèrement changé. L'industrie forestière se plaint beaucoup du fait que ses plans de récolte des arbres sur 100 ans sont mis en péril à cause de programmes gouvernementaux ou de politiques gouvernementales qui viennent trop souvent d'en haut, et je veux juste en mentionner quelques-uns. Il y a d'abord les droits de douane sur le bois d'œuvre, qui ont causé de l'instabilité dans notre capacité à commercialiser notre bois d'œuvre, ce qui a entraîné une certaine réduction de la possibilité de coupe ou de la capacité de faire des coupes. Lorsque les scieries ne font pas d'argent et qu'elles ferment leurs portes, les arbres ne sont plus récoltés, ce qui se traduit par une plus grande forêt ancienne avec une plus grande charge de combustible.

La Loi sur les espèces en péril est entrée en vigueur, a éliminé l'activité humaine du paysage et a forcé l'industrie à quitter des zones particulières, sans aucune considération pour la gestion forestière. La Loi sur les espèces en péril est une noble cause visant à rétablir les espèces en péril, mais la gestion forestière ne se fait pas.

Il y a aussi l'initiative de 30 % d'ici 2030 ans et le programme des parcs nationaux. Toutes ces politiques se superposent.

Il n'y a pas de solution, il n'y a que des compromis. C'est la dure réalité. Quand on superpose toutes ces politiques et tous ces changements de politique au fil du temps, les entreprises forestières deviennent incapables de mettre en œuvre leurs plans sur 100 ans, alors elles regardent la forêt vieillir et la charge de combustible augmenter. Alors, elles diront que, certes, les changements climatiques existent, mais que ce n'est qu'une question de temps avant que la forêt brûle à cause de la charge de combustible.

Si on ne récolte pas les arbres, si on n'élimine pas la charge de combustible, ce n'est qu'une question de temps avant que la forêt brûle, ce que le gouvernement libéral n'a pas reconnu. Par conséquent, nous voici donc une fois de plus en pleine saison des incendies.

● (2220)

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, nous devons reconnaître que la situation est dévastatrice pour quiconque connaît des difficultés à cause des incendies de forêt et doit évacuer sa maison. Je suis de tout cœur avec les gens de toutes les régions touchées par les incendies.

En situation d'urgence, les gens ont vraiment besoin d'informations locales et fiables pour savoir où trouver de l'aide. Le député d'en face peut-il nous dire, à nous et aux gens qui nous écoutent, quelles sont les sources d'information les plus fiables s'ils ont besoin d'information dans leur collectivité ce soir?

Arnold Viersen: Monsieur le Président, je recommande à tous de suivre la page Facebook de leur municipalité. Dans ma propre circonscription, c'est généralement le meilleur endroit où s'informer. Le bureau du conseil de bande a parfois sa propre page Facebook, et chaque collectivité a généralement aussi sa propre page Facebook. De plus, si quelqu'un veut établir une communication bilatérale, la section des commentaires qui se trouve sous les publications est souvent un bon endroit pour le faire.

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, il ne suffit pas que nous prêtions tous notre voix à cette cause. Je me permets donc de prendre un moment pour remercier les équipes de pompiers, les militaires, la Croix-Rouge, les premiers intervenants et les organisateurs communautaires du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta de leurs sacrifices.

Pas plus tard que ce soir, ma famille élargie de Chateh, qui est visée par le Traité n^{o} 8, dans le Nord de l'Alberta, et qui est bien représentée par le député qui vient de parler, a reçu un ordre d'évacuation. Les incendies de forêt ne sont pas une perte matérielle pour les Premières Nations et les communautés autochtones; ils sont une blessure culturelle et spirituelle. Des cérémonies, des activités et des rassemblements saisonniers sont annulés. Des sites culturels sont détruits. Des lignes de piégeage et des cabanes de chasse sont brûlées. Des camps d'apprentissage rattaché au territoire sont perturbés. Des habitats d'orignaux sont perdus. La durabilité est perturbée.

Malgré cela, les peuples autochtones survivent aux incendies depuis des temps immémoriaux grâce à des brûlages dirigés et à la gestion des forêts. Le député peut-il expliquer en quoi les connaissances et les compétences des peuples autochtones en matière de gestion forestière sont essentielles à la lutte à long terme contre les incendies de forêt? Le gouvernement libéral se sert-il de ces connaissances?

Article 52 du Règlement

● (2225)

Arnold Viersen: Monsieur le Président, je tiens à rendre hommage à la collectivité de Chateh et à Damian en particulier. J'ai eu l'occasion de visiter Chateh pendant la campagne électorale.

Je tiens également à parler de la collectivité de Tallcree. Elle a sa propre équipe de pompiers forestiers. L'équipe a reçu un contrat de l'Alberta, mais elle voyage aux quatre coins du monde pour lutter contre des incendies. Cette collectivité a mis en place un programme intensif de brûlages dirigés. Elle s'est protégée en brûlant chaque printemps les herbes hautes tout autour. C'est toujours renversant lorsque je descends la colline ou que je me dirige dans cette direction. Je me dis: « Oh, il y a un incendie dévastateur juste à côté de la collectivité », mais en apprenant à la connaître, j'ai appris qu'elle le fait chaque année pour réduire la charge combustible et protéger la communauté. Nous avons donc beaucoup à apprendre des gens de Tallcree.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, mon collègue a parlé de l'industrie forestière, et je lui en suis reconnaissant. Il a été prouvé que la récolte durable de la biomasse réduit les risques d'incendies de forêt, et le gouvernement libéral a promis un crédit d'impôt pour la biomasse dans l'Énoncé économique de l'automne 2023, comme le député s'en souvient. Cependant, les libéraux n'ont toujours pas mis cette mesure en œuvre.

Le secteur forestier réclame l'entrée en vigueur rapide de la mise en œuvre élargie des crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre afin d'inclure la biomasse. Mon collègue convient-il que le gouvernement doit présenter de toute urgence un projet de loi afin de mettre en œuvre ces crédits d'impôt à l'investissement et d'inclure la biomasse en tant qu'outil d'atténuation des feux de forêt qui sévissent au Canada?

Arnold Viersen: Monsieur le Président, c'est précisément le genre de chose dont je parlais. Il faut comprendre que la forêt est un organisme vivant en mouvement, et elle est gérée depuis plus de 100 ans au Canada, voire 200 ans à certains endroits. Nous devons veiller à gérer la charge combustible, car c'est elle qui alimentent les incendies. Quand la charge combustible est faible, il est possible de gérer les incendies. Si la charge combustible est élevée, on se retrouve avec un cycle sans fin de feux de forêt.

Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique.

Je suis vraiment heureuse de contribuer à cet important débat sur les feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan. Je tiens vraiment à remercier la députée de Winnipeg-Centre d'avoir proposé le débat de ce soir, non seulement parce qu'il s'agit d'un enjeu important, mais aussi parce que je suis reconnaissante d'entendre des récits et de découvrir ce que vivent les personnes touchées et tous ceux qui s'efforcent de résoudre le problème.

Je suis très fière de représenter la circonscription de Davenport, qui est située dans le secteur Ouest du centre-ville de Toronto. Bien que nous n'ayons pas de feux de forêt comme ceux qui sévissent actuellement dans l'Ouest canadien, nous sommes très touchés par ces feux, nous aussi. Dans le journal local de Toronto d'aujourd'hui, on pouvait lire ceci: « La fumée des incendies de forêt provenant de l'Ouest canadien et du Nord-Ouest de l'Ontario se répand jusqu'à Toronto. Résultat: un ciel brumeux et une mauvaise qualité de l'air qui pourrait être dangereuse pour la santé. »

Cela dit, je sais que ce que nous vivons à Toronto ne se compare absolument pas à ce qui se passe actuellement dans l'Ouest canadien ni aux répercussions que subissent les nombreuses collectivités qui sont actuellement aux prises avec des feux de forêt actifs.

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés. Je tiens à remercier la ministre des Services aux Autochtones, qui s'est exprimée plus tôt ce soir. Je les remercie de leur leadership. En outre, je suis très fière de leur intervention rapide et de leur soutien empreint de compassion et de sensibilité aux valeurs culturelles. Je suis également fière du travail qu'accomplit le Canada pour aider les personnes touchées par les feux de forêt dans les diverses provinces.

Nos pensées accompagnent les Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui sont une fois de plus confrontés aux effets dévastateurs des phénomènes climatiques violents, notamment les feux de forêt qui ravagent actuellement le Manitoba, la Saskatchewan et les régions avoisinantes. Certaines personnes ont été forcées de fuir leur domicile, dont beaucoup de membres de communautés autochtones en milieu éloigné dans le Nord. Nous n'avons pas affaire à des chiffres abstraits. Il est question de familles et de communautés entières qui sont aux prises avec des dangers, des épreuves et l'incertitude.

Les phénomènes climatiques déplacent des familles et mettent à l'épreuve nos systèmes d'intervention d'urgence d'une façon que le Canada n'avait jamais connue jusqu'à récemment. Je me joins à tous les députés pour exprimer ma profonde gratitude aux pompiers, aux premiers intervenants, aux bénévoles et aux membres des Forces armées canadiennes qui travaillent sans relâche pour sauver des vies et pour protéger la population en cette période incroyablement difficile. Je suis heureuse et soulagée de dire qu'au cours de la fin de semaine, des hélicoptères de la Garde côtière canadienne ont été déployés pour appuyer les opérations d'évacuation au Manitoba.

Encore une fois, je tiens à remercier ma collègue la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés de son leadership dans la coordination de l'intervention fédérale à l'égard de cette crise. Le 28 mai dernier, le Manitoba a présenté une demande d'aide fédérale en raison des répercussions des feux de forêt. Le lendemain, le 29 mai, les Forces armées canadiennes ont mobilisé pas moins de 18 avions pour offrir de l'aide et commencer immédiatement l'évacuation des secteurs menacés, en particulier les quelque 3 500 membres de la Première Nation Mathias Colomb. Le 30 mai, la Garde côtière canadienne s'est jointe aux efforts d'évacuation en mobilisant deux hélicoptères supplémentaires, qui étaient déployés en date du 1er juin.

Sous la direction de Sécurité publique Canada, divers organismes, dont Services aux Autochtones Canada, Transports Canada, Services publics et Approvisionnement Canada, et l'Agence de la santé publique du Canada, ont tous contribué à l'évacuation des populations et aux services fournis aux communautés d'accueil où les évacués ont été relocalisés.

De plus, des organisations non gouvernementales comme la Croix-Rouge canadienne, l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage et l'Ambulance Saint-Jean ont joué un rôle crucial, alors que les conditions météorologiques changeantes et la fumée dans la région continuaient de nuire aux efforts d'évacuation. Du 29 mai au 2 juin, 3 612 personnes ont été évacuées de Mathias Colomb, de Cross Lake et de Norway House pour êtes mises en sécurité.

Malheureusement, le Canada est actuellement aux prises avec environ 180 feux de forêt actifs à l'échelle nationale, dont 72 sont considérés comme hors de contrôle. Le Centre interservices des feux de forêt du Canada a pris des dispositions pour obtenir au pays et à l'étranger un soutien d'appoint aux efforts de lutte contre les incendies en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba, en Ontario et au Nunavut.

● (2230)

La Garde côtière canadienne fait partie du système d'intervention fédéral intégré. Nos ressources maritimes et aériennes sont déployées en coordination avec d'autres ministères afin de maximiser leur apport et de répondre aux besoins des Canadiens. Comme la gestion des urgences au Canada est une responsabilité partagée, nos systèmes reposent sur le partenariat, la coopération et le respect des rôles des divers ordres de gouvernement. Les provinces et les territoires dirigent les interventions d'urgence qui relèvent de leur mandat, et le gouvernement fédéral les soutient lorsque la situation dépasse leur capacité ou lorsqu'une aide fédérale particulière est demandée.

En tant que gouvernement national, notre rôle est clair: nous devons répondre rapidement et efficacement aux demandes d'aide fédérale formulées par les provinces et les territoires et être solidaires des Canadiens lorsqu'ils en ont besoin. Le gouvernement a réagi de toute urgence et selon une approche pangouvernementale coordonnée. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux demandes d'aide ou de respecter les champs de compétence, mais bien de s'entraider en tant que personnes et en tant que Canadiens. Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les autorités provinciales, les dirigeants autochtones, les administrations locales et les partenaires non gouvernementaux, comme la Croix-Rouge canadienne, pour que l'intervention fédérale soit non seulement rapide, mais aussi intégrée et adaptée aux réalités auxquelles les collectivités sont confrontées.

En plus de mettre en œuvre ses propres programmes, la Garde côtière canadienne joue un rôle essentiel pour soutenir les mandats d'autres organismes fédéraux lors d'incidents majeurs, tels que les feux de forêt, les inondations et autres catastrophes naturelles. En tant qu'organisme de première intervention, elle fournit des ressources aériennes et maritimes, une expertise en gestion des urgences et un soutien humanitaire, notamment en aidant à l'évacuation de collectivités.

Je vais donner quelques exemples aux députés. En réponse aux chutes de neige record qui ont frappé Sydney, en Nouvelle-Écosse, en février 2024, les cadets et les hélicoptères de la Garde côtière canadienne sont intervenus rapidement à la demande de la province, qui avait sollicité l'aide du gouvernement fédéral. Un autre exemple remonte à l'été 2023, lorsque la Garde côtière canadienne a aidé les Territoires du Nord-Ouest à faire face aux feux de forêt dévastateurs qui menaçaient Hay River et Yellowknife. Enfin, à la suite des ravages causés par l'ouragan Fiona dans les provinces de l'Atlantique en 2022, la Garde côtière canadienne était sur place pour venir en aide aux Canadiens dans le besoin.

Face aux urgences climatiques, notre engagement consiste non seulement à réagir et à apporter notre soutien, mais aussi à nous adapter. Le gouvernement s'efforce de renforcer les systèmes d'urgence du Canada afin de relever ces défis en constante évolution et d'accroître la résilience collective de notre pays, qui continuera à faire face à des phénomènes climatiques de plus en plus graves. Le nombre et la fréquence des catastrophes liées au climat ont exercé des pressions accrues sur les capacités d'intervention de la Garde côtière canadienne. Toutefois, grâce aux investissements prévus dans le Plan de protection des océans, la Garde côtière canadienne renforce ses capacités au moyen de partenariats communautaires ainsi que d'entraînements et d'exercices améliorés.

De plus, le gouvernement demeure déterminé à favoriser la réconciliation et à soutenir l'autodétermination des peuples autochtones au moyen de partenariats leur permettant de participer à la planification des interventions maritimes et à la préparation aux situations d'urgence. Nous bâtissons un système d'intervention plus inclusif et résilient.

J'ajoute que l'interopérabilité est au cœur de la gestion des urgences. Une réponse structurée n'est possible qu'à condition que les partenaires puissent communiquer efficacement, travailler à l'intérieur de systèmes compatibles et comprendre les capacités de chacun. C'est pourquoi nous continuons d'investir dans des exercices d'entraînement conjoints, des plateformes d'information partagées et des protocoles d'intervention harmonisés.

Enfin, notre engagement va au-delà de la crise actuelle. Nous nous efforçons de bâtir un Canada qui pourra non seulement répondre aux urgences d'aujourd'hui, mais aussi aux inondations, aux tempêtes, à la chaleur extrême et aux autres urgences climatiques de demain. Nous y parviendrons en harmonisant la planification de la gestion des urgences avec les stratégies d'adaptation aux changements climatiques afin de faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes et en procurant à nos partenaires autochtones les outils nécessaires pour protéger leurs communautés. En temps de crise, les Canadiens se serrent les coudes pour montrer la force de leurs partenariats, leur profonde compassion et la résilience qui les caractérisent.

● (2235)

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, c'est formidable d'entendre un autre discours prononcé par une députée d'une circonscription de Toronto qui n'est pas nécessairement touchée par les incendies. Je la remercie d'avoir lu le discours rédigé par le ministère à son intention, car il contenait de bonnes informations. Elle a toutefois évoqué de nombreuses mesures que le gouvernement s'est engagé à prendre, mais qui n'ont pas été mises en œuvre. Depuis 2021, nous avons entendu promesse après promesse, mais nous n'avons toujours pas vu de résultats concrets. On constate que des collectivités sont laissées à elles-mêmes.

Ma question à la députée d'en face est la suivante: quand va-t-on enfin passer à l'action au lieu de nous faire de vides promesses?

Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, bien que je sois députée du centre-ville de Toronto, je me soucie tout autant que les autres de ce qui se passe dans notre pays. Je suis fière de représenter Davenport, mais je représente également tous les Canadiens. Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour prendre les meilleures décisions possibles pour ce pays, et je me soucie donc énormément des incendies qui font rage actuellement. Je suis très fière de participer au débat et à la discussion de ce soir, qui sont importants.

Je suis tout à fait en désaccord avec la députée d'en face. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, je suis très fière de la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et de la ministre des Services aux Autochtones, qui sont toutes les deux intervenues plus tôt. Elles ont expliqué comment elles ont réussi à gérer toutes les interventions et demandes liées aux incendies de forêt.

Article 52 du Règlement

Nous avons traité ces questions de toute urgence. Nous avons travaillé en coordination avec tous les ordres de gouvernement, avec les populations autochtones et avec les organisations à but non lucratif qui jouent un rôle très important.

● (2240)

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Davenport, qui est l'une de mes collègues préférés. Je suis content d'être à la Chambre ce soir en compagnie d'une députée aussi réfléchie et pleine d'empathie, qualités qu'elle manifeste toujours, d'ailleurs. Elle a livré un discours réfléchi et je sais qu'elle a travaillé fort pour le préparer.

Il est malheureux que le chef de l'opposition officielle ne soit pas présent. Comme il n'est plus député de Carleton, il ne peut pas participer à ce débat à la Chambre. Je me demande si c'est parce que son parti et lui ont voté plus de 400 fois contre les mesures de lutte contre les changements climatiques proposées par le gouvernement libéral. Ces mesures visent à s'attaquer aux principaux facteurs qui contribuent aux incendies de forêt et aux phénomènes météorologiques extrêmes, qui, comme nous le savons, se manifestent de plus en plus fréquemment.

Dans son discours, la députée a mis l'accent sur l'importance de la coordination et de la coopération parmi tout un tas d'intervenants différents, y compris les premiers intervenants. Pourrait-elle nous dire de quelle manière les Canadiens peuvent contribuer à cette intervention?

Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, je sais que, aujourd'hui, notre gouvernement, de concert avec les gouvernements du Manitoba et de la Saskatchewan, a annoncé qu'il versera une somme équivalente à tous les dons individuels faits à la Croix-Rouge canadienne pour venir en aide aux personnes touchées par les feux de forêt dans chaque province. Cela signifie que chaque dollar donné par les Canadiens aura plus d'impact et servira à fournir des abris d'urgence, de la nourriture et des fournitures essentielles.

Nous sommes profondément reconnaissants à la Croix-Rouge et à tous les bénévoles locaux qui se mobilisent en cette période difficile. Je sais que les Canadiens, comme ils l'ont toujours fait, se montreront à la hauteur et appuieront ces efforts.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, nous avons été confrontés à une augmentation des phénomènes climatiques extrêmes à Vancouver, en Colombie-Britannique, où nous avons connu un dôme de chaleur qui a causé la mort de plus de 500 personnes. Il y a eu Lytton, où toute la ville a brûlé, et Jasper. Nous avons maintenant, bien sûr, des phénomènes météorologiques extrêmes à Winnipeg, en Saskatchewan et même au Québec. C'est une réalité à laquelle les Canadiens doivent faire face.

Dans ce contexte, ma question à la députée est la suivante: pense-t-elle qu'il soit logique que le gouvernement continue de vouloir faire progresser les industries pétrolière et gazière avec sa dernière initiative visant à mettre en place un bureau unique et une procédure accélérée?

Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés a déclaré plus tôt dans la soirée que chaque fois que nous luttons contre des incendies de forêt au pays, nous continuons à tirer des leçons de chaque événement.

Nous allons continuer à travailler en étroite collaboration avec tous nos partenaires, nos partenaires provinciaux, les communautés autochtones et les organismes sans but lucratif, afin de continuer à maintenir...

Le vice-président: Je dois interrompre la députée.

Nous reprenons le débat. La ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique a la parole.

L'hon. Rebecca Chartrand (Ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, *tansi*, *aniin*, *hello*, *ullukkut*. Je prends la parole aujourd'hui dans un contexte d'urgence et de responsabilité, et je tiens d'abord à souligner que nous sommes réunis sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe. Je rends hommage à son intendance et je témoigne mon respect à ses ancêtres et aux gardiens du savoir d'hier et d'aujourd'hui.

Je prends la parole aujourd'hui non seulement en tant que ministre, mais aussi en tant que députée de Churchill—Keewatinook Aski, une circonscription qui a été profondément touchée par les feux de forêt qui font rage dans le Nord. Des milliers de personnes ont déjà été évacuées, et d'autres sont en état d'alerte.

J'invite ceux qui s'interrogent sur l'intervention du gouvernement à parler aux gens sur le terrain. Ils peuvent poser la question aux aînés qui ont été transportés par avion en lieu sûr. Ils peuvent poser la question aux dirigeants locaux qui ont reçu des mises à jour quotidiennes grâce à des lignes de communication directes et qui ont envoyé des messages de remerciement pour le soutien qu'ils reçoivent du gouvernement. Notre intervention a été fondée sur la sécurité d'abord et sur le respect de la vie. Notre intervention a été fondée sur la conviction que les communautés autochtones et nordiques méritent le même niveau d'urgence et de soins que n'importe qui d'autre au pays. C'est la barre que nous avons fixée et c'est la barre que nous continuerons à atteindre.

Depuis le 28 mai, je suis en communication constante avec mes homologues provinciaux, notamment le premier ministre Wab Kinew et le ministre Naylor, ainsi qu'avec des dirigeants locaux, comme le maire de Flin Flon, George Fontaine, et des conseillers de la nation crie de Mathias Colomb. J'ai également travaillé en étroite collaboration avec mes collègues fédéraux, notamment le ministre de la Défense nationale, David McGuinty, et la ministre de la Gestion des urgences, Eleanor Olszewski. Chaque jour, j'ai appelé directement les communautés et leurs dirigeants pour effectuer des vérifications. J'ai fourni des mises à jour régulières et du soutien à la coordination, et j'ai rassuré les gens. Ensemble, nous avons veillé à ce que la logistique d'évacuation soit claire, rapide et adaptée à la culture.

Surtout, notre priorité a été de veiller à ce que toutes les personnes soient en sécurité, qu'elles soient présentes et au bon endroit et qu'elles ne soient pas laissées pour compte. Nous pensons à Flin Flon, à Bakers Narrows, à Bissett, à la nation crie de Pimicikamak, à Sherridon, à la nation crie de Tataskweyak, à la nation crie de Mathias Colomb et maintenant à York Landing, ainsi qu'à leurs dirigeants et à leurs habitants.

Pukatawagan était une source de tension parce que nous savions qu'il n'y avait pas de route pour y entrer ou en sortir et que sa voie ferrée avait brûlé. La voie d'évacuation de la communauté a été longue, complexe et stressante, mais je suis soulagée et fière d'annoncer que nous avons réussi à évacuer tout le monde. Nous avons collaboré avec la communauté, la province et le gouvernement fédéral pour assurer la sécurité et la dignité de la population tout au long du processus.

La crise n'est pas seulement un problème. C'est aussi un miroir. Elle montre que le changement climatique n'est pas une menace future. C'est en train de se produire. C'est une urgence en cours. Le Nord se réchauffe trois fois plus vite que la moyenne mondiale. La terre brûle et la glace fond. Nos modes de vie, notre nourriture, nos systèmes, nos pratiques culturelles et notre santé sont mis à rude épreuve. Ne vous y trompez pas, le fardeau n'est pas réparti équitablement. Les communautés autochtones et nordiques, qui ont le moins contribué à cette crise, en subissent le plus durement les conséquences.

Je suis une Autochtone avec des relations partout dans le Nord, avec les communautés que je sers et, pour moi, il ne s'agit pas de statistiques. Ce sont les familles que j'adore, mes amis, mon histoire. J'ai entendu la peur dans la voix des gens et j'ai vu de nombreuses images envoyées par les communautés touchées. J'ai ressenti la pression du moment et la force des habitants du Nord. Les Manitobains, les Canadiens et le nouveau gouvernement travaillent ensemble.

Tout au long de la crise, j'ai été encouragée par le leadership dont ont fait preuve les maires, les chefs et les conseillers municipaux, qui ont travaillé de concert et sans relâche. Ce sont mes héros, et ce sont leurs voix qui guident notre travail. Je tiens à exprimer ma gratitude aux pompiers, aux intervenants d'urgence, aux infirmières, aux médecins, aux bénévoles et aux innombrables membres de la communauté qui se soutiennent mutuellement avec force et solidarité. Mes collègues, notamment la ministre Olszewski et la ministre Mandy Gull-Masty, ont travaillé en étroite collaboration pour mobiliser les ressources fédérales, en veillant à ce que les mesures de soutien tiennent compte des traumatismes, et soient adaptées à la culture et axées sur la communauté.

● (2245)

Nous savons qu'il ne suffira pas d'intervenir: nous devrons rebâtir en toute conscience. Nous savons que les habitants de Flin Flon et que les membres de la bande Mathias Colomb et de la Nation crie de Pimicikamak méritent mieux, et nous sommes là pour eux. Nous méritons des infrastructures durables, des habitations résistant au feu, des stratégies en matière de climat adaptées aux communautés et un vent de prospérité plutôt que des communautés où les possibilités économiques s'évaporent.

À vrai dire, ces incendies mettent à jour nos faiblesses, mais aussi nos responsabilités et notre force communes. Elles nous montrent que la justice climatique, c'est la justice autochtone et nordique, et que la réconciliation doit inclure la responsabilité environnementale. Il ne suffit pas d'intervenir: il faut rétablir l'équilibre entre les gens, les politiques et le territoire comme tel.

Je refuse d'accepter que quiconque à la Chambre n'en fasse pas assez. Quand les gens perdent leur toit, quand la terre brûle et que les familles sont déplacées, l'heure n'est pas à la partisanerie, mais à l'action, qui est une responsabilité tant individuelle que collective. Ensemble, progressons avec empressement et humilité, ainsi qu'avec un profond respect pour nos prédécesseurs et ceux qui nous regardent.

Je tiens à dire aux résidants de Churchill—Keewatinook Aski que je les vois, que je les entends et que je vais continuer à me tenir à leurs côtés à chaque instant.

Meegwetch.

Article 52 du Règlement

● (2250)

Le vice-président: Avant de passer aux questions et observations, je rappelle aux députés que, malgré l'heure tardive, nous ne pouvons pas désigner les ministres par leur prénom ou leur nom de famille. Par exemple, ce serait la « ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés ».

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je prends acte des propos de la ministre et je partage ses préoccupations. Comme le reste de nos collègues, je suis de tout cœur avec les gens de sa circonscription et du Nord du Manitoba. Récemment, nous avons entendu des craintes au sujet de la situation d'urgence actuelle, et je partage ses préoccupations quant à la valeur à long terme de la mobilisation des nations autochtones afin de trouver des solutions à long terme.

Dans le cadre du présent débat d'urgence sur la crise, il faut mentionner les préoccupations que nous entendons au sujet du logement, en particulier les hôtels au Manitoba et le fait que des Autochtones du Nord n'ont pas d'endroit où se loger. La ministre peut-elle parler de certains des services et des mesures de soutien en matière de logement à Winnipeg que réclament les Canadiens autochtones du Manitoba?

L'hon. Rebecca Chartrand: Monsieur le Président, il est important de savoir que notre caucus autochtone travaille jour et nuit avec tous les autres collègues fédéraux, et ce travail est exécuté en partenariat avec le gouvernement provincial et les autorités locales.

Nous savons que des mesures de soutien ont déjà été offertes aux gens sur le terrain et qu'elles vont être maintenues. Je vais continuer de collaborer avec la ministre Gull-Masty dans ce dossier pour veiller à ce que les gens sur le terrain reçoivent le soutien qu'ils demandent.

Laila Goodridge: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. La ministre n'a pas le droit de désigner les députés par leur nom à la Chambre. Elle doit utiliser le titre de la ministre ou le nom de sa circonscription.

Le vice-président: En ce qui concerne le rappel au Règlement, c'est exact. Nous ne pouvons pas désigner les ministres par leur prénom ou leur nom de famille, seulement par leur titre. La ministre a fait référence à une autre ministre du Cabinet.

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique de ses observations très perspicaces qui, à mon avis, montrent l'importance de la justice climatique au Canada et l'effet disproportionné des phénomènes actuels sur les communautés autochtones et nordiques. Je sais que la ministre représente un grand nombre de ces communautés et que, parmi elles, beaucoup sont touchées par ces feux de forêt. Je suis sûr que ce n'est pas la première fois que les collectivités qu'elle représente sont touchées par les changements climatiques et les feux de forêt.

Article 52 du Règlement

De nombreux députés de ce côté-ci de la Chambre ont parlé du travail du gouvernement pour coordonner les efforts de nombreux intervenants. Je me demande si la ministre pourrait nous parler de cette coordination et de son importance pour sa collectivité.

L'hon. Rebecca Chartrand: Monsieur le Président, je veux parler un peu de la circonscription de Churchill—Keewatinook Aski et du travail que nous devons faire pour soutenir ses habitants. Cette circonscription couvre les trois quarts du Manitoba. Elle compte 68 collectivités, dont 40 communautés des Premières Nations. Il y a également 20 communautés éloignées et isolées, accessibles uniquement par la route d'hiver ou par avion.

Les efforts déployés doivent tenir compte de ces considérations. Lorsque nous planifions la coordination qui aura lieu dans toute la province, dans tout le pays ou même juste dans ma circonscription, nous devons travailler avec tous les ordres de gouvernement pour bien faire les choses. C'est ce que nous avons fait.

Dès que l'état d'urgence a été déclaré, j'ai communiqué avec le premier ministre du Manitoba, M. Kinew, simplement pour m'assurer que nos efforts étaient synchronisés et que nous étions à l'écoute de ce qui se passait sur le terrain. J'ai également communiqué avec un certain nombre de membres de la collectivité pour m'assurer qu'ils recevaient du soutien sur place, et je continuerai à faire ce travail jusqu'à ce que tout le monde soit en sécurité.

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*. Je félicite la ministre de son élection et de sa nomination.

J'ai une question au sujet du chef Monias, de la Première Nation de Pimicikamak. Lorsque l'état d'urgence a été déclaré, il a parlé de l'importance des relations fondées sur les traités et de la nécessité de veiller à ce qu'il ait facilement accès à tous les ministres, du fait de ces relations.

Le chef a déclaré depuis qu'ils ont eu une seule réunion avec la ministre et que leurs besoins et leurs voix ne sont pas entendus. Ils disent qu'ils ne demandent pas la charité, mais le respect de la relation fondée sur les traités. J'aimerais savoir comment la ministre peut concilier ce que nous entendons de la part des chefs des Premières Nations avec ce qu'elle nous a dit dans sa déclaration d'aujourd'hui.

● (2255)

L'hon. Rebecca Chartrand: Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec ce qui vient d'être dit. J'ai moi-même parlé au chef Larson, de Pimicikamak, pour vérifier si les membres de sa communauté reçoivent le soutien qu'ils méritent. Nous continuerons d'offrir le même soutien à tous les membres de la communauté et à leurs dirigeants.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, j'aurais aimé prendre la parole à la Chambre pour la deuxième fois depuis mon élection à propos d'un sujet plus joyeux que celui dont nous sommes saisis. Je suis toutefois content que nous ayons ce débat d'urgence sur la situation des feux de forêt qui sévissent dans ma province, dans la province voisine, la Saskatchewan, et ailleurs au pays. Je sais que d'autres régions du pays sont également touchées. Même si le débat porte sur le Manitoba et la Saskatchewan en particulier, nous savons que nos concitoyens des autres provinces ne sons pas épargnés. Je pense qu'il est important de le mentionner.

À titre d'information, le secteur de la province où je me trouve n'est pas actuellement menacé par les incendies, mais nous accueillons des réfugiés et des évacués provenant de régions touchées, et nous faisons tout notre possible pour accueillir ces personnes dans notre circonscription, souvent dans nos propres maisons, afin qu'elles aient un endroit sûr où aller. Il est important de noter que bon nombre des incendies sont encore largement hors de contrôle. Les conditions sont extrêmes et l'état d'urgence est toujours en vigueur dans toute la province. Il existe également de petites poches à haut risque d'incendie dans d'autres régions de la province. On m'a dit qu'après mon départ de Winnipeg, hier matin, il avait plu un peu, mais cela n'est certainement pas suffisant et ne concerne pas les régions où les incendies font rage, tant ceux qui sont maîtrisés que ceux qui ne le sont pas, ni ceux qui étaient auparavant prioritaires.

J'aurais dû mentionner au début de mon discours que j'avais l'intention de partager mon temps de parole avec le député de St. Albert—Sturgeon River.

Tandis que le Manitoba continue de combattre les flammes, nos pompiers professionnels et volontaires sont déployés depuis toutes les régions de la province, y compris les municipalités de Brandon et de Westman. Nous répondons à l'appel. De nombreuses personnes se portent volontaires pour aller dans le Nord et faire face aux circonstances difficiles dans la circonscription de la ministre qui est intervenue avant moi, de même qu'ailleurs. Nous les remercions de leur grande détermination à protéger la vie et le gagne-pain de nos amis du Nord du Manitoba.

Nous savons également que les Manitobains ne sont pas seuls pour faire face à ces circonstances difficiles, car la province, à elle seule, n'a tout simplement pas les capacités voulues pour gérer la situation. Ainsi, rien qu'au Manitoba, on a déployé un effectif de 38 personnes de l'Alberta, un effectif de 87 personnes de la Colombie-Britannique, un effectif de 19 personnes de Parcs Canada, un effectif de 23 personnes du Nouveau-Brunswick, 2 personnes de l'Île-du-Prince-Édouard, 500 gicleurs de nos amis de la Colombie-Britannique ainsi que deux avions-citernes écopeurs et un avion Bird Dog de nos amis du Minnesota. Au nom des citoyens de Brandon—Souris et de tous les Manitobains, je dis un gros « merci » du fond du cœur à nos amis des autres provinces et du Minnesota pour leur soutien en cette période extrêmement difficile.

Les Manitobains sont toujours priés de respecter soigneusement toutes les restrictions de voyage et de feux extérieurs. Les restrictions en vigueur sont de niveau 3, selon le plus récent bulletin sur les incendies publié par l'Organisation de gestion des situations d'urgence du Manitoba, et il est important que les Manitobains comprennent que ces mesures sont en vigueur.

Ce soir, nous avons déjà beaucoup entendu parler de l'incidence des changements climatiques. Nous ne sommes pas ici pour en débattre, mais il est important de souligner que le gouvernement manitobain a signalé que plus de la moitié — presque les trois quarts — des feux survenus jusqu'à présent ont été déclenchés par l'activité humaine. Le fait que l'activité humaine soit à l'origine de ces feux, non pas intentionnellement j'en suis sûr, mais accidentellement dans la grande majorité des cas, reste problématique pour le personnel chargé de la lutte contre les incendies et des mesures d'urgence. C'est toujours un défi de taille, et les Manitobains sont invités à faire preuve d'une grande prudence dans leurs actions. Nous ne voulons certainement pas que le personnel de nos services d'urgence soit encore plus sollicité en ce moment. Nous remercions les Manitobains de leur contribution.

Par ailleurs, plusieurs chefs ont fait part aux médias de leur frustration à l'égard des gens qui ne suivent pas les ordres d'évacuation. Je ne saurais trop insister, dans cette enceinte importante et sacrée, sur la nécessité que les habitants des localités qui ont reçu un ordre d'évacuation suivent les directives du gouvernement provincial et des professionnels. Il faut absolument respecter les consignes reçues. Il en va de la santé et de la sécurité de la population. Les régions touchées par les incendies ne sont pas sécuritaires pour le moment. Il est très important de suivre les consignes des autorités provinciales et de quitter les zones qui font l'objet d'un ordre d'évacuation.

● (2300)

Du fond du cœur, avec le gros bon sens en tête, je sais que cela doit être difficile. J'ai moi-même été évacué de ma maison familiale pendant la saison des inondations de 2011 dans le Sud-Ouest du Manitoba. Il s'agissait d'un gros débordement des eaux, d'une inondation qui ne se produit qu'une fois tous les 300 ans dans notre collectivité. Les forces armées ont été appelées par l'ancien premier ministre néo-démocrate Greg Selinger et par l'ancien premier ministre Stephen Harper, qui ont uni leurs efforts au-delà des allégeances politiques pour sauver notre collectivité. Ils l'ont fait. Nous avons été évacués de notre domicile et nous n'avons pas pu y retourner pendant plus d'un mois. Je sais qu'il n'est pas facile de prendre la décision de laisser derrière soi tout ce que l'on possède et tout ce que l'on connaît, sans certitude de le retrouver à son retour, mais il est très important que les gens le fassent pour se protéger et protéger leur famille. Il faut respecter les ordres d'évacuation quand ils sont donnés.

Nous savons qu'il y a beaucoup de terrain à couvrir. Des milliers d'hectares sont en train de brûler. Encore une fois, je remercie les professionnels qui travaillent sans relâche pour maîtriser les incendies qui ne le sont pas et garder la maîtrise de ceux qui le sont. Il est très important que nous les respections et que nous les soutenions dans tout ce qu'ils font. Je sais que c'est ce que font les habitants de Brandon—Souris.

Pendant la fin de semaine, un certain nombre d'aéronefs C-130 de l'Aviation royale canadienne ont atterri à l'aéroport municipal de Brandon. Ils viennent du quartier général de l'Aviation royale canadienne, à Winnipeg. Nous savons que ces militaires dirigent actuellement les mesures d'intervention d'urgence depuis que la demande d'aide a été reçue. À tous ces gens formidables qui revêtent l'uniforme et risquent leur vie pour protéger notre pays, tant au Canada qu'à l'étranger, je tiens à exprimer ma sincère gratitude pour leur soutien et leur travail en cette période extrêmement difficile.

Ces avions sont arrivés à Brandon. La ville héberge actuellement plusieurs centaines, voire plus d'un millier de personnes évacuées dans des hôtels et ailleurs sur son territoire. Nous savons que la situation devient difficile. Mon équipe a contacté l'équipe de la ville de Brandon plus tôt dans la journée, avant ma participation à ce débat, afin de s'assurer que le message principal de la municipalité soit bien transmis aux personnes évacuées qui atterrissent là-bas: il est très important qu'elles s'inscrivent auprès de la Croix-Rouge afin que nous sachions où elles se trouvent, que nous puissions les localiser et leur fournir des services.

Voilà pour le message à la population. Toute personne qui arrive à Brandon et se fait héberger ne doit pas oublier de s'inscrire auprès de la Croix-Rouge. Nous savons que les gens ont beaucoup de pain sur la planche en ce moment, mais il est très important de veiller à ce que les gens obtiennent les services dont ils ont besoin et qu'ils méritent en cette période où ils sont évacués.

Je sais que d'autres collectivités de Brandon—Souris se mobilisent également. D'ailleurs, même ma ville natale, Souris, vient d'aménager un nouveau terrain de camping et a mis des terrains de camping à la disposition des personnes évacuées, et ce, sans frais, bien sûr. Les évacués seront d'abord logés dans des hôtels, mais selon la durée de la situation — et nous espérons qu'elle ne durera pas longtemps —, Souris a prévu des solutions de rechange pour les personnes qui veulent quitter l'hôtel après une courte période. Ce sont des initiatives importantes.

Les habitants de Brandon—Souris et de Westman accueillent à bras ouverts les personnes évacuées tandis que nous envoyons nos premiers intervenants dans le Nord pour remédier à la situation. Je suis très fier de représenter ces vaillants et bienveillants habitants de Westman et de Brandon—Souris. Je les remercie de leur détermination à faire face à cette situation.

J'ai hâte d'entendre les députés ministériels nous en dire plus sur les mesures qu'ils prennent pour gérer cette initiative, soutenir les personnes évacuées et aider la province du Manitoba à maîtriser ces incendies.

● (2305)

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, je sais que les députés d'en face ont beaucoup parlé des brûlages dirigés, ainsi que des moyens de gérer les forêts et d'éviter que des feux de forêt deviennent hors-contrôle.

Je me demande si le député d'en face sait que les plans d'aménagement des forêts relèvent de la compétence des provinces. Je me demande s'il reconnaîtra dans cette enceinte que les entreprises forestières privées doivent mener leurs activités en vertu d'un permis ou d'un contrat d'approvisionnement en bois qui relève nettement de la compétence des gouvernements provinciaux. Je sais que nous avons dit à maintes reprises à la Chambre combien il est important de coordonner les efforts de tous les ordres de gouvernement et de nombreux autres partenaires. Des ministres et bon nombre d'entre nous l'ont répété.

Le député pourrait-il nous parler des responsabilités provinciales relativement à ces questions?

Grant Jackson: Monsieur le Président, je ne sais pas trop quel discours le député de Whitby a écouté. Ce n'était pas le mien, parce que je n'ai pas parlé une seule fois dans mon discours des plans d'aménagement forestier, même s'il prétend que je l'ai fait.

Cependant, voici ce que j'ai à dire à ce sujet. Aucune partie du Nord du Manitoba, qui est actuellement en proie à des feux de forêt, ne se trouve dans un parc national, ce dont mes collègues conservateurs ont déjà parlé. Il est certain que la gestion des forêts situées à l'extérieur des parcs nationaux relève de la compétence des provinces, et il est important qu'elles disposent des outils pour le faire. Je sais que le gouvernement fédéral libéral précédent a fait adopter des lois, comme la Loi sur les espèces en péril, qui empêchent certains brûlages dirigés, ce qui limite la capacité de gérer les forêts.

Il est également important de souligner que nos partenaires du secteur forestier au Manitoba sont très responsables et qu'ils font de l'excellent travail au nom de l'industrie forestière et de tous les Manitobains.

Article 52 du Règlement

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le Président, je tiens à souligner que, depuis quelques années, les services d'incendie et d'urgence se sont considérablement détériorés partout au Canada. En 2021, le Parti libéral s'est engagé à consacrer un demi-milliard de dollars à la formation et au recrutement de 1 000 nouveaux pompiers et à l'acquisition de nouvel équipement, notamment des hélicoptères et des avions-citernes. À ce jour, ce financement n'a pas été débloqué. Près de trois ans et demi plus tard, le gouvernement n'a toujours pas tenu son engagement.

Le député convient-il que le gouvernement a beaucoup à faire dans ce domaine?

Grant Jackson: Monsieur le Président, je remercie sincèrement mon collègue pour cette excellente question. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour dire que, quand le gouvernement fédéral prend des engagements envers les gens, en particulier ceux qui vivent dans des régions vulnérables du pays, il doit les respecter. Le Parti libéral n'a pas respecté l'engagement qu'il avait pris en 2021.

De plus, le député de Winnipeg-Nord a affirmé plus tôt que le gouvernement libéral avait versé des fonds au gouvernement du Manitoba, mais cela a ensuite permis à Wab Kinew, en tant que premier ministre, de réduire de 50 millions de dollars le budget des mesures d'urgence de la province dans son premier budget l'année dernière.

Lorsqu'il prend des décisions en matière de financement, le gouvernement fédéral doit s'assurer que les fonds fédéraux servent bien à l'achat d'infrastructures et d'équipements visant à protéger les communautés vulnérables du Nord du Manitoba et de partout ailleurs au pays.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, jamais, au cours de la dernière décennie, nous n'avons connu d'incendies de forêt d'une telle ampleur. Contrairement aux libéraux, qui reprochent aux provinces et aux territoires de ne pas avoir le matériel nécessaire pour combattre ces incendies incroyables qui font rage en ce moment, je pense à ma province, qui prête des ressources et appuie trois provinces voisines en fournissant des hélicoptères, des avions-citernes et de l'équipement. En même temps, la Colombie-Britannique a des exploitants tels que le groupe Coulson, sur l'île de Vancouver, qui soutiennent des pays partout dans le monde. Pourtant, le Canada n'a toujours pas d'avions-citernes ou de matériel de lutte nocturne contre les incendies pour prêter main-forte lorsqu'une situation d'urgence survient au Canada.

Mon collègue ne croit-il pas qu'il est temps que le gouvernement fédéral réponde à l'appel, comble ce besoin et fasse preuve de leadership?

● (2310)

Grant Jackson: Monsieur le Président, je remercie certainement le gouvernement et les gens de la Colombie-Britannique, qui font plus que leur part pour soutenir les autres provinces aux prises avec de graves dangers à l'heure actuelle. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que lorsqu'un gouvernement fédéral s'engage à investir pour produire un certain résultat pour un groupe de communautés ou de gens donné, il doit absolument honorer cet engagement. Le gouvernement libéral aurait dû honorer sa promesse. Il a manqué à son devoir et doit rendre des comptes à cet égard.

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour participer à ce débat d'urgence très important, mais, auparavant, comme c'est la première fois que j'ai l'occasion de m'exprimer en cette nouvelle législature, j'en profite pour remercier les résidants de St. Albert—Sturgeon River de m'avoir accordé leur confiance. J'aimerais aussi remercier les nombreux bénévoles dévoués qui ont travaillé très fort pour ma campagne et, à vrai dire, tous les bénévoles qui ont participé à toutes les campagnes dans ma circonscription. Les bénévoles jouent un rôle essentiel en se mettant au service de notre démocratie.

Je compte bien, au cours de la présente législature, représenter la ville de St. Albert et les nombreuses collectivités que j'ai maintenant le privilège de représenter dans cette nouvelle circonscription. Je m'engage auprès des résidants de St. Albert—Sturgeon River à ne ménager aucun effort pour faire entendre leur voix avec vigueur et efficacité à la Chambre des communes.

La situation des feux de forêt à l'échelle du Canada, en particulier dans l'Ouest du pays, est dangereuse. Elle est très grave. Plus d'un million et demi d'hectares ont été brûlés. Des dizaines de milliers de personnes ont été évacuées. Des maisons et des biens ont été endommagés et détruits. Des collectivités entières sont en danger. L'intensité des feux est telle que la fumée est perceptible et a atteint des endroits aussi éloignés que le Royaume-Uni et la Floride.

Je tiens à me joindre à mes collègues pour exprimer ma sympathie et ma sollicitude à l'égard des milliers de Canadiens touchés par ces feux de forêt. Je tiens également à remercier sincèrement les pompiers, les premiers intervenants, les membres des Forces armées canadiennes, les membres des forces de l'ordre, les bénévoles et les citoyens qui se mobilisent et travaillent sans relâche dans des conditions souvent très difficiles et dangereuses pour sauver des vies, protéger les biens et les infrastructures et venir en aide aux collectivités touchées.

Je dois dire que cette saison des feux de forêt a été dévastatrice, et ma circonscription, St. Albert—Sturgeon River, en a ressenti les répercussions. Le 3 mai, un incendie s'est déclaré dans la zone récréative provinciale de Redwater, dans le comté de Sturgeon, apparemment à la suite d'une défaillance mécanique ou électrique d'un véhicule tout-terrain. En raison du temps sec et venteux, le feu s'est rapidement propagé et il a englouti plus de 3 200 hectares. Plus de 70 maisons ont été évacuées, et la situation sur le terrain était très dangereuse et très instable.

En effet, il y avait un risque réel de catastrophe, le feu étant proche du centre industriel de l'Alberta, qui est la plus grande zone de traitement d'hydrocarbures au pays. Il y avait un risque réel que l'incendie s'étende à la ville de Redwater, une collectivité de 2 100 habitants. Face à cette situation très grave, nous avons constaté que la réaction aux feux de forêt a pris la forme d'actes de courage de la part des habitants, d'un leadership des représentants locaux de la province, ainsi que de voisins et de communautés qui se sont rassemblés pour donner un coup de main.

● (2315)

À cet égard, je me joins à la mairesse du comté de Sturgeon, Alanna Hnatiw, pour remercier l'équipe des services d'urgence du comté de Sturgeon, le service des ressources en matière de feux de forêt de la province, les ministères provinciaux des Forêts, des Transports et des Parcs, la GRC, de nombreux membres de la communauté et des comtés voisins de Parkland, Lamont, Strathcona et Fort Hills pour leurs efforts de lutte contre l'incendie, ainsi que pour les ressources, le personnel et l'équipement prêtés. Je tiens également à remercier le Sturgeon Regional Emergency Management Partnership, qui comprend le comté de Sturgeon ainsi que les villes de Morinville, Redwater, Gibbons, Bon Accord et Legal, pour ses efforts essentiels de coordination des interventions d'urgence. Grâce à tous ces efforts, après près d'un mois, l'incendie a finalement été contenu le 30 mai, et les vies, le bétail, les habitants et les entreprises ont été sauvés.

Même si la catastrophe a été évitée, ne vous y trompez pas, les répercussions de cet incendie de forêt sur les habitants de l'Est du comté de Sturgeon ont été dévastatrices. À l'heure actuelle, des résidants sont littéralement en train de fouiller dans les cendres. Des personnes ont perdu leur maison, du bétail et des animaux de compagnie. Des biens de valeur ont été endommagés et détruits, et des zones récréatives précieuses ont été perdues. Bien que les feux de forêt aient été contenus, pour ceux qui ont été touchés, la reconstruction ne fait que commencer. Je promets aux résidants touchés de faire tout ce qui est en mon pouvoir, en collaboration avec mes collègues provinciaux et municipaux, pour qu'ils reçoivent le soutien et les ressources dont ils ont besoin et qu'ils méritent alors qu'ils entament le processus de reconstruction.

En ce qui concerne les feux de forêt qui font rage, qui sont hors de contrôle, partout au Canada, et compte tenu des catastrophes récentes, y compris le feu de forêt de Jasper, tout cela devrait constituer un avertissement de cinq alarmes pour le gouvernement. Le fait est que nous avons constaté une détérioration des services d'incendie et des services d'urgence partout au Canada. Il y a des risques en ce qui concerne le personnel et les ressources. Il y a des problèmes en ce qui concerne l'équipement et la coordination, et nous avons vu le gouvernement adopter une approche malavisée et idéologique en s'opposant aux mesures préventives, comme les brûlages dirigés, ce qui a mené à la poudrière qu'était le parc national Jasper et à un incendie qui aurait probablement pu être évité. Un incendie de cette ampleur aurait certainement pu être évité et il ne se serait pas produit sans la mauvaise gestion et l'incompétence du gouvernement. En matière de prévention des incendies et de préparation aux incendies, le gouvernement a beaucoup de travail à faire.

● (2320)

L'hon. Rebecca Chartrand (Ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, le parti du député d'en face continue de rejeter la responsabilité des feux de forêt sur les particuliers, faisant fi du vaste consensus scientifique selon lequel les changements climatiques intensifient ces catastrophes. En refusant de mettre en place des politiques climatiques structurantes, n'êtes-vous pas en train de nuire aux efforts de prévention et de gestion des feux de forêt? Il est donc plus difficile pour le gouvernement de protéger les Canadiens contre des crises qui s'aggravent. Pourriez-vous répondre, s'il vous plaît?

Le vice-président: Avant de laisser le député de St. Albert—Sturgeon River répondre, je précise que ce n'est pas moi qui vais répondre. Je sais qu'il se fait tard, mais je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs questions et leurs observations à la présidence.

Le député de St. Albert—Sturgeon River a la parole.

Michael Cooper: Monsieur le Président, il est très décevant que la ministre ait décidé de faire de la petite politique avec les feux de forêt, mais le gouvernement a l'habitude de désigner les changements climatiques comme étant à l'origine de tous les feux de forêt. Oui, les changements climatiques sont un facteur, mais il y en a beaucoup d'autres, y compris les mauvaises politiques de gestion forestière du gouvernement, ainsi que l'activité humaine, entre autres.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, je vais poursuivre sur la lancée de mon collègue de St. Albert—Sturgeon River. Le gouvernement libéral a sans aucun doute contribué à faire en sorte que le Canada se retrouve confronté aux problèmes actuels. Je me demande si le député pourrait nous dire ce qu'il pense exactement du bilan du Parti libéral pour ce qui est de veiller à ce que le Canada soit bien préparé à répondre à des situations d'urgence telles que les catastrophes naturelles et les feux de forêt.

Le député pense-t-il que les libéraux, au cours de leurs 10 années au pouvoir, ont bien préparé le pays à affronter ce type de situation?

Michael Cooper: Monsieur le Président, la réponse est simple: non. Les ressources manquent. Le matériel est insuffisant. Ce que nous constatons chez le gouvernement, c'est qu'il ne propose que des discours creux. Le Parti libéral s'est engagé à investir un demi-milliard de dollars pour recruter et former de nouveaux pompiers et pour acquérir du matériel indispensable, notamment des hélicoptères et des avions-citernes. Or, trois ans et demi plus tard, le gouvernement n'a pas tenu ses promesses, et il y a des feux de forêt qui échappent à tout contrôle, non seulement cette année, mais aussi au cours des dernières années.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je tiens à préciser, bien sûr, que la gestion des forêts relève exclusivement de la compétence des provinces. Il existe de nombreux facteurs climatiques importants, mais certains ne sont pas exclusivement liés au climat. On pourrait dire que, oui, la foudre peut déclencher un incendie. Toutefois, qu'arrive-t-il quand la charge de combustible est extrêmement sèche parce que cela fait de nombreuses années qu'il y a des phénomènes climatiques chauds et secs, ce qui fait qu'il est fort probable que le comportement des incendies a changé en raison de la crise climatique?

Je me demande si mon collègue a des observations à faire sur le rôle des provinces à ce chapitre.

Michael Cooper: Monsieur le Président, puisque la députée a fait allusion dans une certaine mesure aux changements climatiques, je tiens à souligner que, dans un rapport publié récemment, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat n'a accordé qu'un niveau de confiance modéré à l'idée selon laquelle les changements climatiques ont accru les conditions météorologiques propices aux incendies forestiers dans certaines parties du monde.

Article 52 du Règlement

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je suis très inquiet. Nous sommes le 3 juin, et nous n'avons jamais vu d'incendies de forêt aussi dévastateurs si tôt en juin, en particulier dans les Prairies. Je pense à mon oncle Keith, qui souffre d'une maladie respiratoire et qui vit au Manitoba. Les incendies représentent un défi pour la santé des gens, non seulement des personnes évacuées, mais aussi des gens de partout dans les Prairies.

Je me préoccupe davantage de l'urgence de la situation et de l'importance de s'organiser. Nous savons qu'il y a plus de 100 000 pompiers volontaires au sein des services d'incendie locaux partout au pays, dont certains pourraient être déployés pour aider pendant la saison des incendies de forêt, surtout maintenant. Cependant, il n'y a toujours pas d'administration nationale des incendies pour aider à coordonner le tout, ce que l'Association canadienne des chefs de pompiers demande depuis longtemps. Nous sommes le seul pays du G7 qui n'en a pas.

Mon collègue est-il d'accord pour dire qu'il est temps que le gouvernement fédéral mette en place une administration nationale des incendies pour coordonner les interventions, surtout en cette saison des incendies?

● (2325)

Michael Cooper: Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a encore du travail à faire en matière de coordination, de recrutement et de maintien en poste des pompiers. Il y a des mesures qu'il pourrait prendre en adoptant le projet de loi proposé par le député et recommandé par le comité des finances, à savoir faire passer le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires de 3 000 $ à 10 000 $. Le directeur parlementaire du budget...

Le vice-président: Je dois interrompre le député, car son temps de parole est écoulé.

Nous reprenons le débat. Le député de Calgary Confederation a la parole.

Corey Hogan (Calgary Confederation, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saanich—Gulf Islands.

Je suis de tout cœur avec les gens de l'Ouest qui sont aux prises avec des feux de forêt et des évacuations de population. Bien que le débat actuel soit à juste titre axé sur les feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan, je tiens à souligner, à l'instar d'autres députés, que les feux de forêt ont également des répercussions sur la population de l'Alberta. Des milliers d'habitants de Swan Hills, de Dene Tha' et d'autres collectivités de la province ont été évacués.

Il y a eu de nombreux feux de forêt récemment dans ma province, l'Alberta: à Slave Lake et à Richardson en 2011, à Fort McMurray en mai 2016, à High Level en 2019 et sur des millions d'hectares en 2023, ce qui a entraîné l'évacuation de milliers de personnes. Bien sûr, l'année dernière, à Jasper, 25 000 personnes ont été évacuées, et des centaines d'habitations ont été détruites. Malheureusement, la liste des incendies est encore longue.

Nous savons que la saison des feux de forêt est de plus en plus longue et de plus en plus intense et difficile à prévoir dans tout le pays. Les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les feux de forêt et les inondations, sont maintenant notre réalité. C'est tragique. Se préparer, s'adapter et se rétablir est une formule que l'on se répétait, mais qui est devenue réalité. Le gouvernement, le Parlement et le pays tout entier doivent faire leur possible pour aider les gens de l'Ouest qui sont affectés à traverser cette période difficile.

On assiste à des événements concentrés dans le même moment, et qui s'inscrivent aussi dans une chaîne d'événements. Si on regarde en arrière, on constate que les décisions que nous avons prises dans nos sociétés, partout sur la planète, ont entraîné une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes. Nous ne pouvons pas faire fi des changements climatiques. Ils ne représentent pas une menace future, mais bien une menace actuelle. Il faut faire preuve d'un aveuglement plutôt volontaire pour ignorer la fréquence croissante de ce qu'on décrit comme « l'inondation du siècle » ou « des feux de forêt comme on n'en voit qu'une fois par génération ». Il faut un déni qui frôle la malveillance pour rester insensible à la multiplication des ouragans, des sécheresses et des vagues de chaleur qui découlent des changements climatiques et qui coûtent la vie à des milliers de personnes partout dans le monde.

Si les députés ne savent pas ce qu'est une température mouillée, je regrette de leur dire qu'ils l'apprendront probablement à l'avenir. Quand la chaleur et l'humidité atteignent ce niveau, transpirer ne rafraîchit plus les gens. Lorsque cette température dépasse 35 degrés pendant assez longtemps, la mort est inévitable en l'absence de climatisation. En raison des changements climatiques, les températures mouillées sont plus fréquentes et durent plus longtemps. Il s'agit, en quelque sorte, d'un avertissement avec cinq coups de sirène.

Nous devons nous préparer, nous adapter et nous remettre sur pied. Les répercussions des changements climatiques se font déjà sentir. Nous devons nous préparer à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, nous adapter à l'évolution du climat et nous remettre sur pied après de tels événements. Nous devons utiliser des stratégies intelligentes contre les incendies, comme bâtir des maisons résistantes à l'inflammation, aménager des coupe-feu et planifier l'utilisation des terres, sans oublier d'assurer la propreté des terrains et la gestion des forêts. Les brûlages dirigés sont effectués par les provinces, et Parcs Canada en fait quelques-uns, mais nous devons reconnaître que la période propice aux brûlages dirigés est plus courte qu'auparavant et qu'il y a de la concurrence pour obtenir les ressources, compte tenu de tous les feux de forêt provoqués par les changements climatiques.

Oui, je suis d'accord avec les députés d'en face pour dire qu'une brigade nationale de pompiers est prometteuse et je suis heureux que ce soit envisagé. Je suis heureux qu'aucune option ne soit écartée, comme l'a dit la ministre de la Gestion des urgences et de la Resilience communautaire. Nous devons également inciter les résidants et les entreprises à se préparer aux changements climatiques et à s'y adapter. Nous devons réduire les dommages au minimum. Nous devons prendre des mesures dès maintenant, en collaboration avec nos partenaires internationaux, pour réduire les dommages que les changements climatiques causent.

Mes amis, les choses pourraient être pires. J'ai dit que les incendies font partie d'un cycle. Nous avons regardé en arrière, mais, après cet événement, il est temps de regarder en avant. Ces crises sont souvent moins limitées dans le temps et l'espace que nous le croyons.

Dans une vie antérieure, j'ai travaillé pour le gouvernement de l'Alberta, une province qui connaît trop de feux de forêt majeurs. Je me suis joint à l'équipe alors que Fort McMurray était en reconstruction, peu après avoir été évacuée et ravagée par un incendie. J'étais là en 2019 lorsque des feux de forêt ont forcé l'évacuation de la municipalité de High Level. Malheureusement, l'une des choses que nous avons apprises, c'est que les effets des feux de forêt durent beaucoup plus longtemps que le moment de la crise. Il y a d'abord un événement, un incendie; les gens sont évacués et la communauté les soutient. Le pays les soutient. Les bénévoles et les dons arrivent de partout, du monde entier.

Un an plus tard, la vie est censée être de retour à la normale. L'incendie est chose du passé, les gens sont revenus, leur maison a peut-être été reconstruite. C'est souvent là que les problèmes de santé mentale commencent. À ce moment-là, la ville ne retient plus l'attention de la nation et de la planète; le soutien national et international a aussi disparu. Comme l'a dit la députée de Saanich—Gulf Islands, le chemin vers le rétablissement est long et difficile.

Les événements sont également moins liés à la géographie, comme nous le rappelle le ciel voilé aujourd'hui, à Ottawa. Les Calgariens le savent très bien. De 1981 à 2015, il y avait en moyenne 18 heures de fumée par année dans la ville de Calgary, et on ne dépassait jamais les 100 heures. Aujourd'hui, nous voyons régulièrement des centaines d'heures de fumée dans une année: 315 heures en 2017, 450 en 2018, 439 en 2021, 512 en 2023 et seulement 200 en 2024. Je rappelle que c'est beaucoup plus que la moyenne annuelle de 1981 à 2015.

● (2330)

Cette fumée présente de graves risques. La pollution atmosphérique concentrée générée par les incendies de forêt peut, dans les cas légers, causer des maux de tête, de la toux et des désagréments chez les personnes en bonne santé. Dans les cas graves, elle peut causer des crises d'asthme, de l'arythmie cardiaque, des crises cardiaques, des accidents vasculaires cérébraux et des malformations congénitales.

Encore une fois, compte tenu des effets dans les différentes régions et dans le temps, nous devons nous préparer, nous adapter et nous rétablir. Il nous faut des systèmes de filtration d'air, tant pour les logements que pour les gens, pour les collectivités éloignées des points chauds, des mesures de soutien en santé mentale pour les personnes touchées, des assurances, ainsi que du financement et du soutien à long terme pour reconstruire lorsque nous perdons des collectivités et des maisons, comme ce fut et ce sera malheureusement encore le cas.

Je terminerai en disant que rien de tout cela ne peut se faire au détriment d'une réponse à la crise que nous traversons. Les gouvernements, les collectivités et les premiers intervenants accompagnent les personnes touchées. Nous remuerons ciel et terre pour intervenir dans cette crise. Tout ne sera pas parfait, car rien ne l'est dans ces moments, mais c'est dans ces moments que nous mettons de côté la partisanerie et que nous ne pensons qu'à la sécurité des gens. Cependant, alors que cette crise s'atténue, je demande à la Chambre de ne pas perdre de vue la chaîne, en amont et en aval, dont elle fait partie: il est impératif de lutter contre les changements climatiques, de réfléchir à ce problème dans son ensemble et d'être là pour les gens lorsque les médias seront passés à autre chose.

Mes enfants ont passé trop de journées à respirer un air vicié à cause de la fumée. Le pays a vu trop de personnes obligées de fuir leur maison, sans savoir si elles y retourneraient un jour. Trop de vies ont été bouleversées par les conséquences à long terme. Le Parlement a le pouvoir et la responsabilité d'aider le pays à se préparer, à s'adapter et à se remettre sur pied. J'espère que nous prendrons cette responsabilité très au sérieux.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de son discours. Comme je suis albertaine, moi aussi, je dirais que c'est parfois formidable d'écouter des gens nous faire diverses réflexions et nous rappeler certaines choses. Il a parlé de l'incendie de Fort McMurray, de son arrivée au sein de l'équipe de la première ministre néo-démocrate de l'Alberta peu de temps après ainsi que des nombreuses défaillances qui s'étaient produites, en grande partie parce que la communication entre les pouvoirs publics était insuffisante. Il y a eu un manque de coordination. Quatre-vingt mille personnes ont été évacuées. Je pense qu'il est parfois très facile de présenter la réalité en vase clos et d'instrumentaliser ce qui se passe.

Nous avons appris bien des choses depuis. Celle qui me frustre vraiment, moi qui suis touchée par les feux de forêt depuis mon enfance et qui a toujours vécu à Fort McMurray, c'est qu'il n'y a rien de nouveau, mais que nous ne renforçons pas la résilience. Que fera le gouvernement pour renforcer la résilience des collectivités afin qu'elles n'aient pas à évacuer les résidants et à mettre en place des mesures de protection contre les incendies?

Corey Hogan: Monsieur le Président, je tiens à rectifier les faits. Je n'ai pas travaillé pour le gouvernement néo-démocrate. J'étais fonctionnaire en Alberta. J'ai travaillé pour la première ministre Notley et le premier ministre Kenney pendant un nombre égal de budgets, comme je me plais à le dire. J'ai travaillé pendant deux budgets pour chacun d'eux.

Quant à ce que le gouvernement peut faire pour nous rendre plus aptes à prévenir les incendies et éviter que les gens aient à évacuer leur domicile, cela relève d'une bonne gestion des incendies. Cela signifie garder les jardins propres dans les zones à risque d'incendie et voir à ce qu'il y ait des coupe-feu appropriés. Cela permettra aux gens de savoir exactement ce qu'ils doivent faire et les risques auxquels ils s'exposent s'ils ne respectent pas certaines consignes.

Il y a beaucoup à faire. Il y a des experts bien plus compétents que moi pour parler des détails. Le plus important, c'est que nous, en tant que députés, travaillions ensemble sur cette question afin de transmettre un message cohérent sur la sécurité et sur la manière dont nous pouvons améliorer la sécurité d'un océan à l'autre.

● (2335)

[*Français*]

L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, j'ai trouvé très intéressant que mon collègue signale l'importance des conséquences des changements climatiques sur la santé mentale après coup, après ces incendies de forêt.

J'aimerais demander à mon collègue s'il peut approfondir sa pensée et nous dire devant quelles options se retrouvent les Canadiens lorsqu'on considère les problèmes liés aux changements climatiques. C'est certain que cela va causer de l'anxiété, mais il me semble qu'on peut aussi se sentir paralysé. J'aimerais qu'il nous fasse part de ses pensées à ce sujet.

Article 52 du Règlement

[*Traduction*]

Corey Hogan: Monsieur le Président, je suis d'accord. Nous avons le choix entre l'action et l'inaction, et malheureusement, l'inaction revient à perdre du terrain pendant que les changements climatiques progressent, que nous voulions l'admettre ou non. La bonne nouvelle, c'est qu'au Canada, nous avons le pouvoir de commencer à apporter des changements positifs à cet égard.

Nous avons l'ingéniosité nécessaire, l'expertise nécessaire et cette volonté de créer un monde meilleur qui est au cœur de l'identité canadienne. J'encourage tous les Canadiens non pas à considérer la situation avec indifférence ou avec le sentiment d'être dépassés par les événements, mais à se dire que les outils nécessaires existent et que nous pouvons nous en servir pour résoudre ce problème et entrer dans la légende.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, nous savons entre autres que les feux de forêt et les urgences climatiques de ce genre surviennent de plus en plus souvent. Nous comptons notamment sur l'aide des militaires. Ils ont fait un travail remarquable par le passé et ils continuent de le faire, mais il leur manque souvent les ressources et l'équipement nécessaires pour aider lorsque surviennent ces catastrophes naturelles et ces urgences climatiques.

Le député appuierait-il l'attribution de fonds aux forces armées afin qu'elles puissent renforcer leur capacité d'intervention en cas de catastrophe naturelle, surtout dans un contexte où le premier ministre s'est engagé à porter les dépenses militaires à 2 % du PIB?

Corey Hogan: Monsieur le Président, personnellement, je suis en faveur d'une augmentation importante des dépenses militaires. Je pense que cela contribuera à consolider la position du Canada, en renforçant son économie, ses forces armées et ses institutions culturelles.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je tiens à remercier tout particulièrement mon nouveau collègue de Calgary Confederation de son excellent discours.

Ce débat dure depuis 18 h 30. Comme l'indique l'horloge, il est maintenant 23 h 40. Je suis déçue que nous n'ayons pas été en mesure de faire plus de progrès pour trouver un terrain d'entente. Il ne fait aucun doute que tous les députés pensent aux collectivités les plus à risque, où les gens se démènent pour leur vie, abandonnent leur maison et peut-être leurs animaux de compagnie, et qu'ils s'en soucient. Tout ce monde se demande, le cœur qui saute, s'il va retrouver sa maison.

Le débat d'urgence de ce soir, inspiré par la motion et la lettre adressée au Président par la députée de Winnipeg-Centre, porte sur les personnes et les collectivités qui se battent actuellement pour leur survie. L'accent a été mis sur le Manitoba, car c'est le premier ministre de cette province qui a réclamé pour la première fois l'état d'urgence dans sa province le 28 mai. Le lendemain, le 29 mai, le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, a déclaré l'état d'urgence dans cette province. Il n'y avait pas d'intention d'ignorer le fait qu'il y a actuellement des incendies de forêt majeurs en Alberta ou en Colombie-Britannique.

Je suis une députée de la Colombie-Britannique. La famille de mon mari possède une ferme, mais la maison de la ferme n'est plus utilisée par des gens qui exercent l'agriculture. Depuis l'été 2021, cette maison sert de refuge à des sinistrés qui ont dû quitter leur maison en raison des feux de forêt et des inondations. La fille de mon mari a failli mourir sous le dôme de chaleur parce qu'il a fait 50 degrés Celsius à Ashcroft, en Colombie-Britannique. Ma belle-fille, Julia, qui est dans la mi-trentaine et en bonne santé, a failli mourir.

Avec les événements climatiques qui nous ont frappés les uns à la suite des autres, on serait porté à croire que des leçons ont été tirées de ces urgences. Même si je sais que les gens sont de bonne foi quand ils disent que nous apprenons, je pense qu'en raison de notre manière segmentée de travailler, du cloisonnement de notre pays entre les provinces, les territoires, les municipalités et les Premières Nations, les gouvernements ont tendance à être bien en avance sur tout le monde pour ce qui est de réaliser ce qui doit être fait, mais comment pouvons-nous mobiliser les ressources? Que faisons-nous concrètement pour lutter contre la menace?

Plus tôt ce soir, quelqu'un a mentionné que ces longues saisons de feux de forêt qui ne semblent pas vouloir s'arrêter, qui sont plus intenses chaque année, étaient la nouvelle normalité. C'est faux. Nous sommes entrés dans ce que John Vaillant, auteur de *L'âge du feu*, appelle « le pétrocène ». Nous sommes entrés dans une période où tout nous est inconnu; nous en ignorons tout. Ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'il s'agit peut-être de la période la plus chaude que nous ayons jamais connue, et que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée à l'échelle de la planète depuis que l'on tient des registres. Nous pourrions dire qu'il s'agit de l'été le plus chaud que nous ayons connu au cours des deux derniers siècles, mon Dieu. On peut également dire que c'est l'été le plus frais que l'on connaîtra au cours des 200 prochaines années.

Alors que nous nous intéressons aux feux de forêt et que nous parlons de ce qui se passe en ce moment, je veux partager mon temps de parole entre ce que nous savons de la science du climat et ce que nous devrions faire en ce moment, car nous n'avons pas beaucoup parlé de science ce soir, même si certains députés ont fait un effort de bonne foi.

Certains députés bien intentionnés disent que les forêts étaient pleines d'arbres morts à cause du dendroctone du pin. C'est ce qu'on appelle une chaîne de réaction positive, car l'épidémie de dendroctone du pin a été causée par le réchauffement de la planète. Il suffit de demander à notre ancien premier ministre de droite de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, qui a découvert que le dendroctone du pin meurt habituellement lors d'une vague de froid hivernale qui abaisse la température à -35 degrés Celsius. Cela suffit à éliminer ce ravageur qui est endémique dans nos forêts de pin tordu.

J'irai droit au but. À cause du réchauffement climatique, nous avons perdu dans l'intérieur de la Colombie-Britannique une zone forestière deux fois plus grande que la Suède. Il s'agissait de la première conséquence majeure de la crise climatique dont les coûts s'élevaient à plusieurs milliards de dollars. C'est pourquoi Gordon Campbell a été le premier premier ministre de la province à mettre en place une tarification du carbone. Ces forêts d'arbres morts étaient toujours là, et avec les conditions météorologiques toujours plus chaudes et plus sèches, la charge combustible semble être devenue toujours plus chaude et plus sèche d'année en année, jusqu'à devenir extrêmement sèche. On décrit parfois cela comme une sécheresse très persistante. C'est ce qu'on pourrait appeler le début de la désertification, car il est peu probable que le problème disparaisse. Nous avons changé le climat de manière fondamentale. La chimie atmosphérique a changé.

● (2340)

Depuis 1 million d'années, il n'y a jamais eu plus de 280 parties par million de dioxyde de carbone dans notre atmosphère. Ce chiffre provient des données tirées des analyses des carottes de glace de l'Antarctique. Ce sont de vraies données scientifiques. C'est un chiffre. C'est empirique. Maintenant, par contre, nous en sommes à 427 parties par million. Ce chiffre monte; il ne descend pas. Nos émissions ont augmenté. En 1992, au Sommet de la Terre de Rio, nous avions juré de cesser d'augmenter nos émissions, et pourtant, elles ont augmenté partout sur la planète. La principale raison pour laquelle ce phénomène autrefois bénéfique que nous appelons l'effet de serre est surchargé et fait grimper la température, c'est parce que nous brûlons des combustibles fossiles. C'est grâce à l'effet de serre si notre planète est la seule du système solaire qui soit suffisamment chaude pour permettre la vie. Toutefois, nous avons saturé l'atmosphère de gaz à effet de serre et nous avons surchargé les puits de carbone naturels qui extrayaient les gaz à effet de serre de l'atmosphère.

C'est ce qui est arrivé à nos forêts. Autrefois, elles étaient des puits de carbone. Elles contenaient davantage de carbone, qu'elles stockaient, mais elles ont cessé d'être des puits de carbone. Elles sont maintenant des sources de maladies forestières, et les feux de forêt sont des sources de carbone que nous ne prenons même pas en compte quand nous faisons l'état des lieux de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Du côté de la science, je recommande fortement ce qui est selon moi le meilleur livre à ce sujet, *L'âge du feu*, de John Vaillant, l'un des meilleurs écrivains du Canada pour sa façon de manier les mots et la langue. Pris d'une fascination pour les feux de forêt, il a étudié l'incendie qui a frappé Fort McMurray en 2016, surnommé « la bête », et il a creusé et creusé pour en apprendre davantage. Ses conclusions sont importantes. Les gens disent que la forêt boréale est un écosystème qui tire avantage des incendies. Certes, il y a toujours eu des incendies dans notre forêt boréale, mais les incendies actuels sont différents. John Vaillant les appelle les « feux du XXIe siècle ». Ce sont des incendies dont le comportement est modifié par la crise climatique. Leur combustion est plus intense, ils se déplacent plus vite et ils créent leurs propres conditions météorologiques, notamment des vents forts. Ce sont des « bêtes » imprévisibles et différentes.

John Vaillant conclut: « Nous sommes en train de changer le climat [...] d'une manière qui favorise beaucoup plus le feu que nous. » Nous avons poussé le climat dans un état de surchauffe qui continue de provoquer davantage d'incendies de forêt, et les incendies se comportent différemment. Nous avons besoin de solutions. Oui, nous devons rendre les zones plus résistantes aux incendies et prendre beaucoup de mesures proactives bien en amont, comme construire des pare-feu autour des communautés rurales isolées et veiller à ce qu'ils soient plantés d'arbres à feuilles caduques, qui sont plus humides et plus frais et contribuent à l'efficacité des pare-feu. Oui, nous devons mieux nous préparer et nous devons acheter des avions-citernes. L'un de mes collègues a mentionné plus tôt le De Havilland Canadair 515. Il est construit en partie à Calgary et en partie à Sidney, en Colombie-Britannique. À l'heure actuelle, ces avions-citernes sont en rupture de stock, et toutes les commandes sont destinées à l'Union européenne, qui en a commandé un grand nombre. L'Union européenne coordonne les besoins des pays qui en ont le plus besoin et détermine où envoyer ces avions-citernes.

Article 52 du Règlement

Ce qui caractérise ces incendies de forêt, ces incendies du XXIe siècle, c'est qu'ils sont différents. Les députés ont-ils entendu parler des incendies zombies? Ils couvent sous la surface du sol pendant tout l'hiver. Ils peuvent être recouverts de neige, mais les incendies zombies sont toujours là, prêts à se déclarer au printemps. C'est l'une des raisons pour lesquelles les incendies se sont propagés si rapidement ce printemps.

Pendant le temps qu'il me reste, je veux me concentrer sur ce que nous pouvons faire, entre autres reconnaître ce que John Vaillant a déclaré lapidairement au Comité permanent des ressources naturelles: « l'industrie pétrolière est […] une industrie du feu ». C'est difficile. C'est le genre de vérité qui dérange que nous ne voulons pas entendre. Nous voulons être en mesure de protéger nos ressources. Le bitume est un produit très précieux, probablement trop précieux pour être brûlé si l'on commence à y penser et à planifier en conséquence.

Il faut nous assurer de donner à nos enfants une planète sur laquelle ils puissent survivre et ne pas laisser la crise climatique s'emballer dans une spirale inéluctable, irréversible et en accélération constante avec des boucles de rétroaction positive qui nous mènent aux inondations et aux dômes de chaleur, et au-delà de cela, à l'effondrement de la civilisation humaine. Nous n'avons pas à accepter cela. Nous sommes peut-être presque trop tard, mais il n'est pas trop tard pour mettre en place les mesures d'atténuation et d'adaptation qui nous aideront à préserver le Canada que nous aimons sur la planète que nous aimons.

● (2345)

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, il est vraiment difficile d'être ici, en tant que députée de Fort McMurray—Cold Lake, alors que la députée du Parti vert décide de dénigrer ma collectivité et de répandre de malencontreuses faussetés. Lors de l'incendie de Fort McMurray, alors que les gens manifestaient leur soutien, elle a blâmé les changements climatiques au lieu de faire preuve de compassion. Bon nombre de ses interventions ce soir étaient très ciblées et ne tenaient pas compte des traumatismes. Beaucoup de sinistrés qui fuient les incendies quittent leur demeure avec, parfois, uniquement les vêtements qu'ils portent. Ce n'est pas une situation à politiser. Nous pourrons discuter des politiques plus tard. En ce moment, nous tenons un débat d'urgence pour parler de ce que nous pouvons faire dès maintenant pour aider ces sinistrés.

Il ne s'agit pas d'essayer de faire des gains politiques, mais elle fait encore une fois une déclaration politique au lieu d'aller au fond de la question.

Elizabeth May: Monsieur le Président, je suis désolée que ma collègue de Fort McMurray pense cela.

Je n'ai prononcé aucun discours ce soir avant celui-ci, et quand j'ai posé des questions, ce que j'ai dit ce soir, c'est que nos pensées accompagnent les gens qui fuient pour sauver leur vie. La députée a peut-être manqué quand j'ai dit cela, mais j'ai vécu ce genre de situation avec ma famille en Colombie-Britannique. Nous avons connu des inondations où des amis sont disparus lorsque le courant a emporté leur maison, et leurs corps n'ont jamais été retrouvés. Nous avons vécu des incendies de forêt et attendu sur un pied d'alerte un éventuel ordre d'évacuation, n'ayant aucune idée d'où nous pourrions nous réfugier le moment venu.

Article 52 du Règlement

Il y a des mesures que nous devons prendre pour nous préparer aux situations d'urgence, et à l'heure actuelle, les députés ne sont pas disposés à discuter de ce que nous devons faire, en tant que pays, pour travailler ensemble et sauver des vies, alors que des gens fuient devant nos yeux en ce moment même pour sauver leur vie. Oui, c'est traumatisant. Les gens ne s'en remettent pas du jour au lendemain. Leurs enfants ne l'oublieront jamais. Ils auront des cauchemars pendant longtemps, et il se peut que certaines personnes ne puissent pas retourner au travail pendant longtemps après avoir souffert d'un coup de chaleur en raison d'un dôme de chaleur.

● (2350)

[*Français*]

L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, je regrette énormément que le discours de ma collègue de Saanich—Gulf Islands n'ait pas été prononcé au début de ce débat d'urgence, parce que j'ai trouvé qu'il était plein de sagesse et plein de faits. J'ai également lu le livre de M. Vaillant et j'ai trouvé que les points qu'elle a soulevés étaient très intéressants.

Au contraire de ma collègue conservatrice qui a posé la précédente question, j'avais l'intention de demander à ma chère collègue quelles sont les positions communes à identifier entre les formations politiques, parce que c'est important, c'est le temps de passer à l'action...

Le vice-président: Je dois interrompre le député pour donner l'occasion à la députée de Saanich—Gulf Islands de répondre.

Elizabeth May: Monsieur le Président, nous devons travailler ensemble. Nous devons faire face à cette crise parce qu'il y a urgence.

Dans le discours du Trône, il n'y a pas un seul mot au sujet de l'Accord de Paris. Je pense que le gouvernement va peut-être agir bientôt. J'espère que c'est le cas, mais il n'y a pas un mot dans le discours du Trône.

Maintenant, nous devons faire face à cette crise, être honnêtes avec les citoyens de ce pays et faire les choses ensemble pour réduire les gaz à effet de serre, protéger notre économie et, en même temps, nous préparer à nous adapter aux événements climatiques graves.

[*Traduction*]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je trouve un peu fort que les conservateurs prétendent que ma collègue de Saanich—Gulf Islands fait de la petite politique. Je vais ramener les gens deux ans en arrière, lorsque l'ancienne députée de Kelowna—Lake Country, Tracy Gray, a publié un gazouillis au sujet de la taxe sur le carbone au lieu de demander de l'aide au moment où sa circonscription était évacuée à cause des incendies de forêt.

Toute la soirée, mes collègues ont entendu les conservateurs affirmer que les incendies de forêt sont causés par l'activité humaine. La députée peut peut-être parler de ce qui est arrivé à notre écosystème et des dommages que ces incendies causent en ce moment.

Elizabeth May: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Courtenay—Alberni, car il m'a rappelé que l'une des solutions dont je voulais parler, c'est la Société de services d'urgence des Premières Nations, un excellent modèle établi en Colombie-Britannique qui devrait être mis en œuvre dans tout le pays.

J'ai parlé du dôme de chaleur à quelques reprises, car il a été traumatisant de voir 619 Britanno-Colombiens mourir en quatre jours, mais en ce qui concerne l'écosystème, ce que beaucoup de gens ne savent pas, c'est que le dôme de chaleur a aussi eu une incidence sur la vie dans les océans. Trois milliards de créatures marines sont mortes, alors certains de mes concitoyens dans le dôme de chaleur...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. La députée de Fort McMurray—Cold Lake a la parole.

J'annonce maintenant à la députée que je l'interromprai à minuit.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, je me réjouis d'avoir l'occasion d'intervenir et d'ajouter ma voix à cet important débat d'urgence.

Je tiens tout d'abord à remercier tous les pompiers, les premiers intervenants, les agences, les organisations et les gens qui ont ouvert leur cœur et leur foyer aux personnes qui fuient les incendies, ainsi que tous ceux qui contribuent à préserver les collectivités dans tout l'Ouest canadien. Le travail accompli par ces gens est remarquable. Plus tôt aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de parler des pompiers forestiers de l'Alberta qui se sont retrouvés piégés dans la localité de Chipewyan Lake, située dans la partie nord-ouest de ma circonscription, dans une région très isolée. Ils avaient perdu toute communication radio, mais heureusement, ils ont pu rétablir le contact et les pompiers ont pu quitter la localité sains et saufs.

C'est là tout le défi. Nous sommes aux prises avec de multiples incendies qui ravagent plusieurs localités. Je tiens donc à remercier sincèrement toutes les personnes qui luttent contre les flammes.

Cela vaut en particulier pour de nombreux politiciens locaux. Quand les politiciens sont élus, ils mettent leur nom sur un bulletin de vote, mais ils ne pensent pas nécessairement au fait qu'ils devront composer avec une évacuation de grande envergure. Beaucoup de nos conseillers municipaux ont dû composer avec une telle situation. Ils ont dû faire des choix là où ils ne pensaient pas avoir à le faire. Je remercie sincèrement ces politiciens; la bonté et le leadership dont ils ont su faire preuve sont remarquables pour les gens de leurs municipalités.

Quand ce genre de feu se déclare, les gens de partout au pays manifestent un grand élan de soutien. Lors de l'incendie de Fort McMurray, des gens d'un bout à l'autre du pays se sont mobilisés pour soutenir Fort McMurray. C'était spectaculaire et magnifique, mais qu'en est-il de la suite des choses après l'incendie? Nous sommes maintenant en plein débat d'urgence. C'est le moment de discuter de la mise à disposition d'un hôtel à Winnipeg ou de l'absence d'un tel service. Pareilles conversations soulignent les difficultés d'une crise comme celle-là; nous devons nous attaquer aux problèmes en question, veiller à ce que le gouvernement fédéral fasse tout en son pouvoir pour intervenir, et veiller à en tirer des pratiques exemplaires.

L'une des choses que je tiens à dire, c'est qu'il faut discuter des mesures d'atténuation à long terme. La prévention des incendies ne se limite pas à se débarrasser des feuilles mortes. Mon collègue a souligné que la prévention des incendies est extrêmement importante, mais il ne s'agit pas seulement de poser les bons gestes de prévention dans sa cour et de choisir les bons arbres. On peut en effet se demander aussi si les gens appliquent les principes de prévention des incendies à leur maison. Est-ce qu'ils choisissent des matériaux non combustibles pour le revêtement de leur maison? Ont-ils des matériaux non combustibles sur leur toit? Ont-ils déplacé les débris et les matériaux combustibles loin de chez eux? Qu'ont-ils fait pour installer des systèmes de gicleurs qui peuvent être déployés à distance? Ce sont tous des sujets de conversation, et je remercie vraiment le député de Calgary Confederation d'avoir parlé de la prévention des incendies, car elle joue un rôle très important.

Cependant, il n'y a pas que la prévention des incendies à des fins esthétiques, et de loin. Quelqu'un a dit un peu plus tôt que la Loi sur les espèces en péril empêche la construction de coupe-feu à certains endroits et dans certaines régions. L'absence de coupe-feu met les collectivités nordiques et isolées en danger. La Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs est une autre loi fédérale qui revient régulièrement en tant que mesure qui empêche la mise en place de coupe-feu adéquats et de mesures de protection contre les incendies parce qu'il faut attendre que tous les oiseaux aient niché et que tous les œufs aient disparu. C'est un problème.

À Fort McMurray, il faisait inhabituellement chaud. On voyait qu'il y avait des risques et qu'il y aurait des problèmes. Pourtant, nous ne on ne pouvait rien faire tant que l'état d'urgence n'était pas déclaré pour la région. Jusqu'à ce moment-là, on ne pouvait pas faire cette préparation qu'on savait nécessaire. C'est là le problème. C'est à de tels moments que les collectivités sont vraiment mal prises.

Je vais en profiter, car c'est l'une des premières occasions que j'ai de prononcer un discours à la Chambre en cette 45e législature, pour saluer possiblement l'une des seules personnes qui nous écoutent ce soir, alors qu'il est presque minuit. C'est un bon ami à moi, un conseiller municipal de la municipalité régionale de Wood Buffalo, aussi connue sous le nom de Fort McMurray. Il s'agit de mon bon ami Allan Grandison. Allan est toujours de mon côté. Il a toujours été là pour me soutenir et m'encourager, et c'est un homme très courageux.

● (2355)

Dans le cadre de son travail au conseil municipal, Allan a été appelé à gérer de nombreuses évacuations, notamment l'accueil de personnes évacuées des Territoires du Nord-Ouest l'été dernier. Il s'acquitte de telles tâches avec bienveillance et dignité, en prenant soin des personnes âgées d'une manière vraiment remarquable.

Les mesures prises par Allan et la municipalité régionale de Wood Buffalo l'été dernier sont celles que j'aimerais que le gouvernement fédéral adopte. Il y a tellement de choses que nous pouvons faire pour que les gens sachent que nous sommes là pour eux. Nous pouvons aller au-delà des accusations mutuelles, qui n'ont pas d'importance pour le moment. Ce qui importe aujourd'hui, c'est que les gens aient un endroit sûr où loger, qu'ils aient à manger et qu'ils sachent que quelqu'un les aime et se soucie d'eux.

Les personnes qui ne sont pas chez elles en ce moment, celles qui redoutent de ne plus avoir de chez-soi à leur retour, toutes doivent savoir qu'il y a ici des politiciens qui sont conscients de ce qu'elles traversent. Je me souviens de l'incendie de Fort McMurray ou même de l'été dernier, lorsque je n'ai pas pu prendre l'avion pour quitter Fort McMurray parce que la route avait dû être fermée afin de permettre l'évacuation des habitants. Nous comprenons ces gens. Nous sommes là pour eux et nous allons travailler sans relâche pour qu'ils aient tout ce dont ils ont besoin.

Je suis reconnaissante d'avoir pu prendre la parole. Je souhaite une excellente soirée à tous et je remercie Allan.

[*Français*]

Le vice-président: Comme il est minuit, je déclare la motion adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à plus tard aujourd'hui, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La motion est adoptée.)

(La séance est levée à minuit.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 3 juin 2025

AFFAIRES COURANTES

Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière

Anandasangaree ... 263

Projet de loi C-2. Présentation et première lecture ... 263

Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi ... 263

Les délégations interparlementaires

Lalonde ... 263

Pétitions

Les soins de santé

May ... 263

Questions au Feuilleton

Zerucelli ... 263

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Clark ... 263

Doherty ... 265

Larouche ... 265

Cormier ... 265

Sidhu (Brampton-Sud) ... 266

Dalton ... 267

Larouche ... 268

Zahid ... 268

Davies (Niagara South) ... 268

Lamoureux ... 270

Barsalou-Duval ... 270

Allison ... 270

Dawson ... 270

Rana ... 272

Barsalou-Duval ... 272

May ... 272

Dalton ... 272

Lamoureux ... 273

Lavoie ... 273

Deltell ... 274

Barsalou-Duval ... 274

Duclos ... 274

Fergus ... 275

Deltell ... 276

Larouche ... 276

Deschênes-Thériault ... 276

Boulerice ... 276

Ntumba ... 278

Deltell ... 278

Barsalou-Duval ... 278

Gazan ... 279

Gazan ... 279

Lamoureux ... 280

Doherty ... 280

Larouche ... 280

Gasparro ... 280

Dowdall ... 282

Simard ... 282

Gasparro ... 282

May ... 282

Klassen ... 283

Dalton ... 284

May ... 284

Rana ... 285

Jackson ... 285

Lamoureux ... 286

Simard ... 286

Zahid ... 286

Kibble ... 287

Rochefort ... 288

Barsalou-Duval ... 288

Caputo ... 289

Danko ... 289

Larouche ... 291

Doherty ... 291

Kwan ... 291

Tesser Derksen ... 292

Davies (Niagara-Sud) ... 293

Larouche ... 293

Gerretsen ... 294

Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake) ... 294

Lamoureux ... 295

Doherty ... 296

Barsalou-Duval ... 296

Ma ... 296

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

L'islamophobie

Zahid ... 298

Red Deer

Bailey ... 298

Accident de la route à Etobicoke

Erskine-Smith ... 298

Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake

Baldinelli ... 298

Longueuil—Charles-LeMoyne

Romanado ... 298

Les Bandits de Brooks

Bexte ... 299

Le Mois du patrimoine italien

Gasparro ... 299

Le secteur canadien de l'énergie

Kusie ... 299

Jacques Parizeau

Blanchet ... 299

L'islamophobie
Kayabaga 299

Les opioïdes
Ho 300

La franchise de hockey des Knights de London
Fragiskatos 300

Le logement
Rowe 300

La *Festa della Repubblica*
Iacono 300

Les finances
Cobena 300

Les incendies de forêt
Duguid 301

QUESTIONS ORALES

Les finances
Albas 301
Carney 301
Albas 301
Carney 301
McCauley 301
Carney 301
McCauley 301
Carney 302
Godin 302
Carney 302
Godin 302
Carney 302

L'industrie pétrolière et gazière
Blanchet 302
Carney 302
Blanchet 302
Carney 302

Les relations intergouvernementales
Blanchet 302
Carney 302

Les finances
McLean (Calgary-Centre) 303
Champagne 303
Zimmer 303
Champagne 303
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk) 303
Champagne 303
Gallant 303
Freeland 303
Gladu 303
Hodgson 304
Kuruc 304
Joly 304
Berthold 304
Joly 304

Le développement économique régional
Simard 304
Joly 304
Savard-Tremblay 304
Joly 304

Les ressources naturelles
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake) 305
Hodgson 305
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake) 305
Hodgson 305
Wagantall 305
Hodgson 305
Deltell 305
Champagne 305
Deltell 306
Champagne 306

La sécurité frontalière
Sheehan 306
Anandasangaree 306

Les ressources naturelles
Majumdar 306
Hodgson 306
Majumdar 306
MacKinnon 306

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté
Rempel Garner 306
Diab 307
Rempel Garner 307
Diab 307
Paul-Hus 307
Anandasangaree 307
Paul-Hus 307
Anandasangaree 307

Le logement
Mantle 307
Robertson 308
Mantle 308
Robertson 308
Baber 308
Robertson 308

Les soins dentaires
Chatel 308
Michel 308

La sécurité publique
Strauss 308
Fraser 308
Diotte 309
Fraser 309
Gill (Abbotsford—Langley-Sud) 309
Fraser 309

La diversité et l'inclusion
Church 309
Valdez 309

La sécurité publique
Gill (Calgary McKnight) 309
Anandasangaree 309

Le logement
Kwan 310

Robertson 310

Le travail

McPherson 310
Hajdu 310

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

O'Rourke 310
Gladu 312
Garon 312
Gerretsen 312
Dalton 313

Les travaux de la Chambre

Lamoureux 313
Motion 313
Adoption de la motion 313

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Morrissey 313
Small 314
Blanchette-Joncas 314
Chatel 315
Rowe 315
Blois 317
Beaulieu 317
Bragdon 317
Chenette 318
Holman 318
Greaves 319
Garon 319
Viersen 320
Desrochers 320
Doherty 321
Beaulieu 322
Falk (Provencher) 322
Dandurand 322
Doherty 324
Blanchette-Joncas 324
Lamoureux 324
Kelly 324
Blois 326
Garon 326
Davidson 326
Groleau 326
Blois 328
Garon 328
Lamoureux 328
Ménard 329
Godin 330
Blanchette-Joncas 330
Danko 330
Turnbull 330
Gallant 332
Garon 332
Blois 333
Lawton 333
DeRidder 333
Lamoureux 334
Beaulieu 335
Lawton 335
O'Rourke 335
Gill (Calgary McKnight) 335
Danko 336
Blanchette-Joncas 337
Lamoureux 337
Sheehan 337
Dalton 340

DÉBAT D'URGENCE

Les feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan

Gazan 340
Motion 340
Lamoureux 341
May 342
Lloyd 342
Idlout 342
Weiler 343
Lloyd 343
Kwan 344
Olszewski 344
Hoback 345
Malette (Bay of Quinte) 346
Gazan 346
Gull-Masty 346
Hoback 348
Chatel 348
Hoback 348
Hogan 350
Lloyd 350
Lamoureux 351
Bezan 351
Lamoureux 352
DeBellefeuille 353
Goodridge 353
DeBellefeuille 353
Lamoureux 355
Lloyd 355
Idlout 355
Bonin 355
Lamoureux 357
Falk (Provencher) 357
Chenette 357
Lamoureux 357
Viersen 358
Bonin 359
Dzerowicz 359
Duguid 359
Lloyd 360
DeBellefeuille 360
Dandurand 361
Au 361
Lloyd 361
Lamoureux 363
Bonin 363
Jackson 363
Idlout 363
Falk (Provencher) 364
Lamoureux 365

Bonin 365
Genuis 365
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill) 366
Genuis 367
Battiste 367
May 367
Acan 368
Goodridge 369
Weiler 369
Viersen 369
Wagantall 369
Turnbull 371
Viersen 371
Johns 372
Viersen 372
O'Rourke 373
Morin 373
Johns 374
Dzerowicz 374
Goodridge 375
Turnbull 376
Kwan 376
Chartrand 376
Morin 377
Turnbull 377
Idlout 378
Jackson 378
Turnbull 379
Cooper 380
Johns 380
Cooper 380
Chartrand 381
Jackson 381
May 381
Johns 382
Hogan 382
Goodridge 383
Fergus 383
Kwan 384
May 384
Goodridge 385
Fergus 386
Johns 386
Goodridge 386
Adoption de la motion 387

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : https://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: https://www.ourcommons.ca